

Fairfax Africa Holdings Corporation

Annexe 51-102A4

Déclaration d'acquisition d'entreprise

Rubrique 1 Identification de la société

1.1 Dénomination et adresse de la société

Fairfax Africa Holdings Corporation (« Fairfax Africa » ou la « Société »)
95 Wellington Street West
Suite 800
Toronto (Ontario)
M5J 2N7

1.2 Membre de la haute direction

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements au sujet des points décrits dans la présente déclaration auprès de Guy Bentinck, chef des finances et secrétaire général, qui peut être joint au 416-646-4181.

Rubrique 2 Détail du placement

2.1 Nature du placement d'entreprise

Le 31 août 2017, Fairfax Africa, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 42,4 % des actions en circulation d'Atlas Mara Limited (« Atlas Mara ») dans le cadre d'une participation au placement par Atlas Mara de nouvelles actions ordinaires au moyen d'une offre publique (le « placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara ») et de la conversion des obligations convertibles d'Atlas Mara (les « obligations convertibles d'Atlas Mara »).

Atlas Mara est un groupe de services financiers subsaharien fondé en 2013 et inscrit à la cote de la Bourse de Londres sous le symbole « ATMA ».

Atlas Mara vise à se hisser parmi les grandes institutions financières sur des marchés clés d'Afrique subsaharienne. Depuis sa fondation, Atlas Mara a acquis le contrôle d'une importante tranche d'activités bancaires répartie sur sept pays subsahariens, à savoir le Botswana, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

2.2 Date du placement

Le 31 août 2017

2.3 Contrepartie

La contrepartie est composée des deux éléments suivants : (1) un placement en espèces de 58,6 millions de dollars pour acheter 26 036 448 actions ordinaires d'Atlas Mara à 2,25 \$ (le « prix d'émission »); et (2) un placement en espèces de 100 millions de dollars dans des obligations convertibles d'Atlas Mara le 17 juillet 2017 qui, avec l'intérêt couru, ont été échangées contre 44 722 222 actions ordinaires d'Atlas Mara au prix d'émission en vigueur à la clôture du placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara le 31 août 2017.

2.4 Effet sur la situation financière

La Société ne prévoit ni ne propose de changements importants à ses activités ou aux activités d'Atlas Mara qui pourraient avoir un effet marqué sur le rendement financier et la situation financière de la Société.

2.5 Évaluations antérieures

Sans objet

2.6 Parties à l'opération

Le placement n'a été fait ni avec une « personne informée » qui soit de Fairfax Africa, de l'une de ses filiales ou de Fairfax Financial Holdings Limited (la société mère de Fairfax Africa), ni avec une « personne ayant des liens » avec celles-ci, ni avec un « membre du même groupe » que celles-ci (au sens de chacun de ces termes dans la législation sur les valeurs mobilières).

2.7 Date de la déclaration

Le 23 octobre 2017

Rubrique 3 États financiers et autres renseignements

Fairfax Africa Holdings Corporation (ci-joints à titre d'annexe A)

- Le bilan consolidé pro forma non audité au 30 juin 2017
- L'état des résultats consolidé pro forma non audité pour la période allant du 28 avril 2016 au 31 décembre 2016
- L'état des résultats consolidé pro forma non audité pour la période de six mois close le 30 juin 2017
- Les notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma non audités

Atlas Mara Limited (ci-joints à titre d'annexes B et C)

- Les états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
- Les états financiers intermédiaires consolidés condensés examinés pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2017 et 2016

Annexe A

États financiers consolidés pro forma non audités de Fairfax Africa Holdings Corporation

Fairfax Africa Holdings Corporation
État consolidé pro forma de la situation financière au 30 juin 2017
(non audité – en milliers de dollars américains)

	Ajustements pro forma			Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte non tenu du placement dans Atlas Mara	Ajustements pro forma					Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte tenu du placement dans Atlas Mara	Notes
	Fairfax Africa	Prêt à terme	Coûts d'émission du prêt à terme		Placement dans les obligations convertibles d'Atlas Mara	Intérêts sur les obligations convertibles d'Atlas Mara	Amortissement des obligations convertibles d'Atlas Mara	Participation au placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara	Honoraires		
Actif											
Trésorerie et équivalents de trésorerie	242 724 \$	- \$	- \$	242 724 \$	(100 000) \$	- \$	- \$	(55 782) \$	- \$	86 942 \$	1, 3a
Trésorerie soumise à restrictions	-	150 000	-	150 000	-	-	-	-	-	150 000	3c
Placements à court terme	99 960	-	-	99 960	-	-	-	-	-	99 960	
Obligations	49 051	-	-	49 051	100 000	-	492	(100 492)	-	49 051	1, 3a, 3f
Prêts	25 929	-	-	25 929	-	-	-	-	-	25 929	
Actions ordinaires	81 222	-	-	81 222	-	-	-	168 052	-	249 274	3a
Total de la trésorerie et des placements	498 886	150 000	-	648 886	-	-	492	11 778	-	661 156	
Intérêts à recevoir	638	-	-	638	-	625	-	(625)	-	638	3f
Autres actifs	300	-	-	300	-	-	-	-	-	300	
Total de l'actif	499 824 \$	150 000 \$	- \$	649 824 \$	- \$	625 \$	492 \$	11 153 \$	- \$	662 094 \$	
Passif											
Dettes d'exploitation et charges à payer	889 \$	- \$	225 \$	1 114 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	447 \$	1 561 \$	3c, 3d
Montant à payer à des parties liées	824	-	-	824	-	-	-	-	-	824	
Prêt à terme	-	150 000	-	150 000	-	-	-	-	-	150 000	3c
Impôt sur le résultat à payer	137	-	-	137	-	-	-	-	-	137	
Total du passif	1 850 \$	150 000 \$	225 \$	152 075 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	447 \$	152 522 \$	
Capitaux propres											
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déficit)	497 974	-	(225)	497 749	-	625	492	11 153	(447)	509 572	
Total du passif et des capitaux propres	499 824 \$	150 000 \$	- \$	649 824 \$	- \$	625 \$	492 \$	11 153 \$	- \$	662 094 \$	

Se reporter aux notes annexes.

Fairfax Africa Holdings Corporation
État consolidé pro forma du résultat net pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016
(non audité – en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

	Ajustements pro forma				Ajustements pro forma								Notes
				Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte non tenu du placement dans Atlas Mara								Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte tenu du placement dans Atlas Mara	
	Fairfax Africa	Coûts d'émission du prêt à terme	Charge d'intérêts sur le prêt à terme		Produit d'intérêts	Produit d'intérêts sur les obligations convertibles d'Atlas Mara	Amortissement des obligations convertibles d'Atlas Mara	Honoraires	Honoraires de placement et de services-conseils	Profit net réalisé sur les obligations convertibles	Profit net réalisé sur le contrat à terme		
Produits													
Produits financiers	- \$	- \$	- \$	- \$	552 \$	625 \$	492 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 669 \$	3f
Profit réalisé net sur les placements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 098	6 055	11 153	3b
	- \$	- \$	- \$	- \$	552 \$	625 \$	492 \$	- \$	- \$	5 098 \$	6 055 \$	12 822 \$	
Charges													
Honoraires de placement et de services-conseils	71 \$	- \$	- \$	71 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 265 \$	- \$	- \$	3 336 \$	3h
Frais généraux et frais d'administration	3	-	-	3	-	-	-	447	-	-	-	450	3d
Charges financières	-	225	1 552	1 777	-	-	-	-	-	-	-	1 777	3c, 3g
	74 \$	225 \$	1 552 \$	1 851 \$	- \$	- \$	- \$	447 \$	3 265 \$	- \$	- \$	5 563 \$	
Résultat avant impôt	(74)	(225)	(1 552)	(1 851)	552	625	492	(447)	(3 265)	5 098	6 055	7 259	
Charge (produit) d'impôt	-	(60)	(411)	(471)	146	166	130	(118)	(865)	-	-	(1 012)	3k
Résultat net	(74) \$	165 \$	(1 141) \$	(1 380) \$	406 \$	459 \$	362 \$	(329) \$	(2 400) \$	5 098 \$	6 055 \$	8 271 \$	
Résultat net par action (de base et dilué)	(0,00) \$											0,16 \$	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base et dilué)	50 620 189											50 620 189	3j

Se reporter aux notes annexes.

Fairfax Africa Holdings Corporation

État consolidé pro forma du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017

(non audité – en milliers de dollars américains, sauf les nombres d’actions et les montants par action)

	<u>Ajustements pro forma</u>			<u>Ajustements pro forma</u>			Notes
	Fairfax Africa	Charge d’intérêts sur le prêt à terme	Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte non tenu du placement dans Atlas Mara	Produit d’intérêts	Honoraires de placement et de services-conseils	Fairfax Africa, chiffres pro forma, compte tenu du placement dans Atlas Mara	
Produits							
Produits financiers	962 \$	- \$	962 \$	327 \$	- \$	1 289 \$	3f
Variation nette des profits latents sur placements	2 009	-	2 009	-	-	2 009	
Profit de change net	1 168	-	1 168	-	-	1 168	
	4 139 \$	- \$	4 139 \$	327 \$	- \$	4 466 \$	
Charges							
Honoraires de placement et de services-conseils	800	-	800	-	1 279	2 079	3h
Frais généraux et frais d’administration	387	-	387	-	-	387	
Charges financières	-	1 479	1 479	-	-	1 479	3g
	1 187 \$	1 479 \$	2 666 \$	- \$	1 279 \$	3 944 \$	
Résultat avant impôt	2 952	(1 479)	1 473	327	(1 279)	522	
Charge (produit) d’impôt	(812)	(392)	(1 204)	87	(339)	(1 456)	3k
Résultat net	3 764 \$	(1 087) \$	2 677 \$	240 \$	(940) \$	1 978 \$	
Résultat net par action (de base et dilué)	0,07 \$					0,04 \$	
Nombre moyen pondéré d’actions en circulation (de base et dilué)	50 620 189					50 620 189	3j

Se reporter aux notes annexes.

Fairfax Africa Holdings Corporation

Notes annexes des états financiers consolidés pro forma non audités

(non audité – en milliers de dollars américains sauf les montants par action et sauf indication contraire, les chiffres pouvant ne pas s'additionner en raison de l'arrondissement)

1. Nature des activités

Fairfax Africa Holdings Corporation (« Fairfax Africa » ou la « Société ») est une société de portefeuille de placements dont l'objectif est de réaliser une plus-value du capital à long terme tout en préservant le capital et en investissant dans des titres de capitaux propres et des titres d'emprunt de sociétés ouvertes et fermées africaines et dans des entreprises africaines ou d'autres entreprises dont la clientèle, les fournisseurs ou les activités sont situés principalement en Afrique ou en dépendent essentiellement (les « placements africains »). La Société réalise la totalité ou la quasi-totalité de ses placements soit directement, soit par l'entremise de ses filiales entièrement détenues, dont une filiale sud-africaine dénommée Fairfax Africa Investments Proprietary Limited (« SA Sub ») et une filiale mauricienne dénommée Fairfax Africa Investments Limited (« Mauritius Sub »).

Le 17 février 2017, concurremment à des placements privés, Fairfax Africa a réalisé son premier appel public à l'épargne (le « PAPE »), suivi par l'exercice de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour un produit brut de 506 202 \$ (produit net de 493 326 \$), par l'émission d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Le produit net tient compte d'un apport en nature de 74 968 \$ issu d'une participation indirecte dans AFGRI Holdings Proprietary Limited (« AFGRI »).

Le 31 août 2017, par l'entremise d'une filiale entièrement détenue, Fairfax Africa a acquis 42,4 % des actions en circulation d'Atlas Mara Limited (« Atlas Mara »).

La contrepartie versée comporte deux éléments, à savoir : 1) un placement en trésorerie de 58,6 M\$ visant l'achat de 26 036 448 nouvelles actions ordinaires d'Atlas Mara au prix unitaire de 2,25 \$ (le « prix d'émission ») dans le cadre d'une offre ouverte (le « placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara ») et 2) un placement en trésorerie de 100 M\$ dans des obligations convertibles d'Atlas Mara (les « obligations convertibles d'Atlas Mara ») le 17 juillet 2017 qui, combinés aux intérêts courus, ont été échangés contre 44 722 222 actions ordinaires d'Atlas Mara au prix d'émission, le 31 août 2017.

2. Base de préparation

L'état pro forma de la situation financière non audité au 30 juin 2017, l'état pro forma du résultat net non audité pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et l'état pro forma du résultat net non audité pour le semestre clos le 30 juin 2017 ci-joints (collectivement, les « états financiers consolidés pro forma non audités ») ont été établis selon des méthodes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») pour prendre en compte le placement dans Atlas Mara.

Les états financiers consolidés pro forma non audités tiennent compte du placement dans Atlas Mara comme s'il avait eu lieu :

- i) au 30 juin 2017, aux fins de l'établissement de l'état consolidé pro forma non audité de la situation financière;
- ii) au 28 avril 2016, aux fins de l'établissement de l'état consolidé pro forma non audité du résultat net pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et de l'état consolidé pro forma non audité du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017. Il a été présumé que le PAPE de Fairfax Africa et le placement dans AFGRI Holdings Proprietary Limited ont été clôturés le 28 avril 2016 et qu'une part du produit net du PAPE a été affectée au financement de l'acquisition d'Atlas Mara à cette date.

Les états financiers consolidés pro forma non audités doivent être lus conjointement avec les états financiers suivants :

- i) les états financiers consolidés audités de la Société pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et les notes annexes, intégrés au prospectus du PAPE de la Société déposés sur SEDAR, le 8 février 2017;
- ii) les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017;
- iii) les états financiers consolidés audités d'Atlas Mara Limited au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date, préparés conformément aux IFRS adoptées par l'Union européenne et présentés en dollars américains;
- iv) les états financiers consolidés intermédiaires résumés révisés d'Atlas Mara Limited au 30 juin 2017 et pour le semestre clos à cette date, préparés conformément à IAS 34 telle qu'adoptée par l'Union européenne et présentés en dollars américains.

Les méthodes comptables entrées dans la préparation des états financiers consolidés pro forma non audités sont les mêmes que celles présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017. Fairfax Africa a conclu que la Société répond à la définition d'une « entité d'investissement » au sens d'IFRS 10 *États financiers consolidés* et que, à ce titre, tous les investissements autres que les investissements dans des filiales de service sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les états financiers consolidés pro forma non audités ne sont pas nécessairement indicateurs des résultats qui auraient été obtenus si les transactions avaient été conclues aux dates indiquées ni des résultats d'exploitation ou de la situation financière futurs de la Société.

3. Ajustements aux états financiers consolidés pro forma non audités

a) Placement dans Atlas Mara

Les actions ordinaires d'Atlas Mara sont considérées comme un placement de niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs et elles ont été évaluées à 168 052 \$ à partir de leur cours non ajusté à la date d'acquisition. La Société détient 70 758 670 actions ordinaires d'Atlas Mara, ce qui lui confère une participation de 42,4 % à son capital.

La Société a aussi agi à titre de preneur ferme pour le placement en titres de capitaux propres d'Atlas Mara et touché une contrepartie de 2 800 \$ qui, dans les faits, a réduit le prix d'émission considéré pour la contrepartie visée par le placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara.

b) Profit réalisé net sur des obligations convertibles et l'achat à terme d'actions

Les variations de la juste valeur des obligations convertibles d'Atlas Mara entre la date de leur comptabilisation initiale et celle de leur conversion en actions ordinaires ont donné lieu à un profit réalisé net de 5 098 \$, comptabilisé dans les états financiers consolidés pro forma non audités. Les instruments de créance convertibles relèvent des placements de niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs et ont été évalués à partir du cours de l'action d'Atlas Mara et du prix d'émission.

L'engagement de la Société de se porter acquéreur des actions ordinaires dans le cadre du placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara à un prix fixe répond à la définition d'un dérivé.

La variation de la juste valeur du dérivé entre la date de sa comptabilisation initiale et la date d'exercice se chiffre à 6 055 \$. L'achat à terme a été classé comme relevant des placements de niveau 2 et évalué en fonction du cours de l'action d'Atlas Mara et du prix d'émission ajustés pour tenir compte de la contrepartie reçue au titre de la prise ferme du placement de titres de capitaux propres d'Atlas Mara.

c) Prêt à terme

La Société a obtenu un prêt à terme de 150 000 \$, garanti par de la trésorerie, qui porte intérêt au taux LIBOR majoré de 100 points de base. Le prêt à terme a été conclu parallèlement avec le placement dans Atlas Mara. La Société a engagé des coûts d'émission de 225 \$ à l'égard du prêt à terme.

d) Honoraires

Des honoraires de services-conseils, de services juridiques et de contrôle diligent de 447 \$ ont été engagés relativement au placement dans Atlas Mara.

e) Variation nette du profit latent (de la perte latente) sur les actions d'Atlas Mara

Aux fins de l'établissement de l'état consolidé pro forma non audité du résultat net, de la juste valeur d'Atlas Mara et de la participation indirecte dans AFGRI au 31 décembre 2016 et au 30 juin 2017, la Société a considéré qu'il n'y avait aucune incidence découlant de variations de la juste valeur de ces placements.

f) Produits financiers

Un ajustement a été apporté en vue de rendre compte des intérêts gagnés de 552 \$ et de 327 \$, respectivement, pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et pour le semestre clos le 30 juin 2017, sur les fonds prélevés sur le prêt à terme, qui ont été versés dans un compte de trésorerie sous restrictions.

En outre, des ajustements de 625 \$ et de 492 \$, liés respectivement aux produits d'intérêts et à l'amortissement des obligations convertibles d'Atlas Mara, ont été apportés pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016.

g) Charge d'intérêts sur le prêt à terme

La charge d'intérêts sur le prêt à terme pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et pour le semestre clos le 30 juin 2017 se chiffre respectivement à 1 552 \$ et à 1 479 \$.

h) Honoraires de placement et de services-conseils

Les honoraires annuels de placement et de services-conseils représentent 0,5 % de la valeur du capital non déployé et 1,5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Société moins la valeur du capital non déployé. Pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016 et pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ajustements présentés au titre des honoraires de placement et de services-conseils se chiffrent respectivement à 3 265 \$ et à 1 279 \$.

i) Honoraires

Un montant de 447 \$ a été inscrit, pour la période du 28 avril 2016 (date de constitution) au 31 décembre 2016, au titre des honoraires de services-conseils, de services juridiques et de contrôle diligent liés au placement dans Atlas Mara.

j) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation tient compte des actions ordinaires de la Société en circulation à la date du placement dans Atlas Mara comme s'il avait eu lieu le 28 avril 2016.

k) Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat de la Société, le cas échéant, est calculé selon le taux d'imposition de 26,5 % prévu par les lois canadiennes.

Annexe B

États financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
d'Atlas Mara Limited

Rapport sur le risque

Le Groupe évolue dans un contexte où la prise de risques mesurés dans les territoires où il exerce ses activités est essentielle à sa stratégie et à la création de valeur pour les actionnaires.

Il importe que le Groupe, dans l'exécution de sa stratégie commerciale, compose adroitement avec les incertitudes, maximise les occasions de croissance et veille à ce que les risques connexes correspondent à son cadre de tolérance à l'égard des types de risque concernés afin que soient mises en place des mesures d'atténuation convenables.

Objectifs du Groupe en matière de gestion du risque

Le conseil sait que, tout compte fait, il est responsable et comptable à l'égard des actionnaires de ce qui suit :

- le processus de gestion du risque et les systèmes de contrôle interne;
- la détermination, l'évaluation et la gestion des risques significatifs auxquels est exposé le Groupe;
- la mise en place de systèmes de contrôle interne efficaces en vue d'atténuer les risques significatifs;
- l'instauration d'un processus documenté et éprouvé permettant au Groupe d'exercer ses activités essentielles en cas d'incident grave touchant son exploitation;
- la vérification de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Le conseil d'administration a confié à la fonction Gestion du risque du Groupe le mandat suivant :

- la coordination des activités de gestion du risque à l'échelle de l'organisation à titre de principal responsable de la culture de gestion du risque au sein d'Atlas Mara;
- l'analyse, la surveillance et la gestion de tous les éléments d'exposition pour l'ensemble des catégories de risque;
- l'établissement, l'approbation et l'instauration de paramètres et de limites en matière de risque, outre la responsabilité de veiller au respect de ces paramètres et limites;
- la supervision des divers comités de gestion du risque dans le cadre du processus de gestion du risque du Groupe.

Approche du Groupe en matière de gestion du risque

L'approche du Groupe en matière de gestion du risque repose sur plusieurs éléments fondamentaux. Les procédures et les méthodes sont intégrées au cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise (« GRE ») d'Atlas Mara (voir figure 1).

La tolérance au risque permet au Groupe de circonscrire le degré de risque qu'il est prêt à prendre en vue d'atteindre ses objectifs commerciaux. Cette tolérance au risque est calibrée en regard des cibles financières de nature générale du Groupe, notamment les cibles en matière de rentabilité et de dépréciation, de couverture des dividendes et des niveaux de fonds propres. Les méthodes du Groupe en matière de risque comportent des systèmes qui lui permettent de mesurer et de regrouper les risques puis d'en faire rapport en interne ainsi qu'aux autorités de réglementation, conformément aux meilleures pratiques.

La GRE comprend les méthodes et procédés qu'emploient les organisations afin de gérer les risques et de repérer les possibilités d'atteinte de leurs objectifs. La GRE fournit un cadre de gestion du risque qui, d'ordinaire, permet de déceler les événements ou circonstances propres aux objectifs de l'organisation (risques et possibilités), d'évaluer leur probabilité et l'ampleur de leurs répercussions, d'élaborer une stratégie de riposte ainsi que de surveiller la progression connexe.

Au moyen de son cadre de gestion du risque, le Groupe définit les principes et normes en matière de gestion du risque qu'il entend suivre. Ces principes et normes permettent de s'assurer que les risques sont gérés de façon homogène à l'échelle du Groupe au moyen d'un ensemble de contrôles internes. Grâce à ces principes et normes, tous les paliers du Groupe sont sensibilisés au risque, et chaque employé comprend que la responsabilité de la gestion du risque lui incombe. Dans chaque filiale en exploitation, les sous-comités suivants, auxquels siègent cadres et cadres supérieurs, sont responsables de gérer de façon structurée les risques auxquels est exposé le Groupe :

- le comité du crédit est responsable de la gestion du risque de crédit;
- le comité de l'actif et du passif est responsable de la gestion du risque de taux, du risque de marché, du risque de liquidité, du risque de contrepartie, du risque de change et du risque d'adéquation des fonds propres;
- le comité du risque opérationnel est responsable du risque lié à la technologie, du risque de conformité, du risque juridique, du risque lié aux ressources humaines, du risque d'atteinte à la réputation, du risque opérationnel et du risque lié à la réglementation.

Atlas Mara a adopté ce modèle à trois lignes de défense afin de pouvoir assigner et coordonner des mandats précis en matière de risque et de contrôle au sein des diverses unités fonctionnelles. Le modèle prévoit que, sous la supervision de la haute direction et du conseil d'administration, et avec leur encadrement, trois groupes (lignes de défense) distincts d'Atlas Mara sont nécessaires pour assurer la gestion et le contrôle efficaces des risques.

Ces trois lignes de défense sont les suivantes :

- les activités commerciales;
- les fonctions Risque et Contrôle;
- l'équipe d'audit interne.

Chacune de ces trois lignes de défense joue un rôle précis au sein du cadre de gouvernance général d'Atlas Mara. Lorsque chaque ligne joue son rôle efficacement, Atlas Mara voit ses chances d'atteindre ses objectifs globaux grandement améliorées.

Rôle de la fonction Gestion du risque du Groupe d'Atlas Mara

La fonction Gestion du risque du Groupe d'Atlas Mara est responsable du maintien, à l'échelle du Groupe, d'une culture axée sur la sensibilisation au risque. Bien que chaque unité fonctionnelle soit la première responsable de la gestion des risques qui la visent en propre, la fonction Gestion du risque du Groupe, de manière indépendante, surveille et gère la totalité des risques du Groupe, et fait rapport à ce sujet, conformément au mandat que lui a confié le conseil d'administration.

La fonction Gestion du risque du Groupe coordonne les activités de gestion du risque à l'échelle du Groupe afin de veiller à ce que les paramètres liés au risque soient établis et respectés comme il se doit pour toutes les catégories de risque et dans toutes les entités du Groupe. La fonction Gestion du risque du Groupe s'assure également que toutes les expositions aux risques peuvent être évaluées et surveillées à l'échelle du Groupe. La gestion efficace du risque est l'un des principaux inducteurs de l'investissement continu du Groupe dans la technologie. La fonction Gestion du risque du Groupe s'efforce constamment de trouver des façons novatrices de rehausser ses techniques de gestion du risque.

La fonction Gestion du risque du Groupe met de plus à jour périodiquement son cadre de travail afin de tenir compte des nouvelles politiques qu'adopte le conseil d'administration. La fonction Gestion du risque du Groupe fait rapport régulièrement au comité exécutif et au comité d'audit et de gestion du risque d'Atlas Mara afin de fournir au conseil l'assurance que les risques sont repérés, gérés et maîtrisés comme il se doit. La fonction Gestion du risque du Groupe est dirigée par un cadre supérieur qui relève du chef de la direction.

Le conseil a approuvé le cadre de travail de la fonction Gestion du risque du Groupe, lequel vise toutes les entités du Groupe et énonce le protocole de gouvernance et de gestion du risque à l'échelle de la Banque. La gestion du risque au sein du Groupe repose sur des structures de gouvernance, outre la responsabilité, la détermination et l'évaluation des risques. La responsabilité et la gestion des risques incombent tout d'abord aux unités fonctionnelles de chaque filiale, qui cernent et évaluent les risques propres à leurs activités. La fonction Gestion du risque du Groupe passe en revue les mesures que prennent les unités fonctionnelles pour atténuer les risques repérés.

Chaque filiale ou unité fonctionnelle soumet des rapports sur les risques qui, avec les informations détaillées en matière de risque que fournit la fonction Gestion du risque du Groupe, font l'objet d'analyses par le Conseil.

Les rapports sur les risques présentent une évaluation équilibrée des risques significatifs et de l'efficacité des procédures de gestion du risque, outre les mesures que prend la direction pour atténuer ces risques.

Crédit

Le risque de crédit est de loin le type de risque le plus significatif, sa gestion représentant plus de 80 % de l'obligation au titre du capital économique du Groupe et 61 % de l'obligation au titre du capital réglementaire.

Tout changement notable affectant l'économie, ou la vitalité d'un secteur d'activité qui représente une certaine concentration au sein du portefeuille du Groupe, peut entraîner des pertes différentes de celles présentées à la date de clôture. Le risque pays (ou souverain) fait partie du risque de crédit global et sa gestion s'inscrit dans le cadre de la fonction de gestion du risque de crédit, car il a une incidence importante sur la capacité de certaines contreparties d'exécuter leurs obligations. La direction veille donc à gérer avec prudence son exposition au risque de crédit.

Le risque de crédit découle principalement des prêts et avances, des titres d'emprunt et autres instruments analogues. Le risque de crédit provient également des arrangements financiers non comptabilisés comme les engagements de prêt. L'équipe chargée de la gestion du risque du Groupe passe en revue les expositions aux risques des filiales et fait rapport à ce sujet au conseil d'administration d'Atlas Mara.

Gestion du risque de crédit et stratégie connexe

La gestion du risque de crédit à l'échelle du Groupe est assurée en fonction du cadre de gestion du risque approuvé par le conseil, lequel énonce les principes et normes de crédit, les limites des mandats et les structures de gouvernance.

Les structures de gouvernance auxquelles incombe la responsabilité de l'approbation et de la surveillance des prêts ainsi que de la gestion du risque connexe comprennent les suivantes :

- le comité de crédit du comité de gestion du pays concerné (comité de crédit du comité de gestion) (y compris les entités de BancABC et de BRD Commercial);
- le comité de crédit du conseil du pays concerné (y compris les entités de BancABC et de BRD Commercial);
- le comité de crédit du Groupe d'ABCH;
- le comité de crédit du conseil d'ABCH;
- le comité d'examen du conseil d'ABCH.

Les objectifs du Groupe Atlas Mara en matière de gestion du risque de crédit sont les suivants :

- permettre la croissance durable des actifs d'une manière conforme à la tolérance au risque du Groupe;
- optimiser les structures opérationnelles et les structures de gouvernance à l'égard du crédit;
- créer un environnement de contrôle solide;
- investir dans les compétences, la formation et l'acquisition d'expérience;
- simplifier les processus de gestion du risque;
- mettre en œuvre des modèles appropriés d'octroi de prêts et les affiner;
- améliorer les mécanismes d'alerte rapide ainsi que de gestion de la reconnaissance et de la correction de problèmes;
- parfaire les politiques de crédit et le cadre de gouvernance.

Approche en matière de risque de crédit

Cycle de vie du crédit

Le cycle de vie du crédit comprend l'identification et la quantification des marchés cibles, les principes d'évaluation du crédit et de prises de décision connexes, l'exécution postérieure aux décisions de crédit, l'administration du crédit, la surveillance du portefeuille, les déclencheurs d'alerte rapide ainsi que la gestion de la reconnaissance et de la correction de problèmes. Les gestionnaires responsables des activités commerciales et de la gestion du risque ainsi que les hauts dirigeants prennent part à l'intégralité du cycle de vie du crédit. Le Groupe Atlas Mara utilise un outil de classement du risque en ce qui concerne les expositions le

visant afin de déterminer la notation de crédit minimale pour l'octroi de prêts.

La notation de crédit s'appuie sur des critères qualitatifs et quantitatifs basés sur la situation financière ainsi que les données en matière de résultat, notamment les ratios critiques, les données de référence de l'industrie, ainsi que les antécédents et la capacité de l'équipe de direction. Les notations de crédit accordées aux débiteurs sont évaluées chaque année en fonction des informations financières les plus récentes ainsi que des mouvements liés aux comptes relativement aux expositions visant le Groupe.

Les débiteurs qui sont des particuliers ou des PME normalisées (à faible roulement) sont évalués à l'aide d'une feuille de pointage préétablie qui fait l'objet d'examens périodiques.

Évaluation du risque de crédit

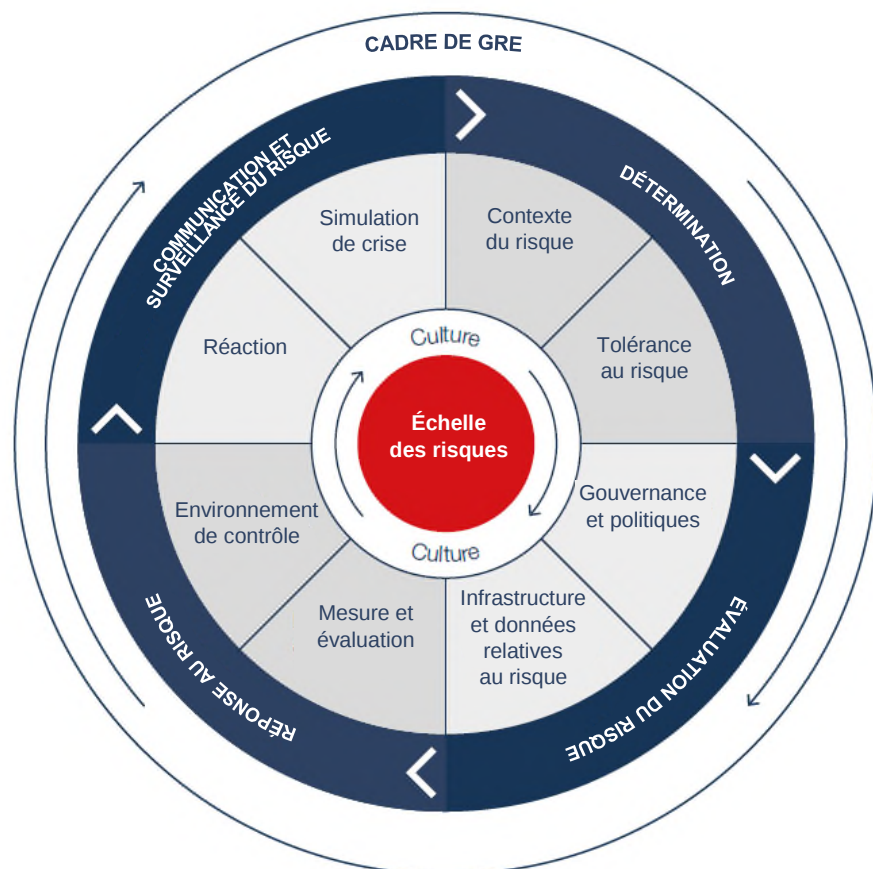
L'approche du Groupe en matière d'évaluation du risque de crédit vise à concorder avec les meilleures pratiques à l'échelle internationale et, à tous égards importants, elle correspond à l'approche normalisée qu'emploient les institutions financières à l'échelle internationale. Le risque de crédit est divisé selon les éléments de risque usuels, soit la probabilité de défaillance (la « PD »), l'exposition en cas de défaut (la « ECD ») et la perte en cas de défaut (la « PCD »), lesquels éléments sont modélisés en fonction de chaque client, facilité et portefeuille. Ces éléments de risque servent à calculer plusieurs mesures du risque global comme la perte attendue (la « PA »). Les modèles qu'utilise le Groupe sont conformes aux exigences réglementaires. Le tableau des probabilités de défaut à la prochaine page montre le rapprochement des

notations d'Atlas Mara avec la grille de notation de S&P, agence de notation externe, afin que l'évaluation du risque de crédit s'harmonise avec la tolérance connexe dans toutes les entités du Groupe.

Le Groupe a adopté des politiques standard en matière de dépréciation qui, à tout le moins, sont conformes avec les consignes prudentielles des banques centrales des pays concernés. La détermination des prêts dépréciés est mensuelle au sein des filiales et fait l'objet d'examens périodiques par la fonction Gestion du risque du Groupe.

Les probabilités de défaut du Groupe sont jugées conformes aux meilleures pratiques du secteur bancaire. La définition de défaut et l'utilisation de la PD sont normalisées et conformes au cadre de Bâle II et à la réglementation connexe.

Figure 1 : Cadre Mara GRE d'Atlas Mara



Probabilité de défaut (« PD »)

La PD permet de mesurer la probabilité qu'un client soit en défaut à l'égard de ses obligations dans les 12 prochains mois. Cette mesure est un élément essentiel de la notation interne à l'égard du risque qui est établie pour chaque client.

Exposition en cas de défaut (« ECD »)*

En général, l'ECD s'entend de l'estimation de la mesure dans laquelle la Banque peut être exposée à une contrepartie en cas de défaut de cette dernière dans les 12 prochains mois. Le Groupe calcule l'ECD estimative pour chaque facilité au moyen de modèles élaborés à l'aide de données internes et externes en matière de défaut ainsi que l'expérience des spécialistes du crédit à l'égard de produits ou de groupes de clients précis. L'ECD estimative tient compte des expositions comptabilisées et non comptabilisées donnant lieu à une exigence de fonds propres intégrant les expositions existantes, ainsi que les expositions éventuelles selon l'utilisation de la facilité disponible par la contrepartie concernée.

Perte en cas de défaut (« PCD »)*

Le troisième principal élément de risque permet de mesurer la perte attendue à l'égard d'une facilité précise en cas de défaut et tient donc compte des mesures d'atténuation du risque de crédit employées par la Banque, comme les sûretés, les garanties de tiers, les mécanismes de protection visant les dérivés de crédit ou autres instruments de couverture de crédit. La PCD estimative est calculée conformément aux directives de Bâle.

Perte attendue et exigences de fonds propres*

Ces trois éléments, soit la PD, l'ECD et la PCD, jouent un rôle crucial dans diverses mesures du risque utilisées pour l'ensemble du portefeuille. La PA permet d'évaluer la perte et d'appliquer des mesures du risque de crédit homogènes pour l'ensemble des expositions au crédit des particuliers et des entreprises. La PCD, l'ECD et la PD estimatives servent également à diverses applications commerciales, notamment l'établissement des prix, ainsi que l'évaluation de la stratégie des clients et des portefeuilles et de leur rendement. La PA estimative peut être comparée directement aux données en matière de dépréciation du portefeuille dans le cadre des

calculs liés au capital réglementaire afin de s'assurer que la PA estimative de l'organisation découlant de l'exercice de ses activités fait l'objet d'une couverture suffisante par la provision générale au titre des dépréciations constituée. Toute situation où la provision générale au titre des dépréciations ne suffit pas à couvrir entièrement le total de la PA a une incidence directe sur l'exigence de fonds propres en vue de l'absorption de ces pertes potentielles.

Tolérance et restructuration*

La tolérance vise les modalités contractuelles des facilités consenties à certains débiteurs, lesquelles sont modifiées ou font l'objet d'une nouvelle transaction. Les principes et normes de crédit du Groupe Atlas Mara énoncent les critères à appliquer dans l'évaluation des clients admissibles à une restructuration. L'accent est mis sur la durabilité des flux de trésorerie en vue du paiement des versements restructurés.

Les activités de restructuration englobent les ententes de prolongation des délais de paiement, les plans de gestion externe approuvés et les reports de paiements. À la suite d'une restructuration, le compte du client cesse d'être en souffrance et redevient normal, une fois passée la période de correction du manquement pendant laquelle les paiements sont effectués dans les délais impartis. Les politiques et pratiques de restructuration se fondent sur des indices ou des critères qui portent la direction à l'échelle locale à croire que les paiements se poursuivront vraisemblablement. Ces politiques sont passées en revue périodiquement.

Programme de transformation du crédit*

L'un des principaux investissements qu'a effectués Atlas Mara en 2015 concernait l'accroissement de sa capacité de gestion du risque de crédit.

Le Groupe a procédé au lancement fructueux d'un programme de transformation du crédit (le « PTC ») visant des portefeuilles dans cinq pays. Le programme constitue un élément clé du plan de croissance de la Banque à compter de 2016, car il a pour objet la réduction du nombre de prêts non productifs et l'amélioration de l'expérience client. À ce jour, le programme a entraîné un net rehaussement des capacités de crédit à l'échelle du Groupe et des pays

concernés. Le programme vise l'établissement de cinq éléments fondamentaux, illustrés dans le tableau de la page opposée.

Politiques en matière de contrôle et d'atténuation des risques*

Le Groupe gère, restreint et contrôle les concentrations du risque de crédit à l'égard de contreparties individuelles et collectives, ainsi que de secteurs d'activité et de pays. Le Groupe structure les niveaux de risque de crédit en imposant des limites sur le montant du risque qu'il accepte à l'égard d'un même emprunteur ou groupe d'emprunteurs, ainsi que de secteurs géographiques ou secteurs d'activité particuliers. Ces risques sont surveillés en rotation et assujettis à un examen annuel, ou plus fréquent au besoin. Les limites visant le risque de crédit par produit, secteur d'activité et pays sont approuvées par le conseil d'administration (société de portefeuille intermédiaire) et les sous-comités concernés, en plus de faire l'objet d'examen périodiques. L'exposition au risque de crédit est gérée également au moyen d'analyses périodiques de la capacité des emprunteurs effectifs et potentiels de satisfaire à leurs obligations de remboursement du capital et de paiements des intérêts, ainsi que de la modification des limites de crédit au besoin. Certaines autres mesures de contrôle et d'atténuation précises sont décrites plus bas.

Tableau de classement des risques

Échelle Atlas Mara	Taux de défaut d'Atlas Mara	Notations de Standard & Poor's	Qualité du crédit et rapprochement avec le classement du portefeuille de prêts d'Atlas Mara
A+	0,10 %	AAA-AA	Qualité supérieure (productif)
A	0,25 %	AA+	
A-	0,33 %	AA	
B+	0,40 %	AA-	
B	0,50 %	A+	
B-	0,66 %	A	
C+	0,80 %	A-	
C	0,96 %	BBB+	
C-	1,30 %	BBB	
D+	1,80 %	BBB-	
D	2,65 %	BB+	Qualité normale (à surveiller, de rang inférieur, douteux)
D-	3,80 %	BB	
E+	7,85 %	BB-	
E	12,90 %	B+	
E-	16,88 %	B	
F+	26,00 %	B-	Défaut (perte)
F	38,67 %	CCC+	
F-	45,00 %	CCC	
G	Défaut	CCC-	

a. Sûretés*

Le Groupe utilise un ensemble de politiques et de pratiques afin d'atténuer le risque de crédit. La méthode la plus classique, qui est aussi la pratique usuelle, consiste à exiger une sûreté à l'égard des fonds avancés.

Le Groupe met en œuvre des directives visant l'acceptabilité de catégories précises de sûretés aux fins d'atténuation du risque de crédit. Les principaux types de sûretés pour les prêts et avances sont les suivants :

- les sûretés en trésorerie;
- les charges grevant les actifs financés;
- les hypothèques grevant les biens immobiliers résidentiels et commerciaux;

- les charges grevant les actifs commerciaux comme les établissements, les stocks et les créances;
- les charges grevant les instruments financiers comme les titres d'emprunt et de capitaux propres.

Les prêts et avances aux grandes entreprises sont généralement garantis. En outre, afin d'atténuer les pertes de crédit, le Groupe s'efforce d'obtenir une sûreté supplémentaire de la part de la contrepartie dès que sont décelées des indications de dépréciation à l'égard des prêts et avances concernés. Les sûretés à l'égard des actifs financiers autres que des prêts et avances sont déterminées en fonction de la nature de l'instrument. Les titres d'emprunt, les bons du Trésor et autres certificats admissibles ne sont généralement pas grevés d'une sûreté, à l'exception des titres adossés à des actifs et instruments analogues, qui sont garantis par des portefeuilles d'instruments financiers.

b. Conventions-cadres de compensation*

Le Groupe limite par ailleurs son exposition aux pertes de crédit en concluant des conventions-cadres de compensation liant les contreparties avec lesquelles il exécute un volume significatif de transactions. Les conventions-cadres de compensation ne donnent généralement pas lieu à une compensation dans les actifs et passifs inscrits à l'état de la situation financière, car les transactions sont compensées selon le montant brut. En revanche, le risque de crédit lié aux contrats favorables est atténué au moyen d'une convention-cadre de compensation dans la mesure où, si un défaut survient, la totalité des montants liés à la contrepartie sont éliminés et compensés selon le montant net. L'exposition globale du Groupe au risque de crédit lié aux instruments dérivés assujettis à des conventions-cadres de compensation peut varier sensiblement dans une brève période, car elle est touchée par chaque transaction assujettie à la convention.

Note

* Audité

c. Engagements liés au crédit*

L'objet principal de ces instruments est de veiller à ce que les fonds soient disponibles lorsque le client a en besoin. Les garanties et lettres de garantie sont assorties du même risque de crédit que les prêts. Les lettres de crédit documentaire consistent en des engagements par écrit du Groupe pour le compte d'un client autorisant un tiers à tirer un chèque du Groupe d'un montant stipulé selon des modalités et conditions précises. Ces lettres de crédit documentaire sont garanties par les cargaisons de marchandises auxquelles elles se rapportent et, par conséquent, sont assorties d'un risque moindre que les prêts directs.

Les engagements d'octroi de crédit représentent les portions inutilisées de crédit consenti sous forme de prêts, de garanties ou de lettres de crédit. En ce qui concerne le risque de crédit à l'égard des engagements d'octroi de crédit, le Groupe s'expose éventuellement à une perte égale au montant des engagements inutilisés. En revanche, le montant probable de la perte est inférieur au total des engagements inutilisés, puisque la plupart des engagements d'octroi de crédit sont tributaires du respect par le client de normes de crédit précises. Le Groupe surveille la durée à l'échéance des engagements de crédit, car les engagements à long terme sont d'ordinaire assortis d'un degré supérieur de risque de crédit que les engagements à court terme.

Note

* Audité

d. Dérivés*

Le Groupe maintient des limites de contrôle strictes à l'égard des positions ouvertes sur dérivés (soit la différence entre les contrats d'achat et de vente) en ce qui concerne aussi bien le montant que la durée. Le montant assujéti au risque de crédit est limité par les entrées de trésorerie futures attendues découlant des instruments, lesquelles entrées, en ce qui concerne les dérivés, représentent seulement une fraction du contrat, ou encore par les valeurs notionnelles utilisées pour exprimer le volume des instruments en cours. Cette exposition au risque de crédit est gérée dans le cadre des limites de crédit globales visant les clients, ainsi que des expositions potentielles liées aux fluctuations du marché. Des garanties ou d'autres types de sûretés ne sont pas toujours exigées pour les expositions au risque de crédit à l'égard de ces instruments, sauf lorsque le Groupe exige des dépôts de garantie de la part des contreparties.

Politiques en matière de dépréciation*

Les dépréciations inscrites à l'état de la situation financière à la date de clôture proviennent de chacune des catégories de notation interne, après ajustement au titre d'IAS 39. Le tableau à la figure 1 indique le pourcentage des éléments comptabilisés et non comptabilisés du Groupe relativement aux prêts et avances et la dépréciation connexe pour chacune des catégories de notation interne du Groupe.

Les dépréciations sont gérées selon le modèle des pertes subies.

L'outil de notation interne aide la direction à déterminer si existent des indications objectives de dépréciation selon IAS 39, d'après les critères suivants établis par le Groupe :

- défaillance en ce qui concerne les paiements contractuels au titre du principal ou des intérêts;
- difficultés de l'emprunteur à l'égard des flux de trésorerie;
- non-respect des clauses ou conditions de la convention de prêt;
- début de procédure de faillite;
- détérioration de la position concurrentielle de l'emprunteur;
- détérioration de la valeur des biens donnés en garantie;
- classement inférieur à la catégorie « Productif ».

Des corrections de valeur pour dépréciation collectives sont constituées à l'égard de ce qui suit :

- les portefeuilles d'actifs homogènes qui, pris individuellement, sont inférieurs au seuil d'importance relative;
- les pertes subies qui n'ont pas encore été déterminées à l'aide de données antérieures disponibles, d'un avis informé et de techniques statistiques.

Critères de classement du portefeuille de prêts d'Atlas Mara

Catégorie	Description
Productif	Le crédit semble satisfaisant.
À surveiller	Le crédit semble satisfaisant, mais présente des lacunes potentielles ou inhérentes qui, à défaut de suivi, pourraient affaiblir l'actif ou les perspectives de recouvrement intégral, p. ex., une documentation insuffisante, ou le prêt est en souffrance depuis plus de 30 jours, mais moins de 90 jours.
De rang inférieur	Le crédit est assorti de lacunes déterminées qui pourraient nuire à la liquidation de la dette, p. ex., la capacité de paiement de l'emprunteur est douteuse ou insuffisante, ou le prêt est en souffrance depuis plus de 90 jours, mais moins de 180 jours.
Douteux	Le crédit présente les lacunes susmentionnées et s'est détérioré de sorte que, même s'il est assorti de la sûreté existante, le recouvrement intégral est impossible, ou le prêt est en souffrance depuis plus de 180 jours, mais moins de 12 mois.
Perte	Le recouvrement est jugé impossible sans que la sûreté soit réalisable, si ce n'est dans une mesure restreinte, ou le prêt est en souffrance depuis plus de 12 mois.

Figure 1 : Qualité du crédit*

Catégorie	2016		2015	
	Prêts et avances	Dépréciations	Prêts et avances	Dépréciations
Productif	83 %	2 %	84 %	0 %
À surveiller	7 %	6 %	8 %	3 %
De rang inférieur	3 %	14 %	4 %	13 %
Douteux	3 %	17 %	4 %	14 %
Perte	4 %	61 %	0 %	70 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

Note

* Audité

Variation de la qualité du portefeuille de prêts d'un exercice à l'autre :

Augmentation de 2 % des prêts non productifs (8 % en 2015; 10 % en 2016)

Réduction de 1 % des prêts à surveiller (8 % en 2015; 7 % en 2016)

Exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2016*

Le tableau ci-dessous présente l'exposition maximale au risque de crédit par catégorie d'actif financier. Il montre aussi la juste valeur totale des sûretés, de toute sûreté excédentaire (soit la mesure dans laquelle la juste valeur des biens donnés en garantie dépasse l'exposition connexe) et l'exposition nette au risque de crédit.

Type de garantie ou de rehaussement du crédit	Exposition maximale au risque de crédit (en milliers de dollars)	Juste valeur des sûretés et rehaussements de crédit détenus				Valeur nette de la garantie (en milliers de dollars)	Valeur nette de l'exposition (en milliers de dollars)
		Trésorerie (en milliers de dollars)	Lettres de crédit/ Garanties (en milliers de dollars)	Biens ³⁾ (en milliers de dollars)	Autres ^{1), 3)} (en milliers de dollars)		
Dépôts auprès d'autres banques ²⁾	157 032	–	–	–	–	–	157 032
Prêts et avances	1 334 763	16 295	16 160	427 012	91 056	550 523	784 240
Prêts hypothécaires	146 593	–	–	124 737	20	124 757	21 836
Crédit à tempérament	13 276	–	20	2 905	2 918	5 843	7 433
Prêts aux entreprises	510 114	12 773	11 433	206 347	74 161	304 714	205 400
Financement commercial et immobilier	124 603	3 096	4 707	82 094	8 896	98 793	25 810
Prêts à la consommation	540 177	426	–	10 929	5 061	16 416	523 761
Instruments financiers dérivés	6 323	–	–	–	–	–	6 323
Swaps de devises	6 025	–	–	–	–	–	6 025
Contrats de change à terme	298	–	–	–	–	–	298
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	101 727	–	–	–	–	–	101 727
Obligations d'État	5 382	–	–	–	–	–	5 382
Bons du Trésor	96 345	–	–	–	–	–	96 345
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 868	–	–	–	–	–	13 868
Titres de capitaux propres cotés	774	–	–	–	–	–	774
Titres de capitaux propres non cotés	13 084	–	–	–	–	–	13 084
Biens immobiliers	10	–	–	–	–	–	10
Titres de placement – disponibles à la vente	205 328	–	29 571	–	–	29 571	175 757
Obligations d'État	52 046	–	4 600	–	–	4 600	47 446
Obligations d'entreprise	9 561	–	–	–	–	–	9 561
Titres de capitaux propres non cotés	1 385	–	–	–	–	–	1 385
Placement non coté	25 095	–	24 971	–	–	24 971	124
Bons du Trésor	117 241	–	–	–	–	–	117 241
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	31 864	–	–	–	–	–	31 864
Bons du Trésor	22 086	–	–	–	–	–	22 086
Obligations d'entreprise	3 440	–	–	–	–	–	3 440
Obligations d'État	6 338	–	–	–	–	–	6 338
	1 850 905	16 295	45 731	427 012	91 056	580 094	1 270 811
Les expositions au risque de crédit relatives aux éléments non comptabilisés se présentent comme suit :	45 576	2 124	14	4 022	–	6 160	39 416
Garanties	13 774	1 836	14	3 821	–	5 671	8 103
Lettres de crédit	2 767	288	–	201	–	489	2 278
Autres engagements	29 035	–	–	–	–	–	29 035
	1 896 481	18 419	45 745	431 034	91 056	586 254	1 310 227

Notes
1. Véhicules, matériel, autres immobilisations corporelles, stocks et créances clients.
2. Représentent les soldes de trésorerie déposés auprès d'autres banques. Imputés au montant de 406 M\$ au titre de la trésorerie inscrit à l'état de la situation financière.
3. Ces biens donnés en garantie ne sont pas facilement convertibles en trésorerie, car ils se vendent sur le marché et nécessitent un vendeur ainsi qu'un acheteur.
* Audité

Exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2015*

Type de garantie ou de rehaussement du crédit	Exposition maximale au risque de crédit (en milliers de dollars)	Juste valeur des sûretés et rehaussements de crédit détenus				Valeur nette de la garantie (en milliers de dollars)	Valeur nette de l'exposition (en milliers de dollars)
		Trésorerie (en milliers de dollars)	Lettres de crédit/ Garanties (en milliers de dollars)	Biens ³⁾ (en milliers de dollars)	Autres ^{1), 3)} (en milliers de dollars)		
Dépôts auprès d'autres banques²⁾	248 751	—	—	—	—	—	248 751
Prêts et avances	1 229 438	13 505	18 009	287 450	89 437	408 401	821 037
Prêts hypothécaires	69 342	—	—	62 358	—	62 358	6 984
Crédit à tempérament	71 818	573	147	23 131	6 581	30 432	41 386
Prêts aux entreprises	510 190	12 911	14 361	183 482	66 462	277 216	232 974
Financement commercial et immobilier	36 024	—	3 501	12 961	12 231	28 693	7 331
Prêts à la consommation	542 064	21	—	5 518	4 163	9 702	532 362
Instruments financiers dérivés	1 893	—	—	502	—	502	1 391
Swaps de devises	502	—	—	502	—	502	—
Contrats de change à terme	1 391	—	—	—	—	—	1 391
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	190 231	—	25 947	—	—	25 947	164 284
Obligations d'État	36 342	—	4 233	—	—	4 233	32 109
Billets	913	—	—	—	—	—	913
Bons du Trésor	147 982	—	21 714	—	—	21 714	126 268
Acceptations bancaires et billets de trésorerie	4 994	—	—	—	—	—	4 994
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 343	—	—	—	—	—	13 343
Titres de capitaux propres cotés	798	—	—	—	—	—	798
Titres de capitaux propres non cotés	12 535	—	—	—	—	—	12 535
Biens immobiliers	10	—	—	—	—	—	10
Placements financiers – disponibles à la vente	16 568	—	—	—	—	—	16 568
Titres de capitaux propres non cotés	726	—	—	—	—	—	726
Placement non coté	15 842	—	—	—	—	—	15 842
Placements financiers – détenus jusqu'à l'échéance	5 012	—	—	—	—	—	5 012
Obligations d'État	5 012	—	—	—	—	—	5 012
	1 705 236	13 505	43 956	287 952	89 437	434 850	1 270 386
Les expositions au risque de crédit relatives aux éléments non comptabilisés se présentent comme suit :	105 685	6 049	4 905	6 700	685	18 339	87 346
Garanties financières	52 271	3 747	4 203	6 250	685	14 885	37 386
Lettres de crédit pour des clients	5 423	193	702	450	—	1 345	4 078
Autres engagements (y compris des engagements de prêt)	47 991	2 109	—	—	—	2 109	45 882
	1 810 921	19 554	48 861	294 652	90 122	453 189	1 357 732

Notes

1. Véhicules, matériel, autres immobilisations corporelles, stocks et créances clients.

2. Représentent les soldes de trésorerie déposés auprès d'autres banques. Imputés au montant de 321 M\$ au titre de la trésorerie inscrit à l'état de la situation financière.

3. Ces biens donnés en garantie ne sont pas facilement convertibles en trésorerie, car ils se vendent sur le marché et nécessitent un vendeur ainsi qu'un acheteur.

* Audité

Risque de concentration des actifs financiers avec exposition au risque de crédit*

a. Secteurs géographiques

Le tableau qui suit présente une ventilation des principales expositions du Groupe au risque de crédit selon les valeurs comptables, par secteur géographique, au 31 décembre 2016. Pour ce tableau, le Groupe a réparti les expositions aux régions en fonction du pays d'origine de ses contreparties.

	Botswana (en milliers de dollars)	Mozambique (en milliers de dollars)	Tanzanie (en milliers de dollars)	Zambie (en milliers de dollars)	Zimbabwe (en milliers de dollars)	Autres/ Rwanda (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016							
Dépôts auprès d'autres banques	28 289	18 475	25 090	68 946	2 562	13 670	157 032
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	96 345	–	–	5 382	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	13 084	–	784	–	13 868
Actifs financiers dérivés	20	278	–	–	–	6 025	6 323
Prêts et avances (montant net)	531 859	79 813	87 242	194 086	232 624	209 139	1 334 763
Titres de placement	5 246	5 975	30 759	85 016	83 424	26 772	237 192
	661 759	104 541	156 175	353 430	319 394	255 606	1 850 905
Garanties	2 662	4 517	1 783	2 642	602	1 568	13 774
Lettres de crédit	313	–	1 965	489	–	–	2 767
Autres engagements	17 622	11 413	–	–	–	–	29 035
	20 597	15 930	3 748	3 131	602	1 568	45 576
	Botswana (en milliers de dollars)	Mozambique (en milliers de dollars)	Tanzanie (en milliers de dollars)	Zambie (en milliers de dollars)	Zimbabwe (en milliers de dollars)	Autres/ Rwanda (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015							
Dépôts auprès d'autres banques	81 068	52 349	33 456	52 901	22 473	6 504	248 751
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	46 247	25 308	25 947	39 345	53 384	–	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	12 535	–	808	–	13 343
Actifs financiers dérivés	36	1 355	–	502	–	–	1 893
Prêts et avances (montant net)	502 298	137 780	84 115	101 066	378 478	25 701	1 229 438
Titres de placement	5 012	160	463	–	–	15 945	21 580
	634 661	216 952	156 516	193 814	455 143	48 150	1 705 236
Garanties financières	3 026	18 483	13 463	13 303	3 996	–	52 271
Lettres de crédit pour des clients	164	91	554	1 030	2 827	757	5 423
Autres engagements	42 930	1 353	–	2 109	–	1 599	47 991
	46 120	19 927	14 017	16 442	6 823	2 356	105 685

Note

* Audité

Rapport sur le risque (suite)

b. Secteurs d'activité

Le tableau qui suit présente une ventilation des principales expositions du Groupe au risque de crédit selon les valeurs comptables, par secteur d'activité des contreparties, au 31 décembre 2016.

	Agri- culture (en milliers de dollars)	Cons- truction (en milliers de dollars)	Gros, détail et commerce (en milliers de dollars)	Secteur public (en milliers de dollars)	Secteur manufac- turier (en milliers de dollars)	Secteur minier et énergie (en milliers de dollars)	Services financiers (en milliers de dollars)	Transport (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Tourisme (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016												
Dépôts auprès d'autres banques	–	–	–	–	–	–	157 032	–	–	–	–	157 032
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	–	–	–	–	–	101 727	–	–	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	9	58	1 023	–	126	10 774	1 811	–	–	–	67	13 868
Actifs financiers dérivés	–	–	–	–	–	–	6 323	–	–	–	–	6 323
Prêts et avances (montant net)	42 969	24 233	184 565	85 828	66 494	40 084	10 789	21 470	606 156	16 241	235 934	1 334 763
Titres de placement	–	–	–	57 072	–	–	180 120	–	–	–	–	237 192
	42 978	24 291	185 588	142 900	66 620	50 858	457 802	21 470	606 156	16 241	236 001	1 850 905
Garanties	–	2 927	6 027	1 569	67	178	854	1 578	1	87	486	13 774
Lettres de crédit	–	–	1 675	–	749	187	–	156	–	–	–	2 767
Autres engagements	–	–	14 658	–	–	–	11 414	–	1 161	–	1 802	29 035
	–	2 927	22 360	1 569	816	365	12 268	1 734	1 162	87	2 288	45 576

	Agri- culture (en milliers de dollars)	Cons- truction (en milliers de dollars)	Gros, détail et commerce (en milliers de dollars)	Secteur public (en milliers de dollars)	Secteur manufac- turier (en milliers de dollars)	Secteur minier et énergie (en milliers de dollars)	Services financiers (en milliers de dollars)	Transport (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Tourisme (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015												
Dépôts auprès d'autres banques	–	–	–	–	–	–	244 603	–	–	–	4 148	248 751
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	–	–	79 331	–	–	110 900	–	–	–	–	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	6	–	829	–	460	9 755	2 293	–	–	–	–	13 343
Actifs financiers dérivés	–	–	–	–	–	–	1 893	–	–	–	–	1 893
Prêts et avances (montant net)	35 099	44 132	152 795	44 678	122 667	52 037	58 575	25 225	555 768	17 625	120 837	1 229 438
Titres de placement	–	–	–	–	–	–	15 960	–	–	–	5 620	21 580
	35 105	44 132	153 624	124 009	123 127	61 792	434 224	25 225	555 768	17 625	130 605	1 705 236
Garanties	1 758	27 466	13 989	944	904	1 092	661	735	33	1 104	3 585	52 271
Lettres de crédit	–	–	994	–	270	2 775	–	–	–	–	1 384	5 423
Autres engagements	–	–	8 961	–	–	–	27 963	2 109	6 045	–	2 913	47 991
	1 758	27 466	23 944	944	1 174	3 867	28 624	2 844	6 078	1 104	7 882	105 685

Qualité du crédit par catégorie d'actifs financiers*

La Banque gère la qualité de crédit des actifs financiers à l'aide de notations de crédit internes. Le tableau ci-dessous indique la qualité de crédit par catégorie d'actif pour tous les actifs financiers exposés au risque de crédit, en fonction du système de notation interne de la Banque. Les montants sont présentés avant les corrections de valeur pour dépréciation.

	Ni en souffrance ni dépréciés	En souffrance mais non dépréciés			Dépréciés individuel- lement	31 décembre 2016
	Productifs (en milliers de dollars)	30 jours (en milliers de dollars)	De 31 à 60 jours (en milliers de dollars)	De 61 à 90 jours (en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
31 décembre 2016						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	406 325	–	–	–	–	406 325
Actifs financiers dérivés	6 323	–	–	–	–	6 323
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	101 727	–	–	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 868	–	–	–	–	13 868
Prêts et avances aux clients						
Prêts hypothécaires	113 746	9 826	4 481	5 892	14 907	148 852
Crédit à tempérament	13 673	–	462	462	4 322	18 919
Prêts aux entreprises	381 819	16 254	13 201	37 187	75 788	524 249
Financement commercial et immobilier	73 024	12 066	6 023	6 240	28 257	125 610
Prêts à la consommation	515 088	15 815	6 287	9 747	7 929	554 866
Prêts et avances, montant brut	1 097 350	53 961	30 454	59 528	131 203	1 372 496
Moins : dépréciations	(2 521)	(3 167)	–	–	(32 045)	(37 733)
Prêts et avances, montant net	1 094 829	50 794	30 454	59 528	99 158	1 334 763
Titres de placement – disponibles à la vente	205 328	–	–	–	–	205 328
Obligations d'État	52 046	–	–	–	–	52 046
Titres de capitaux propres non cotés	1 385	–	–	–	–	1 385
Placement non coté	25 095	–	–	–	–	25 095
Bons du Trésor	117 241	–	–	–	–	117 241
Obligations d'entreprise	9 561	–	–	–	–	9 561
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	31 864	–	–	–	–	31 864
Bons du Trésor	22 086	–	–	–	–	22 086
Obligations d'entreprise	3 440	–	–	–	–	3 440
Obligations d'État	6 338	–	–	–	–	6 338
Total	1 860 264	50 794	30 454	59 528	99 158	2 100 198

Note

* Audité

Rapport sur le risque (suite)

Qualité du crédit par catégorie d'actifs financiers* (suite)

	Ni en souffrance ni dépréciés	En souffrance mais non dépréciés			Dépréciés individuel- lement (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
31 décembre 2015	Productifs (en milliers de dollars)	30 jours (en milliers de dollars)	De 31 à 60 jours (en milliers de dollars)	De 61 à 90 jours (en milliers de dollars)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320 682	—	—	—	—	320 682
Actifs financiers dérivés	1 893	—	—	—	—	1 893
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	190 231	—	—	—	—	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 343	—	—	—	—	13 343
Prêts et avances aux clients						
Prêts hypothécaires	56 175	7 022	1 367	1 157	3 934	69 655
Crédit à tempérament	38 867	294	2 504	4 080	27 955	73 700
Prêts aux entreprises	413 005	21 835	24 811	20 868	41 287	521 806
Financement commercial et immobilier	10 137	9 764	1 680	131	14 848	36 560
Prêts à la consommation	529 370	314	2 882	4 778	10 434	547 778
Prêts et avances, montant brut	1 047 554	39 229	33 244	31 014	98 458	1 249 499
Moins : dépréciations	—	—	—	—	(20 061)	(20 061)
Prêts et avances, montant net	1 047 554	39 229	33 244	31 014	78 397	1 229 438
Titres de placement disponibles à la vente	16 568	—	—	—	—	16 568
Titres de capitaux propres non cotés	726	—	—	—	—	726
Placement non coté	15 842	—	—	—	—	15 842
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	5 012	—	—	—	—	5 012
Obligations d'État	5 012	—	—	—	—	5 012
Total	1 595 283	39 229	33 244	31 014	78 397	1 777 167

Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'entend du risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations lorsque celles-ci deviennent exigibles du fait de retraits de dépôts de clients, de besoins en trésorerie découlant d'engagements contractuels ou d'autres sorties de trésorerie comme les échéances de titres d'emprunt ou les appels de marge à l'égard de dérivés. Ces sorties de trésorerie épuiseront les ressources en trésorerie disponibles pour les prêts aux clients, les activités de négociation et les placements. Dans les circonstances graves, le manque de liquidité pourrait entraîner des réductions à l'état consolidé de la situation financière et la vente d'actifs, voire l'incapacité de respecter les engagements de crédit. Le risque que le Groupe se trouve dans cette situation est inhérent à toutes les activités bancaires et peut être déclenché par divers événements, certains propres à l'institution visée, d'autres liés au marché en général, notamment des incidents de crédit, des fusions et acquisitions, des chocs systémiques et des catastrophes naturelles.

Gestion des fonds propres et du risque de liquidité*

Le comité de l'actif et du passif passe en revue chaque mois les fonds propres du Groupe. Il examine également les activités du service de trésorerie qui fonctionne conformément à la politique de gestion de la trésorerie approuvée et aux limites autorisées.

La liquidité revêt une importance critique pour les institutions financières. Les marchés où nous exerçons nos activités comportent souvent les enjeux propres aux marchés des valeurs mobilières secondaires sous-développés et font parfois face à l'illiquidité de certains titres d'État. C'est pourquoi la Banque a mis en place une politique exhaustive en matière de liquidité et de financement afin d'être prête à réagir aux événements qui la concernent spécifiquement ou qui visent le marché en général. Notre but premier est d'assurer le financement de la Banque ainsi que de permettre à nos principales entités de poursuivre leurs activités et de satisfaire à leurs obligations dans des circonstances défavorables.

Note

* Audité

Nos directives en matière de liquidité visent à nous permettre de disposer de suffisamment de liquidité garantie par des actifs pour supporter l'incidence potentielle d'une érosion des dépôts ou d'une illiquidité des marchés de financement. Ces directives prévoient le maintien d'une réserve de liquidité suffisante pour répondre à nos éventuels besoins de financement, outre des sources de financement diversifiées pour éviter toute dépendance excessive aux sources du marché de financement moins stables et fiables.

Nous entendons gérer le risque de liquidité selon les principes suivants :

- Liquidité excédentaire : Nous nous efforçons de disposer d'une liquidité excédentaire afin de pouvoir répondre à un ensemble exhaustif d'éventuels besoins liés aux sorties de trésorerie et aux sûretés dans un contexte de crise.
- Gestion de l'actif et du passif : Par le truchement du comité de l'actif et du passif, nous évaluons les périodes de détention prévue de nos actifs et leur illiquidité éventuelle dans un contexte de crise. Nous gérons les non-concordances d'échéances et le niveau de diversification du financement pour l'ensemble des marchés, des produits et des contreparties et veillons à maintenir les passifs à un niveau convenable en regard de nos actifs.

Plan de financement pour éventualités : Nous entendons maintenir un plan de financement pour éventualités en guise de cadre relatif à l'analyse des crises de liquidité ou des périodes de tensions sur les marchés. Le cadre établit un plan d'action visant le financement des activités commerciales normales dans les situations d'urgence et de tensions.

Le Groupe préconise une approche prudente en matière de liquidité et il gère son profil de liquidité en privilégiant le financement à taux fixe et à long terme. C'est pourquoi il est exposé au risque de liquidité et de financement.

Le cadre de gestion des fonds propres a été amélioré et intègre toutes les meilleures pratiques de gestion du risque depuis la crise financière. La mise en œuvre de l'accord international sur les règles révisées en matière de fonds propres à risque appelé « Bâle II » progresse. Notre cadre de gestion des fonds propres est en grande partie guidé par Bâle II. En théorie, Bâle II a pour but d'établir des exigences en matière de risque et de fonds propres visant à s'assurer que toute banque dispose de fonds propres suffisants en regard du risque auquel elle est exposée du fait de ses pratiques de crédit et de placement. De manière générale, ces règles signifient que le risque est proportionnel au montant des fonds propres dont une banque a besoin pour préserver sa solvabilité et sa stabilité économique globale.

Simulation de crise

Dans le cadre de nos activités de gestion du risque essentielles, nous effectuons périodiquement des simulations de crise à l'échelle de l'entreprise afin de mieux comprendre la sensibilité des résultats, des fonds propres et de la liquidité à certains scénarios de nature économique et commerciale, notamment une détérioration de la conjoncture économique et des conditions de marché plus grave que prévu.

Ces simulations de crise à l'échelle de l'entreprise permettent de comprendre l'incidence potentielle de notre profil de risque sur les résultats, les fonds propres et la liquidité, en plus de constituer un élément clé de nos pratiques de gestion des fonds propres. Les scénarios sont choisis par la haute direction. Les répercussions de chaque scénario sur chaque branche d'activité sont déterminées et analysées à l'aide principalement des modèles et procédés utilisés dans les activités de gestion quotidiennes.

Les répercussions sont évaluées parallèlement aux mesures d'atténuation possibles. L'analyse de ces scénarios de crise est colligée et examinée chaque semaine par le comité de gestion du risque de liquidité, le comité de l'actif et du passif, le comité de la haute direction et le comité d'audit et de gestion du risque du conseil, avant d'être intégrée, avec les autres procédés fonctionnels essentiels, à la prise de décisions par la direction et le conseil. L'élaboration d'outils et de systèmes en vue de transformer les capacités de simulation de crise en procédé fonctionnel essentiel fait l'objet d'un engagement important.

Analyse du risque de liquidité*

Flux de trésorerie tirés des passifs financiers autres que des dérivés*

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie à payer par le Groupe relativement à des passifs et actifs financiers autres que des dérivés détenus aux fins de gestion du risque de liquidité par échéance contractuelle résiduelle à la date de clôture. Les montants présentés dans le tableau correspondent aux flux de trésorerie non actualisés contractuels, alors que le Groupe gère le risque de liquidité inhérente en fonction des entrées de trésorerie non actualisés attendues :

	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	Plus d'un an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)	Effet des taux d'actualisation/ de financement (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016							
Dépôts	1 043 415	404 967	327 979	26 504	1 802 865	(3 422)	1 799 443
Dettes d'exploitation et charges à payer	46 749	6 363	19 284	2 203	74 599	–	74 599
Capitaux empruntés	63 451	6 235	38 254	226 860	334 800	(12 226)	322 574
Total du passif (contractuel)	1 153 615	417 565	385 517	255 567	2 212 264	(15 648)	2 196 616

Note

* Audité

Rapport sur le risque (suite)

	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	Plus d'un an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)	Effet des taux d'actualisation/ de financement (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015							
Dépôts	854 793	250 250	328 851	5 874	1 439 768	(3 620)	1 436 148
Dettes d'exploitation et charges à payer	34 405	19 470	3 725	7 486	65 086	(262)	64 824
Capitaux empruntés	48 217	5 341	111 035	143 575	308 168	(5 953)	302 215
Total du passif (contractuel)	937 415	275 061	443 611	156 935	1 813 022	(9 835)	1 803 187

Flux de trésorerie liés aux actifs financiers autres que des dérivés*

	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	Plus d'un an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)	Effet des taux d'actualisation/ de financement (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016							
Trésorerie et fonds à court terme	361 330	13 509	19 762	3 935	398 536	7 789	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	143 894	–	–	5 382	149 276	(47 549)	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	736	48	13 084	13 868	–	13 868
Prêts et avances (montant net)	205 479	50 488	134 814	1 299 140	1 689 921	(355 158)	1 334 763
Titres de placement	15 465	58 581	76 890	94 435	245 371	(8 179)	237 192
Total des actifs financiers (contractuels)	726 168	123 314	231 514	1 415 976	2 496 972	(403 097)	2 093 875

	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	Plus d'un an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)	Effet des taux d'actualisation/ de financement (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015							
Trésorerie et fonds à court terme	308 335	6 997	5 350	–	320 682	–	320 682
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 890	71 128	28 420	88 677	191 115	(884)	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	783	25	12 535	13 343	–	13 343
Prêts et avances (montant net)	272 233	83 929	184 478	975 334	1 515 974	(286 536)	1 229 438
Titres de placement	15 842	–	–	5 738	21 580	–	21 580
Total des actifs financiers (contractuels)	599 300	162 837	218 273	1 082 284	2 062 694	(287 420)	1 775 274

Gestion du risque opérationnel

La gestion du risque opérationnel exige une solide culture de contrôle, axée sur la rapidité et la fiabilité de l'information. Nous entendons gérer notre risque opérationnel à l'aide des éléments suivants :

- la participation active de toutes les unités fonctionnelles en vue de repérer et d'atténuer les principaux risques opérationnels à l'échelle du Groupe;
- la formation et le perfectionnement des employés de la Banque;
- des fonctions Contrôle et Soutien indépendantes qui surveillent périodiquement le risque opérationnel;
- un réseau de systèmes et d'outils à l'échelle de la Banque pour la collecte des données servant à l'analyse et à l'évaluation de notre exposition au risque opérationnel.

Le risque opérationnel est surveillé par la haute direction en fonction du cadre du comité de gestion du risque opérationnel. Notre cadre de gestion du risque opérationnel est conçu en partie pour respecter les règles d'évaluation du risque opérationnel selon Bâle II. Les processus de gestion du risque opérationnel du Groupe visent principalement l'évaluation du risque, la collecte de données relatives aux pertes et le suivi des principaux indices de risque. Les résultats de ces processus servent à accroître la sensibilisation à la gestion du risque opérationnel et à rehausser l'environnement de contrôle interne, avec pour but la réduction des pertes.

Note

* Audité

Analyse du risque de marché*

Analyse de sensibilité des prix du marché

Le Groupe détient, directement ou par l'entremise de ses entreprises associées, des titres cotés assortis d'une juste valeur de 0,8 M\$ et des titres non cotés de 14,5 M\$. Le Groupe est par conséquent exposé à des profits ou pertes liés à la variabilité des cours des titres détenus.

Le risque de marché comporte trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change ainsi que d'autres risques liés aux prix, comme le risque actions et le risque marchandises. Les instruments financiers touchés par le risque de marché comprennent les capitaux empruntés de 323 M\$, les placements disponibles à la vente de 205,3 M\$, ainsi que les instruments financiers dérivés de 0,553 M\$ (passifs nets). L'exposition au risque actions est décrite ci-après.

Risque actions

Les titres cotés et non cotés du Groupe sont assujettis au risque de prix découlant des incertitudes concernant les valeurs futures des titres de placement. Le Groupe gère le risque actions au moyen de la diversification et de l'établissement de limites visant les instruments de capitaux propres, sur une base individuelle et globale. Le conseil d'administration du Groupe examine et approuve toutes les décisions en matière de placement en titres de capitaux propres.

Il y a lieu de se reporter à la note 29 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principales hypothèses relatives à l'évaluation ainsi qu'une analyse de sensibilité des instruments de capitaux propres et du risque de prix.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'une exposition fluctuent en raison de variations des cours de change. L'exposition du Groupe au risque de variations des cours de change concerne principalement ses activités d'exploitation ainsi que ses participations nettes dans des filiales à l'étranger.

L'exposition du Groupe aux effets des fluctuations des cours de change en vigueur concerne sa situation financière et ses flux de trésorerie. La fonction Gestion du risque du Groupe établit des limites visant le degré d'exposition, globalement et par monnaie, aussi bien pour les positions à un jour que les positions intraséance, lesquelles font l'objet d'un suivi quotidien. Le tableau qui suit présente l'exposition du Groupe au risque de change au 31 décembre 2016.

Note

* Audité

Rapport sur le risque (suite)

Risque de change*

	Total											
	USD (en milliers de dollars)	EUR (en milliers de dollars)	BWP (en milliers de dollars)	ZAR (en milliers de dollars)	ZMK (en milliers de dollars)	TZS (en milliers de dollars)	MZN (en milliers de dollars)	JPY (en milliers de dollars)	NGN (en milliers de dollars)	RWF (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016												
Trésorerie et fonds à court terme	119 334	39 167	44 738	8 628	128 140	15 211	15 336	3	–	31 566	4 202	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	–	96 345	–	5 382	–	–	–	–	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	11 254	–	–	–	–	2 614	–	–	–	–	–	13 868
Actifs financiers dérivés	5 858	51	414	–	–	–	–	–	–	–	–	6 323
Prêts et avances	300 542	2 018	530 481	16	162 638	61 097	71 387	–	–	206 584	–	1 334 763
Titres de placement	83 424	153	5 246	–	85 016	30 759	5 975	–	–	26 619	–	237 192
Total de l'actif	520 412	41 389	677 224	8 644	381 176	109 681	92 698	3	–	264 769	4 202	2 100 198
Passif et capitaux propres												
Capitaux propres	468 869	–	34 928	982	7 646	2 632	7 495	–	–	3 503	–	526 055
Dépôts	519 664	26 149	569 624	7 250	294 470	88 363	64 967	23	–	216 048	12 885	1 799 443
Passifs financiers dérivés	5 632	–	138	–	–	–	–	–	–	–	–	5 770
Dettes d'exploitation et charges à payer	20 524	291	5 526	5 802	16 804	1 539	2 242	–	–	19 025	2 846	74 599
Capitaux empruntés	243 293	–	33 641	–	1 880	658	6 150	–	31 541	393	5 018	322 574
Total du passif et des capitaux propres	1 257 982	26 440	643 857	14 034	320 800	93 192	80 854	23	31 541	238 969	20 749	2 728 441

	Total											
	USD (en milliers de dollars)	EUR (en milliers de dollars)	BWP (en milliers de dollars)	ZAR (en milliers de dollars)	ZMK (en milliers de dollars)	TZS (en milliers de dollars)	MZN (en milliers de dollars)	JPY (en milliers de dollars)	NGN (en milliers de dollars)	RWF (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015												
Trésorerie et fonds à court terme	177 682	15 046	57 466	8 857	815	17 530	26 575	1 921	–	11 698	3 092	320 682
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	92 730	–	46 247	–	–	25 947	25 307	–	–	–	–	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	10 435	–	–	–	–	2 908	–	–	–	–	–	13 343
Actifs financiers dérivés	1 184	647	–	62	–	–	–	–	–	–	–	1 893
Prêts et avances	414 260	2 226	495 176	32	84 621	57 244	122 786	–	–	53 126	(33)	1 229 439
Titres de placement	15 682	179	5 012	–	–	463	160	–	–	84	–	21 580
Total de l'actif	711 973	18 098	603 901	8 951	85 436	104 092	174 828	1 921	–	64 908	3 059	1 777 167
Passif et capitaux propres												
Capitaux propres	674 591	–	84 814	(526)	34 262	14 582	32 735	–	–	17 471	(232 403)	625 526
Dépôts	496 725	21 362	526 297	5 088	107 998	80 032	151 801	1 347	–	42 422	3 076	1 436 148
Passifs financiers dérivés	7 463	39	(3)	–	–	–	–	(2 310)	–	–	2	5 191
Dettes d'exploitation et charges à payer	41 395	57	5 650	1 176	4 418	2 220	1 598	–	–	2 444	5 866	64 824
Capitaux empruntés	289 967	–	(1 363)	–	–	665	10 253	2 310	–	383	–	302 215
Total du passif et des capitaux propres	1 510 141	21 458	615 395	5 738	146 678	97 499	196 387	1 347	–	62 720	(223 459)	2 433 904

Note

* Audité

Analyse de sensibilité*

Le tableau ci-après présente l'incidence d'une variation de 1 % de la valeur de l'exposition du Groupe à diverses monnaies par rapport au dollar américain :

Devise	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Incidence sur les capitaux propres (en milliers de dollars)	Incidence sur le résultat (en milliers de dollars)	Incidence sur les capitaux propres (en milliers de dollars)	Incidence sur le résultat (en milliers de dollars)
EURO	151	151	—	(34)
BWP	1 083	690	875	641
ZAR	(36)	(45)	20	31
ZMK	713	687	166	(286)
Toutes les autres monnaies	(167)	(167)	1 278	(50)
TZS	193	193	37	271
MZN	270	195	49	121
JPY	—	—	—	6
NGN	1 950	200	184	—
RWF	331	296	3	208
	4 566	2 200	2 612	908

Pression sur les monnaies locales

Pourcentage de variation en regard du dollar américain pour les 12 derniers mois (en fonction des taux au comptant)

Kwacha (Zambie)		9,6 %
Rand (Afrique du Sud)		12,3 %
Metical (Mozambique)		(51,7) %
Pula (Botswana)		5,0 %
Shilling (Tanzanie)		(1,0) %
Franc (Rwanda)		(8,9) %
Naira (Nigéria)		(52,9) %

Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie est le risque que les flux de trésorerie futurs découlant d'un instrument financier fluctuent du fait des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue du fait des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Groupe à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt du marché en vigueur découle du risque lié à la juste valeur et du risque lié aux flux de trésorerie. Les marges d'intérêt peuvent augmenter du fait de ces variations. Toutefois, elles peuvent réduire les pertes en cas de fluctuations inattendues. Afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, la majeure partie du crédit du Groupe est assortie de taux d'intérêt variable et d'une durée inférieure à un an. Cette approche est préconisée du fait de la rareté des dépôts à terme dans la région, facteur qui restreint la capacité du Groupe de créer un bassin significatif et stable de financement à taux fixe.

Note

* Audité

Rapport sur le risque (suite)

Le tableau ci-dessous résume l'exposition totale du Groupe aux risques de taux d'intérêt à l'égard des instruments financiers et non financiers. Il présente les instruments financiers du Groupe à leur valeur comptable, classés en fonction de la date de nouvelle fixation de prix ou de la date d'échéance, selon la première des dates à survenir. Les instruments financiers à taux variable sont classés dans la colonne « Au plus 1 mois ».

	Total					
	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	1-5 ans (en milliers de dollars)	Sans intérêt (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016						
Trésorerie et fonds à court terme	200 981	18 003	21 047	–	166 294	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	96 345	–	–	5 382	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	–	–	13 868	13 868
Actifs financiers dérivés	37	195	45	413	5 633	6 323
Prêts et avances	719 092	58 879	119 114	437 678	–	1 334 763
Titres de placement	6 279	69 750	77 074	82 581	1 508	237 192
Total de l'actif	1 022 734	146 827	217 280	526 054	187 303	2 100 198
Passif et capitaux propres						
Capitaux propres	–	–	–	33 580	492 475	526 055
Dépôts	908 182	400 744	334 216	156 301	–	1 799 443
Passifs financiers dérivés	–	–	–	138	5 632	5 770
Dettes d'exploitation et charges à payer	7 113	–	4 285	–	63 201	74 599
Capitaux empruntés	60 472	1 174	20 885	240 043	–	322 574
Total du passif et des capitaux propres	975 767	401 918	359 386	430 062	561 308	2 728 441
	Total					
	Au plus 1 mois (en milliers de dollars)	1-3 mois (en milliers de dollars)	3-12 mois (en milliers de dollars)	1-5 ans (en milliers de dollars)	Sans intérêt (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015						
Trésorerie et fonds à court terme	164 685	6 997	5 351	–	143 649	320 682
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 320	71 011	27 145	88 755	–	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	–	–	13 343	13 343
Actifs financiers dérivés	1 391	502	–	–	–	1 893
Prêts et avances	769 744	53 313	90 809	315 572	–	1 229 438
Titres de placement	15 682	–	–	5 012	886	21 580
Total de l'actif	954 822	131 823	123 305	409 339	157 878	1 777 167
Passif et capitaux propres						
Capitaux propres	–	–	–	–	625 526	625 526
Dépôts	848 818	239 921	317 009	1 329	29 071	1 436 148
Passifs financiers dérivés	62	–	–	–	5 129	5 191
Dettes d'exploitation et charges à payer	6 059	–	–	–	58 765	64 824
Capitaux empruntés	1 539	1 420	85 629	213 627	–	302 215
Total du passif et des capitaux propres	856 478	241 341	402 638	214 956	718 491	2 433 904

Sensibilité aux taux d'intérêt*

Le tableau ci-dessous montre l'incidence des variations du taux d'intérêt sur chaque filiale bancaire. Après examen des variations des taux d'intérêt, il a été décidé qu'une fluctuation de 100 points de base rend compte des variations actuelles des taux d'intérêt.

	31 décembre 2016				31 décembre 2015			
	Hausse de 50 pdb		Baisse de 50 pdb		Hausse de 50 pdb		Baisse de 50 pdb	
	Avant impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)	Avant impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)	Avant impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)	Avant impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)
BancABC Botswana								
Variation du produit d'intérêts, montant net	(726)	(566)	726	566	(1 199)	(935)	1 199	935
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	(0,69) %	(0,54) %	0,69 %	0,54 %	(1,78) %	(1,39) %	1,78 %	1,39 %
BancABC Mozambique								
Variation du produit d'intérêts, montant net	172	117	(172)	(117)	585	398	(585)	(398)
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	0,47 %	0,32 %	(0,47) %	(0,32) %	1,70 %	1,16 %	(1,70) %	(1,16) %
BancABC Tanzania								
Variation du produit d'intérêts, montant net	199	139	(199)	(139)	478	335	(478)	(335)
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	0,72 %	0,50 %	(0,72) %	(0,50) %	1,65 %	1,16 %	(1,65) %	(1,16) %
BancABC Zambia								
Variation du produit d'intérêts, montant net	(446)	(290)	446	290	482	314	(482)	(314)
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	(0,05) %	(0,04) %	0,05 %	0,04 %	1,26 %	0,82 %	(1,26) %	(0,82) %
BancABC Zimbabwe								
Variation du produit d'intérêts, montant net	607	451	(607)	(451)	1 139	846	(1 139)	(846)
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	0,7 %	0,52 %	(0,7) %	(0,52) %	1,35 %	1,00 %	(1,35) %	(1,00) %
Rwanda								
Variation du produit d'intérêts, montant net	68	48	(68)	(48)	311	218	(311)	(218)
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	0,32 %	0,23 %	(0,32) %	(0,23) %	1,78 %	1,25 %	(1,78) %	(1,25) %
Finance Bank Zambia								
Variation du produit d'intérêts, montant net	202	131	(202)	(131)	—	—	—	—
Exprimé en pourcentage du total des capitaux propres	0,27 %	0,17 %	(0,27) %	(0,17) %	—	—	—	—

Gestion du risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des cours aient une incidence défavorable sur la valeur des positions comptabilisées et non comptabilisées. Il englobe les risques découlant des variations des cours du marché des valeurs mobilières ou d'autres paramètres connexes, notamment les variations des taux d'intérêt, des taux de change ainsi que des cours des actions et des marchandises. Le risque de marché découle souvent d'autres risques financiers, comme le risque de crédit et le risque de liquidité du marché.

Note

* Audité

Gestion du risque lié à la conformité

Le risque lié à la conformité est le risque lié au non-respect de la réglementation, des exigences de la banque centrale et des codes de pratique du secteur. La fonction Conformité fait partie intégrante de la fonction Gestion du risque du Groupe. Une fonction Conformité décentralisée a été mise en œuvre au sein des unités fonctionnelles et des filiales, et des responsables de la conformité ont été nommés dans chaque entité en exploitation.

Le risque lié à la conformité est géré par le truchement de l'élaboration et de l'instauration de processus de conformité, de politiques et pratiques visant les cadres réglementaires, outre l'orientation et la formation à l'égard du contexte réglementaire en constante évolution. L'une des principales tâches des responsables de la conformité est de nouer et de conserver de bonnes relations avec les diverses autorités de réglementation dans les divers pays où le Groupe exerce ses activités.

Gestion du risque juridique

Le chef du contentieux du Groupe est responsable de veiller à la gestion convenable du risque juridique. À cette fin est recueillie la documentation juridique approuvée standard dans la mesure du possible. En revanche, le Groupe a recours aux services de conseillers juridiques externes spécialisés au besoin dans le cadre de transactions hors norme. Le chef du contentieux du Groupe s'assure que seuls des conseillers juridiques autorisés fournissent des avis juridiques ou rédigent des contrats spécialisés pour le Groupe.

Audit interne du Groupe

La fonction première de l'équipe d'audit interne est de fournir au conseil l'assurance objective que sont en place des processus de gestion convenables pour repérer et surveiller les risques et que sont instaurés des contrôles internes efficaces pour gérer ceux-ci. L'équipe d'audit interne du Groupe vérifie et évalue de façon indépendante l'efficacité des processus de gestion du risque, de contrôles internes et de gouvernance du Groupe.

L'équipe d'audit interne exerce ses activités conformément au mandat approuvé par le comité d'audit, de gestion du risque et de conformité. Le mandat énonce le rôle et les objectifs de l'équipe d'audit interne, ainsi que ses pouvoirs et responsabilités. La structure d'information du Groupe confère à l'équipe d'audit interne la capacité de s'entretenir sans restriction avec le président du comité d'audit, de gestion du risque et de conformité.

À l'ouverture de chaque exercice, l'équipe d'audit interne du Groupe effectue une évaluation des risques pour l'ensemble des unités fonctionnelles et des filiales. Cette évaluation donne naissance à un plan d'audit exhaustif pour l'exercice énonçant les zones de focalisation précises. Le plan d'audit plan fait l'objet d'un examen régulier et toute modification doit être avalisée par le comité d'audit, de gestion du risque et de conformité. Les zones de focalisation font l'objet d'une confirmation de la part de la haute direction avant d'être soumises au comité d'audit, de gestion du risque et de conformité aux fins d'aval.

Déclaration de responsabilité des administrateurs

Les administrateurs d'Atlas Mara assument la responsabilité de la préparation des états financiers consolidés non requis par la loi pour la période close le 31 décembre 2016, lesquels visent à donner une image fidèle des affaires du Groupe et de son bénéfice pour cette période. Les administrateurs ont décidé que ces états financiers consolidés non prescrits soient établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») adoptées par l'Union européenne (l'« UE »).

Au moment d'établir ces états financiers non prescrits, les administrateurs ont :

- choisi les méthodes comptables qui convenaient aux circonstances et les ont appliquées uniformément;
- posé des jugements et formulé des estimations qui étaient raisonnables et prudentes;
- déclaré que ces états financiers avaient été établis conformément aux IFRS adoptées par l'UE;
- retenu le principe de la continuité de l'exploitation pour leur établissement, étant donné que le Groupe estime que l'entreprise poursuivra ses activités.

Les administrateurs doivent prendre toutes les dispositions raisonnables et nécessaires à la sauvegarde des actifs de la Société et à la prévention et à la détection des fraudes et autres anomalies.

Un exemplaire des états financiers est versé sur notre site Web au atlasmara.com, site à l'actualisation et à l'intégrité duquel les administrateurs ont la responsabilité de veiller.

Chacun des administrateurs en exercice, dont le nom et les attributions figurent dans le rapport annuel, confirme que, au mieux de ses connaissances :

- les états financiers du Groupe établis conformément aux IFRS adoptées par l'UE donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et du résultat net du Groupe;
- le rapport de gestion figurant dans l'analyse du chef des finances et le rapport des administrateurs rendent fidèlement compte de l'évolution et du rendement des affaires du Groupe tout comme de sa situation financière, outre qu'ils décrivent les principaux risques et incertitudes auxquels il fait face.

Les administrateurs considèrent que, dans leur ensemble, le rapport annuel et les états financiers qu'il comporte sont justes, équilibrés et compréhensibles, et qu'ils fournissent l'information dont les actionnaires ont besoin pour bien comprendre le rendement de la Société, son modèle économique et sa stratégie.

Signé au nom du conseil,

Bob Diamond

Président du conseil et cofondateur

Rapport de l'auditeur indépendant

Nous avons audité les états financiers consolidés non requis par la loi d'Atlas Mara Limited pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils figurent ailleurs dans le présent rapport et, notamment, les états audités. Ces états financiers consolidés non prescrits ont été établis pour les motifs indiqués dans la note Base de préparation des états financiers consolidés figurant dans les états consolidés non prescrits et conformément au référentiel comptable des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») adoptées par l'Union européenne (l'« UE »).

Notre rapport n'a été préparé pour le compte de la Société que dans le seul cadre des obligations de publication d'information et de respect des règles de transparence prescrites par l'autorité britannique des marchés financiers, la Financial Conduct Authority. Il a été remis à la Société à la condition expresse que ce rapport ne soit ni copié, ni communiqué, ni cité en totalité (sauf aux seules fins internes de la Société) ou en partie sans notre autorisation écrite préalable.

Notre rapport a été conçu de manière à satisfaire aux paramètres convenus avec la Société et établis par elle à partir des besoins qui existaient alors. Il ne saurait donc être employé ou invoqué par une partie autre que la Société en vue de faire valoir des droits à notre encontre ou pour quelque autre fin ou dans quelque autre contexte. Toute partie autre que la Société qui a accès à notre rapport ou à une copie de celui-ci et qui s'appuie sur celui-ci en totalité ou en partie le fait à ses propres risques. Dans toute la mesure autorisée par la loi, KPMG Inc. déclinera toute responsabilité morale ou financière à l'égard d'une quelconque autre partie relativement à ce rapport.

Responsabilités respectives des administrateurs et de l'auditeur

Comme cela est expliqué plus en détail plus loin, dans la Déclaration de responsabilité des administrateurs, les administrateurs sont responsables de la préparation des présents états financiers consolidés non prescrits, lesquels visent à leur donner une image fidèle.

Notre responsabilité se limite à réaliser un audit de ces états financiers consolidés non prescrits et à exprimer une opinion sur ceux-ci selon les paramètres indiqués dans la lettre de mission du 18 juillet 2016 et les Normes internationales d'audit (Royaume-Uni et Irlande) et, notamment, les pratiques d'audit et normes déontologiques prescrites par l'Auditing Practices Board du Royaume-Uni.

Étendue de l'audit d'états financiers non prescrits

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés non prescrits, et vise à procurer l'assurance raisonnable que ces états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Un audit comporte également l'appréciation :

- du caractère approprié des procédures comptables du Groupe, de leur application uniforme et de leur présentation adéquate;
- du caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs;
- de l'appréciation de la présentation des états financiers consolidés non prescrits.

Nous lisons en outre toute l'information tant financière que non financière du rapport annuel en vue d'y repérer d'éventuelles incohérences importantes par rapport aux états financiers consolidés audités non prescrits, ou des informations qui semblent présenter d'importantes inexactitudes par rapport à la compréhension que nous en avons acquise dans le cadre de l'exécution de notre audit. Si nous y relevons des incohérences ou anomalies qui nous semblent importantes, nous tenons compte des implications qu'elles pourraient avoir sur notre rapport.

Opinion sur les états financiers non prescrits

À notre avis, les états financiers consolidés non prescrits :

- donnent une image fidèle de l'état des affaires du Groupe au 31 décembre 2016 et du bénéfice de l'exercice clos à cette date;
- ont été établis conformément aux IFRS adoptées par l'UE.

KPMG Inc.

Pierre Fourie
Auditeur agréé
Le 31 mars 2017

État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2016

	Note	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Actif			
Trésorerie et fonds à court terme	23	406 325	320 682
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	15	101 727	190 231
Actifs financiers désignés à la juste valeur	16	13 868	13 343
Actifs financiers dérivés	18	6 323	1 893
Prêts et avances	11	1 334 763	1 229 438
Titres de placement	17	237 192	21 580
Charges payées d'avance et autres créances		62 244	47 901
Actifs d'impôt exigible		5 633	4 618
Participation dans des entreprises associées	8	293 980	398 423
Immobilisations corporelles		92 428	64 518
Immeubles de placement		17 318	11 979
Immobilisations incorporelles	9	84 435	56 633
Actifs d'impôt différé	24.3	14 323	8 130
Goodwill à l'acquisition	9	83 800	82 736
Actifs non courants détenus en vue de la vente	26	1 633	–
Total de l'actif		2 755 992	2 452 105
Passif et capitaux propres			
Dépôts	4	1 799 443	1 436 148
Passifs financiers dérivés	18	5 770	5 191
Dettes d'exploitation et charges à payer	21	74 599	64 824
Passifs d'impôt exigible		4 463	2 805
Passifs d'impôt différé	24.3	23 088	15 396
Capitaux empruntés	3	322 574	302 215
Total du passif		2 229 937	1 826 579
Actions privilégiées de fondateur	1	12 500	12 500
Actions ordinaires	1	773 213	772 204
Réserves de capital		45 840	18 098
Cumul des pertes		(46 676)	(53 230)
Réserves disponibles à la vente		(744)	325
Réserve de conversion		(251 503)	(94 125)
Actions propres		(26 085)	(25 563)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		506 545	630 209
Participations ne donnant pas le contrôle		19 510	(4 683)
Total des capitaux propres		526 055	625 526
Total du passif et des capitaux propres		2 755 992	2 452 105

État consolidé du résultat net

Exercice clos le 31 décembre 2016

	Note	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Produits financiers	14	247 052	245 356
Charges financières	5	(119 811)	(138 951)
Produits financiers nets		127 241	106 405
Charges de dépréciation de prêts	12	(15 448)	(12 042)
Produits financiers nets après les charges de dépréciation de prêts		111 793	94 363
Produits financiers hors intérêts	19	114 499	98 747
Quote-part du résultat d'entreprises associées	8	17 926	20 282
Résultat d'exploitation		244 218	213 392
Charges d'exploitation	20	(223 068)	(184 896)
Coûts de transaction et d'intégration	7	(11 783)	(9 315)
Résultat net avant impôt		9 367	19 181
Charge d'impôt	24.1	(78)	(6 820)
Résultat net de la période		9 289	12 361
attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires		8 402	11 251
Participations ne donnant pas le contrôle		887	1 110
		9 289	12 361
Résultat de base par action (\$)	28	0,12	0,16
Résultat dilué par action (\$)	28	0,12	0,16

État consolidé des autres éléments du résultat global

Exercice clos le 31 décembre 2016

	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Résultat net de la période	9 289	12 361
Autres éléments du résultat global reclassables en résultat net dans des périodes ultérieures	(151 638)	(77 599)
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	(159 423)	(88 232)
Actifs financiers disponibles à la vente – variation nette de la juste valeur	(3 406)	481
Participations mises en équivalence	11 191	13 648
Perte nette sur couverture d'investissement net	–	(3 496)
Autres éléments du résultat global non reclassables en résultat net dans des périodes ultérieures	2 959	3 397
Réévaluation de terrains et bâtiments	2 959	3 397
Résultat global de la période, après impôt	(139 390)	(61 841)
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires	(138 677)	(64 012)
Participations ne donnant pas le contrôle	(713)	2 171
	(139 390)	(61 841)

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2016

	Actions priviliégées de fondateur (en milliers de dollars)	Capital- actions ordinaire (en milliers de dollars)	Réserves de capital ⁽¹⁾ (en milliers de dollars)	Réserves disponibles à la vente (en milliers de dollars)	Réserve de conversion (en milliers de dollars)	Actions propres ⁽²⁾ (en milliers de dollars)	Cumul des pertes (en milliers de dollars)	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (en milliers de dollars)	Partici- pations ne donnant pas le contrôle (en milliers de dollars)	Total des capitaux propres (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2015	12 500	772 204	(12 211)	13	(1 483)	(19 967)	(63 119)	687 937	(5 511)	682 426
Résultat de la période	–	–	–	–	–	–	11 251	11 251	1 110	12 361
Autres éléments du résultat global										
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	–	–	–	–	(89 146)	–	–	(89 146)	914	(88 232)
Perte nette sur couverture d'investissement net	–	–	–	–	(3 496)	–	–	(3 496)	–	(3 496)
Réévaluation de propriétés déduction faite de l'impôt différé	–	–	3 397	–	–	–	–	3 397	–	3 397
Variation des réserves disponibles à la vente	–	–	21	–	–	–	460	481	–	481
Participations mises en équivalence	–	–	–	312	–	–	13 189	13 501	147	13 648
Résultat global	–	–	3 418	312	(92 642)	–	24 900	(64 012)	2 171	(61 841)
Transactions avec des propriétaires										
Attributions d'actions à des salariés	–	–	2 946	–	–	1 916	–	4 862	–	4 862
Émission d'actions ordinaires à des administrateurs	–	–	–	–	–	324	–	324	–	324
Composante capitaux propres des titres de créance convertibles émis	–	–	14 066	–	–	–	–	14 066	–	14 066
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	–	–	–	–	–	–	–	–	(6 475)	(6 475)
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle réglées	–	–	(5 132)	–	–	–	–	(5 132)	5 132	–
Variation des réserves non distribuables	–	–	15 011	–	–	–	(15 011)	–	–	–
Variation des actions propres	–	–	–	–	–	(7 836)	–	(7 836)	–	(7 836)
Solde de clôture au 31 décembre 2015	12 500	772 204	18 098	325	(94 125)	(25 563)	(53 230)	630 209	(4 683)	625 526
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2016	12 500	772 204	18 098	325	(94 125)	(25 563)	(53 230)	630 209	(4 683)	625 526
Résultat de la période	–	–	–	–	–	–	8 402	8 402	887	9 289
Autres éléments du résultat global										
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	–	–	–	–	(157 378)	–	–	(157 378)	(2 045)	(159 423)
Perte nette sur couverture d'investissement net	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Réévaluation de propriétés déduction faite de l'impôt différé	–	–	2 959	–	–	–	–	2 959	–	2 959
Variation des réserves disponibles à la vente	–	–	(120)	(1 069)	–	–	(2 662)	(3 851)	445	(3 406)
Participations mises en équivalence	–	–	–	–	–	–	11 191	11 191	–	11 191
Résultat global	–	–	2 839	(1 069)	(157 378)	–	16 931	(138 677)	(713)	(139 390)
Transactions avec des propriétaires										
Attributions d'actions à des salariés	–	–	2 389	–	–	2 555	–	4 944	–	4 944
Émission d'actions ordinaires à des administrateurs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Émission d'actions à l'acquisition	–	1 009	–	–	–	–	–	1 009	–	1 009
Composante capitaux propres des titres de créance convertibles émis	–	–	3 409	–	–	–	–	3 409	–	3 409
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	–	–	(126)	–	–	–	–	(126)	25 395	25 269
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle réglées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation des réserves non distribuables	–	–	8 094	–	–	–	(10 377)	(2 283)	(489)	(2 772)
Actions conditionnelles à émettre à l'acquisition	–	–	11 137	–	–	–	–	11 137	–	11 137
Variation des actions propres	–	–	–	–	–	(3 077)	–	(3 077)	–	(3 077)
Solde de clôture au 31 décembre 2016	12 500	773 213	45 840	(744)	(251 503)	(26 085)	(46 676)	506 545	19 510	526 055

Notes

1. Les réserves de capital sont formées des éléments suivants :

- La réserve de risque de crédit représente une affectation à partir des résultats non distribués effectuée en conformité avec les réglementations des banques centrales des pays. Le solde des réserves représente l'excédent des charges de dépréciation, tel que déterminé selon les réglementations des banques centrales, sur les charges de dépréciation comptabilisées selon les IFRS. La réserve n'est pas distribuable.
- La réserve de paiements fondés sur des actions réglés en titres de capitaux propres.
- La réserve de réévaluation représente l'excédent de réévaluation sur la réévaluation des propriétés pour l'exercice.
- La composante capitaux propres des obligations convertibles représente la composante capitaux propres de l'instrument composé. Cette composante correspond à la valeur résiduelle, laquelle correspond au prix d'émission diminué de la juste valeur de la composante passif.

2. Les actions propres tiennent compte de la valeur des actions propres de la Société détenues par des filiales.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2016

	Note	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		89 493	(88 381)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(6 653)	(25 250)
Résultat avant impôt		9 367	19 181
Ajustements pour les éléments suivants :			
Ajustement de juste valeur		(4 428)	(20 151)
Profits de change		(8 046)	(14 511)
Charges de dépréciation de prêts	12	15 448	12 042
Dotations aux amortissements	20	21 175	17 295
Pertes (profits) nettes sur instruments financiers dérivés		667	(1 725)
Profits nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		(25 736)	(18 949)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	8	(17 926)	(20 282)
Réévaluation d'immeubles de placement		(306)	(3 036)
Acquisition à des conditions avantageuses comptabilisée à l'état du résultat net		(1 811)	—
Paievements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres		4 943	4 886
Impôt payé		(7 810)	(6 996)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation avant variations des fonds d'exploitation		(14 463)	(32 246)
Augmentation (diminution) nette des fonds d'exploitation		103 956	(56 065)
Diminution (augmentation) des actifs d'exploitation		161 566	(218 902)
(Diminution) augmentation des passifs d'exploitation		(57 610)	162 837
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		9 369	58 509
Acquisition d'immobilisations corporelles		(488)	(8 820)
Acquisition d'immeubles de placement		(545)	(2 167)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(1 595)	(6 724)
Entrées liées à des entreprises associées	8	—	(8 823)
Actifs financiers désignés à la juste valeur		7 116	17 432
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		105 099	(65 251)
Titres de placement		(140 822)	124 041
Produit de la vente d'un groupe destiné à être cédé et détenu en vue de la vente		—	9 083
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		—	4 457
Entrées (sorties) de trésorerie nettes découlant de l'acquisition de filiales		40 604	(4 719)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(2 670)	18 017
Acquisition d'actions propres		(3 076)	—
Augmentation des capitaux empruntés		406	18 017
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		96 192	(11 855)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		320 682	409 785
Ajustement au titre du change du solde d'ouverture		(10 549)	(77 248)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		406 325	320 682
Trésorerie et fonds à court terme	23	406 325	320 682
Trésorerie et équivalents de trésorerie		285 157	243 025
Soldes de réserves statutaires		121 168	77 657

Rapport sectoriel

Exercice clos le 31 décembre 2016

Informations sectorielles

Les résultats sectoriels présentés au comité exécutif du Groupe (le principal décideur opérationnel) sont formés d'éléments directement attribuables à chaque secteur ainsi que de ceux qui peuvent y être raisonnablement affectés. Les éléments qui n'y sont pas affectés sont principalement formés des actifs communs (essentiellement le siège social du Groupe), les charges du siège social et les actifs et passifs d'impôt.

Aux fins de sa gestion, le Groupe s'articule autour de plusieurs unités commerciales caractérisées par leurs produits et services, et compte quatre secteurs à présenter :

- Afrique australe
- Afrique orientale
- Afrique occidentale
- Siège social

Atlas Mara délimite ses secteurs en fonction de la localisation géographique des banques en exploitation. Toutes les entités ainsi que tous les ajustements de consolidation ne faisant pas partie de banques actives sont regroupés sous le secteur « Siège social ». La segmentation des unités commerciales (entre particuliers et sociétés) au sein de chaque secteur géographique est établie à partir des sources de revenus et des clientèles propres à chaque unité. Les résultats des banques actives au sein de chaque secteur géographique sont regroupés. Toutes les entrées regroupées sont incluses dans le secteur « Siège social ».

Les prix de cession interne entre secteurs d'exploitation s'effectuent dans des conditions normales de concurrence au même titre que s'il s'agissait de transactions avec des tiers. En 2015, le Groupe a conçu et mis en œuvre une nouvelle politique en matière de prix de cession interne qui cadre avec les exigences de l'OCDE, politique qui est en cours d'implantation et d'obtention des approbations réglementaires des pays visés par l'exploitation. Outre qu'elle officialise ce qui est considéré comme des conditions normales de concurrence, la politique s'harmonise avec les meilleures pratiques fiscales et réglementaires à l'échelon de chaque pays comme à l'échelle du Groupe dans son ensemble.

Les produits tirés de parties externes qui sont présentés au comité exécutif sont mesurés d'une manière conforme à celle qui préside à l'état consolidé du résultat net.

Étant donné que les opérations bancaires relèvent d'établissements bancaires indépendants, chaque exploitation bancaire constitue son capital à même les fonds propres de catégories I et II issus de la société de portefeuille et de sa société de portefeuille intermédiaire.

Les autres grands postes de produits ou de charges intersectoriels sont formés de frais de gestion et de dividendes.

L'information de gestion du Groupe repose sur une mesure du résultat d'exploitation, laquelle est formée des produits financiers nets, des charges de dépréciation de prêts, des produits nets tirés d'honoraires et de commissions, des autres produits et des charges d'exploitation.

L'analyse du rendement financier du chef des finances décrit l'incidence des produits et charges non récurrents.

L'information fournie pour chaque secteur est établie à partir de rapports internes portant sur la rentabilité sectorielle, la composition des actifs et des passifs, et d'autres données, rapports que le comité exécutif revoit à intervalles réguliers.

Les principaux produits bancaires sont :

- les comptes transactionnels;
- les comptes commerciaux;
- les comptes d'épargne;
- les cartes prépayées;
- les découverts;
- le crédit à terme;
- les prêts hypothécaires;
- les crédits automobiles et financement de biens;
- les prêts non garantis personnels ou par retenues à la source;
- les dépôts à terme;
- les dépôts à vue;
- les transactions de change, d'obligations et de titres à revenu fixe.

Le Groupe propose une large palette de produits bancaires selon les pays, offre que gère le Comité des produits nouveaux. Exceptionnellement, de nouveaux produits peuvent être mis à l'essai dans un pays donné avant d'être proposés à l'échelle du Groupe.

Aucun client ne contribue à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires global du Groupe.

État du résultat net

31 décembre 2016							
	Afrique australe ¹⁾		Afrique orientale ²⁾		Afrique occidentale ³⁾	Siège social ⁴⁾	Total
	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Produits financiers	97 524	84 189	53 567	11 601	–	171	247 052
Charges financières	(48 718)	(38 325)	(14 450)	(11 382)	–	(6 936)	(119 811)
Produits financiers nets	48 806	45 864	39 117	219	–	(6 765)	127 241
Charges de dépréciation de prêts	(11 946)	402	(5 247)	1 343	–	–	(15 448)
Résultat des activités de crédit	36 860	46 266	33 870	1 562	–	(6 765)	111 793
Produits financiers hors intérêts	29 841	40 774	10 786	7 204	–	25 894	114 499
Résultat d'exploitation	66 701	87 040	44 656	8 766	–	19 129	226 292
Charges d'exploitation	(101 949)	(54 523)	(45 262)	(5 107)	–	(28 010)	(234 851)
Résultat d'exploitation net	(35 248)	32 517	(606)	3 659	–	(8 881)	(8 559)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	(244)	–	103	18 067	–	17 926
Résultat avant impôt	(35 248)	32 273	(606)	3 762	18 067	(8 881)	9 367
Charge d'impôt	9 239	(11 119)	(354)	1 361	–	795	(78)
Résultat net de l'exercice	(26 009)	21 154	(960)	5 123	18 067	(8 086)	9 289
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	656	(1 543)	–	–	(887)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(26 009)	21 154	(304)	3 580	18 067	(8 086)	8 402

31 décembre 2015							
	Afrique australe ¹⁾		Afrique orientale ²⁾		Afrique occidentale ³⁾	Siège social ⁴⁾	Total
	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Produits financiers	114 305	98 220	20 999	11 802	–	30	245 356
Charges financières	(53 821)	(52 459)	(8 204)	(11 857)	–	(12 610)	(138 951)
Produits financiers nets	60 484	45 761	12 795	(55)	–	(12 580)	106 405
Charges de dépréciation de prêts	(6 174)	(6 224)	354	2	–	–	(12 042)
Résultat des activités de crédit	54 310	39 537	13 149	(53)	–	(12 580)	94 363
Produits financiers hors intérêts	43 299	31 696	381	1 028	–	22 343	98 747
Résultat d'exploitation	97 609	71 233	13 530	975	–	9 763	193 110
Charges d'exploitation	(83 170)	(53 151)	(11 878)	(5 870)	–	(40 142)	(194 211)
Résultat d'exploitation net	14 439	18 082	1 652	(4 895)	–	(30 379)	(1 101)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	(99)	–	–	20 175	206	20 282
Résultat avant impôt	14 439	17 983	1 652	(4 895)	20 175	(30 173)	19 181
Charge d'impôt	(3 233)	(5 185)	(104)	(56)	–	1 758	(6 820)
Résultat net de l'exercice	11 206	12 798	1 548	(4 951)	20 175	(28 415)	12 361
Participations ne donnant pas le contrôle	–	(2 389)	(20)	1 303	–	(4)	(1 110)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	11 206	10 409	1 528	(3 648)	20 175	(28 419)	11 251

Notes

1. Le secteur de l'Afrique australe est formé par l'Afrique du Sud, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et le Mozambique.
2. Le secteur de l'Afrique orientale est formé par le Rwanda et la Tanzanie.
3. Le secteur de l'Afrique occidentale est formé par la participation dans une entreprise associée (UBN).
4. Le secteur du Siège social est formé de Dubaï, de l'Allemagne, des îles Vierges britanniques, de Maurice et de toutes les autres régions.

Les frais de gestion intersectoriels de 14 M\$ entre le Siège social et l'Afrique australe (10 M\$) et l'Afrique orientale (4 M\$) sont éliminés à la consolidation.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent la majorité des éléments figurant à l'état consolidé de la situation financière.

État de la situation financière

	31 décembre 2016						
	Afrique australe ¹⁾		Afrique orientale ²⁾		Afrique occidentale ³⁾	Siège social ⁴⁾	Total (en milliers de dollars)
	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	
Prêts et avances	600 430	445 588	253 249	33 803	–	1 693	1 334 763
Actif	709 905	1 185 556	356 683	119 220	291 353	93 275	2 755 992
Dépôts	294 959	1 136 622	255 999	111 863	–	–	1 799 443
Passif	713 044	1 086 471	304 209	100 664	–	25 549	2 229 937

	31 décembre 2015						
	Afrique australe ¹⁾		Afrique orientale ²⁾		Afrique occidentale ³⁾	Siège social ⁴⁾	Total (en milliers de dollars)
	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Particuliers (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	Entreprises (en milliers de dollars)	
Prêts et avances	578 429	521 875	94 184	35 589	–	(639)	1 229 438
Actif	632 828	1 010 154	126 724	114 872	395 948	171 579	2 452 105
Dépôts	238 938	1 009 584	60 401	127 225	–	–	1 436 148
Passif	602 410	939 830	107 489	102 035	–	74 815	1 826 579

Notes

1. Le secteur de l'Afrique australe est formé par l'Afrique du Sud, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et le Mozambique.
2. Le secteur de l'Afrique orientale est formé par le Rwanda et la Tanzanie.
3. Le secteur de l'Afrique occidentale est formé par la participation dans une entreprise associée (UBN).
4. Le secteur du Siège social est formé de Dubaï, de l'Allemagne, des îles Vierges britanniques, de Maurice et de toutes les autres régions.

Principales méthodes comptables

Exercice clos le 31 décembre 2016

La présente section décrit les principales méthodes comptables du Groupe ainsi que les estimations et jugements comptables critiques globalement mis en œuvre dans les états financiers et dans les notes. Lorsqu'une méthode comptable ou une estimation comptable critique concerne tout particulièrement une note donnée, elle figure dans cette note.

i. Entité présentant l'information financière

Les présents états financiers ont été préparés pour le compte d'Atlas Mara Limited (la « Société »), société ayant son siège dans les îles Vierges britanniques, et de ses filiales (le « Groupe »).

Le Groupe est un prestataire de services financiers qui cherche à devenir la principale institution financière d'Afrique subsaharienne et dont la raison d'être est d'apporter un soutien à la croissance économique des pays dans lesquels il est présent et d'en renforcer les systèmes financiers.

En 2014, Atlas Mara a acquis le contrôle d'ABC Holdings Limited, qui exploite des filiales bancaires au Botswana, au Mozambique, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe sous les bannières BancABC, African Development Corporation AG (« ADC »), BRD Commercial Bank Limited (« BRD Commercial ») ainsi qu'une société de portefeuille ne donnant pas le contrôle, sous forme directe et indirecte, dans Union Bank of Nigeria plc (« UBN »).

En 2016, Atlas Mara a acquis une participation lui donnant le contrôle de Banque Populaire Du Rwanda Limited et de Finance Bank Zambia Limited. Les résultats de ces entreprises entrent dans le périmètre de consolidation du Groupe à compter des dates d'acquisition effectives précisées à la note 6.

ii. Conformité aux IFRS

Les états financiers consolidés du Groupe (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et les interprétations du Comité d'interprétation des IFRS (les « IFRIC ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et adoptées par l'Union européenne (l'« UE »).

Les états financiers de toutes les grandes filiales et entreprises associées sont établis conformément aux IFRS publiées par l'IASB, et suivent les mêmes méthodes comptables sauf des incohérences mineures.

Les IFRS adoptées par l'UE peuvent différer des IFRS publiées par l'IASB dans les cas où, à un moment donné, des IFRS nouvelles ou modifiées n'ont pas encore été adoptées par l'UE.

Au 31 décembre 2016, il n'y avait aucune norme en vigueur qui n'avait pas été adoptée pour l'exercice clos à cette date qui aurait pu se répercuter sur les présents états financiers consolidés, et il n'y avait pas de différence entre les IFRS adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB pour ce qui est de leur application au Groupe.

iii. Base de préparation

Les états financiers sont établis au coût historique, sauf pour ce qui concerne les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur, les instruments financiers dérivés, les titres de placement (instruments disponibles à la vente), les propriétés, les immeubles de placement et une partie des capitaux empruntés, qui sont mesurés à la juste valeur.

Continuité de l'exploitation

Les administrateurs ont jugé opportun d'adopter le principe de la continuité d'exploitation pour la préparation des états financiers, étant donné qu'ils ont des raisons raisonnables de croire que le Groupe continuera d'avoir les ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

Au moment d'évaluer l'opportunité d'appliquer le principe de la continuité d'exploitation au Groupe, les administrateurs se sont reportés au document *Guidance on the Going Concern Basis of Accounting and Reporting on Solvency and Liquidity Risks*, publié par le Financial Reporting Council (le « FRC »), en avril 2016. L'évaluation de l'opportunité d'adopter le principe de la continuité d'exploitation pour la comptabilisation des activités du Groupe et son information financière a fait intervenir un processus complet d'analyse et de discussions mettant à contribution la direction, le comité exécutif, le comité d'audit et le conseil d'administration.

Pour évaluer l'applicabilité du principe de la continuité d'exploitation, les administrateurs sont partis des prévisions du Groupe pour la période 2017-2018, lesquelles ont été soumises à l'examen du conseil d'administration du Groupe, en portant une attention particulière à la période de 12 mois suivant la date de publication des états financiers. Les prévisions du Groupe sont elles-mêmes alimentées par les prévisions financières des membres existants du Groupe, lesquelles avaient été approuvées par les conseils d'administration des filiales et des entreprises associées et assorties d'une analyse détaillée des facteurs de risque connus et potentiels ainsi que des facteurs d'atténuation de ces risques.

Les administrateurs ont considéré les plans d'investissement, la situation de liquidité et la capitalisation des établissements bancaires individuels au sein du Groupe en regard des seuils minimums prescrits par les organes de régulation bancaire de chaque pays, ainsi qu'une marge de manœuvre commerciale raisonnable ou, autrement dit, des coussins qui cadrent avec l'appétence au risque du Groupe.

Les administrateurs ont aussi pris en compte les prévisions pour la société mère. À cet égard, le récent placement d'actions visant à financer les mesures de croissance est venu accroître globalement la trésorerie disponible pour la société mère et s'ajouter à plusieurs autres mesures de financement déjà instituées ou en voie de l'être. La restructuration de la société mère réalisée au premier trimestre, conjuguée à la réduction des charges d'exploitation et de personnel qui s'en est suivie, vient confirmer les hypothèses selon lesquelles la société mère aurait besoin de beaucoup moins de trésorerie.

iv. Utilisation d'estimations et de jugements

Pour l'établissement des états financiers consolidés, la direction a formulé des jugements et posé des estimations et des hypothèses qui se répercutent sur l'application des méthodes comptables du Groupe ainsi que sur les montants déclarés d'actifs, de passifs, de produits et de charges. À terme, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont revues en permanence, et les révisions d'estimations sont comptabilisées de manière prospective.

Les estimations et hypothèses du Groupe reposent sur les antécédents comme sur les attentes à l'égard d'événements futurs et sont régulièrement révisées. On trouvera des renseignements complémentaires sur les hypothèses de base concernant l'avenir ainsi que des sources fondamentales d'incertitude relative aux estimations dans les notes suivantes :

- juste valeur des instruments financiers (notes 3, 10 et 29);
- juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 6);
- tests de dépréciation des participations dans des entreprises associées (note 8);
- tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles (note 9);
- charges de dépréciation de prêts (note 12);
- évaluations des paiements fondés sur des actions (note 22);
- comptabilisation des actifs d'impôt différé (note 24).

v. Conversion des monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Le capital recueilli dans le cadre du PAPE était en dollars américains et les dividendes et distributions devant être versés le seront en dollars américains. Les administrateurs considèrent que le dollar américain est la monnaie qui rend le mieux compte des effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents. Les états financiers de la Société sont présentés en dollars américains, qui sont aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie de présentation du Groupe est également le dollar américain.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change au comptant à cette date. L'écart de conversion sur les éléments monétaires correspond à la différence entre, d'une part, le coût amorti dans la monnaie fonctionnelle à l'ouverture de l'exercice, ajusté en fonction de l'intérêt effectif et des paiements réalisés au cours de l'année et, d'autre part, le coût amorti dans la monnaie étrangère converti au cours du change au comptant à la clôture de l'exercice.

Les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change au comptant à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au cours du change au comptant à la date de la transaction.

Dans les états financiers consolidés, les actifs et passifs des succursales, filiales, coentreprises et entreprises associées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture, tandis que leurs résultats sont convertis en dollars américains aux taux de change moyens de la période de présentation de l'information financière.

Les écarts de change résultant de la reconversion des actifs nets en devises à l'ouverture et de la reconversion des résultats pour la période du taux de change moyen au taux de change à la clôture sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Principales méthodes comptables (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs d'établissements à l'étranger, dont le goodwill et les ajustements de juste valeur survenant à l'acquisition, sont convertis en dollars américains au cours du change au comptant à la date de clôture. Les produits et les charges d'établissements à l'étranger sont convertis en dollars américains au cours du change au comptant à la date des transactions.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés dans la réserve de conversion, sauf s'ils s'appliquent à des participations ne donnant pas le contrôle.

vi. Actifs et passifs financiers

Comptabilisation initiale, évaluation et décomptabilisation

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement lorsque le Groupe adhère aux conditions contractuelles prévues aux instruments.

Le Groupe classe ses instruments financiers, ou leurs composantes, à titre d'actifs financiers, de passifs financiers ou d'instruments de capitaux propres, selon la substance de leurs dispositions contractuelles.

Les investissements sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de la transaction lorsque l'achat ou la vente de l'investissement est visé par un contrat dont les clauses prévoient la livraison de l'investissement dans le délai établi par le marché concerné. Ces investissements sont évalués initialement, puis réévalués par la suite, à la juste valeur. Les profits et les pertes découlant de variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net jusqu'à ce que l'instrument soit cédé ou qu'il est déterminé qu'il s'est déprécié, date à laquelle on porte le profit ou la perte au résultat net de la période.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de toucher les flux de trésorerie d'un actif financier ont expiré ou que le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques contractuels ou des avantages se rattachant à leur propriété. Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque les obligations contractuelles s'y rattachant sont éteintes ou annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Les instruments financiers sont évalués initialement à la juste valeur. En ce qui concerne les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transactions sont inclus dans l'évaluation initiale de l'instrument. Les coûts de transactions d'instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Un instrument de capitaux propres est tout contrat pour lequel il est constaté un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de toutes les obligations s'y rattachant. Les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont comptabilisés selon les produits qu'ils lui rapportent, déduction faite des coûts directs d'émission.

À la suite de la comptabilisation initiale, le Groupe évalue les instruments financiers comme suit :

Passifs financiers

Les passifs financiers sont formés des dettes d'exploitation et charges à payer, des dépôts, des passifs financiers dérivés, des capitaux empruntés et des emprunts à d'autres entreprises du Groupe.

Les passifs financiers sont classés dans les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou dans les autres passifs financiers.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme tels lorsque les passifs financiers sont soit détenus à des fins de transaction (passifs financiers dérivés), soit désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (capitaux empruntés).

Le Groupe décomptabilise des passifs financiers lorsque les obligations contractuelles s'y rattachant sont éteintes ou annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Les autres passifs financiers, formés des dettes d'exploitation et charges à payer, des dépôts, des capitaux empruntés et des emprunts à d'autres entreprises du Groupe, sont évalués par la suite au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les charges d'intérêts étant comptabilisées au taux effectif.

Les coûts de transactions sont incorporés à l'évaluation initiale et comptabilisés en résultat net à titre d'intérêt effectif.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont formés de la trésorerie et des fonds à court terme, des actifs financiers détenus à des fins de transaction, des actifs financiers désignés à la juste valeur, des actifs financiers dérivés, des prêts et autres avances, des titres de placement et des prêts à des entreprises du Groupe.

Le Groupe classe les actifs financiers dans les prêts et créances, à la juste valeur par le biais du résultat net, comme détenus jusqu'à l'échéance ou comme disponibles à la vente.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont formés des prêts et avances et des prêts à des entreprises du Groupe.

Les prêts et créances sont évalués par la suite au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations.

La valeur comptable de l'actif est réduite par l'usage d'un compte de dépréciation, et la perte de valeur est comptabilisée en résultat net, au titre des charges de dépréciation de prêts. Lorsqu'une créance d'exploitation est irrécouvrable, elle est radiée par la voie du compte de dépréciation. Les recouvrements de montants précédemment radiés sont crédités en résultat net, au titre des charges de dépréciation de prêts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont formés des soldes échéant à moins de trois mois de la date de leur acquisition, y compris les fonds en caisse et les dépôts à vue et les autres placements très liquides pouvant être facilement convertis en un montant de trésorerie connu et dont les risques de variation de la valeur sont minimes. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués au coût amorti, lequel est proche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils ont été acquis ou engagés principalement en vue d'être revendus ou rachetés à court terme, ou si, à leur comptabilisation initiale, ils font partie d'un portefeuille défini d'instruments financiers identifiables qui sont gérés ensemble ou pour lequel il existe des preuves récentes d'une rentabilité réelle à court terme.

Les profits et pertes subséquents découlant de variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net.

Instruments financiers désignés à la juste valeur

Les instruments financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction sont classés dans cette catégorie s'ils satisfont à un ou plusieurs des critères ci-après. Ces instruments sont désignés à leur naissance et cette désignation est irrévocable. Les instruments peuvent être désignés à la juste valeur lorsque la désignation :

- élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation d'instruments financiers ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes. La désignation à la juste valeur des actifs financiers et des passifs s'y rattachant permet de comptabiliser les variations de juste valeur au compte de résultat et de les présenter sur le même poste;
- s'applique à des groupes d'instruments financiers qui sont gérés et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques documentée et les informations sur les groupes d'instruments financiers sont fournies en interne sur cette base à la direction.

Les profits et pertes subséquents découlant de variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Lorsque le Groupe a l'intention et la capacité de détenir des titres de créance jusqu'à terme, ces actifs financiers sont classés comme détenus jusqu'à l'échéance. Ces actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur plus les coûts de transactions directs.

Les investissements détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers sont classés comme disponibles à la vente s'ils ne sont pas des dérivés et qu'ils ne relèvent pas des « prêts et créances » ou des instruments « détenus jusqu'à l'échéance » ou « à la juste valeur par le biais du résultat net ».

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, tandis que les profits et pertes découlant de variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un actif est décomptabilisé ou déprécié, le cumul des profits ou pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres au résultat net.

Principales méthodes comptables (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Actifs et passifs financiers dérivés

Un dérivé est un instrument financier présentant les caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en réaction à des variations d'un taux d'intérêt donné, du cours de l'instrument financier, du cours marchandises, du taux de change, de l'indice des prix ou tarifs, d'une notation de crédit ou d'une autre variable;
- il n'exige aucun investissement net initial ou qu'un investissement net initial inférieur à ce qui est demandé pour d'autres contrats jugés comme susceptibles de réagir de façon similaire à des variations des facteurs de marché;
- il sera réglé à une date future.

Les dérivés sont habituellement comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière, les variations ultérieures étant constatées en résultat net.

Méthode du taux d'intérêt effectif

Les produits et charges financiers sont comptabilisés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La méthode du taux d'intérêt effectif est un mode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts sur la période considérée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les entrées de trésorerie futures estimatives (dont les honoraires sur les points payés ou reçus formant partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les coûts de transactions et les autres primes ou escomptes) sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte. Au moment de calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie futurs en prenant en compte l'ensemble des conditions contractuelles de l'instrument financier, à l'exclusion des créances irrécouvrables.

Instruments hybrides

Les obligations convertibles donnent à leur porteur le droit de convertir leurs obligations en un nombre déterminé d'actions de la société émettrice, le plus souvent à leur échéance. Les obligations convertibles sont des instruments financiers composés ou hybrides, ce qui signifie que l'instrument présente à la fois une composante passif et une composante capitaux propres.

À la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument est évaluée à la juste valeur (conformément à IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*), tandis que la composante capitaux propres correspond au montant résiduel, à savoir le prix d'émission diminué de la juste valeur de la composante passif.

Par la suite, le passif est comptabilisé au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée. À la conversion de l'instrument, la composante passif est reclassée dans les capitaux propres, et aucun profit ni perte n'est constaté en résultat net.



La mise en application de notre modèle d'affaires dépend de notre capacité, en tant que nouveau groupe, à continuer de mobiliser du financement à long terme. Notre placement d'actions réalisé en février 2017 était sursouscrit.

Notes annexes

Exercice clos le 31 décembre 2016

Les notes annexes sont ici présentées de manière à ce que l'information financière rende compte de la façon dont les affaires sont gérées et du modèle économique retenu.

1. Capital et réserves

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Capital-actions

Les actions privilégiées de fondateur et le capital-actions ordinaire sont classés dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ordinaires sont portés en capitaux propres en réduction du produit de l'émission.

1.1. Capital-actions et bons de souscription d'actions autorisés et émis

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Nombre d'actions (en milliers de dollars)	Valeur (en milliers de dollars)	Nombre d'actions (en milliers de dollars)	Valeur (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture¹⁾	72 459	772 204	72 459	772 204
Émises à d'anciens actionnaires de FBZ en juin 2016	300	1 009	—	—
Solde de clôture	72 759	773 213	72 459	772 204
Actions privilégiées de fondateur	1 250	12 500	1 250	12 500
	74 009	785 713	73 709	784 704

Note

1. Tient compte des actions ordinaires et des bons de souscription d'actions.

1.2. Actions émises et libérées

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Actions ordinaires et bons de souscription d'actions	773 213	772 204
	773 213	772 204

Les porteurs d'actions ordinaires ont droit aux dividendes qui pourront être déclarés de temps à autre, ainsi qu'à une voix par action détenue à l'assemblée générale annuelle de la Société.

1.3. Rapprochement du nombre d'actions émises

	2016 Nombre d'actions	2015 Nombre d'actions
Solde d'ouverture	72 459	72 459
Actions ordinaires émises au cours de la période	300	—
Actions émises à du personnel dans le cadre du régime d'actionnariat	—	—
Solde de clôture	72 759	72 459

Conditions des actions privilégiées de fondateur

Les actions privilégiées de fondateur ne sont pas assorties des mêmes droits de vote que ceux qui sont rattachés aux actions ordinaires. En fait, les actions privilégiées de fondateur ne sont assorties d'aucun droit de vote, sauf variation ou abrogation de droits rattachés à des catégories d'actions, ou encore obligation, de par les lois des îles Vierges britanniques, d'une résolution des membres approuvant soit une acquisition, soit, avant une acquisition, une fusion ou un regroupement d'entreprises.

Dès que le cours moyen d'une action ordinaire est d'au moins 11,50 \$ pendant 10 jours de bourse consécutifs, les porteurs d'actions privilégiées de fondateur ont droit à un « dividende annuel », versé en actions ordinaires, égal à 20 % de l'augmentation, s'il y en a une, survenue chaque année dans le cours des actions ordinaires, multiplié par le nombre d'actions ordinaires alors en circulation. Le dernier jour du septième exercice financier complet suivant la clôture de l'acquisition de BancABC, les actions privilégiées de fondateur seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison de une pour une.

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Les actions ont une valeur monétaire et leur juste valeur est fonction de l'évolution du cours de l'action. Comme il n'existe pas de données de marché suffisantes à partir desquelles estimer le cours de l'action, il n'est pas non plus possible de leur attribuer de valeur. IFRS 2 autorise l'évaluation des actions à leur valeur intrinsèque dans des circonstances où une juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable. Étant donné qu'aucun dividende n'a été versé à ce jour et qu'il n'y a pas eu d'élément déclencheur, la valeur intrinsèque de cette option est considérée comme nulle.

Bons de souscription d'actions

Le 17 décembre 2013, la Société a émis 32 529 500 bons de souscription à ses souscripteurs dans la foulée d'une résolution adoptée par le conseil d'administration, le 16 décembre 2013. Chaque bon de souscription donne à son porteur le droit de souscrire un tiers d'une action ordinaire à son exercice. Les porteurs de bons ont le droit de souscrire en espèces la totalité ou une partie des nombres entiers d'actions ordinaires au prix d'exercice de 11,50 \$ l'action au cours de la période débutant le 17 décembre 2013 et se terminant i) au troisième anniversaire de la clôture de l'acquisition initiale de la Société et ii) une date antérieure établie au titre de l'instrument, selon ce qui survient en premier.

Les bons de souscription d'actions ont été comptabilisés conformément à IAS 32 (2d) étant donné qu'il s'agit d'instruments financiers émis par une entité qui répondent à la définition d'un instrument de capitaux propres.

Il n'y a pas d'exigence réglementaire obligeant à présenter séparément la réserve de capitaux propres, et cette dernière a été incorporée au capital-actions.

Au 31 décembre 2016, les bons de souscription étaient tous en cours.

1.4. Événement postérieur à la date de clôture

Placement d'actions ordinaires supplémentaires

Le 16 février 2017, au total 7 034 934 nouvelles actions ordinaires sans valeur nominale de la Société (les « actions du placement »), soit environ 9,99 % du capital déjà émis d'actions ordinaires de la Société, ont été placées au prix de 1,9125 \$ l'action de placement, pour un produit brut d'environ 13 454 310 \$.

Les actions sont entièrement libérées et de même rang, sous tous les rapports, avec les actions ordinaires sans valeur nominale existantes de la Société, et donnent aussi droit aux dividendes et autres distributions déclarés qui sont versés ou payés après la date d'émission des actions du placement.

La Société entend affecter le produit du placement au soutien de sa croissance opérationnelle et, notamment, au déploiement et à l'extension de ses secteurs des marchés mondiaux et de gestion de la trésorerie, de son secteur des finances numériques et aux fins générales de l'entreprise.

2. Gestion du capital

Aux fins de la gestion du capital du Groupe, le capital s'entend du capital-actions, des actions privilégiées convertibles, des primes sur actions et de toute autre réserve de capitaux propres attribuable aux porteurs de titres de la Société.

En matière de gestion du capital, le Groupe vise les grands objectifs suivants :

- optimiser les affaires et atteindre les objectifs de rendement du capital par une bonne gestion et une bonne affectation des capitaux;
- s'assurer que le Groupe et les banques en exploitation détiennent suffisamment de capital-risque pour se conformer aux exigences réglementaires propres à chaque territoire;
- veiller à ce que le Groupe ait la capacité d'assurer la continuité de son exploitation et de procurer des rendements à ses actionnaires;
- soutenir l'expansion des affaires du Groupe par le maintien d'une structure de capital solide et durable.

Le suivi de ces objectifs s'effectue par vérifications régulières de la situation du capital des banques en exploitation tant à l'échelon de chaque pays qu'à l'échelle du Groupe. La direction du Groupe surveille de près l'adéquation de ses fonds propres ainsi que l'emploi qui est fait du capital réglementaire, tout en participant activement, dans chaque pays, à des discussions pour s'assurer qu'elle se conforme bien aux exigences des autorités compétentes. Tous les ans, chaque entité en exploitation prépare un plan d'investissement qu'elle soumet à l'examen et à l'approbation du Groupe dans le cadre du processus d'établissement du budget annuel. Un coussin de 2 % est généralement fixé en sus des exigences minimales de fonds propres prévues par la réglementation, coussin qui est suivi tant par la direction en place dans les pays considérés que par le Groupe dans son ensemble, dans le cadre du Comité de gestion actif-passif. Les entités en exploitation effectuent en outre des tests de tension visant à vérifier la réaction des capitaux propres à une situation de crise dans le cadre de son processus interne d'évaluation de la suffisance du capital.

Sous réserve de la conformité aux lois et règlements des territoires compétents, aucune restriction majeure n'a été imposée sur le transfert de fonds et le capital réglementaire au sein du Groupe.

Calcul de l'adéquation des fonds propres

	31 décembre 2016						
	BancABC Botswana (en milliers de dollars)	BancABC Zimbabwe (en milliers de dollars)	BancABC Zambia (en milliers de dollars)	Finance Bank Zambia (en milliers de dollars)	BancABC Tanzania (en milliers de dollars)	BancABC Mozambique (en milliers de dollars)	BPR Rwanda (en milliers de dollars)
Fonds propres de catégorie I							
Capital-actions et primes sur actions	20 869	49 989	70 307	31 234	45 034	27 850	55 226
Réserves de capital et résultats non distribués (cumul des pertes)	65 536	24 134	(20 851)	38 903	(23 232)	(2 528)	(6 380)
Immobilisations incorporelles (logiciels)/Charges différées	–	–	(2 632)	–	(2 031)	(2 335)	(2 728)
Participations dans des filiales et entreprises associées non consolidées	–	–	(519)	–	–	–	–
Actif d'impôt différé	–	–	–	–	(3 830)	–	–
Charges payées d'avance	–	–	–	(27 716)	(660)	–	–
Risques liés aux initiés	–	(2 507)	–	–	–	–	–
Moins les fonds propres de catégorie III	–	(8 402)	–	–	–	–	–
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie I	86 405	63 214	46 305	42 421	15 281	22 987	46 118
Fonds propres de catégorie II							
Prêt d'un actionnaire	18 067	–	16 292	–	–	4 014	1 848
Dépréciation de prêts douteux collective	2 416	3 360	–	–	580	14	1 284
Réévaluation de la juste valeur/Réserve disponible à la vente	–	–	–	–	–	–	–
Réserves de réévaluation (limitées aux fonds propres de catégorie I)	289	4 063	–	1 350	–	–	465
Résultat de l'exercice	–	–	–	–	–	–	(1 823)
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie II	20 772	7 423	16 292	1 350	580	4 028	1 774
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie III	–	8 402	–	–	–	–	–
Capital total	107 177	79 039	62 597	43 771	15 861	27 015	47 892
Actifs pondérés en fonction des risques¹⁾ (non audité)							
Risque de marché	748	1 742	–	–	1 746	2 392	–
Risque opérationnel	51 818	103 277	–	–	–	1 955	–
Actifs au bilan	465 049	265 331	199 775	139 718	100 851	106 090	207 583
Actifs hors bilan	12 252	8 344	5 098	1 161	8 798	2 118	392
Total des actifs pondérés en fonction des risques	529 867	378 694	204 873	140 879	111 395	112 555	207 975
Ratio d'adéquation des fonds propres (non audité)	20,2 %	20,9 %	30,6 %	31,1 %	14,2 %	24,0 %	23,0 %
Plancher du ratio d'adéquation des fonds propres réglementaire	15,0 %	12 %	10 %	10 %	12 %	8,0 %	15 %

Note

1. La pondération des actifs est fonction de la nature de l'actif et des prescriptions des autorités réglementaires compétentes en matière de pondération.

2. Gestion du capital (suite)

	31 décembre 2015					
	BancABC Botswana (en milliers de dollars)	BancABC Zimbabwe (en milliers de dollars)	BancABC Zambia (en milliers de dollars)	BancABC Tanzania (en milliers de dollars)	BancABC Mozambique (en milliers de dollars)	BPR Rwanda (en milliers de dollars)
Fonds propres de catégorie I	–	–	–	–	–	–
Capital-actions et primes sur actions	19 828	49 989	31 385	45 479	29 494	17 479
Réserves de capital et résultats non distribués (cumul des pertes)	36 381	21 790	(7 997)	(23 508)	(10 574)	246
Immobilisations incorporelles (logiciels)/Charges différées	–	–	–	(1 401)	(1 541)	–
Actif d'impôt différé	–	–	–	(4 005)	–	–
Charges payées d'avance	–	–	–	(1 099)	–	–
Risques liés aux initiés	–	(3 892)	–	–	–	–
Moins les fonds propres de catégorie III	–	(8 773)	–	–	–	–
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie I	56 209	59 114	23 388	15 466	17 379	17 725
Fonds propres de catégorie II						
Prêt d'un actionnaire	12 788	–	23 688	–	1 952	–
Dépréciation de prêts douteux collective	1 989	4 439	–	592	20	–
Réévaluation de la juste valeur/Réserve disponible à la vente	–	18	–	–	–	–
Réserves de réévaluation (limitées aux fonds propres de catégorie I)	302	4 638	–	–	(105)	–
Résultat de l'exercice	10 713	–	–	–	(2 152)	–
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie II	25 792	9 095	23 688	592	(285)	–
Total se qualifiant au titre des fonds propres de catégorie III	–	8 773	–	–	–	–
Capital total	82 001	76 982	47 076	16 058	17 094	17 725
Actifs pondérés en fonction des risques¹⁾ (non audité)						
Risque de marché	–	3 156	19 722	1 875	1 658	–
Risque opérationnel	–	103 354	19 582	–	2 457	–
Actifs au bilan	521 062	349 303	106 208	94 616	154 355	48 275
Actifs hors bilan	1 455	6 969	9 481	15 781	6 548	–
Total des actifs pondérés en fonction des risques	522 517	462 782	154 993	112 272	165 018	48 275
Ratio d'adéquation des fonds propres (non audité)	15,7 %	16,6 %	30,2 %	14,3 %	10,4 %	36,7 %
Plancher du ratio d'adéquation des fonds propres réglementaire	15 %	12 %	10 %	12 %	8 %	15 %

Note

1. La pondération des actifs est fonction de la nature de l'actif et des prescriptions des autorités réglementaires compétentes en matière de pondération.

3. Capitaux empruntés

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Obligations convertibles a)	47 790	37 920
Autres capitaux empruntés b)	274 784	264 295
	322 574	302 215

Le tableau ci-dessous compare la valeur comptable des capitaux empruntés à leur juste valeur :

	Valeur comptable		Juste valeur	
	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Autres	48 526	41 821	48 050	41 826
BIFM Capital Investment Fund One Proprietary Limited (« BIFM »)	25 587	23 667	29 652	28 790
NORSAD	10 010	10 672	10 742	11 471
Shelter Afrique	4 915	11 098	4 915	11 098
Kuhanha	3 623	5 451	3 333	5 451
Afreximbank	60 052	89 689	63 316	89 812
Africa Agriculture and Trade Investment Fund S.A. (« AATIF »)	25 019	24 869	24 989	25 382
Overseas Private Investment Corporation (« OPIC »)	65 511	—	65 511	—
Standard Chartered	31 541	57 028	31 541	57 028
Obligations convertibles (passif)	47 790	37 920	47 790	37 920
	322 574	302 215	329 839	308 778

a. Obligations convertibles

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	37 920	—
Émises au cours de l'exercice	9 870	37 920
Solde de clôture au 31 décembre	47 790	37 920

Obligations convertibles

Le 1^{er} octobre 2015, Atlas Mara a réalisé le placement de 63,4 M\$ d'obligations convertibles garanties de premier rang d'une durée de cinq ans échéant en 2020.

Les obligations sont chacune assorties d'un coupon de 8,0 %, elles ont été émises à un prix d'émission correspondant à 82,7 % du montant de leur capital, elles viennent à échéance le 31 décembre 2020 et elles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires d'Atlas Mara au prix de 11,00 \$ l'action. Atlas Mara affecte le produit net de l'émission des obligations au financement d'acquisitions à court terme ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. Cet instrument est hybride.

La période de conversion débute 60 jours suivant la date de clôture et se termine à la clôture des transactions le 10^e jour de bourse précédant la date d'échéance.

La juste valeur de la composante passif à sa naissance a été déterminée au taux de marché de 17,7 %, lequel revient au taux à cinq ans applicable aux bons du Trésor américain ajusté en fonction du rendement moyen d'instruments analogues exposés à des risques analogues, pour actualiser les flux de trésorerie contractuels.

3. Capitaux empruntés (suite)

La composante capitaux propres correspond à la valeur qui reste une fois qu'on a déduit la juste valeur de la composante passif des entrées de trésorerie amenées par l'émission des obligations. La composante capitaux propres de 14 M\$ est incorporée aux réserves de capital.

Le 22 avril 2016, Atlas Mara a réalisé le placement de 17,4 M\$ de ses obligations convertibles garanties de premier rang à 8,00 % échéant en 2020. Ce placement supplémentaire a été réalisé à des conditions identiques à la tranche d'octobre 2015, si ce n'est que ces obligations sont émises à un prix de 84 %, comparativement à 82,7 % en octobre 2015, pour tenir compte du passage du temps entre les deux.

L'instrument est traité comme un instrument financier hybride. Après évaluation, le taux d'actualisation employé pour déterminer la juste valeur du passif des obligations convertibles initiales a été jugé comme satisfaisant aux dispositions d'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*.

Pour ce dernier placement, un taux d'actualisation de 17,7 % a servi à la détermination de la juste valeur de la composante passif, donnant lieu à une composante capitaux propres de 3,4 M\$.

b. Autres capitaux empruntés

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Capitaux empruntés – à la juste valeur par le biais du résultat net	31 541	57 029
Capitaux empruntés – au coût amorti	243 243	207 266
	274 784	264 295

Capitaux empruntés

Suit un sommaire des principaux capitaux empruntés du Groupe, à savoir les fonds obtenus en vue du soutien à la croissance autrement que par des produits bancaires et comptes de clients, au lieu d'emprunts à des tiers visant à soutenir le passif à l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2016, l'encours de ces capitaux empruntés s'établissait à 323 M\$, contre 302 M\$ au 31 décembre 2015.

BIFM Capital Investment Fund One Proprietary Limited

Conclu le 20 décembre 2006, l'emprunt à BIFM Capital Investment Fund One Proprietary Limited est libellé en pulas botswanais. Il porte intérêt au taux de 11,63 % par an, payable semestriellement. Les échéances de remboursement du capital sont les suivantes :

- 30 septembre 2017 – 5,6 M\$;
- 30 septembre 2018 – 5,6 M\$;
- 30 septembre 2019 – 5,6 M\$;
- 30 septembre 2020 – 5,6 M\$.

Afrexim Bank Limited

Les emprunts à Afrexim Bank Limited sont formés d'une avance de 60 M\$ à ABC Holdings Limited (« ABCH ») le 26 juillet 2013 et d'une facilité de financement du commerce de 40 M\$ à ABC Zimbabwe, octroyée en 2015.

L'emprunt de 60 M\$ porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 5 % et il est parvenu à échéance le 30 juin 2015, avec possibilité de prorogation pour une durée mutuellement convenue. ABCH et Afrexim Bank sont actuellement en discussion en vue de restructurer cette facilité.

Afrexim Bank Limited a octroyé la facilité de financement du commerce de 40 M\$ à ABC Zimbabwe pour la période allant de décembre 2013 à décembre 2016. Cette facilité a été remboursée dans son intégralité en novembre 2016 si bien qu'il n'y avait aucun encours au 31 décembre 2016.

Norsad Finance Limited

Les emprunts à Norsad Finance Limited ont été versés sous forme d'avances à ABCH ainsi qu'à BancABC Zambia et BancABC Zimbabwe. L'avance de 10 M\$ à ABCH est un emprunt subordonné portant intérêt au taux LIBOR à six mois majoré de 7,5 %. Les intérêts sont à payer trimestriellement le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre. L'emprunt vient à échéance le 9 octobre 2020, date à laquelle le capital doit être remboursé dans son intégralité en un seul versement.

L'avance à BancABC Zimbabwe est libellée en dollars américains et porte intérêt au taux LIBOR majoré de 11 % et plafonné à 12 %. L'emprunt est parvenu à échéance le 30 juin 2016 et a été remboursé dans son intégralité, si bien qu'aucun encours ne subsistait au 31 décembre 2016.

Les montants en nairas ont été convertis en dollars américains au taux de change de clôture en vigueur le 31 décembre 2016.

Africa Agriculture and Trade Investment Fund S.A.

L'emprunt à AATIF est libellé en dollars américains et porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 6,25 %. Les intérêts sont à payer trimestriellement le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre. L'emprunt vient à échéance le 21 décembre 2018, date à laquelle le capital doit être remboursé dans son intégralité en un seul versement.

Standard Chartered

L'emprunt à Standard Chartered est libellé en dollars américains et garanti par les actions d'UBN détenues par ADC Ventures. L'emprunt a été souscrit en vue de financer le prêt d'ADC à UGPL, le 19 juillet 2012, à l'acquisition des actions privilégiées. Il s'agit d'un emprunt sans recours qui peut être réglé dans son intégralité par la livraison des actions d'UBN. Il est remboursable en décembre 2019 et pourrait être prorogé d'une autre période de deux ans moyennant entente mutuelle. L'emprunt est évalué à la juste valeur, laquelle est établie à partir de la juste valeur des actions d'UBN, qui est d'environ 11 nairas nigériens l'action.

Overseas Private Investment Corporation

Le prêt est libellé en dollars américains et a été avancé à BancABC Zambia pour financer l'acquisition de Finance Bank Zambia. Il porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 4,45 %. Un délai de grâce de trois ans a été accordé pour le remboursement du capital, l'emprunt devant être remboursé trimestriellement sur une période de 16 trimestres débutant au premier trimestre de 2019.

Échéancier

Le tableau qui suit présente une analyse des échéances établie à partir des flux de trésorerie contractuels.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
À vue jusqu'à 1 mois	60 472	280
De 1 à 3 mois	1 174	1 457
De 3 mois à 1 an	20 885	117 780
Plus de 1 an	240 043	182 698
Total	322 574	302 215

3.1. Événement postérieur à la date de clôture

Overseas Private Investment Corporation

Le 7 mars 2017, BancABC Botswana a finalisé une facilité de financement numérique et d'inclusion financière de 40 M\$ avec Overseas Private Investment Corporation. Le financement s'inscrit dans le cadre d'une facilité multinationale de 200 M\$ qu'OPIC a autorisée à l'intention des banques d'Atlas Mara au Botswana, en Zambie et au Mozambique en août 2015. La facilité de crédit servira à donner aux PME accès à du financement et à soutenir la démarche de la Société visant à accélérer ses projets de financement numérique, qui sont au cœur de sa stratégie commerciale.

L'emprunt a une durée de sept ans, assortie d'un moratoire de trois ans sur le capital. Les intérêts sont versés trimestriellement durant ces trois ans, après quoi que le capital doit être remboursé en 16 versements égaux. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR à trois mois, majoré d'une marge de 4,45 %.

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

4. Dépôts

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Dépôts de banques	145 834	130 585
Dépôts d'autres clients	1 653 609	1 305 563
	1 799 443	1 436 148
Payables à vue		
Entreprises	419 826	218 219
Secteur public	19 679	51 456
Particuliers	274 814	171 305
Autres institutions financières	63 084	39 616
Banques	30 952	13 360
	808 355	493 956
Dépôts à terme et épargnes		
Entreprises	363 161	318 400
Secteur public	283 291	278 419
Particuliers	148 550	91 565
Autres institutions financières	93 395	136 145
Banques	102 691	117 663
	991 088	942 192
Total	1 799 443	1 436 148

5. Charges financières

Comptabilisation des charges d'intérêts

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Dépôts	(79 488)	(104 732)
Capitaux empruntés	(40 323)	(34 219)
Charges financières	(119 811)	(138 951)

Acquisitions dynamiques



En 2016, nous avons continué de déployer notre stratégie conformément à notre plan d'affaires en faisant l'acquisition et l'intégration d'entreprises au Rwanda et en Zambie.

6. Regroupements d'entreprises

Comptabilisation des regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition au moment du transfert du contrôle au Groupe. La contrepartie transférée dans le cadre de l'acquisition est généralement évaluée à la juste valeur, tout comme l'actif net identifiable acquis. Le goodwill, s'il en est, fait chaque année l'objet d'un test de dépréciation. Tout profit sur une acquisition à des conditions avantageuses est immédiatement comptabilisé en résultat net.

Les coûts de transactions sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, sauf s'ils concernent l'émission de titres de créance ou de capitaux propres.

Deux acquisitions ont été réalisées au cours de la période écoulée, mais il n'y avait eu aucun regroupement d'entreprises en 2015.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

Les variations de la participation du Groupe dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le Groupe « contrôle » une entité acquise lorsqu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Le Groupe réévalue le contrôle qu'il détient sur une entreprise dès lors qu'un ou plusieurs éléments de ce contrôle ont pu avoir changé.

Les états financiers des filiales sont incorporés aux états financiers consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle débute et jusqu'à ce qu'il prenne fin.

Transactions éliminées à la consolidation

Les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits et charges latents, s'il y en a, (hormis les écarts de conversion) découlant de transactions intragroupe sont éliminés au moment de l'établissement des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, à condition qu'il n'y ait aucune preuve de dépréciation.

Acquisition à des conditions avantageuses

Lorsque le Groupe conclut un regroupement d'entreprises pour lequel la juste valeur de l'actif net acquis est supérieure à la somme de tous les montants prescrits au titre de la contrepartie versée, donnant lieu à une acquisition à des conditions avantageuses, le profit tiré de cette acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé en résultat net, dans les produits financiers hors intérêts, à la date d'acquisition.

Transactions sous contrôle commun

On entend par transaction sous contrôle commun un regroupement d'entreprises où toutes les entités ou entreprises du regroupement sont en définitive contrôlées par le Groupe tant avant qu'après le regroupement et lorsque ce contrôle n'est pas transitoire.

Dans un regroupement d'entreprises sous contrôle commun, l'acquéreur n'a pas à retraiter des actifs ou passifs à leur juste valeur. Il incorpore plutôt les actifs et les passifs à leur valeur comptable préregroupement sans en relever la juste valeur. Aucun goodwill n'est comptabilisé. Tout écart entre le coût de l'investissement et la valeur comptable de l'actif net est constaté dans les capitaux propres, ce qui, selon les lois locales, pourrait se répercuter sur les bénéfices distribuables. Cela s'applique, que la contrepartie ait été versée en actions ou en trésorerie. Les états financiers de l'acquéreur incorporent les résultats de l'entité acquise à compter de la date du regroupement.

Estimations et jugements comptables critiques

Les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à leur date d'acquisition (conformément à IFRS 13).

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans des conditions commerciales courantes.

La juste valeur des actifs non financiers est établie après prise en compte de l'emploi le meilleur et le plus optimal d'un actif considéré du point de vue des participants du marché.

Pour l'estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, il est tenu compte des facteurs suivants :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles identifiables peuvent devoir être comptabilisées par l'acquéreur même si elles ne le sont pas par l'entreprise acquise. Ces actifs sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition.

Une évaluation indépendante est réalisée par un cabinet d'expertise comptable et d'audit lorsque le Groupe s'engage dans un regroupement d'entreprises. Les immobilisations incorporelles sont alors évaluées en vue de déterminer si elles sont identifiables et, le cas échéant, quelle en est la juste valeur.

Charges payées d'avance et autres créances

IFRS 3 exige de l'acquéreur qu'il évalue les créances reprises et, notamment, les prêts à la juste valeur à leur date d'acquisition. L'acquéreur n'a pas à comptabiliser une réduction de valeur distincte pour les flux de trésorerie contractuels considérés comme irrécouvrables à cette date.

Impôt exigible et impôt différé

Au moment d'évaluer les actifs et passifs d'impôt différé associés au regroupement d'entreprises, le Groupe a réévalué les probabilités que surviendront, au cours des cinq prochaines années, des bénéfices imposables auxquels ils pourront être appliqués.

Prêts et avances

La juste valeur des prêts et avances est déterminée par référence aux flux de trésorerie futurs estimés ramenés à leur valeur actualisée selon un taux établi à partir d'une prime de marché qui tenait compte d'un taux d'intérêt sans risque, d'une petite prime sur actions, d'une prime de risque pays et du coût des capitaux propres. Suit le résumé de l'approche qui a été suivie pour l'estimation des flux de trésorerie :

- La juste valeur du portefeuille de prêts (valeur des actifs) est scindée en une juste valeur des capitaux propres et en une juste valeur du financement (de la dette). La juste valeur des capitaux propres est dérivée par actualisation du ratio des flux de trésorerie aux capitaux propres en le divisant par le coût des capitaux propres.
- Le coût de financement initial du portefeuille de prêts est dérivé en soustrayant la valeur initiale des capitaux propres de l'exposition brute. La valeur initiale des capitaux propres servant à financer un portefeuille de prêts est considérée comme étant égale aux actifs pondérés en fonction des risques du portefeuille de prêts, multipliés par le taux de capitalisation.
- Le ratio des flux de trésorerie disponibles aux capitaux propres a servi à dériver la juste valeur des capitaux propres du portefeuille de prêts. Ces flux de trésorerie ont été calculés en ajustant l'état du résultat global du portefeuille de prêts en un tableau des flux de trésorerie par comptabilisation des variations du capital.
- Le calcul des produits d'intérêts, des charges d'intérêts, de la perte sur le capital et de la variation du capital est ajusté pour tenir compte des divers paramètres de la méthodologie de calcul de la juste valeur.
- Les flux de trésorerie contractuels sont scindés dans leurs composantes intérêts et capital. L'évaluation tient compte de la probabilité de défaillance (PD), à savoir le risque de ne pas toucher la composante intérêts ou la composante capital des flux de trésorerie contractuels.
- Des hypothèses de « taux de perte en cas de défaillance » (LGD) sont retenues à la fois pour la composante intérêts (LGD_i) des flux de trésorerie contractuels et pour la composante capital (LGD_p).

Le calcul est particulièrement sensible au coût des capitaux propres appliqué, étant donné qu'une tension de 1 à 2 % sur le coût des capitaux propres pourrait faire monter ou baisser de 10 % l'évaluation du portefeuille. Le calcul est aussi particulièrement sensible au calcul de la valeur des garanties données (donnée d'entrée de LGD), étant donné qu'une augmentation ou diminution de 10 à 20 % de l'évaluation pourrait faire varier de 15 % la valeur du portefeuille de prêts.

Dépôts

La juste valeur des dépôts est calculée à partir des flux de trésorerie contractuels futurs estimés et actualisée en utilisant le coût des capitaux propres déterminé.

Capitaux empruntés

Les capitaux empruntés sont évalués séparément et leur juste valeur est ajustée dans chaque cas. Suit la méthode d'évaluation utilisée :

- Emprunts à taux variable : Les flux de trésorerie futurs reposant sur les prévisions pertinentes de taux variables et de remboursements sont actualisés à l'aide d'un taux sans risque, lequel est ajusté pour tenir compte d'un écart de taux indépendant.
- Bons du Trésor : Les flux de trésorerie futurs reposant sur les prévisions de taux fixes contractuels et les montants des remboursements sont actualisés à l'aide d'un taux sans risque, lequel est ajusté pour tenir compte d'un écart de taux indépendant.

Dettes d'exploitation et charges à payer

La juste valeur des autres passifs est déterminée par référence au montant minimum prévu au contrat pour régler le passif en cause.

6. Regroupements d'entreprises (suite)

Acquisition de BPR et fusion subséquente

	BPR
Date d'acquisition	7 janvier 2016
Pourcentage des titres de capitaux propres à droit de vote acquis (%)	45,03 % ¹

Note

1. Le pourcentage des titres de capitaux propres acquis qui sont assortis d'un droit de vote est indiqué en date de la prise de contrôle.

Suit le détail de la juste valeur des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill en découlant :

	Valeur comptable de BPR (en milliers de dollars)	Juste valeur de BPR (en milliers de dollars)	Variation (en milliers de dollars)
BPR			
Trésorerie et fonds à court terme	25 480	45 943	20 463
Montants dus d'autres banques	—	—	—
Prêts et avances	157 900	159 469	1 569
Titres de placement	25 965	25 965	—
Charges payées d'avance et autres créances	1 338	1 338	—
Actif d'impôt exigible	1 660	1 660	—
Participations dans des entreprises associées	—	—	—
Immobilisations corporelles	14 445	23 591	9 146
Immeubles de placement	—	—	—
Immobilisations incorporelles	3 404	6 989	3 585
Actif d'impôt différé	—	—	—
Dépôts	(181 447)	(181 447)	—
Montants dus à d'autres banques	(14 446)	(14 446)	—
Dettes d'exploitation et charges à payer	(13 109)	(13 224)	(115)
Passif d'impôt exigible	—	—	—
Passif d'impôt différé	(74)	(3 860)	(3 786)
Capitaux empruntés	(2 515)	(2 515)	—
Valeur de l'actif net	18 601	49 463	30 862
<i>Moins</i> : participation ne donnant pas le contrôle		(27 189)	
Goodwill		(1 811)	
Total du prix d'acquisition		20 463	
Coût d'acquisition		20 463	
<i>Moins</i> : contrepartie autre qu'en trésorerie		—	
Contrepartie versée en trésorerie		20 463	
<i>Moins</i> : trésorerie et équivalents de trésorerie dans la filiale acquise		(45 943)	
Entrée de trésorerie nette à l'acquisition		25 480	

Le 7 janvier 2016, Atlas Mara Limited a fait l'acquisition de BPR. Dans le cadre de cette acquisition, Atlas Mara a injecté 20,5 M\$ de surplus d'apport en échange de 45,03 % des droits de vote de BPR.

Avant cette transaction, Atlas Mara détenait également 100 % de BRD-C. Après la clôture de la transaction, BPR avait acquis 100 % de BRD-C. Cette transaction s'est réalisée sous forme d'échange d'actions à raison de une pour une, ce qui a eu pour effet de porter à 62,06 % la participation du Groupe dans l'entité issue du regroupement. Cette transaction sous contrôle commun a été comptabilisée au coût historique, comme cela est indiqué dans la description des méthodes comptables de la page 31. Les deux entités ont fusionné pour présenter une position combinée au Rwanda.

Conformément à IFRS 3, les justes valeurs présentées pour BPR au 30 juin 2016 et celles présentées dans le rapport annuel et les états financiers au 31 décembre 2015 sont considérées comme inachevées en raison des facteurs suivants :

- l'évaluation de certains prêts et avances qui n'a pas été complétée, la direction estimant que certains faits et circonstances présents à la date d'acquisition pourraient ne pas avoir été pris en compte dans les calculs de dépréciation de ces prêts;
- l'évaluation de la recouvrabilité de certains actifs d'impôt différé comptabilisés pour le Groupe;
- l'évaluation du nouveau siège social de BPR. L'immeuble n'est pas encore achevé et son évaluation se poursuit toujours; à la date du présent rapport, elle n'était toujours pas achevée.

Au deuxième semestre de 2016, la comptabilisation de la transaction a été finalisée, et il a été apporté les ajustements suivants :

Prêts et avances

La comptabilisation des prêts et avances repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises fait intervenir plusieurs considérations comptables d'une grande complexité, qui concernent notamment :

- le montant auquel est constatée l'évaluation initiale et, tout particulièrement, le mode de détermination de la juste valeur;
- l'évaluation subséquente du portefeuille de prêts acquis et le mode de différenciation de l'incidence des variations de flux de trésorerie selon qu'elles concernent les produits d'intérêts ou les pertes de valeur dès lors que l'évaluation ultérieure des prêts se fait au coût amorti.

L'approche suivie est décrite plus en détail dans la partie portant sur les estimations critiques, page 32.

Les travaux ont permis d'établir la juste valeur à 159,5 M\$, en regard d'une valeur comptable de 157,9 M\$. L'écart entre valeur comptable et juste valeur contribuera au profit sur acquisition comptabilisé.

L'incidence de ces ajustements se réalisera sur une période de trois à cinq ans.

Autres ajustements

Outre les ajustements apportés par suite des rapports sur l'attribution du prix d'acquisition évoqués plus haut, la direction a aussi apporté, relativement aux questions ci-après qui avaient cours à la date d'acquisition, les ajustements suivants :

- La juste valeur des immobilisations corporelles détenues par BPR a été portée à 9,1 M\$ par suite des rapports d'évaluation détaillés des principales propriétés.
- Les charges à payer au titre des indemnités de départ contractuelles convenues et confirmées à la date d'effet du regroupement d'entreprises sont de 115 000 \$.
- Considérés globalement, tous les ajustements ci-dessus ont accru le passif d'impôt différé de 3,8 M\$.

L'incidence de ces ajustements entraînera la comptabilisation d'un profit total sur acquisition de 1,8 M\$.

Acquisition de Finance Bank Zambia Limited

Le 30 juin 2016, BancABC Zambia a acquis 100 % de Finance Bank Zambia (« FBZ ») pour un prix global de 76,4 M\$, à savoir une contrepartie en trésorerie de 64,2 M\$ et une contrepartie sous forme d'actions d'Atlas Mara (société mère ABCH). L'acquisition prévoit notamment qu'une partie de la contrepartie en trésorerie et en actions est éventuelle.

	FBZ
Date d'acquisition	30 juin 2016
Pourcentage des titres de capitaux propres à droit de vote acquis (%)	100 % ¹

Note

1. Le pourcentage des titres de capitaux propres acquis qui sont assortis d'un droit de vote est indiqué en date de la prise de contrôle.

6. Regroupements d'entreprises (suite)

Suit le détail de la juste valeur des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill en découlant :

	Valeur comptable de FBZ (en milliers de dollars)	Juste valeur de FBZ (en milliers de dollars)	Variation (en milliers de dollars)
FBZ			
Trésorerie et fonds à court terme	79 355	79 355	–
Montants dus d'autres banques	–	–	–
Prêts et avances	119 876	115 255	(4 621)
Titres de placement	52 767	52 767	–
Charges payées d'avance et autres créances	38 220	34 315	(3 905)
Actif d'impôt exigible	–	–	–
Participations dans des entreprises associées	–	–	–
Immobilisations corporelles	16 125	16 125	–
Immeubles de placement	3 553	3 553	–
Immobilisations incorporelles	17 632	16 476	(1 156)
Actif d'impôt différé	669	669	–
Dépôts	(210 484)	(210 484)	–
Montants dus à d'autres banques	–	–	–
Dettes d'exploitation et charges à payer	(30 867)	(31 310)	(443)
Passif d'impôt exigible	(170)	(170)	–
Passif d'impôt différé	(4 674)	(6 315)	(1 641)
Capitaux empruntés	(5 645)	(5 645)	–
Valeur de l'actif net	76 357	64 591	(11 766)
<i>Moins : participation ne donnant pas le contrôle</i>		–	
Goodwill		11 785	
Total du prix d'acquisition		76 376	
Coût d'acquisition		76 376	
<i>Moins : contrepartie autre qu'en trésorerie</i>		(12 145)	
Contrepartie versée en trésorerie		64 231	
<i>Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie de la filiale acquise</i>		(79 355)	
Entrée de trésorerie nette à l'acquisition		15 124	

Conformément à IFRS 3.45, la comptabilisation initiale de l'acquisition de FBZ a été considérée comme inachevée au 30 juin 2016 (date de l'acquisition) en raison des facteurs suivants :

- l'évaluation de certains prêts et avances qui n'avait pas été complétée, la direction estimant que certains faits et circonstances présents à la date d'acquisition pourraient ne pas avoir été pris en compte dans les calculs de dépréciation de ces prêts;
- l'existence d'éventuelles amendes, pénalités et autres charges engagées relativement à des cas de non-conformité à des lois et règlements fondamentaux, et d'ententes de restructuration à la date d'acquisition;
- l'évaluation des immobilisations corporelles, pour lesquelles les documents d'évaluation finale n'étaient pas disponibles à la date d'acquisition.

Bien que la direction ait achevé les éléments ci-après en ce qui concerne les prêts et avances, les dettes d'exploitation et charges à payer, les charges payées d'avance et les autres actifs, la comptabilisation de l'acquisition n'était toujours pas achevée au 31 décembre 2016 en raison des procédures d'examen qui se poursuivent relativement aux données concernant les soldes de prêts et avances repris et les comptes de traitement opérationnel.

En ce qui concerne les éléments ci-dessus, le calcul de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition a pris en compte les facteurs suivants :

Prêts et avances

La comptabilisation des prêts et avances repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises fait intervenir plusieurs considérations comptables d'une grande complexité, qui concernent notamment :

- le montant auquel est constatée l'évaluation initiale et, tout particulièrement, le mode de détermination de la juste valeur;
- l'évaluation subséquente du portefeuille de prêts acquis et le mode de différenciation de l'incidence des variations de flux de trésorerie selon qu'elles concernent les produits d'intérêts ou les pertes de valeur dès lors que l'évaluation ultérieure des prêts se fait au coût amorti.

L'approche suivie est décrite plus en détail dans la partie portant sur les estimations critiques, page 32.

L'incidence de ces ajustements se réalisera sur une période de trois à cinq ans.

Les travaux ont permis d'établir la juste valeur à 115,3 M\$, en regard d'une valeur comptable de 119,9 M\$. L'écart entre valeur comptable et juste valeur contribuera au goodwill comptabilisé.

Autres ajustements

Outre les ajustements apportés par suite des rapports sur l'attribution du prix d'acquisition évoqués plus haut, la direction a aussi apporté, relativement aux questions ci-après qui avaient cours à la date d'acquisition, les ajustements suivants :

- L'évaluation à la juste valeur des biens détenus, étant donné que le certificat d'évaluation final au 30 juin 2016 a été obtenu au cours du semestre clos le 31 décembre 2016. Cela a fait baisser la valeur de 3,9 M\$, montant comptabilisé au titre des charges payées d'avance et autres actifs.
- La comptabilisation de forfaits de cessation d'emploi de 443 000 \$ qui existaient à la date d'acquisition.
- Considérés globalement, tous les ajustements ci-dessus ont accru le passif d'impôt différé de 1,6 M\$.

L'incidence nette des ajustements a ajouté 11,8 M\$ au goodwill.

7. Coûts de transaction et d'intégration

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Honoraires (notamment juridiques et de contrôle diligent)	(1 819)	(7 747)
Coûts de transaction et d'intégration	(7 196)	–
Autres	(2 768)	(1 568)
	(11 783)	(9 315)

Le 31 décembre 2015, Atlas Mara a conclu une entente de règlement relativement au contrat d'options d'achat et de vente.

Dans le cadre de cette entente, le Groupe a convenu de verser 13,0 M\$ aux titulaires d'options en règlement final et intégral des options dans les sept jours suivant sa signature.

La valeur comptable du contrat d'option était de 15,6 M\$ à la date de la transaction, ce qui a donné lieu à un profit net de 2,6 M\$ au titre de la juste valeur, lequel a été comptabilisé au titre des produits financiers hors intérêts.

8. Participation dans des entreprises associées

Comptabilisation d'une participation dans une entreprise associée

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant en contrôler les politiques opérationnelles et financières.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces participations sont initialement comptabilisées au coût et augmentées (ou diminuées) chaque année en fonction de la quote-part revenant au Groupe du résultat post-acquisition.

Le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part des pertes d'entreprises associées mises en équivalence lorsque sa part de leur actif net et les montants qu'elles lui doivent ont été intégralement radiés, à moins qu'une obligation contractuelle ou implicite lui soit faite d'assumer sa part de ces pertes.

Lorsque le Groupe acquiert une participation supplémentaire tout en conservant son influence notable, cet investissement est comptabilisé au coût. L'ajustement à la hausse de la juste valeur des actifs et passifs de l'investissement est évalué et incorporé à sa valeur comptable.

Pertes de valeur

Après mise en équivalence et comptabilisation des pertes d'une entreprise associée, l'entité applique les dispositions d'IAS 36 *Dépréciation d'actifs* en vue de déterminer s'il lui faut comptabiliser une perte de valeur supplémentaire relativement à son investissement net dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

L'entité applique aussi IAS 36 en vue de déterminer si elle doit comptabiliser une perte de valeur supplémentaire relativement à ses intérêts dans une entreprise associée ou une coentreprise qui ne fait pas partie intégrante de l'investissement net ni de la perte de valeur.

Le goodwill entre dans la valeur comptable d'une participation dans une entreprise associée et n'est pas comptabilisé séparément. Il ne fait donc pas l'objet d'un test de dépréciation distinct par application des dispositions que prévoit IAS 36 pour tester la dépréciation du goodwill. C'est plutôt la valeur comptable globale de la participation qui est évaluée en bloc, comme s'il s'agissait d'un actif unique, selon les dispositions d'IAS 36 en comparant la valeur recouvrable (selon le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente) à sa valeur comptable chaque fois que l'application d'IAS 39 donne à penser que la participation aurait pu se déprécier.

Le cas échéant, la perte de valeur n'est pas attribuée à un quelconque actif, goodwill compris, entrant dans la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée. Si bien qu'une reprise de la perte de valeur est comptabilisée conformément à IAS 36 dès lors que la valeur recouvrable de la participation augmente par la suite.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'une participation, l'entité doit estimer :

- a) la quote-part lui revenant de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés qu'elle s'attend à ce que génère l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie tirés de l'exploitation de l'entreprise associée et le produit de la cession ultime de la participation.

La valeur recouvrable d'une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise doit être évaluée par chacune d'entre elles, à moins que l'entreprise ou la coentreprise considérée ne tire pas, de son utilisation continue, des entrées de trésorerie qui soient largement indépendantes des entrées tirées d'autres actifs de l'entité.

Actif net de l'entreprise associée

L'investisseur doit évaluer sa participation dans l'actif net identifiable d'une entreprise associée à la juste valeur à la date d'acquisition de cette entreprise. Dès lors que la valeur que l'investisseur attribue à l'actif net de l'entreprise associée diffère des valeurs comptables figurant dans les livres de l'entreprise associée, il doit retraiter toute perte de valeur comptabilisée par cette dernière.

Participation dans une entreprise associée

Outre l'application de la méthode de la mise en équivalence, IAS 28 prescrit à l'investisseur d'appliquer les dispositions d'IAS 39 en vue de déterminer s'il y a lieu de comptabiliser une quelconque perte de valeur à l'égard de l'investissement net dans l'entreprise associée. Le montant de cette perte de valeur est alors déterminé conformément à IAS 36.

Estimations et jugements comptables critiques

Juste valeur des actifs et des passifs d'une entreprise associée

Le Groupe doit exercer son jugement au moment de déterminer la valeur des actifs et des passifs d'une entreprise associée.

L'évaluation des immobilisations incorporelles identifiées fait partie de l'investissement dans l'entreprise associée, évaluation qui est sensible au taux d'actualisation appliqué.

Immobilisations incorporelles

La juste valeur d'UBN tient compte d'immobilisations incorporelles de 14,7 M\$.

Pertes de valeur

Le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe des preuves objectives que son investissement dans une entreprise associée a pu se déprécier. Le cas échéant, le Groupe calcule la perte de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable de l'entreprise associée et sa valeur comptable, et inscrit la perte au titre de la « quote-part du résultat d'une entreprise associée » à l'état du résultat net. On trouvera à la page 55 le détail de l'analyse de sensibilité ainsi que les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des pertes de valeur.

En ce qui concerne les participations dans des entreprises associées, on doit évaluer les éléments suivants :

- les actifs de l'entreprise associée;
- la participation dans l'entreprise associée;
- tous les autres intérêts qui n'entrent pas dans l'investissement net dans l'entreprise associée.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture	398 423	375 112
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises à la juste valeur	–	–
Quote-part du résultat	17 926	20 282
Quote-part des autres éléments du résultat global	11 191	13 648
Ajustement au titre du change	(133 560)	(19 442)
Impôts associés	–	–
Entrées au cours de l'exercice	–	8 823
Participations dans des entreprises associées	293 980	398 423

8. Participation dans des entreprises associées (suite)

Participation dans Union Bank of Nigeria (« UBN »)

Le 19 décembre 2014, le Groupe a acquis une participation directe de 21,16 % dans les actions à droit de vote d'UBN, portant sa participation globale cumulative, tant directe qu'indirecte, à 30,21 %. Avant cette prise de participation, le Groupe détenait un intérêt indirect de 9,05 % dans le consortium UGPL acquis à la faveur de l'acquisition, par le Groupe, d'ADC AG en août 2014.

Fondée en 1917, UBN est une société par actions inscrite à la cote de la Bourse du Nigéria et une institution financière reconnue et respectée dans ce pays. UBN est une banque commerciale et de détail sous franchise, dotée d'une clientèle stable de déposants.

Le Groupe a acquis sa participation dans UBN parce qu'elle cadrerait avec sa stratégie de percée sur le marché nigérian et la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et qu'UBN procurait à Atlas Mara une position de valeur sur l'importante plateforme bancaire nigériane.

Au total, Atlas Mara a porté sa participation dans UBN à 22,10 % (22,10 % en 2015) en se portant acquéreur de 3 742 201 213 actions (3 742 201 213 actions en 2015).

La participation dans UBN est mise en équivalence par intégration des états financiers d'UBN pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. La monnaie locale d'UBN est le naira nigérian.

Le tableau ci-après résume l'information financière de la participation du Groupe dans UBN pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	447 541	413 544
Prêts et avances	1 667 291	1 843 792
Titres de placement	597 541	1 081 661
Autres actifs	1 405 194	1 924 542
Actif	4 117 567	5 263 541
Dépôts	2 461 243	3 090 726
Capitaux empruntés	294 260	382 408
Autres passifs	469 510	564 026
Passif	3 225 013	4 037 160
Participation du Groupe au capital (31,15 %) (31,15 % en 2015)	276 640	377 776
Immobilisations incorporelles	14 713	18 402
Quote-part de l'actif net identifiable	291 353	395 314

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée, immobilisations incorporelles comprises	291 353	395 314
Produits financiers nets	250 937	337 281
Produits financiers hors intérêts	99 578	158 498
Charges de dépréciation de prêts	(69 620)	(60 257)
Bénéfice après impôt	59 209	84 721
Quote-part du résultat de l'exercice revenant au Groupe (31,15 %) (31,15 % en 2015)	18 065	13 927
Résultat après impôt découlant des activités abandonnées	–	480
Autres éléments du résultat global	38 343	50 771
Résultat global	117 019	135 493
Quote-part des autres éléments du résultat global revenant au Groupe (31,15 %) (31,15 % en 2015)	11 191	13 187

Les risques directement associés à la participation sont le risque de change, le risque actions et le risque pays. UBN étant une entité bancaire au Nigéria, Atlas Mara est exposée aux principaux risques sous-jacents à UBN, à savoir le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque opérationnel.

Test de dépréciation

Au 31 décembre 2016, en raison de l'évolution du contexte macroéconomique au Nigéria et de l'économie dans le monde, et plus précisément de l'incidence de la chute des cours du pétrole et de la dévaluation du naira, un indicateur de dépréciation a été déclenché pour cet investissement, conformément aux paramètres d'IAS 39.

Aussi le Groupe a-t-il réalisé un test de dépréciation de la valeur comptable de sa participation dans UBN, test qui a confirmé que cette participation n'avait pas perdu de valeur au 31 décembre 2016.

Le tableau ci-après illustre la valeur d'utilité, la valeur comptable et la juste valeur de la participation de 31,15 % (31,15 % en 2015) du Groupe dans UBN.

	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Valeur d'unité (en milliers de dollars)	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	Valeur d'unité (en milliers de dollars)	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)
Union Bank of Nigeria	311 200	291 353	201 200	440 000	395 948	345 000

Base de la valeur recouvrable

Le test de dépréciation a été effectué en comparant la valeur recouvrable d'UBN, déterminée au moyen d'un calcul de la valeur d'utilité, avec sa valeur comptable. Le calcul de la valeur d'utilité repose sur des projections de flux de trésorerie actualisés fondées sur les estimations de résultat de la direction. L'analyse détaillée des flux de trésorerie a été préparée pour les cinq premières années afin de tenir compte de la stratégie de redressement en cours à la banque. L'horizon prévisionnel a été prolongé de cinq ans (jusqu'en 2026) pour en arriver à un état stable après l'importante croissance prévue du fait du programme de redressement déjà en place. La prolongation des prévisions jusqu'en 2026 a permis d'obtenir une année finale fondée sur la croissance et les marges normalisées.

Les actifs pondérés en fonction des risques prévus ont été calculés pour s'assurer que la banque respecte les exigences en matière d'adéquation des fonds propres pour calculer la variation des exigences en matière de réserves réglementaires. Cette variation a été déduite des flux de trésorerie prévus.

Principales hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité

Taux de croissance à long terme

Des taux de croissance de plus en plus élevés ont été retenus comme hypothèses pour les produits financiers nets, les produits d'intérêts et les produits autres que d'intérêts, en phase avec le plan de transformation. Pour l'horizon prévisionnel prolongé, il a été prévu que ces éléments augmenteraient à des taux annuels décroissants pour atteindre 11,2 % pour l'année finale, soit le taux d'inflation à long terme prévu au Nigéria.

Taux de croissance à long terme des actifs

Le taux de croissance moyen utilisé jusqu'en 2020 s'établit à 24,1 %. Pour l'horizon prévisionnel prolongé, il a été prévu que ces éléments augmenteraient à des taux annuels décroissants pour atteindre 11,2 % pour l'année finale, soit le taux d'inflation à long terme prévu au Nigéria.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé était fondé sur le coût des capitaux propres d'UBN. Ce taux a été calculé en prenant en considération les composantes ci-après afin de refléter les risques spécifiques associés à l'entreprise et, plus particulièrement, la stratégie future de redressement. Le taux d'actualisation utilisé s'inscrit dans une fourchette de 25,8 % à 26,91 %. Le taux est calculé en fonction du rendement des bons du Trésor des États-Unis d'une durée de 10 ans qui viennent à échéance le 31 décembre 2026 comme point de départ (2,5 %), ajusté en fonction d'une prime pour risque pays de 4,7 % pour le Nigéria, d'une prime de risque de marché boursier de 5,5 % à 6,5 %, de l'indice des prix à la consommation du pays de 11,2 % et d'un risque propre à l'entité de 2,5 %. La valeur d'utilité a été calculée au taux de 26 %.

Des analyses de sensibilité ont été effectuées pour chaque hypothèse de base afin d'évaluer l'incidence de révisions raisonnablement possibles de ces hypothèses. Prises individuellement, les révisions de chacune des principales hypothèses entrant dans le calcul de la valeur d'utilité réduiraient la marge de manœuvre à néant.

Principale hypothèse :

- Taux de croissance à long terme
- Taux d'actualisation
- Ratio coût-résultat

Révision d'hypothèse visant à ramener la marge de manœuvre à néant :

- Diminution de 1 100 points de base
- Augmentation de 130 points de base
- Augmentation de 720 points de base

D'après les résultats des tests, la direction estime que la valeur d'utilité raisonnablement possible est de l'ordre de 311,2 M\$.

9. Immobilisations incorporelles et goodwill

Goodwill

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et d'entreprises associées, et représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie à l'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe des actifs acquis, des passifs repris et des passifs éventuels repris à la date d'acquisition. Le goodwill découlant de l'acquisition de filiales est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe des indications qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. L'évaluation consiste à comparer la valeur comptable du goodwill avec la valeur actualisée des flux de trésorerie avant impôt, actualisée à un taux d'intérêt qui reflète les risques inhérents aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquelles correspond le goodwill, ou la juste valeur de l'UGT si celle-ci est plus élevée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont comptabilisées conformément à IAS 38 *Immobilisations incorporelles*.

Les immobilisations incorporelles comprennent les noms commerciaux, les relations clients, les dépôts de base, les découverts de base, les logiciels, les licences et d'autres contrats. Elles sont comptabilisées initialement lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que le coût peut être évalué de façon fiable et, dans le cas d'immobilisations incorporelles qui ne sont pas acquises dans un regroupement d'entreprises, qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation des actifs iront à l'entité.

Les immobilisations incorporelles sont indiquées au coût (lequel, dans le cas des actifs acquis dans un regroupement d'entreprises, correspond à la juste valeur à la date d'acquisition) diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, s'il en est, et sont amorties sur leur durée d'utilité d'une manière qui reflète le rythme selon lequel elles contribuent aux flux de trésorerie futurs, soit généralement sur une période de 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsqu'il existe une indication qu'elles peuvent s'être dépréciées.

Les modes d'amortissement, durées d'utilité et valeur résiduelles sont réexaminés à chaque date de clôture et sont ajustés, au besoin.

Les dépenses ultérieures ne sont incorporées dans le coût de l'actif que si elles accroissent les avantages économiques futurs incorporés dans l'actif correspondant. Toutes les autres dépenses, y compris les dépenses au titre du goodwill et de marques générés en interne, sont comptabilisées en résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles ont les modes d'amortissement et durées d'utilité suivants :

	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations corporelles
Durée d'utilité	s. o.	De 3 à 5 ans	10 ans
Mode d'amortissement	s. o.	Linéaire	Linéaire

Estimations et jugements comptables critiques

Le Groupe soumet le goodwill à un test de dépréciation annuellement en fonction des calculs de la valeur d'utilité. Des estimations et hypothèses critiques sont utilisées pour établir les projections de flux de trésorerie avant impôt futurs, ainsi que le taux de croissance et les taux d'actualisation appropriés, comme il est décrit ci-après. Une variation absolue de ± 1 % des taux d'actualisation indiqués pourrait donner lieu à une variation de 38,5 M\$ de la valeur du goodwill.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Goodwill	83 800	82 736
Autres immobilisations corporelles	84 435	53 633
	168 235	139 369

	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Goodwill (en milliers de dollars)	Autres immobili- sations corporelles (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)	Goodwill (en milliers de dollars)	Autres immobili- sations corporelles (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Immobilisations incorporelles et goodwill						
Solde acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises	11 785	23 458	35 243	—	—	—
Solde d'ouverture	82 736	78 496	161 232	109 441	74 297	183 738
Ajustement au titre du change	(10 721)	(2 277)	(12 998)	(26 705)	(2 947)	(29 652)
Reclassements	—	—	—	—	422	422
Entrées au cours de l'exercice	—	17 805	17 805	—	6 724	6 724
Coût ou évaluation à la clôture de la période	83 800	117 482	201 282	82 736	78 496	161 232
Pertes de valeur et amortissements						
Solde d'ouverture	—	(21 863)	(21 863)	—	(2 930)	(2 930)
Ajustement au titre du change	—	(713)	(713)	—	(9 758)	(9 758)
Pertes de valeur ou amortissements durant la période	—	(10 471)	(10 471)	—	(9 175)	(9 175)
Reclassements	—	—	—	—	—	—
Cumul des pertes de valeur à la clôture de la période	—	(33 047)	(33 047)	—	(21 863)	(21 863)
Valeur comptable à la clôture de la période	83 800	84 435	168 235	82 736	56 633	139 369

Goodwill

En date du 21 août 2014, Atlas Mara a acquis une participation conférant le contrôle dans BancABC (par la voie de l'acquisition d'ADC et l'achat direct d'actions).

En 2016, Atlas Mara a réalisé deux autres acquisitions, comme le précise la note 6. La clôture de ces acquisitions a fait augmenter les immobilisations incorporelles identifiées.

Conformément à IFRS 3, à la date d'acquisition, l'acheteur est tenu d'évaluer tous les actifs et les passifs identifiables séparément à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Cela peut inclure des actifs qui n'étaient pas comptabilisés antérieurement par l'entreprise acquise dans ses états financiers.

Dans le cas des acquisitions d'ADC, de BancABC et des acquisitions de BPR et de FBZ en 2016, ces actifs comprennent certaines immobilisations incorporelles acquises, soit :

- des marques de commerce;
- des relations clients (l'évaluation des relations clients a été ajustée de manière à tenir compte du risque et de l'incertitude liés aux entreprises de retenues salariales incluses dans l'évaluation);
- des dépôts de base qui consistent en des dépôts à taux fixe à des clients (entreprises ou particuliers) qui dégagent une marge d'intérêt nette sur une période déterminée;
- des découverts de base qui consistent en des découverts de clients (entreprises ou particuliers).

Ces actifs ne sont comptabilisés que s'ils satisfont aux conditions de comptabilisation d'un actif, c'est-à-dire qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Les immobilisations incorporelles ne seront comptabilisées qu'au niveau d'Atlas Mara (comptes consolidés) et seront amorties sur leur durée d'utilité.

Affectation du goodwill aux UGT

Le goodwill découlant de l'acquisition de BancABC et d'ADC a été affecté aux UGT de la façon suivante :

- Le principal indicateur quantitatif retenu pour l'affectation du goodwill est fonction de la valeur de la dette de chaque banque en exploitation sous-jacente du Groupe, conjuguée au jugement de la direction à l'égard des rendements d'exploitation courants et futurs, de la qualité des actifs et des probabilités de synergies qui pourraient résulter à l'avenir du regroupement de ces entreprises.
- L'affectation du goodwill à des unités d'exploitation secondaires a été limitée.
- L'affectation secondaire du goodwill au plus bas niveau d'UGT conformément à IFRS 8 a reposé sur le jugement de la direction à l'égard des rendements d'exploitation futurs, de la qualité des actifs et de l'apport courant des actifs.

À la faveur de l'acquisition de FBZ en 2016, un montant supplémentaire de goodwill de 11,8 M\$ a été identifié. Ce goodwill a été attribué à l'UGT de la Zambie et a été incorporé dans l'évaluation de la perte de valeur de UGT, avec pour conclusion que, à hauteur de 60 M\$, on disposait d'une marge de manœuvre suffisante au titre de cette UGT pour absorber le goodwill.

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Cette réaffectation est considérée comme une révision d'un jugement et d'une estimation critique de 2015. L'incidence sur l'état des autres éléments du résultat global de l'exercice précédent découlant de cette révision d'estimation est nulle.

Le tableau ci-après illustre l'affectation du goodwill pour les banques en exploitation acquises, affectation qui repose sur l'estimation révisée que la direction a faite des synergies qui pourraient découler à l'avenir de ce regroupement d'entreprises. Le jugement retenu portait tout particulièrement sur les flux de trésorerie d'exploitation futurs.

	2016			2015		
	Affectation (en millions de dollars)	Allocation		Affectation (en millions de dollars)	Allocation	
		Particuliers (en millions de dollars)	Entreprises (en millions de dollars)		Particuliers (en millions de dollars)	Entreprises (en millions de dollars)
Botswana	31,8	17,5	14,3	28,3	15,4	12,9
Zambie	26,1	10,4	15,7	15,1	6,0	9,1
Mozambique	8,3	1,4	6,9	12,4	2,1	10,3
Afrique occidentale	17,6	–	17,6	26,9	–	26,9
Total	83,8	29,3	54,5	82,7	23,5	59,2

Test de dépréciation

Conformément aux IFRS, le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsqu'il existe un indice que l'UGT peut s'être dépréciée. En l'absence d'indice d'une dépréciation, il n'est pas nécessaire d'appliquer l'approche en deux étapes.

Le test de dépréciation annuel a été effectué à l'égard du goodwill. Une appréciation exhaustive des UGT sous-jacentes a été effectuée. Cette appréciation a compris un examen des informations financières prévisionnelles.

L'examen et le test de dépréciation du goodwill exigent de la direction qu'elle porte des jugements importants, car celle-ci doit en arriver aux meilleures estimations des flux de trésorerie futurs des UGT identifiées. Les principales hypothèses posées aux fins de la détermination des valeurs d'une entité sont :

Flux de trésorerie futurs – Les horizons prévisionnels utilisés reflètent un ensemble de flux de trésorerie qui, selon le jugement de la direction et les conditions de marché prévues, pourraient être générés de façon soutenue pendant cet horizon temporel. Un horizon prévisionnel de cinq ans a été utilisé. Les flux de trésorerie de la dernière période de flux de trésorerie discrète ont été extrapolés à perpétuité pour refléter les plans à long terme de l'entité. Il s'agit d'une méthode d'évaluation couramment utilisée pour éviter d'attribuer une proportion trop grande du total de la valeur à la valeur à perpétuité.

Taux d'actualisation – Les pourcentages de coût des capitaux propres ont été obtenus au moyen d'un modèle d'évaluation du cours des actions tenu pour approprié compte tenu des entités à l'étude. Le taux sans risque utilisé pour déterminer le coût des capitaux propres a été obtenu à partir des obligations du Trésor des États-Unis d'une durée de 10 ans au 31 août 2014. Les flux de trésorerie futurs sont actualisés au moyen du coût des capitaux propres attribué aux UGT en question et, de par leur nature, peuvent avoir une incidence importante sur leur évaluation.

Le tableau ci-après résume la méthodologie retenue au titre du test de dépréciation ainsi que les principales données d'entrée retenues pour tester le goodwill du Groupe dans son ensemble au 31 décembre 2016 :

	Botswana	Mozambique	Zambie	Afrique occidentale
Taux d'actualisation (%)	13,2	22,3	18,3	26,4
Taux de croissance final (%)	2,8	16,5	4,10	11,2
Horizon prévisionnel (en années)	10	10	10	10

Le calcul est particulièrement sensible à une variation du taux d'actualisation. Une variation absolue de ± 1 % du taux d'actualisation se traduirait par une variation potentielle de 38,5 M\$ de la valeur des UGT, ce qui réduirait ou accroîtrait la marge de manœuvre.

Goodwill du secteur Afrique occidentale

Un test de dépréciation du goodwill a aussi été réalisé à l'égard du secteur Afrique occidentale, lequel incorpore la participation dans une entreprise associée. On trouvera à la note 8 le détail de l'évaluation réalisée dans le but d'en déterminer la valeur d'utilité. Au 31 décembre, la valeur comptable de cette participation était de 291 M\$ et moindre que la valeur d'utilité de 311 M\$, si bien qu'aucune charge de dépréciation ne s'est révélée nécessaire.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles ont été examinées à la recherche d'indices d'une dépréciation et, au 31 décembre 2016, il n'existait aucun indice de perte de valeur.

Protection et croissance actives



Nous avons perfectionné nos plateformes grâce à des modifications concrètes apportées à la gestion de la gouvernance et du risque de crédit, tout en investissant dans la croissance future des entreprises; nous avons ciblé plusieurs initiatives axées sur la croissance et la qualité au sein de nos activités bancaires de base.

10. Instruments financiers

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Comparaison des valeurs comptables et des justes valeurs des actifs et des passifs qui ne sont pas détenus à la juste valeur

Les tableaux qui suivent présentent la ventilation des valeurs comptables et des justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, par catégorie d'instruments financiers évalués au coût amorti :

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)
Actifs financiers évalués au coût amorti				
Prêts et créances				
Trésorerie et fonds à court terme	406 325	406 325	320 682	320 682
Prêts et avances	1 334 763	1 334 763	1 229 438	1 229 438
Investissements détenus jusqu'à l'échéance				
Obligations d'État	6 338	6 338	5 012	5 012
Bons du Trésor	22 086	22 086	—	—
Obligations de sociétés	3 440	3 440	—	—

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Juste valeur (en milliers de dollars)
Passifs financiers évalués au coût amorti				
Dépôts	1 799 443	1 799 443	1 436 148	1 436 148
Dettes d'exploitation et charges à payer	74 599	74 599	64 824	64 824
Capitaux empruntés	291 033	298 298	245 187	251 750

Les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, dont la valeur comptable est estimée comme correspondant approximativement à la juste valeur, sont les suivants :

i. Trésorerie et fonds à court terme

Les placements auprès d'autres banques comprennent les placements interbancaires et les éléments en cours de recouvrement. La juste valeur des placements à taux variable et des dépôts à vue correspond à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts portant intérêt à taux fixe repose sur les flux de trésorerie actualisés établis en fonction des taux d'intérêt sur le marché monétaire de titres de créance présentant un risque de crédit et une durée à courir à l'échéance similaires. Tous les placements portent intérêt à des taux variables.

ii. Prêts et avances

La juste valeur des prêts et avances est réputée correspondre approximativement à la valeur comptable. Il en est ainsi parce que la plupart des instruments inclus dans cette catégorie portent intérêt à des taux variables. L'incidence des expositions à des taux fixes a été évaluée et est considérée comme négligeable. La valeur des instruments à taux variable est déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux de marché en vigueur pour ces instruments.

iii. Titres de placement détenus jusqu'à leur échéance

La juste valeur des actifs détenus jusqu'à leur échéance se fonde sur les prix de marché ou les cours fournis par des maisons de courtage de valeurs.

Lorsque cette information n'est pas disponible, la juste valeur est estimée à l'aide des cours de marché de titres présentant des caractéristiques de risque de crédit, une échéance et des caractéristiques de rendement similaires.

iv. Dépôts, capitaux empruntés et dettes d'exploitation et charges à payer

La juste valeur estimée des dépôts, des capitaux empruntés et des dettes d'exploitation et charges à payer sans échéance fixe, qui comprennent les dépôts ne portant pas intérêt, correspond au montant remboursable à vue. La juste valeur estimée des dépôts portant intérêt à taux fixe et des autres emprunts non cotés sur un marché actif se fonde sur les flux de trésorerie actualisés établis en fonction des taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts ayant une durée à courir à l'échéance similaire. La plupart des dépôts et des autres emprunts portent intérêt à des taux variables ou, lorsque les taux sont fixes, ils le sont pour une période de moins de trois mois.

11. Prêts et avances

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Estimations et jugements comptables critiques

Le Groupe examine au moins une fois par mois ses portefeuilles de prêts pour déterminer s'ils se sont dépréciés. Pour établir si une perte de valeur devrait être comptabilisée dans l'état du résultat net, le Groupe porte des jugements quant à savoir s'il existe des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un portefeuille de prêts avant que la diminution puisse être rattachée à un prêt particulier du portefeuille. Ces indications peuvent comprendre des données observables indiquant des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ou une situation économique nationale ou locale corrélée avec les défaillances sur les actifs du Groupe. Lorsqu'elle établit le calendrier de ses flux de trésorerie futurs, la direction utilise des estimations fondées sur l'historique des pertes d'actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit et des indications objectives de dépréciation similaires à celles des prêts compris dans le portefeuille. La méthode et les hypothèses utilisées pour estimer à la fois le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs sont révisées mensuellement pour réduire toute différence entre les pertes estimées et les pertes réelles.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Crédit hypothécaire	148 852	69 655
Crédit à tempérament	18 919	73 700
Crédit aux entreprises	524 249	521 806
Crédit commercial et immobilier	125 610	36 560
Crédit à la consommation	554 866	547 778
	1 372 496	1 249 499
Moins les dépréciations (note 11.1)	(37 733)	(20 061)
Prêts et avances nets	1 334 763	1 229 438

11.1. Rapprochement de la dépréciation des prêts et avances par segment de marché

	31 décembre 2016					
	Crédit hypothécaire (en milliers de dollars)	Crédit à tempérament (en milliers de dollars)	Crédit aux entreprises (en milliers de dollars)	Crédit commercial et immobilier (en milliers de dollars)	Crédit à la consommation (en milliers de dollars)	Prêts et avances bruts (en milliers de dollars)
1^{er} janvier 2016						
Solde d'ouverture	313	1 882	11 616	536	5 714	20 061
Ajustement au titre du change	26	161	587	112	1 338	2 224
Dépréciation de prêts douteux	1 921	3 600	1 933	359	7 635	15 448
31 décembre 2016						
Solde de clôture	2 260	5 643	14 136	1 007	14 687	37 733
Dépréciation spécifique	263	3 382	9 644	166	11 035	24 490
Prêts improductifs bruts	14 907	4 322	75 788	28 257	7 929	131 203
	31 décembre 2015					
	Crédit hypothécaire (en milliers de dollars)	Crédit à tempérament (en milliers de dollars)	Crédit aux entreprises (en milliers de dollars)	Crédit commercial et immobilier (en milliers de dollars)	Crédit à la consommation (en milliers de dollars)	Prêts et avances bruts (en milliers de dollars)
1^{er} janvier 2015						
Solde d'ouverture	25	409	4 563	861	2 160	8 018
Ajustement au titre du change	(35)	37	(509)	(366)	(429)	(1 302)
Dépréciation de prêts douteux	323	1 436	7 562	41	3 983	13 345
31 décembre 2015						
Solde de clôture	313	1 882	11 616	536	5 714	20 061
Dépréciation spécifique	237	3 221	8 007	(687)	7 122	17 900
Prêts improductifs bruts	3 934	27 955	41 287	14 848	10 434	98 458

11. Prêts et avances (suite)

11.2. Dépréciation de prêts douteux

Les variations des pertes de valeur comprises dans la charge de dépréciation des prêts et avances comptabilisée dans les actifs, indiqués par catégorie d'instruments financiers, s'établissent comme suit :

	31 décembre 2016		
	Dépréciation de prêts douteux collective (en milliers de dollars)	Dépréciation de prêts douteux spécifique (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2016	2 161	17 900	20 061
Pertes de valeur créées	9 555	5 893	15 448
Ajustement au titre du change	1 527	697	2 224
Solde au 31 décembre 2016	13 243	24 490	37 733

	31 décembre 2015		
	Dépréciation de prêts douteux collective (en milliers de dollars)	Dépréciation de prêts douteux spécifique (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2015	—	8 018	8 018
Pertes de valeur créées	2 161	11 184	13 345
Ajustement au titre du change	—	(1 302)	(1 302)
Solde au 31 décembre 2015	2 161	17 900	20 061

La dépréciation de prêts douteux spécifique de 24,5 M\$ porte exclusivement sur les prêts et avances à des clients.

11.3. Qualité du crédit

Suivent les prêts et avances individuellement dépréciés :

	31 décembre 2016			31 décembre 2015		
	Dépréciés individuellement (en milliers de dollars)	Juste valeur de la garantie (en milliers de dollars)	Sous garantie ¹ (en milliers de dollars)	Dépréciés individuellement (en milliers de dollars)	Juste valeur de la garantie (en milliers de dollars)	Sous garantie ¹ (en milliers de dollars)
Crédit hypothécaire	14 907	11 453	3 454	3 934	3 934	—
Crédit à tempérament	4 322	3 751	571	27 955	8 061	19 894
Crédit aux entreprises	75 788	65 641	10 147	41 287	41 287	—
Crédit commercial et immobilier	28 257	25 966	2 291	14 848	12 778	2 070
Crédit à la consommation	7 929	1 281	6 648	10 434	2 550	7 884
	131 203	108 092	23 111	98 458	68 610	29 848

Note

1. Montant garanti si entièrement déprécié.

Les garanties acceptées pour cette catégorie comprennent la trésorerie, les prêts hypothécaires sur des immeubles résidentiels, les charges à l'égard d'actifs commerciaux tels que les locaux, les stocks et les créances, et les charges à l'égard d'instruments financiers tels que les titres d'emprunt et de capitaux propres.

11.4. Prêts et avances renégociés

Les activités de restructuration comprennent les modalités de remboursement prolongées, les plans de gestion externe approuvés, et les modifications et reports de paiements. Par suite d'une restructuration, un compte client qui était antérieurement en souffrance est ramené au statut normal et est géré conjointement avec d'autres comptes similaires. Les politiques et pratiques de restructuration reposent sur des indicateurs ou des critères qui, de l'avis de la direction locale, laissent supposer que le client continuera probablement d'effectuer ses paiements. Ces politiques font l'objet d'un examen continu.

Les prêts renégociés qui, autrement, seraient en souffrance, s'établissent comme suit :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Crédit hypothécaire	4 486	1 566
Crédit à tempérament	61	—
Crédit aux entreprises	30 683	46 889
Crédit commercial et immobilier	1 722	20 897
Crédit à la consommation	1 979	3 067
	38 931	72 419
Toujours dépréciés après la restructuration	2 358	44 226
Non dépréciés après la restructuration – auraient autrement été dépréciés	35 376	27 284
Non dépréciés après la restructuration – n'auraient pas autrement été dépréciés	1 197	909
	38 931	72 419

11.5. Total des pertes de crédit par catégorie et type de prêt

a. Pertes de valeur par type de prêt

	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Crédit hypothécaire	2 260	313
Crédit à tempérament	5 643	1 882
Crédit aux entreprises	14 136	11 616
Crédit commercial et immobilier	1 007	536
Crédit à la consommation	14 687	5 714
Total de la dépréciation des prêts	37 733	20 061

b. Analyse de la dépréciation

	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Dépréciations collectives	13 243	2 161
Dépréciations spécifiques	24 490	17 900
Total de la dépréciation de prêts	37 733	20 061

11. Prêts et avances (suite)

c. Supplément sur la qualité du crédit

	31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	31 décembre 2015 (en milliers de dollars)
Prêts et avances bruts	1 372 496	1 249 499
Dépréciations collectives	(13 243)	(2 161)
Dépréciations spécifiques	(24 490)	(17 900)
Prêts et avances nets	1 334 763	1 229 438
Prêts improductifs	131 203	98 458
Dépréciations (résultat net)	(15 448)	(12 042)
Dépréciations (compte de dépréciation)	(37 733)	(20 061)
Pourcentage (%)		
Prêts improductifs et prêts et avances bruts	9,6 %	7,9 %
Total des dépréciations et prêts improductifs	28,8 %	20,4 %
Dépréciations spécifiques et prêts et avances bruts	1,8 %	1,4 %

11.6. Reprise de biens donnés en garantie

En 2016, le Groupe a obtenu des actifs du fait de la reprise de possession de biens donnés en garantie, comme suit :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Immobilisations corporelles	15 752	8 027
Véhicules à moteur	256	4 527
Autres actifs	494	—
	16 502	12 554

12. Charges de dépréciation de prêts

Comptabilisation de la dépréciation de prêts et avances

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Estimations et jugements comptables critiques

Le risque de crédit est ventilé entre les composantes de risque courantes Probabilité de défaillance (« PD »), Exposition en cas de défaillance (« ECD ») et Pertes en cas de défaut (« PCD »), modélisées au niveau des clients, des facilités et du portefeuille. Ces composantes de risque entrent dans le calcul d'un certain nombre de mesures du risque globales, comme la Perte attendue (« PA »). Les modèles utilisés par le Groupe sont établis en conformité avec l'Accord de Bâle II et les exigences réglementaires. Les mesures de risque entreraient dans le calcul des montants de dépréciation collective. Voir le détail aux pages 7 à 12 du rapport sur les risques.

La dépréciation collective est établie pour :

- les groupes de prêts homogènes qui ne sont pas considérés isolément comme importants;
- les groupes d'actifs qui sont importants pris isolément, mais qui ne sont pas considérés comme dépréciés pris isolément (perte « subie mais non présentée » ou « PSNP »).

La dépréciation spécifique s'applique aux actifs financiers qui sont soumis à un test de dépréciation isolément et repose sur la meilleure estimation de la direction de la valeur actualisée des flux de trésorerie qu'on s'attend à recevoir. Pour estimer ces flux de trésorerie, la direction porte des jugements sur la situation financière du créancier et la valeur nette de réalisation de toute garantie sous-jacente. Dans la plupart des cas, la direction recommande une valeur actualisée pour la garantie en s'appuyant sur sa connaissance du client. Chaque actif déprécié est évalué individuellement et la stratégie établie pour permettre au client de s'en sortir et l'estimation des flux de trésorerie considérés recouvrables sont approuvés indépendamment par la fonction Risque de crédit.

Le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés d'un actif financier garanti reflète les flux de trésorerie attendus de la saisie des biens, diminués des coûts de prise de possession et de vente de ces biens, que la saisie soit probable ou non.

La direction exerce son jugement pour s'assurer que l'estimation de la perte établie en fonction des informations historiques est ajustée comme il se doit afin de refléter les conditions économiques et la combinaison de produits offerts à la date de clôture.

La donnée d'entrée susceptible d'avoir la plus grande incidence sur le calcul des charges de dépréciation de prêts est l'évaluation de la garantie. Une diminution de 10 % de l'évaluation de la garantie ferait augmenter la charge de dépréciation de 1,7 M\$ (2,8 M\$ en 2015).

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Dépréciation spécifique	(10 163)	(11 189)
Dépréciation collective	(9 555)	254
Recouvrements de la période	4 270	(1 107)
Total de la charge de dépréciation	(15 448)	(12 042)

13. Garanties

Passifs à l'égard desquels des biens sont donnés en garantie :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Dépôts de banques	68 740	66 195
Dépôts de clients	94 514	18 097
Capitaux empruntés	1 961	6 987
	165 215	91 279

Les actifs donnés en garantie de ces passifs sont comptabilisés au coût amorti et inclus sous les postes suivants :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Avances (garanties)	658	8 665
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	38 179
Titres de placement	131 924	44 578
Immobilisations corporelles	2 870	2 727
	135 452	94 149

Ces transactions sont conclues selon les modalités d'usage s'appliquant aux activités de crédit typiques.

La juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie que le Groupe est autorisé à vendre ou à redonner en garantie en l'absence de défaillance est la suivante :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie et rendus ou redonnés en garantie	32 322	23 488
	32 322	23 488

14. Produits financiers

Comptabilisation des produits d'intérêts

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Application de l'ajustement de juste valeur aux prêts et avances acquis à la juste valeur dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	18 530
Trésorerie et fonds à court terme	5 951	5 152
Titres de placement et instruments financiers datés	23 416	10 751
Prêts et avances	217 685	206 833
Autres produits d'intérêts	–	660
Investissements financiers disponibles à la vente	–	2 449
Produits financiers	247 052	244 375
Produits d'intérêts sur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	–	981
Produits financiers	247 052	245 356

15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Estimations et jugements comptables critiques

Un grand nombre d'instruments financiers du Groupe sont évalués à la juste valeur à l'état de la situation financière et il est habituellement possible d'en déterminer la juste valeur à l'intérieur d'une fourchette raisonnable d'estimations. Les estimations de juste valeur sont faites à un point donné en fonction de la conjoncture du marché et de l'information dont on dispose sur l'instrument financier en cause. Comme ces estimations sont de nature subjective et qu'elles font intervenir des facteurs d'incertitude qui demandent l'exercice du jugement (comme les taux d'intérêt, la volatilité et les flux de trésorerie estimés), elles ne peuvent être déterminées avec précision.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Obligations d'État	5 382	36 342
Obligations de sociétés	–	5 907
Bons du Trésor	75 953	102 921
	81 335	145 170
Actifs financiers détenus à des fins de transaction donnés en garantie		
Bons du Trésor et autres instruments du marché libre	20 392	45 061
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	101 727	190 231

En ce qui concerne les filiales, les investissements dans des obligations d'État et des bons du Trésor visent en partie à satisfaire aux prescriptions des banques centrales locales en matière de liquidité ainsi qu'à diversifier davantage leur portefeuille d'actifs. Ni les filiales ni la société de portefeuille ne procèdent à des investissements transfrontaliers de titres gouvernementaux. Le Groupe investit également dans des titres négociables émis par de grandes sociétés sur leurs marchés respectifs.

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2016 et 2015. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 29 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

16. Actifs financiers désignés à la juste valeur

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Titres de capitaux propres cotés	774	798
Titres de capitaux propres hors cote	13 084	12 535
Unités immobilières	10	10
Actifs financiers désignés à la juste valeur	13 868	13 343

Les titres cotés comprennent diverses valeurs mobilières inscrites à la Bourse du Zimbabwe dans lesquelles ont investi les filiales.

Le reste est formé d'un certain nombre de placements en capitaux propres hors cote hébergés par une société de placement du Groupe (voir le résumé des hypothèses d'évaluation présentées dans la section Gestion du risque financier des états financiers).

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2016 et 2015. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 29 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

17. Titres de placement

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Solde au 31 décembre :		
Disponibles à la vente		
Obligations d'État	52 046	—
Titres de capitaux propres hors cote	1 385	726
Obligations de sociétés	9 561	—
Bons du Trésor	117 241	—
Placement hors cote	25 095	15 842
	205 328	16 568
Détenus jusqu'à l'échéance		
Obligations d'État	6 338	5 012
Bons du Trésor	22 086	—
Obligations de sociétés	3 440	—
	31 864	5 012
Titres de placement	237 192	21 580

Les placements dans des titres hors cote sont comptabilisés à la juste valeur. Voir le détail à la note 29.

Les obligations d'État tiennent compte d'un montant de 5,2 M\$ qui a notamment été donné en garantie sur l'emprunt à BIFM (note 3).

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2016 et 2015. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 29 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

18. Instruments financiers dérivés

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

Estimations et jugements comptables critiques

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs est établie à l'aide de techniques d'évaluation (dont des modèles) destinées à cette fin qui sont validées et régulièrement revues par du personnel qualifié indépendant du secteur pour lequel elles ont été créées. Tous les modèles sont certifiés conformes avant d'être utilisés, et calibrés de manière que les données de sortie rendent les données réelles et les cours de marchés comparatifs. Dans la mesure du possible, les modèles ne partent que de données observables; cependant, dans des domaines comme le risque de crédit (tant le risque propre que le risque de contrepartie), les volatilités et corrélations amènent la direction à formuler des estimations. La révision des hypothèses relatives à ces facteurs pourrait se répercuter sur la juste valeur des instruments financiers. Voir la note 29 pour un complément d'information.

Le tableau ci-après indique la juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés à l'actif ou au passif, ainsi que leur notionnel. Comptabilisé au montant brut, le notionnel est la valeur de l'actif sous-jacent à un dérivé, servant de référence à l'application d'un taux d'intérêt ou de la valeur d'un indice, et sert de base à l'évaluation des variations de la valeur des dérivés. Le notionnel indique le volume de transactions en cours à la clôture de l'exercice et ne saurait être indicateur ni du marché ni du risque de crédit.

	31 décembre 2016		
	Actif (en milliers de dollars)	Passif (en milliers de dollars)	Notionnel (en milliers de dollars)
Dérivés détenus à des fins de transaction			
Contrats de change à terme	298	37	11 397
Dérivés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net			
Swaps de devises	6 025	5 733	292
	6 323	5 770	11 689
	31 décembre 2015		
	Actif (en milliers de dollars)	Passif (en milliers de dollars)	Notionnel (en milliers de dollars)
Dérivés détenus à des fins de transaction			
Contrats de change à terme	1 391	62	31 023
Dérivé sur actions	—	4 455	9 627
Dérivés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net			
Swaps de devises	502	674	13 033
	1 893	5 191	53 683

Contrats de change à terme

Le notionnel global des contrats de change à terme en cours au 31 décembre 2016 est de 11,4 M\$ (31 M\$ en 2015), donnant lieu à des actifs financiers dérivés de 298 000 \$ (1,3 M\$ en 2015) et à des passifs financiers dérivés de 37 000 \$ (62 000 \$ en 2015).

Dérivé sur actions

Ce montant correspond à un dérivé sur actions sur une société d'énergie non cotée de néant (4,5 M\$ en 2015).

Swaps de devises

Le Groupe a recours à des swaps de devises pour gérer son exposition au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Ces instruments sont négociés dans le cadre d'opérations de couverture ou d'autres opérations. Ils donnent lieu à un échange économique de devises et de taux d'intérêt. Un échange de capital se produit pour chaque swap de devises. L'exposition du Groupe au risque de crédit correspond à ce qu'il pourrait lui en coûter pour remplacer les contrats de swap si ses contreparties devaient manquer à leurs obligations. Pour mesurer le risque de crédit qu'il encourt, le Groupe évalue ses contreparties de la même façon qu'ils évaluent ses activités de crédit.

Le notionnel des instruments financiers sert de base pour la comparaison avec les instruments constatés à l'état de la situation financière, sans pour autant être nécessairement indicateur des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur courante de l'instrument, ni indicateur de l'exposition du Groupe au risque de crédit ou de prix.

Le tableau ci-après présente, à la date de l'état consolidé de la situation financière, les flux de trésorerie que le Groupe doit payer pour des passifs financiers dérivés en fonction des durées à courir jusqu'aux échéances contractuelles.

Les montants qui y figurent correspondent au montant théorique non actualisé des flux de trésorerie liés aux swaps de devises pour ce qui concerne la composante passif de ces swaps, étant donné que le Groupe gère le risque de liquidité qui y est inhérent en fonction des prévisions de flux de trésorerie non actualisés :

	Jusqu'à 1 mois (en milliers de dollars)	De 1 à 3 mois (en milliers de dollars)	De 3 à 12 mois (en milliers de dollars)	Plus de 1 an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2016					
Valeur à la comptabilisation initiale					
Passifs financiers dérivés	546	7 819	3 085	5 733	17 183
Dérivé sur actions					
Passifs financiers dérivés	–	–	–	–	–

	Jusqu'à 1 mois (en milliers de dollars)	De 1 à 3 mois (en milliers de dollars)	De 3 à 12 mois (en milliers de dollars)	Plus de 1 an (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
31 décembre 2015					
Valeur à la comptabilisation initiale					
Passifs financiers dérivés	9 692	14 721	6 695	–	31 108
Dérivé sur actions					
Passifs financiers dérivés	–	–	–	4 455	4 455

À l'exception des swaps pour lesquels les flux de trésorerie courants sont réglés à leur montant brut, tous les passifs financiers dérivés sont réglés au montant net.

19. Produits financiers hors intérêts

Comptabilisation des produits financiers hors intérêts

Honoraires et commissions

Les produits et charges liés aux honoraires et commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif d'un actif ou passif financier entrent dans l'évaluation de ce taux.

Les autres produits tirés d'honoraires ou de commissions – dont les frais de service rattachés aux comptes, les frais de gestion de placements, les commissions de vente, les frais de placement et les commissions de syndication – sont comptabilisés à mesure que les services en cause sont assurés. Si l'on ne prévoit pas que l'engagement de prêt donnera lieu à des prélèvements sur le prêt, la commission d'engagement qui s'y rattache est comptabilisée selon le mode linéaire sur la période d'engagement.

Les autres charges liées aux honoraires et commissions concernent principalement des coûts de transactions et frais de service, lesquels sont comptabilisés en résultat à mesure que les services sont reçus.

Résultat net de négociation

Le résultat net de négociation correspond aux profits tirés des transactions d'actifs et de passifs dont sont soustraites les pertes s'y rattachant, et tient compte de toutes les variations réalisées ou latentes de la juste valeur, des intérêts, des dividendes et des écarts de conversion.

19. Produits financiers hors intérêts (suite)

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Résultat net tiré d'honoraires et de commissions		
Produits d'honoraires et de commissions		
Produits d'honoraires sur prêts et avances	7 271	30 690
Produits d'honoraires sur des investissements détenus jusqu'à l'échéance	(312)	(1 499)
Produits d'honoraires sur fiducies et activités fiduciaires	3 576	1 314
Produits d'honoraires sur transactions en trésorerie	16 319	15 132
Produits d'honoraires sur éléments hors bilan	3 327	1 407
Autres produits d'honoraires	18 680	9 522
Résultat net tiré d'honoraires et de commissions	48 861	56 566
Profits (pertes) nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net		
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	266	1 611
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	25 470	17 338
Profits (pertes) nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	25 736	18 949
Résultat net sur dérivés et opérations de change		
Profits sur dérivés	(667)	636
Profits de change	32 143	14 564
Autre profit net sur négociation pour compte d'autrui	4 479	1 610
Résultat net de négociation	35 955	16 810
Profits sur investissements détenus jusqu'à l'échéance		
Titres de créance non cotés	–	1
Profits sur investissements détenus jusqu'à l'échéance	–	1
Autres produits financiers hors intérêts		
Dividendes reçus sur actions cotées, à la juste valeur par le biais du résultat net	35	53
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	14	–
Perte à la vente de prêts et créances	–	(974)
Change autre que de négociation	143	204
Produits locatifs	322	289
Produits locatifs d'immeubles de placement	799	723
Autres produits financiers hors intérêts	517	3 090
Profit lié à une acquisition à des conditions avantageuses	1 811	–
Profit à la réévaluation d'un immeuble de placement	306	3 036
Autres produits financiers hors intérêts	3 947	6 421
Produits financiers hors intérêts	114 499	98 747

20. Charges d'exploitation

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Charges d'exploitation		
Frais d'administration	(81 195)	(79 623)
Frais de location d'immeubles	(8 097)	(5 076)
Charges de personnel (note 20.1)	(106 572)	(76 190)
Honoraires de l'auditeur (note 20.3)	(2 942)	(2 493)
Amortissement des immobilisations corporelles	(10 704)	(8 121)
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 9)	(10 471)	(9 175)
Rémunération des administrateurs (note 20.2)	(3 087)	(4 218)
	(223 068)	(184 896)

20.1. Charges de personnel

Comptabilisation des charges de personnel

Le Groupe suit les dispositions d'IAS 19 *Avantages du personnel* pour la comptabilisation de la plupart des charges liées à son personnel.

Les avantages du personnel à court terme sont passés en charges à mesure que les services s'y rapportant sont assurés. Un passif est constaté à l'égard du montant censé devoir être payé si le Groupe a une obligation actuelle légale ou implicite de verser ce montant du fait des services que l'employé a assurés par le passé et qu'il est possible d'estimer ce montant de façon fiable.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Salaires	(77 655)	(46 230)
Cotisations patronales aux régimes d'avantages postérieurs à la retraite	(4 827)	(3 425)
Autres charges de personnel ¹⁾	(24 090)	(26 535)
	(106 572)	(76 190)

Note

1. Les autres charges de personnel tiennent compte de 5,2 M\$ (4,8 M\$ en 2015) de paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Les autres charges de personnel sont formées de la rémunération au rendement, des cotisations à l'assurance maladie et d'autres charges se rattachant au personnel.

20.2. Rémunération des administrateurs

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Administrateurs dirigeants		
Salaires, rémunération au rendement et autres	(2 178)	(3 428)
Administrateurs non dirigeants	(909)	(790)
Jetons de présence d'administrateurs de la société de portefeuille	(909)	(790)
Jetons de présence d'administrateurs de filiales	—	—
Rémunération globale des administrateurs	(3 087)	(4 218)

La note 25 présente le détail des transactions et soldes avec des parties liées.

La rémunération de chaque administrateur est présentée de façon détaillée dans le rapport de la rémunération des administrateurs.

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

20.3. Honoraires de l'auditeur

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Honoraires versés à KPMG (auditeur externe)	2 942	2 493
Honoraires d'audit versés à KPMG	1 930	1 931
Honoraires versés pour des services hors audit :	1 012	562
– Services de fiscalité	88	34
– Autres services de certification	27	52
– Autres services hors audit ¹⁾	897	476

Note

1. Les honoraires pour services autres que d'audit versés à KPMG concernent le soutien à l'intégration au Rwanda. Ces honoraires ne concernent pas des services interdits par la politique d'Atlas Mara en matière de services hors audit (qui observent les meilleures pratiques en matière d'indépendance des auditeurs). Les autres services hors audit comprennent également des honoraires liés à des services-conseils et opinions autorisés en matière de techniques comptables ainsi que des services d'examen liés à la gestion du risque financier.

21. Dettes d'exploitation

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Charges à payer	19 363	17 046
Provisions*	31 126	8 207
Autres comptes de passif	24 110	39 571
	74 599	64 824

Note

* Comprennent une provision de restructuration de 1,8 M\$ découlant de la fermeture du bureau d'ABCH à Johannesburg et des montants de 2,5 M\$ liés au processus d'intégration en Zambie et de 0,3 M\$, à l'intégration au Rwanda.

Les dettes d'exploitation et charges à payer sont exigibles sous 12 mois.

22. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Comptabilisation des paiements fondés sur des actions

Les membres du personnel (dont les hauts dirigeants) du Groupe touchent une rémunération fondée sur des actions au titre de laquelle, en contrepartie des services assurés, leur sont versés des instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). De plus, les employés affectés au groupe d'expansion des affaires jouissent de droits à la plus-value d'actions, lesquels leur sont versés en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évalué à la juste valeur à la date de l'attribution, à l'aide d'un modèle d'évaluation approprié. Ce coût est comptabilisé dans la charge au titre des avantages du personnel, outre une augmentation correspondante des autres réserves de capital dans les capitaux propres, sur la période au cours de laquelle il est satisfait aux conditions de rendement ou de service. La charge cumulée est comptabilisée à chaque date de clôture au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres jusqu'à ce que la date d'acquisition des droits rende compte de la mesure dans laquelle la période d'acquisition des droits a expiré ainsi que de la meilleure estimation du Groupe du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue à terme. La charge ou le crédit inscrit à l'état du résultat net de la période, à même la charge au titre des avantages du personnel, représente la variation du cumul des charges comptabilisé entre l'ouverture et la clôture de la période.

Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions dont les droits ne seront pas ultimement acquis, exception faite des transactions réglées en instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est fonction des conditions du marché ou des conditions accessoires à l'acquisition des droits. Ces dernières transactions sont considérées comme une acquisition de droits, que la condition du marché ou la condition accessoire ait ou non été remplie, pour autant que toutes les autres conditions de rendement ou de service aient été satisfaites par ailleurs.

Lorsque sont modifiées les modalités d'une attribution réglée en instruments de capitaux propres, la charge minimale comptabilisée est celle qui aurait été constatée si les modalités n'avaient pas changé, à condition qu'il soit satisfait aux modalités initiales de l'attribution. Une charge supplémentaire est comptabilisée à l'égard de toute modification qui a pour effet de faire augmenter la juste valeur totale de la transaction dont le paiement est fondé sur des actions, ou qui bénéficie d'une autre façon à l'employé selon l'évaluation qui en est faite à la date de modification.

L'effet dilutif des options en cours se traduit par une dilution d'actions supplémentaire dans le calcul du résultat dilué par action et n'est présenté que si le résultat se solde par une perte.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date d'attribution selon un modèle binomial d'évaluation des options. Cette juste valeur est passée en charges pendant la période jusqu'à la date d'acquisition des droits, avec comptabilisation d'un passif correspondant. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture jusqu'à et y compris la date de règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans la charge au titre des avantages du personnel.

Estimations et jugements comptables critiques

Atlas Mara a conclu pour les membres de son personnel et du conseil d'administration, dans le cadre de la rémunération des services qu'ils assurent, des ententes de paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. La juste valeur à la date d'attribution aux employés de paiements fondés sur des actions, en l'occurrence des options sur actions, est comptabilisée dans les charges de personnel, avec augmentation correspondante des capitaux propres, pendant la période au cours de laquelle les employés acquièrent le droit inconditionnel aux attributions.

Le montant passé en charges est ajusté pour rendre compte du nombre d'attributions pour lesquelles les conditions de service et les conditions de rendement non liées au marché sont censées être remplies, de sorte que le montant comptabilisé à terme dans les charges soit fonction du nombre d'attributions qui satisfont à ces conditions de service et de rendement non liées au marché à la date d'acquisition des droits. En ce qui concerne les attributions de paiements fondés sur des actions assortis de conditions accessoires d'acquisition des droits, la juste valeur, à la date d'attribution, des paiements fondés sur des actions est évaluée de manière à rendre compte de ces conditions, et aucun ajustement d'égalesisation n'est apporté pour rendre compte de l'écart entre les résultats attendus et les résultats réels.

La juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation appropriés. Les conditions d'acquisition des droits comprennent des conditions liées au service. Il n'est pas tenu compte des conditions d'acquisition des droits au moment de l'estimation initiale de la juste valeur à la date d'attribution, mais il en est tenu compte dans l'ajustement du nombre d'instruments de capitaux propres considéré au moment de l'évaluation de la transaction dont le paiement est fondé sur des actions.

Pour déterminer la juste valeur à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, le Groupe a posé des hypothèses de base en ce qui concerne les données entrant dans la méthode d'évaluation, dont la plus importante porte sur la volatilité prévue des actions d'Atlas Mara. Pour formuler ces hypothèses et, notamment, pour l'établissement d'une volatilité de substitution, il a été tenu compte de :

- la volatilité des actions négociées des principaux investissements détenus par le Groupe;
- la volatilité des sociétés équivalentes sur les mêmes marchés que les principaux investissements.

a. Description des ententes de paiements fondés sur des actions

Au cours de l'exercice financier, Atlas Mara a institué trois ententes de rémunération fondée sur des actions à l'intention de sa haute direction, de ses administrateurs et des membres de son personnel. Pour l'heure, ces programmes sont limités aux administrateurs, aux membres clés de la direction et aux employés aux longs états de service. Suivent les points saillants des modalités de ces ententes. Toutes les options ou attributions sont réglées au moment de la livraison physique des actions. Un certain nombre d'options ont été attribuées à des employés en vue de l'achat ultérieur d'actions d'Atlas Mara, sur la Bourse de Londres, à un prix prédéterminé (le « prix d'exercice »).

Résumé des transactions d'options sur actions

Options sur actions attribuées dans le cadre du PAPE

Ces options ont été attribuées à des administrateurs non dirigeants. Les droits y afférents ont été acquis à la date d'attribution (le 17 décembre 2013). Toutes les options aux droits acquis expirent cinq ans après la date de clôture de l'acquisition de BancABC.

Options sur actions attribuées à des employés ou consultants

Ces options ont été attribuées à des employés et consultants d'Atlas Mara. Elles ont été attribuées à des conditions similaires à celles du régime d'actionnariat global d'Atlas Mara. Selon ce régime, l'employé ou le consultant doit rester au service du Groupe tout au long de la période d'acquisition des droits. Les exigences sont établies au gré du conseil. Un tiers des options s'acquièrent à la date d'attribution (respectivement le 8 septembre 2014 et le 15 novembre 2014), un tiers, au premier anniversaire de la date d'attribution et le dernier tiers, au second anniversaire. Toutes les options acquises expirent sept ans après la date d'attribution. La direction a indiqué que les employés n'avaient pas droit aux (éventuels) dividendes avant la date d'acquisition des droits, ni à la valeur des dividendes qu'ils auraient gagnés s'ils avaient été propriétaires des actions à compter de la date d'attribution.

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Résumé des transactions d'attribution d'actions

Attribution A

Pour avoir le droit de recevoir des actions, l'employé doit demeurer au service d'Atlas Mara pendant toute la période d'acquisition des droits.

Du total des attributions, 34,2 % avaient acquis leurs droits à la date d'attribution, le 8 septembre 2014, 29,2 %, le 1^{er} avril 2015, 21,9 % le 1^{er} avril 2016 et les 14,7 % restants, le 1^{er} avril 2017.

Les employés n'ont pas droit aux (éventuels) dividendes avant la date d'acquisition des droits, ni à la valeur des dividendes qu'ils auraient gagnés s'ils avaient été propriétaires des actions à compter de la date d'attribution.

Attribution B

Pour avoir le droit de recevoir des actions, l'employé doit demeurer au service d'Atlas Mara pendant toute la période d'acquisition des droits.

Les droits afférents aux attributions ont été acquis le 17 novembre 2014, le 31 octobre 2015 et le 1^{er} avril 2016.

Les employés n'ont pas droit aux (éventuels) dividendes avant la date d'acquisition des droits, ni à la valeur des dividendes qu'ils auraient gagnés s'ils avaient été propriétaires des actions à compter de la date d'attribution.

Attributions C à L

Pour avoir le droit de recevoir des actions, l'employé doit demeurer au service du Groupe pendant toute la période d'acquisition des droits.

L'acquisition des droits afférents aux actions se produit à diverses dates, comme cela est résumé ci-après.

Les employés n'ont pas droit aux (éventuels) dividendes avant la date d'acquisition des droits, ni à la valeur des dividendes qu'ils auraient gagnés s'ils avaient été propriétaires des actions à compter de la date d'attribution.

22. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

b. Détermination des justes valeurs

La juste valeur des attributions à la faveur du PAPE, des attributions au titre des régimes d'actionnariat du personnel et des cadres supérieurs et des attributions d'actions aux principaux dirigeants a été évaluée selon les principes d'une évaluation de la probabilité neutre à l'égard du risque. Il n'a pas été tenu compte des conditions de service rattachées aux transactions dans la détermination des justes valeurs. Suivent les données entrant dans la détermination de la juste valeur à la date d'attribution des ententes de paiements réglés en instruments de capitaux propres :

Régime d'options sur actions									
	Options du PAPE	Options du personnel							
		Attribution A	Attribution B	Attribution C	Attribution D	Attribution E	Attribution F	Attribution G	Attribution H
Date d'attribution	17 déc. 13	8 sept. 14	15 nov. 14	31 mars 15	19 nov. 15	11 janv. 16	11 janv. 16	27 avr. 16	25 août 16
	17 déc. 13	8 sept. 14	15 nov. 14	31 mars 15	19 nov. 15	11 janv. 16	11 janv. 16	27 avr. 17	25 août 16
	–	8 sept. 15	15 nov. 15	31 mars 16	19 nov. 16	1 ^{er} mars 16	11 janv. 17	27 avr. 18	25 août 17
Dates d'acquisition des droits	–	8 sept. 16	15 nov. 16	31 mars 17	19 nov. 17	11 janv. 17	11 janv. 18	27 avr. 19	25 août 18
	–	–	–	–	–	1 ^{er} mars 17	–	–	–
	–	–	–	–	–	11 janv. 18	–	–	–
Date d'expiration	21 août 19	8 sept. 21	15 nov. 21	31 mars 22	19 nov. 22	11 janv. 23	11 janv. 23	27 avr. 23	25 août 23

Régime d'actionnariat												
	Attribution A	Attribution B	Attribution C	Attribution D	Attribution E	Attribution F	Attribution G	Attribution H	Attribution I	Attribution J	Attribution K	Attribution L
Date d'attribution	8 sept. 14	17 nov. 14	31 mars 15	19 nov. 15	14 déc. 15	11 janv. 16	11 janv. 16	27 avr. 16	27 avr. 16	27 avr. 16	27 avr. 16	25 août 16
	8 sept. 14	17 nov. 14	31 mars 15	1 ^{er} mars 16	14 déc. 15	1 ^{er} mars 16	1 ^{er} mars 17	27 avr. 17	27 avr. 16	27 avr. 16	1 ^{er} mars 17	1 ^{er} mars 17
	1 ^{er} avr. 15	31 oct. 15	31 mars 16	1 ^{er} mars 17	1 ^{er} mars 17	1 ^{er} mars 17	1 ^{er} mars 18	27 avr. 18	27 avr. 17	1 ^{er} mars 17	1 ^{er} mars 18	1 ^{er} mars 18
Date d'acquisition des droits	1 ^{er} avr. 16	1 ^{er} avr. 16	31 mars 17	1 ^{er} mars 18	1 ^{er} mars 18	1 ^{er} mars 18	–	27 avr. 19	27 avr. 18	27 avr. 17	–	1 ^{er} mars 19
	1 ^{er} avr. 17	–	–	–	–	–	–	–	–	1 ^{er} mars 18	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	27 avr. 18	–	–

Nombre d'options et d'attributions

Les tableaux ci-après présentent le nombre d'options par attribution, à la date d'attribution :

Régime d'options sur actions	
Date d'attribution	Nombre d'options attribuées
17 décembre 2013	125 000
8 septembre 2014	943 000
15 novembre 2014	145 000
31 mars 2015	1 016 000
19 novembre 2015	369 999
11 janvier 2016	700 000
27 avril 2016	925 001
25 août 2016	20 000

Régime d'actionnariat	
Date d'attribution	Nombre d'options attribuées
8 septembre 2014	300 483
17 novembre 2014	161 527
31 mars 2015	75 627
19 novembre 2015	229 506
14 décembre 2015	3 572
11 janvier 2016	164 853
27 avril 2016	423 745
25 août 2016	13 518

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Courbe des rendements sans risque

Le taux d'intérêt sans risque représente le taux d'intérêt pouvant être gagné pendant une période donnée sans encourir de risques. Les courbes de swaps de dollars américains aux dates d'attribution respectives proviennent de Bloomberg et ont été fournies par l'entremise d'une source indépendante.

Rendement de l'action

Un taux de 2 % a été retenu en moyenne au titre du rendement pour la période.

Volatilité

Compte tenu des taux de volatilité ci-dessus et des antécédents pour le secteur, un taux de volatilité de 35 % a été retenu pour l'évaluation à toutes les dates d'attribution pour 2016 et 2014 et de 40 % pour les attributions de 2015.

Résultats des évaluations

Régime d'options sur actions

Compte tenu des données d'entrée et hypothèses ci-dessus, les résultats ci-après ont été obtenus. Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des amortissements par attribution. Il y a lieu de noter que l'évaluation au 31 décembre 2016 correspond à la charge cumulée au 31 décembre 2016.

Variations au cours de l'exercice

Le tableau qui suit présente le nombre et le prix d'exercice moyen pondéré d'options sur actions ainsi que leurs variations au cours de l'exercice :

	2016	2015
Attribuées au cours de l'exercice	1 645 001	1 284 333
Déchues au cours de l'exercice	(150 001)	—
Exercées au cours de l'exercice	—	—
Expirées au cours de l'exercice	(125 000)	—

La durée moyenne pondérée résiduelle prévue aux contrats pour les options sur actions en cours au 31 décembre 2016 est la suivante :

	2016	2015
Options du PAPE	2,64	3,64
Options du personnel		
Attribution A	4,69	5,69
Attribution B	4,88	5,88
Attribution C	5,25	6,25
Attribution D	5,89	6,89
Attribution E	6,03	7,04
Attribution F	6,03	—
Attribution G	6,32	—
Attribution H	6,65	—

Les prix d'exercice des options en cours à la clôture de l'exercice se situent dans une fourchette de 3,05 \$ à 11,50 \$.

La juste valeur moyenne pondérée d'une option par part attribuée au cours de l'exercice est de 1,34 \$ (1,69 \$ en 2015).

22. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

Les tableaux ci-après présentent les données d'entrée retenues en fonction du modèle d'évaluation utilisé pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

	2016	2015
Rendement de l'action (%)	2,00	2,00
Volatilité prévue (%)	35	40
Taux d'intérêt sans risque (%)	2,08/2,11/2,14	1,83
Durée prévue des options (en années)	3 à 5,5	2,5 à 4,5
Prix moyen pondéré de l'action (\$)	4,53	10,11
Modèle utilisé	Black et Scholes	Black et Scholes

La durée prévue des options sur actions est fondée sur les données historiques et les attentes courantes, et n'est pas nécessairement indicatrice des modes d'exercice qui pourront réellement se produire à terme. Le taux de volatilité prévue rend compte de l'hypothèse selon laquelle la volatilité historique sur une période analogue à la durée des options est indicatrice des tendances futures, sans pour autant nécessairement aboutir au résultat réel.

Données tirées du rapport d'évaluation

Prix au comptant

Les cours ci-après de l'action d'Atlas Mara, qui se négocie à la Bourse de Londres, aux dates d'attribution respectives proviennent de Bloomberg :

Date d'attribution	2016 Prix au comptant (\$)	2015 Prix au comptant (\$)
17 décembre 2013	10,90	10,90
8 septembre 2014	10,10	10,10
15 novembre 2014	9,50	9,50
17 novembre 2014	9,35	9,35
26 mars 2015	7,00	7,00
19 novembre 2015	5,68	5,68
11 janvier 2016	5,25	—
27 avril 2016	4,30	—
25 août 2016	3,00	—

Prix d'exercice

Les prix d'exercice ci-après, portant sur les options sur actions attribuées, ont été fournis par la direction :

Date d'attribution	2016 Prix d'exercice (\$)	2015 Prix d'exercice (\$)
17 décembre 2013	11,50	11,50
8 septembre 2014	11,00	11,00
15 novembre 2014	9,50	9,50
26 mars 2015	7,18	7,18
17 novembre 2015	5,68	5,68
11 janvier 2016	5,00	—
27 avril 2016	4,28	—
25 août 2016	3,05	—

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

Justes valeurs

Options du PAPE					
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option (\$)	Nombre d'options attribuées	Décembre 2014 (\$)	Totaux (\$)
17 décembre 2013	17 décembre 2013	2,00	41 667	83 495	83 495
17 décembre 2013	17 décembre 2013	2,19	41 667	91 176	91 176
17 décembre 2013	17 décembre 2013	2,35	41 667	97 949	97 949
		Total	125 001	272 620	272 620

Options attribuées au personnel								
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option (\$)	Nombre d'options attribuées	Décembre 2014 (\$)	Décembre 2015 (\$)	Décembre 2016 (\$)	Décembre 2017 (\$)	Total (\$)
8 septembre 2014	8 septembre 2014	2,15	314 333	677 003	—	—	—	677 003
8 septembre 2014	8 septembre 2015	2,30	314 333	225 808	497 175	—	—	722 983
8 septembre 2014	8 septembre 2016	2,43	314 333	119 244	381 789	263 591	73 220	837 844
15 novembre 2014	15 novembre 2014	2,29	48 333	110 464	—	—	—	110 464
15 novembre 2014	15 novembre 2015	2,41	48 333	14 700	101 944	—	—	116 644
15 novembre 2014	15 novembre 2016	2,53	48 333	7 691	61 026	53 502	—	122 219
31 mars 2015	31 mars 2015	1,60	338 667	—	541 100	—	—	541 100
	31 mars 2016	1,69	338 667	—	430 410	142 427	—	572 837
	31 mars 2017	1,78	338 667	—	226 205	301 058	74 031	601 294
19 novembre 2015	19 novembre 2015	1,55	123 333	—	190 603	—	—	190 603
	19 novembre 2016	1,71	123 333	—	24 302	186 896	—	211 198
	19 novembre 2017	1,82	123 333	—	12 918	112 400	99 313	224 631
11 janvier 2016	11 janvier 2016	1,40	149 999	—	—	209 289	—	209 289
	11 janvier 2017	1,51	150 000	—	—	219 791	6 810	226 601
	11 janvier 2018	1,59	150 001	—	—	115 661	119 240	234 901
11 janvier 2016	11 janvier 2016	1,40	50 000	—	—	69 763	—	69 763
	1 ^{er} mars 2016	1,40	50 000	—	—	69 763	—	69 763
	11 janvier 2017	1,51	50 000	—	—	73 264	2 270	75 534
	1 ^{er} mars 2017	1,52	50 000	—	—	65 063	11 101	76 164
	11 janvier 2018	1,59	50 000	—	—	38 553	39 746	78 299
27 avril 2016	27 avril 2017	1,19	308 334	—	—	247 589	117 804	365 393
	27 avril 2018	1,24	308 333	—	—	130 138	191 974	322 112
	27 avril 2019	1,29	308 333	—	—	90 109	132 925	223 034
25 août 2016	25 août 2016	0,77	6 667	—	—	5 114	—	5 114
	25 août 2017	0,80	6 667	—	—	1 876	3 489	5 365
	25 août 2018	0,85	6 666	—	—	993	2 837	3 830
		Total	4 118 998	1 154 910	2 467 472	2 396 840	874 760	6 893 982

22. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

Régime d'actionnariat

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution A		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
8 septembre 2014	8 septembre 2014	10,10	102 765	1 037 925	—	—	1 037 925
8 septembre 2014	1 ^{er} avril 2015	9,99	87 741	487 299	388 984	—	876 283
8 septembre 2014	1 ^{er} avril 2016	9,79	65 806	128 607	411 768	103 788	644 163
8 septembre 2014	1 ^{er} avril 2017	9,60	44 171	51 619	165 272	165 725	382 616
Total			300 483	1 705 450	966 024	269 513	2 940 977

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution B		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
17 novembre 2014	17 novembre 2014	9,35	53 837	503 375	—	—	503 375
17 novembre 2014	31 octobre 2015	9,16	53 837	59 479	433 929	—	493 408
17 novembre 2014	1 ^{er} avril 2016	9,10	53 853	43 024	356 907	89 960	489 891
Total			161 527	605 878	790 836	89 960	1 486 674

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution C		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
31 mars 2015	31 mars 2015	7,00	25 209	—	162 538	—	162 538
31 mars 2015	31 mars 2016	6,86	25 209	—	119 700	39 610	159 310
31 mars 2015	31 mars 2017	6,73	25 209	—	58 745	78 185	136 930
Total			75 627	—	340 983	117 795	458 778

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution D		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
17 novembre 2015	1 ^{er} mars 2016	5,64	100 421	—	231 711	334 980	566 691
17 novembre 2015	1 ^{er} mars 2017	5,53	96 845	—	48 119	418 683	466 802
17 novembre 2015	1 ^{er} mars 2018	5,42	32 240	—	8 820	76 740	85 560
Total			229 506	—	288 650	830 403	1 119 053

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution E		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
14 décembre 2015	14 décembre 2015	5,60	1 191	—	6 670	—	6 670
14 décembre 2015	1 ^{er} mars 2017	5,47	1 191	—	250	5 376	5 626
14 décembre 2015	1 ^{er} mars 2018	5,36	1 190	—	134	2 886	3 020
Total			3 572	—	7 054	8 262	15 316

Notes annexes (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2016

		Attribution F		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
11 janvier 2016	1 ^{er} mars 2017	5,13	89 816	–	–	393 765	393 765
11 janvier 2016	1 ^{er} mars 2018	5,03	14 969	–	–	34 210	34 210
		Total	104 785	–	–	427 975	427 975

		Attribution G		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
11 janvier 2016	1 ^{er} mars 2016	5,24	28 549	–	–	149 473	149 473
11 janvier 2016	1 ^{er} mars 2017	5,13	22 157	–	–	97 139	97 139
11 janvier 2016	1 ^{er} mars 2018	5,03	9 362	–	–	21 396	21 396
		Total	60 068	–	–	268 008	268 008

		Attribution H		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
27 avril 2016	27 avril 2017	4,21	116 804	–	–	333 588	333 588
27 avril 2016	27 avril 2018	4,13	116 804	–	–	163 647	163 647
27 avril 2016	27 avril 2019	4,05	116 805	–	–	106 915	106 915
		Total	350 413	–	–	604 150	604 150

		Attribution I		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
27 avril 2016	27 avril 2016	4,30	10 000	–	–	43 000	43 000
27 avril 2016	27 avril 2017	4,21	10 000	–	–	28 560	28 560
27 avril 2016	27 avril 2018	4,13	10 000	–	–	14 010	14 010
		Total	30 000	–	–	85 570	85 570

		Attribution J		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
27 avril 2016	27 avril 2016	4,30	10 781	–	–	46 358	46 358
27 avril 2016	1 ^{er} mars 2017	4,23	779	–	–	2 645	2 645
27 avril 2016	27 avril 2017	4,21	10 000	–	–	28 560	28 560
27 avril 2016	1 ^{er} mars 2018	4,14	6 977	–	–	10 636	10 636
27 avril 2016	27 avril 2018	4,13	10 000	–	–	14 010	14 010
		Total	38 537	–	–	102 209	102 209

		Attribution K		Décembre 2014	Décembre 2015	Décembre 2016	Total
Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
27 avril 2016	1 ^{er} mars 2017	4,23	2 151	–	–	7 303	7 303
27 avril 2016	1 ^{er} mars 2018	4,14	2 644	–	–	4 031	4 031
		Total	4 795	–	–	11 334	11 334

22. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (suite)

Date d'attribution	Date d'acquisition des droits	Attribution L		Décembre 2014 (en milliers de dollars)	Décembre 2015 (en milliers de dollars)	Décembre 2016 (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
		Juste valeur de l'option de l'attribution (\$)	Nombre d'attributions				
25 août 2016	1 ^{er} mars 2017	2,97	7 922	—	—	15 972	15 972
25 août 2016	1 ^{er} mars 2018	2,91	3 586	—	—	2 411	2 411
25 août 2016	1 ^{er} mars 2019	2,85	2 010	—	—	798	798
		Total	13 518	—	—	19 181	19 181

23. Trésorerie et fonds à court terme

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont formés des fonds en caisse et des placements à court terme, dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois et qui peuvent être facilement convertis en des montants connus de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût amorti à l'état de la situation financière.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Fonds en caisse	57 545	52 440
Soldes auprès de banques centrales	97 586	51 462
Soldes auprès d'autres banques	91 469	80 244
Autres soldes de trésorerie	2 693	981
Placements sur le marché monétaire échéant sous trois mois	35 864	57 898
Trésorerie et équivalents de trésorerie	285 157	243 025
Soldes de réserves réglementaires	121 168	77 657
	406 325	320 682

Les soldes de réserves réglementaires sont formés du minimum statutaire faisant l'objet de restrictions et ne pouvant servir aux opérations bancaires quotidiennes. Ces soldes n'accumulent pas d'intérêts.

24. Impôt sur le résultat

Comptabilisation de l'impôt exigible et de l'impôt différé

L'impôt sur le résultat est formé de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé à l'état du résultat net, sauf s'il porte sur des éléments comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est comptabilisé dans le même état que celui où figurent les éléments s'y rapportant.

L'impôt exigible est l'impôt qu'on s'attend à payer sur le bénéfice imposable de l'exercice ainsi que tout ajustement de l'impôt exigible au titre d'exercices précédents. Il est tenu compte des éventuels passifs d'impôt exigible qu'on s'attend à devoir payer aux administrations fiscales.

Un impôt différé est comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs figurant à l'état de la situation financière et la valeur fiscale attribuée à ces actifs ou passifs. L'impôt différé est calculé aux taux d'imposition censés s'appliquer aux périodes au cours desquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont calculés aux taux d'imposition prévus par la loi adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Estimations et jugements comptables critiques

La comptabilisation d'un actif d'impôt différé est fonction de l'évaluation de la probabilité et de l'adéquation de bénéfices imposables futurs, de reprises futures de différences temporaires imposables existantes et des stratégies de planification fiscale en place. En l'absence d'antécédents de bénéfices imposables, les jugements les plus cruciaux à formuler portent sur la rentabilité prévue et sur l'applicabilité des stratégies de planification fiscale et, notamment, des réorganisations d'entreprises.

Cette estimation serait la plus sensible de toutes à une variation des prévisions de bénéfices sous-jacentes, où une variation de 1 M\$ aurait, sur la valeur comptable, une incidence de $\pm 25\%$ (selon le taux d'imposition moyen des entités dans leurs territoires fiscaux respectifs).

24. Impôt sur le résultat (suite)

24.1. Charge d'impôt

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(8 107)	8 661
Impôt sur la quote-part du résultat net d'entreprises associées	(4)	–
Retenues d'impôt	(1)	2
Taxes bancaires	–	3
	(8 112)	8 666
Impôt différé		
Montants à payer	(490)	(531)
Pertes de valeur	3 642	(1 273)
Immobilisations corporelles	(2 634)	(512)
Immeubles de placement	(591)	120
Profits (pertes) sur investissements	1 500	413
Utilisation de pertes fiscales	6 716	(1 466)
Dépréciation d'actifs d'impôt différé	3 730	75
Autres	(7 658)	46
Réévaluation	4 118	–
Ajustements à l'acquisition	(143)	1 282
Total de l'impôt différé	8 190	(1 846)
Total de la charge d'impôt selon l'état du résultat net	78	6 820
Rapprochement de la charge d'impôt au taux effectif		
Résultat avant impôt	9 367	19 181
Impôt selon les taux d'imposition des sociétés	22 009	3 672
Bénéfice non imposable	3 612	2 706
Charges non déductibles	103	–
Incidence de la quote-part des pertes d'entreprises associées	(63)	–
Produits exonérés d'impôt	516	26
Incitatifs fiscaux	–	(1 030)
Taxes bancaires	–	(3)
Impôt sur les dividendes reçus	–	–
Montant provisionné au titre d'exercices antérieurs	164	–
Impôt à des taux divers	330	943
Impôt différé non comptabilisé	(22 601)	(627)
Écart de taux	–	(1 782)
Charge d'impôt minimale	62	40
Pertes fiscales et pertes de juste valeur réclamées au titre d'exercices précédents	(712)	–
Autres	(3 342)	2 875
Charge d'impôt exigible selon l'état du résultat net	78	6 820
Taux d'imposition effectif	1 %	36 %

24.2. Incidence de l'impôt sur les autres éléments du résultat global

	2016			2015		
	Avant impôt (en milliers de dollars)	Charge d'impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)	Avant impôt (en milliers de dollars)	Charge d'impôt (en milliers de dollars)	Après impôt (en milliers de dollars)
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	(159 423)	–	(159 423)	(88 232)	–	(88 232)
Perte nette sur couverture d'investissement net	–	–	–	(3 496)	–	(3 496)
Réévaluation de propriétés déduction faite de l'impôt différé	2 969	(10)	2 959	3 642	(245)	3 397
Quote-part des réserves d'entreprises associées	(3 406)	–	(3 406)	13 648	–	13 648
Variation des réserves disponibles à la vente	11 191	–	11 191	481	–	481
Autres éléments du résultat global	(148 669)	(10)	(148 679)	(73 957)	(245)	(74 202)

24.3. Impôt différé

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Solde à l'ouverture de l'exercice	(7 266)	(13 326)
Acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises	(9 506)	–
Ajustement au titre du change	(193)	4 459
Charge à l'état du résultat net (note 24.1)	8 190	1 846
Impôt différé sur les montants portés aux capitaux propres	10	(245)
	(8 765)	(7 266)
Présentés comme suit :		
Actif d'impôt différé	14 323	8 130
Passifs d'impôt différé	(23 088)	(15 396)
	(8 765)	(7 266)
Incidence fiscale des différences temporaires		
Montants à payer	1 531	1 554
Impôt différé sur obligation assortie de bons de souscription	959	845
Pertes de valeur	6 820	11 917
Immobilisations corporelles	(7 464)	(3 521)
Immeubles de placement	72	72
Profits latents sur placements	(1 806)	(2 173)
Produits différés	(192)	–
Excédent de réévaluation	9 017	(1 080)
Pertes fiscales	(2 321)	1 923
Ajustements à l'acquisition	(23 342)	(19 482)
Autres	7 961	2 679
	(8 765)	(7 266)

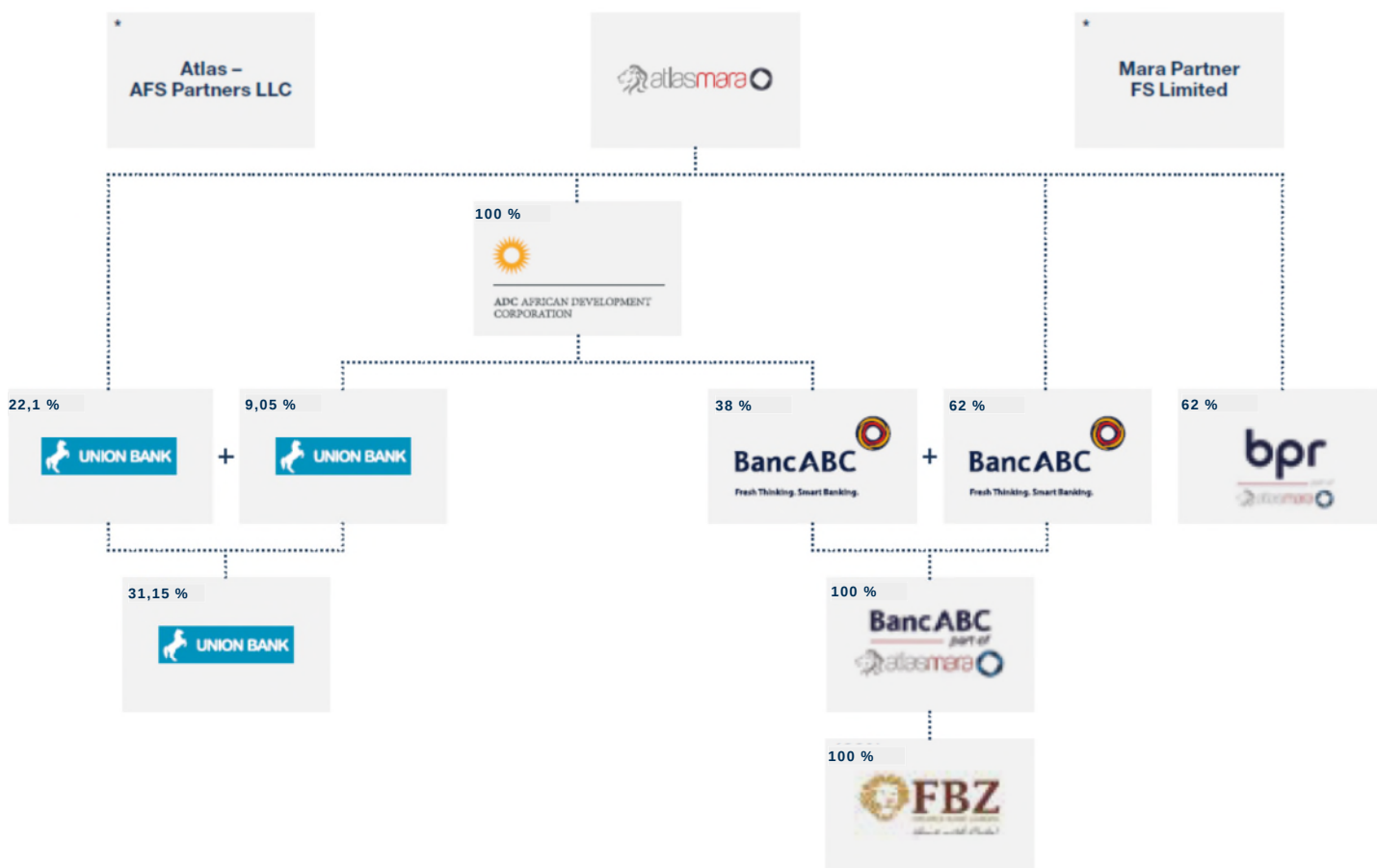
Montant pour lequel aucun actif d'impôt différé n'est comptabilisé :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Différences temporaires déductibles	–	–
Pertes fiscales inutilisées	8 696	31 297
Crédits d'impôt inutilisés	–	–

25. Parties liées

Les transactions entre parties liées s'inscrivent dans le cours normal des activités et sont présentées conformément à IAS 24. Ces transactions peuvent avoir une incidence sur l'évaluation des activités, des risques et des occasions de l'organisation.

Nature des relations avec des parties liées



Note

* Représentent le groupe de sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs.

Transactions avec des parties liées

Partie liée	31 décembre 2016			
	Frais de gestion (en milliers de dollars)	Produits et charges d'intérêts (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Transactions entre Atlas Mara et ABCH	14 018	–	(2 916)	11 102
Transactions entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	14 914	(1 269)	(8 802)	4 843
Transactions entre ABCH et AMFS	–	(207)	–	(207)
Transactions entre Atlas Mara et BPR	1 000	–	52	1 052
Transactions entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	(2 378)	(2 378)
	29 932	(1 476)	(14 044)	14 412

Soldes avec des parties liées

Partie liée	31 décembre 2016				
	Prêts à des sociétés du Groupe (en milliers de dollars)	Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers de dollars)	Emprunts à des sociétés du Groupe (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Soldes entre Atlas Mara et ABCH	50 000	–	–	17 669	67 669
Soldes entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	–	–	(463)	–	(463)
Soldes entre ABC Holdings et des filiales de BancABC	54 363	7 359	(117 743)	17 448	(38 573)
Soldes entre Atlas Mara et AMFS	–	–	–	(289)	(289)
Soldes entre Atlas Mara et BPR	–	–	–	511	511
Soldes entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	–	(79)	(79)
	104 363	7 359	(118 206)	35 260	28 776

Transactions avec des parties liées

Partie liée	2015			
	Frais de gestion (en milliers de dollars)	Produits et charges d'intérêts (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Transactions entre Atlas Mara et ABCH	4 079	–	5 243	9 322
Transactions entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	3 373	–	–	3 373
Transactions entre ABCH et des filiales de BancABC	11 781	(7 156)	–	4 625
Transactions entre Atlas Mara et Atlas Mara Financial Services Limited	–	(83)	–	(83)
Transactions entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs			2 699	2 699
	19 233	(7 239)	7 942	19 936

Soldes avec des parties liées

Partie liée	2015				
	Prêts à des sociétés du Groupe (en milliers de dollars)	Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers de dollars)	Emprunts à des sociétés du Groupe (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	Total (en milliers de dollars)
Soldes entre Atlas Mara et ABCH	50 000	–	–	13 341	63 341
Soldes entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	10 000	–	–	–	10 000
Soldes entre ABC Holdings et des filiales de BancABC	51 790	32 072	(67 646)	(2 321)	13 895
Soldes entre Atlas Mara et BRD Commercial	–	–	(541)	–	(541)
Soldes entre Atlas Mara et Atlas Mara Financial Services Limited	–	–	(6 583)	–	(6 583)
Soldes entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	–	1 950	1 950
	111 790	32 072	(74 770)	12 970	82 062

26. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Comptabilisation des actifs non courants détenus en vue de la vente

Le Groupe classe ses actifs non courants comme détenus en vue de la vente à des porteurs de capitaux propres de la société mère si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par leur vente plutôt que par leur usage continu. Ces actifs non courants détenus en vue de la vente sont évalués selon le moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les coûts de vente correspondent aux coûts marginaux directement attribuables à la vente, exclusion faite des coûts de financement et de la charge d'impôt.

On considère qu'il a été satisfait aux critères de classement comme détenus en vue de la vente seulement si la vente est hautement probable et que l'actif est prêt à être vendu immédiatement en l'état. Les mesures requises pour mener à bien la vente doivent indiquer qu'il est improbable que des modifications importantes seront apportées à la vente ou que le projet de vente sera retiré.

La direction doit s'être engagée à réaliser la vente dans l'année qui suit la date du classement. Les immobilisations corporelles et incorporelles ne sont pas amorties ou elles ne le sont qu'une fois classées dans les actifs destinés à la vente. Les actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément dans les actifs courants, à l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2016, les principales catégories d'actifs d'Atlas Mara classés comme détenus en vue de la vente aux porteurs de capitaux propres de la société mère sont les suivantes :

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Actifs		
Actifs non courants détenus en vue de la vente	1 633	—
Actifs nets classés comme détenus en vue de la vente	1 633	—

27. Fonds sous gestion

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Fonds sous gestion	101 131	88 555

Le Groupe assure des services de gestion d'actifs et de fonds communs de placement à des caisses de retraite, des particuliers, des fiducies et d'autres institutions pour le compte desquels il détient et gère des actifs.

Le Groupe touche des frais de gestion en retour de la prestation de ces services. Le Groupe n'est exposé à aucun risque de crédit relativement à ces placements, étant donné qu'ils ne représentent pas des actifs détenus par lui.

28. Résultat par action

Comptabilisation du résultat par action (« RPA »)

Le Groupe présente son résultat de base et dilué par action ordinaire. Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de manière à refléter les effets de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives, lesquelles comprennent les options sur actions attribuées à des membres du personnel.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Résultat net		
Résultat net de la période	8 402	11 251
Résultat de base et dilué	8 402	11 251
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		
Comptabilisées en tant qu'actions propres	(2 475)	(1 754)
Actions ordinaires émises pendant la période	73 861	73 709
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	71 386	71 955
Nombre d'actions ordinaires après dilution		
Actions sur une base diluée	589	66
Nombre total d'actions ordinaires sur une base diluée	71 975	72 021
Résultat de base par action (\$)	0,12	0,16
Résultat dilué par action (\$)	0,12	0,16

29. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Détermination de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou payé au transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des placements cotés se fonde sur le cours acheteur. En l'absence de marché actif pour un actif financier (et dans le cas des titres hors cote), le Groupe établit la juste valeur en ayant recours à des techniques d'évaluation. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions sans lien de dépendance récentes, l'utilisation d'autres instruments qui sont essentiellement identiques, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, des modèles d'établissement du prix des options qui reposent le plus possible sur des données d'entrée du marché et le moins possible sur des données d'entrée propre à l'entité.

Le Groupe classe les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs comprend les niveaux suivants :

- cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (**niveau 1**);
- données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement (p. ex., des prix) ou indirectement (p. ex., des données dérivées des prix) (**niveau 2**);
- données concernant l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) (**niveau 3**).

Chaque juste valeur est classée globalement dans la hiérarchie des justes valeurs au même niveau que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. À cette fin, l'importance d'une donnée d'entrée est appréciée pour l'évaluation de la juste valeur prise dans son ensemble. Si une évaluation à la juste valeur fait appel à des données d'entrée observables qui nécessitent un ajustement important fondé sur des données d'entrée non observables, cette évaluation est classée au niveau 3. L'appréciation de l'importance d'une donnée d'entrée déterminée pour la juste valeur prise dans son ensemble nécessite l'exercice du jugement et tient compte des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif.

La détermination de la juste valeur conformément aux dispositions en matière d'évaluation et d'informations à fournir d'IFRS 13 s'applique à tous les éléments de l'état de la situation financière, et pas seulement aux instruments financiers.

Le tableau qui suit indique les actifs et les passifs du Groupe qui sont détenus à la juste valeur, répartis en fonction du niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils ont été classés :

	31 décembre 2016			Juste valeur totale (en milliers de dollars)
	Cours Niveau 1 (en milliers de dollars)	Données observables importantes Niveau 2 (en milliers de dollars)	Données non observables importantes Niveau 3 (en milliers de dollars)	
Actifs évalués à la juste valeur				
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>				
Obligations d'État	–	5 382	–	5 382
Bons du Trésor	–	96 345	–	96 345
<i>Option de la juste valeur</i>				
<i>Désignés à la juste valeur</i>				
Titres de capitaux propres cotés	774	–	–	774
Titres de capitaux propres hors cote	–	–	13 084	13 084
Unités immobilières	–	–	10	10
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	–	–	6 025	6 025
Contrats de change à terme	–	298	–	298
Placements disponibles à la vente				
Titres de capitaux propres hors cote	–	459	926	1 385
Placement hors cote	–	25 095	–	25 095
Obligations d'État	–	52 046	–	52 046
Obligations de sociétés	–	9 561	–	9 561
Bons du Trésor	–	117 241	–	117 241
Hiérarchie des justes valeurs des actifs financiers	774	306 427	20 045	327 246
Passifs évalués à la juste valeur				
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	–	–	5 733	5 733
Contrats de change à terme	–	37	–	37
<i>Capitaux empruntés</i>	–	–	31 541	31 541
Passifs dont la juste valeur est indiquée				
Capitaux empruntés	–	298 298	–	298 298
Hiérarchie des justes valeurs des passifs financiers	–	298 335	37 274	335 609

29. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

	31 décembre 2015			
	Cours Niveau 1 (en milliers de dollars)	Données observables importantes Niveau 2 (en milliers de dollars)	Données non observables importantes Niveau 3 (en milliers de dollars)	Juste valeur totale (en milliers de dollars)
Actifs évalués à la juste valeur				
<i>Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>				
Obligations d'État	—	36 461	—	36 461
Bons du Trésor	—	147 982	—	147 982
Obligations de sociétés	—	5 907	—	5 907
<i>Option de la juste valeur</i>				
<i>Désignés à la juste valeur</i>				
Titres de capitaux propres cotés	798	—	—	798
Titres de capitaux propres hors cote	—	—	12 535	12 535
Unités immobilières	—	—	10	10
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	—	502	—	502
Contrats de change à terme	—	1 137	—	1 137
<i>Placements disponibles à la vente</i>				
Titres de capitaux propres hors cote	—	642	84	726
Placements hors cote	—	15 842	—	15 842
Hiérarchie des justes valeurs des actifs financiers	798	208 473	12 629	221 900
Passifs évalués à la juste valeur				
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	—	674	—	674
Contrats de change à terme	—	62	—	62
Dérivés sur actions	—	4 455	—	4 455
<i>Capitaux empruntés</i>				
	—	—	57 028	57 028
Passifs dont la juste valeur est indiquée				
Capitaux empruntés	—	251 750	—	251 750
Hiérarchie des justes valeurs des passifs financiers	—	256 941	57 028	313 969

Il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux 1 et 2 au cours de la période.

Il y a eu un transfert de 197 000 \$ de titres hors cote du niveau 2 au niveau 3 au cours de la période.

Variation des justes valeurs classées au niveau 3

Le tableau qui suit présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des évaluations à la juste valeur classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

	31 décembre 2016			
	Placements en titres de créance ou de capitaux propres (en milliers de dollars)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de dollars)	Passifs financiers dérivés (en milliers de dollars)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture	12 629	12 629	–	–
Total des profits ou pertes	1 139	1 139	–	–
– en résultat net	1 149	1 149	331	331
– dans les autres éléments du résultat global	(10)	(10)	–	–
Achats	–	–	–	–
Émissions	6 092	6 092	5 304	5 304
Règlements	–	–	–	–
Ajustement au titre du change	(12)	(12)	98	98
Transfert au niveau 3	197	197	–	–
Solde de clôture	20 045	20 045	5 733	5 733

	31 décembre 2015			
	Placements en titres de créance ou de capitaux propres (en milliers de dollars)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de dollars)	Passifs financiers dérivés (en milliers de dollars)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de dollars)
Solde d'ouverture	12 867	12 867	2 777	2 777
Total des profits ou pertes	–	–	–	–
– en résultat net	2 364	2 364	–	–
Achats	76	76	–	–
Émissions	(4 592)	(4 592)	–	–
Règlements	–	–	(2 777)	(2 777)
Ajustement au titre du change	1 914	1 914	–	–
Solde de clôture	12 629	12 629	–	–

Le total des profits et pertes de l'exercice du tableau ci-dessus est présenté à l'état du résultat global comme suit :

	31 décembre 2016			
	Placements en titres de créance ou de capitaux propres (en milliers de dollars)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de dollars)	Passifs financiers dérivés (en milliers de dollars)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de dollars)
Total des profits ou pertes présenté en résultat net pour l'exercice				
Produits locatifs	1 149	1 149	331	331
Ajustements à la juste valeur	582	582	–	–
Résultat net tiré des autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	567	567	331	331
Total des profits et pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(10)	(10)	–	–

	31 décembre 2015			
	Placements en titres de créance ou de capitaux propres (en milliers de dollars)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de dollars)	Passifs financiers dérivés (en milliers de dollars)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de dollars)
Total des profits ou pertes présenté en résultat net pour l'exercice				
Produits locatifs	158	158	–	–
Total des profits et pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	158	158	–	–

29. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Description des données d'entrée non observables importantes aux fins de l'évaluation

Le tableau qui suit présente des informations sur les données d'entrée non observables importantes utilisées pour évaluer à la clôture de la période les instruments financiers classés aux niveaux 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Type d'instruments financiers	Technique d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette d'estimation (moyenne pondérée) pour les données d'entrée non observables
Titres d'emprunt gouvernementaux	Comprend les obligations d'État et les bons du Trésor. Les obligations d'État liquides qui sont négociées activement sur une bourse ou une chambre de compensation sont évaluées à la valeur de marché. Les obligations moins liquides sont évaluées selon les cours observables obtenus de maisons de courtage, de courtiers contrepartistes et d'autres services d'établissement des prix fiables. En l'absence de cours observable, une courbe est établie à partir de la courbe des rendements des swaps de taux d'intérêt américains à laquelle on ajoute un écart reflétant le risque inhérent de crédit, de liquidité et de pays de l'instrument d'emprunt en question.	Taux d'actualisation en l'absence de marché actif	12 % à 22 %
Titres d'emprunt de sociétés	Comprend les obligations de sociétés évaluées en fonction des cours observables obtenus de maisons de courtage, de courtiers contrepartistes et d'autres services d'établissement des prix fiables. En l'absence de cours observable, une courbe est établie à partir de la courbe des rendements des swaps de taux d'intérêt américains à laquelle on ajoute un écart reflétant le risque inhérent de crédit, de liquidité et de pays de l'instrument d'emprunt en question.	Taux d'actualisation en l'absence de marché actif	12 % à 18 %
Titres de capitaux propres et placements hors cote	Technique de comparaison avec le marché : le modèle d'évaluation repose sur des multiples du marché dérivés des cours cotés de sociétés comparables à l'entité émettrice appliqués au BAIIA réel de la période close le 31 décembre 2016. L'estimation est ajustée de manière à refléter le caractère non négociable des instruments de capitaux propres.	Ratio cours/valeur comptable ajusté Ratio VE/BAIIA ajusté	12 % à 25 %

Analyse de sensibilité

Pour les justes valeurs des titres de capitaux propres hors cote désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les variations raisonnablement possibles à la date de clôture de l'une des données non observables importantes, toutes autres données d'entrée demeurant constantes par ailleurs, auraient les effets suivants :

	31 décembre 2016			
	Résultat net		Capitaux propres	
	Augmentation (en milliers de dollars)	Diminution (en milliers de dollars)	Augmentation (en milliers de dollars)	Diminution (en milliers de dollars)
Ratio moyen cours/valeur comptable (variation de 5 %)	(120)	120	10	(10)
Valeur comptable (variation de 2 %)	4	(4)	18	(18)
Ratio VE/BAIIA ajusté (variation de 5 %)	10	(10)	10	(10)
BAIIA (variation de 2 %)	(278)	278	4	(4)

	31 décembre 2015			
	Résultat net		Capitaux propres	
	Augmentation (en milliers de dollars)	Diminution (en milliers de dollars)	Augmentation (en milliers de dollars)	Diminution (en milliers de dollars)
Ratio moyen cours/valeur comptable (variation de 5 %)	132	(132)	9	(9)
Valeur comptable (variation de 2 %)	20	(20)	14	(14)
Ratio VE/BAIIA ajusté (variation de 5 %)	9	(9)	9	(9)
BAIIA (variation de 2 %)	462	(462)	4	(4)

Incidence des révisions d'hypothèses clés sur la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 évalués à la juste valeur

Le tableau qui suit indique l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 de la substitution par d'autres hypothèses raisonnablement possibles, par catégorie d'instruments. Les effets positifs et négatifs sont approximativement les mêmes.

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Effet de la substitution par une autre hypothèse raisonnablement possible (en milliers de dollars)	Valeur comptable (en milliers de dollars)	Effet de la substitution par une autre hypothèse raisonnablement possible (en milliers de dollars)
Actifs financiers				
<i>Option de la juste valeur</i>				
Titres de capitaux propres hors cote	13 084	1 308	—	—
Unités immobilières	10	1	—	—
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	6 025	603	—	—
<i>Placements disponibles à la vente</i>				
Titres de capitaux propres hors cote	926	93	83	—
Passifs financiers				
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	5 733	573	—	—

30. Éléments hors bilan

a. Engagements de prêts et autres passifs financiers

Le tableau qui suit résume le calendrier des engagements contractuels liés aux instruments financiers hors bilan du Groupe aux termes desquels celui-ci s'est engagé à octroyer du crédit à des clients et d'autres facilités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

	2016 (en milliers de dollars)	2015 (en milliers de dollars)
Garanties	13 774	52 271
Lettres de crédit	2 767	5 423
Contrats à terme de gré à gré et swaps de devises	18 605	10 434
Autres passifs éventuels	10 430	37 557
	45 576	105 685
Analyse chronologique des engagements de prêts		
Moins de 1 an	35 383	91 039
De 1 an à 5 ans	10 193	14 646
Plus de 5 ans	—	—
	45 576	105 685
b. Engagements de capital		
Approuvés et faisant l'objet d'un contrat	8 444	16 048
Approuvés mais ne faisant pas l'objet d'un contrat	15 348	6 918
	23 792	22 966

Les fonds requis au titre de ces engagements proviendront des ressources existantes du Groupe.

Annexe A – Normes et interprétations

Normes et interprétations publiées mais non encore en vigueur ou adoptées

Plusieurs nouvelles normes, normes modifiées et interprétations sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés. Les nouvelles normes, normes modifiées et interprétations qui peuvent s'appliquer au Groupe sont présentées ci-dessous. Le Groupe ne prévoit pas adopter ces normes et interprétations de façon anticipée. Sauf indication contraire, elles seront plutôt adoptées pour la période au cours de laquelle elles deviendront obligatoires.

En vigueur pour l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2017

Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 7) – Les modifications prévoient la présentation d'informations qui permettront aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs découlant d'activités de financement, notamment les variations liées aux flux de trésorerie et les variations sans effet sur la trésorerie. Cela comprend la présentation d'un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture pour les passifs découlant d'activités de financement.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'adoption anticipée est autorisée.

En vigueur pour l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2018

– **IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients** – IFRS 15 s'appliquera à l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} janvier 2018. IFRS 15 remplacera les normes actuelles portant sur la constatation et l'évaluation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. La direction s'attend à ce que l'application d'IFRS 15 ait une incidence minime (s'il y a lieu) sur les états financiers pour les raisons suivantes :

- Les frais pour services rendus sont établis selon un pourcentage des placements en capitaux propres cotés sous-jacents. La juste valeur des placements en capitaux propres sous-jacents est facilement déterminée.
- Le droit aux frais de service est établi à la clôture de la période de présentation de l'information financière (ou plus souvent) et est assujéti à la résorption ou à la récupération après la période de présentation de l'information financière.
- Les frais n'incluent aucune composante financière importante ni de dispositions éventuelles.

IFRS 9 Instruments financiers – Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la norme définitive IFRS 9 *Instruments financiers* qui remplace les versions précédentes d'IFRS 9 et complète le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* prévu par l'IASB.

Cette norme aura une incidence significative sur le Groupe, notamment des changements des bases d'évaluation des actifs financiers du Groupe au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Même si ces catégories d'évaluation sont semblables à celles prévues par IAS 39, les critères de classement dans ces catégories diffèrent considérablement. En outre, le modèle de dépréciation d'IFRS 9 a été modifié, passant d'un modèle fondé sur les « pertes subies » selon IAS 39 à un modèle fondé sur les « pertes de crédit attendues », ce qui devrait accroître la dotation aux pertes de valeur sur prêts comptabilisées pour le Groupe.

La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective, et l'adoption anticipée est autorisée. Le Groupe évalue actuellement l'incidence potentielle de l'application d'IFRS 9 sur les états financiers.

En vigueur pour l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2019

– **IFRS 16 Contrats de location** – IFRS 16 a été publiée en janvier 2016. La norme énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir sur les contrats de location pour les deux parties intéressées, à savoir le client (le « preneur à bail ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace la norme IAS 17 *Contrats de location* et les interprétations connexes. IFRS 16 prévoit un modèle unique pour les preneurs à bail, ce qui signifie que la quasi-totalité des contrats de location seront inclus à l'état de la situation financière. Aucun changement important n'a été ajouté pour les bailleurs.

La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, l'adoption anticipée n'étant autorisée que si l'entité adopte également IFRS 15. Les exigences relatives à la transition sont différentes pour les preneurs à bail et les bailleurs. Le Groupe évalue actuellement l'incidence potentielle de l'application d'IFRS 16 sur les états financiers.

Annexe B – Rapprochement des mesures non conformes aux PCGR

Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR

Comme l'indiquent nos résultats présentés, nos résultats financiers sont établis selon les IFRS, telles qu'elles sont décrites dans les états financiers, à partir de la page 24 du rapport annuel et des états financiers de 2016 d'Atlas Mara.

Dans le cadre de l'évaluation de notre performance, nous tenons compte de certaines mesures financières pour présenter nos résultats, tandis que l'incidence de certaines activités non récurrentes ou non essentielles n'est pas prise en compte de manière que nous puissions exprimer une opinion sur notre performance à long terme.

Nous incluons également certaines mesures, alors que les facteurs qui faussent la comparaison entre les exercices sont exclus.

Ces éléments sont considérés comme des mesures non conformes aux PCGR.

Résultat d'exploitation ajusté

Lors du calcul de notre résultat d'exploitation ajusté, nous ne tenons pas compte de l'incidence des éléments non récurrents et des éléments liés à une transaction.

Les éléments non récurrents comprennent notamment les indemnités de départ versées au personnel et aux cadres, les coûts d'intégration lors de l'acquisition de nouvelles entreprises et les coûts liés aux restructurations d'entreprises et aux réorganisations que la direction isolera et évaluera séparément dans le cadre de son évaluation de la performance et des tendances de performance qui se dégagent de l'entreprise. Le tableau qui suit fournit un rapprochement entre le résultat d'exploitation ajusté et les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

		2016	2015	% de variation des devises constantes
Total des produits des activités ordinaires	(en millions de dollars)	241,7	205,2	31,8 %
Dotation à la perte de valeur sur prêt	(en millions de dollars)	(15,4)	(12,0)	62,8 %
Total des charges (sauf les charges non récurrentes)	(en millions de dollars)	(217,2)	(174,2)	37,9 %
Résultat des entreprises associées	(en millions de dollars)	17,9	20,3	16,1 %
Résultat ajusté avant impôt	(en millions de dollars)	27,0	39,3	(15,3) %
Résultat net ajusté	(en millions de dollars)	20,8	24,9	2,7 %
Coûts de transaction liés aux fusions et acquisitions*	(en millions de dollars)	(8,8)	(11,9)	(26,2) %
Coûts de réorganisation/restructuration	(en millions de dollars)	(8,9)	(7,6)	16,6 %
Résultat avant impôt présenté	(en millions de dollars)	9,4	19,2	(24,4) %
Résultat net présenté	(en millions de dollars)	8,4	11,3	75,1 %

Note

* 2015 – Le résultat ajusté lié aux fusions et acquisitions inclut un montant de 9,3 M\$, tel qu'il est indiqué à la note 7, majoré des autres coûts directement attribuables liés aux fusions et acquisitions, y compris les coûts liés au personnel, les frais de déplacement et d'autres dépenses directement attribuables.

2016 – Les coûts liés aux fusions et acquisitions incluent un montant de 11,8 M\$, tel qu'il est indiqué à la note 7, déduction faite des coûts directement attribuables à la réorganisation ou à la restructuration d'un montant de 6,5 M\$, majoré des autres coûts directement attribuables liés aux fusions et acquisitions, y compris les coûts liés au personnel, les frais de déplacement et d'autres dépenses directement attribuables.

Soldes/Écarts liés aux devises constantes

Les soldes et les écarts liés aux devises constantes sont présentés afin d'enrayer l'incidence macroéconomique des variations des taux de change de manière à rendre plus significatives les comparaisons en matière d'exploitation entre les exercices.

Les montants des devises constantes sont calculés au moyen de la conversion des soldes de devises locales de l'exercice précédent aux taux de change de 2016 en regard du dollar américain.

Les tableaux qui suivent détaillent les ajustements apportés aux résultats présentés.

Rapprochement des devises constantes – État du résultat global

Éléments de rapprochement (ajustement de change)								Devises constantes 2015	% de variation des devises constantes	%
En millions de dollars	IFRS 2015	BWP	MZN	NGN	RwF	TZS	ZMW			
Total des produits des activités ordinaires	205,1	(3,7)	(11,6)	0,0	(0,4)	(0,7)	(5,3)	183,4	30,1	%
Pertes de valeur liées au crédit	(12,0)	0,1	2,0	0,0	0,0	0,0	0,4	(9,5)	(62,1)	%
Total des charges	(194,2)	2,4	10,0	0,0	0,4	0,9	3,5	(177,0)	(32,7)	%
Résultat des entreprises associées	20,3	0,0	0,0	(4,9)	0,0	0,0	0,0	15,4	16,2	%
Imposition et participation minoritaire	(7,9)	0,2	(0,2)	0,0	0,0	(0,1)	0,5	(7,5)	86,8	%
Résultat net	11,3	(1,0)	0,2	(4,9)	0,0	0,1	(0,9)	4,8	75,0	%

Éléments de rapprochement (ajustement de change)								Devises constantes 2015	% de variation des devises constantes	%
En millions de dollars	IFRS 2015	BWP	MZN	NGN	RwF	TZS	ZMW			
Revenu tiré des activités de négociation	12,8	(0,2)	(3,4)	0,0	0,0	0,1	0,3	9,6	>100	%
Produits tirés d'honoraires et de commissions	49,9	(0,4)	(1,7)	0,0	(0,0)	(0,1)	(3,6)	43,9	(8,0)	%
Autres	36,1	(0,3)	0,0	0,0	0,1	(0,1)	(1,2)	34,5	(6,0)	%

Rapprochement des devises constantes – État de la situation financière

Éléments de rapprochement (ajustement de change)								Devises constantes 2015	% de variation des devises constantes	%
En millions de dollars	IFRS 2015	BWP	MZN	NGN	RwF	TZS	ZMW			
Trésorerie	320,7	4,6	(0,1)	(17,9)	0,0	(2,0)	(0,3)	311,4	29,6	%
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	203,6	2,4	0,0	(8,6)	0,0	0,0	(0,4)	201,2	(42,0)	%
Prêts et avances	1 229,4	26,8	0,0	(47,0)	0,0	(4,3)	(0,8)	1 214,9	9,8	%
Placements	21,6	0,0	(0,1)	(0,1)	0,0	(0,0)	(0,0)	21,4	>100	%
Placements dans des entreprises associées	398,4	0,0	(1,9)	0,0	(2,3)	0,0	(0,0)	394,2	(25,2)	%
Immobilisations incorporelles	139,4	0,1	0,0	(0,5)	0,0	0,0	(0,0)	139,0	21,0	%
Autres actifs	139,0	3,4	(0,2)	(13,0)	0,0	(0,1)	(0,1)	132,8	49,0	%
Dépôts des clients	1 436,1	30,8	0,0	(69,4)	0,0	(4,0)	(1,4)	1 407,5	27,3	%
Fonds empruntés	302,2	0,4	(1,3)	(3,5)	0,0	(0,9)	(0,0)	297,9	8,2	%
Autres passifs	88,2	1,0	(0,0)	(2,3)	0,0	(0,2)	(0,1)	92,9	18,2	%

Remarque :

Les montants en devises constantes de 2015 sont calculés au moyen de la conversion des soldes de devises locales de 2015 aux taux de change de 2016 en regard du dollar américain.

Annexe C

États financiers intermédiaires consolidés résumés pour les semestres
clos les 30 juin 2017 et 2016 d'Atlas Mara Limited

Déclaration de responsabilité des administrateurs relativement sur le rapport intermédiaire

Nous confirmons qu'en toute bonne foi :

- le jeu d'états financiers résumés a été préparé conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* telle qu'adoptée par l'UE;
- le rapport de gestion intermédiaire comprend un examen juste de l'information exigée par :

- a) le règlement *DTR 4.2.7R of the Disclosure and Transparency Rules*, soit une indication des événements importants qui se sont produits au cours du premier semestre de l'exercice et leur incidence sur le jeu d'états financiers résumés; et une description des principaux risques et incertitudes pour le second semestre de l'exercice; et
- b) le règlement *DTR 4.2.8R of the Disclosure and Transparency Rules*, soit les transactions entre parties liées qui ont eu lieu au cours du premier semestre de l'exercice en cours et qui ont eu une incidence importante sur la situation ou la performance financière de l'entité au cours de cette période; et tout changement apporté aux transactions entre parties liées décrites dans le plus récent rapport annuel qui pourrait avoir une incidence importante.

Sur ordre du conseil,

Bob Diamond
Président

Introduction

La Société a retenu nos services pour procéder à l'examen du jeu d'états financiers résumés contenu dans son rapport financier du semestre clos le 30 juin 2017, qui comprend l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global, l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie, ainsi que les notes explicatives annexes. Nous avons lu les autres informations contenues dans le rapport financier semestriel et examiné si elles contenaient des anomalies apparentes ou des incohérences significatives par rapport à l'information contenue dans le jeu d'états financiers résumés.

Notre examen a été réalisé afin que nous puissions communiquer à la Société les questions que nous sommes tenus de lui communiquer dans le présent rapport et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ou n'assumons aucune responsabilité envers toute partie autre que la Société pour ce qui est de notre travail d'examen, du présent rapport ou des conclusions que nous avons tirées.

Responsabilités des administrateurs

Le rapport financier semestriel relève de la responsabilité des administrateurs et a été approuvé par ceux-ci. Les administrateurs sont responsables de la préparation du rapport financier semestriel.

Comme il est indiqué dans la description des principales méthodes comptables, les états financiers annuels du Groupe sont préparés conformément aux IFRS adoptées par l'UE. Le jeu d'états financiers résumés contenu dans le présent rapport financier semestriel a été préparé conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* adoptée par l'UE.

Notre responsabilité

Notre responsabilité consiste à exprimer à l'intention de la Société une conclusion sur le jeu d'états financiers résumés contenu dans le rapport financier semestriel sur la base de notre examen.

Étendue de l'examen

Nous avons effectué notre examen conformément à la Norme internationale de missions d'examen (R.-U. et Irlande) 2410 *Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity* publiée par l'Auditing Practices Board en vue de son utilisation au R.-U. Un examen d'états financiers intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des responsables des questions financières et comptables, ainsi qu'en des procédures analytiques et d'autres procédures d'examen. L'étendue d'un examen est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux Normes internationales d'audit (R.-U. et Irlande) et, de ce fait, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous prendrons connaissance de l'ensemble des questions importantes qui pourraient être mises en lumière lors d'une mission d'audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Autre point

Nous attirons l'attention sur le fait que nous n'avons pas audité les états consolidés du résultat net et du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période close le 30 juin 2016, ou les notes annexes, et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion à leur égard.

Conclusion

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que le jeu d'états financiers résumés contenu dans le rapport financier du semestre clos le 30 juin 2017 n'a pas été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément à IAS 34 telle qu'adoptée par l'UE.

KPMG Inc.

Per Pierre Fourie

Auditeur légal

Le 6 septembre 2017

État consolidé de la situation financière
au 30 juin 2017

	Note	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Actif				
Trésorerie et fonds à court terme		486 149	448 257	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	15	77 590	146 773	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	16	13 769	13 595	13 868
Actifs financiers dérivés		6 455	5 121	6 323
Prêts et avances	10	1 329 872	1 421 046	1 334 763
Titres de placement	17	323 481	181 886	237 192
Charges payées d'avance et autres créances		49 947	111 650	62 244
Actifs d'impôt différé		7 104	8 033	5 633
Participations dans des entreprises associées	6	302 607	324 269	293 980
Immobilisations corporelles		91 530	93 701	92 428
Immeubles de placement		20 478	16 150	17 318
Autres immobilisations incorporelles	7	86 266	84 980	84 435
Actifs d'impôt différé	20.3	14 338	9 415	14 323
Goodwill à l'acquisition	7	88 757	81 785	83 800
Actifs non courants et groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente		15 019	–	1 633
Total de l'actif		2 913 362	2 946 661	2 755 992
Passif et capitaux propres				
Dépôts	3	1 892 652	1 814 924	1 799 443
Passifs financiers dérivés		6 021	10 530	5 770
Dettes d'exploitation et charges à payer		47 631	178 141	74 599
Passifs d'impôt exigible		3 606	4 056	4 463
Passifs d'impôt différé	20.3	25 696	18 747	23 088
Capitaux empruntés	2	364 674	342 961	322 574
Total du passif		2 340 280	2 369 359	2 229 937
Actions privilégiées de fondateur	1	12 500	12 500	12 500
Capital-actions ordinaire	1	786 667	772 204	773 213
Réserves de capital		56 020	33 406	45 840
Cumul des pertes		(42 010)	(54 113)	(46 676)
Réserves disponibles à la vente		(1 205)	1 040	(744)
Écart de conversion		(233 042)	(179 427)	(251 503)
Actions propres		(25 108)	(27 787)	(26 085)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		553 822	557 823	506 545
Participations ne donnant pas le contrôle		19 260	19 479	19 510
Total des capitaux propres		573 082	577 302	526 055
Total des capitaux propres et du passif		2 913 362	2 946 661	2 755 992

État consolidé du résultat net
Semestre clos le 30 juin 2017

	Note	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Produits financiers	14	139 208	106 366	247 052
Charges financières	4	(60 568)	(61 195)	(119 811)
Produits financiers nets		78 640	45 171	127 241
Charges de dépréciation de prêts	11	(10 031)	(9 093)	(15 448)
Produits financiers nets après les charges de dépréciation de prêts		68 609	36 078	111 793
Produits financiers hors intérêts	18	43 603	68 303	114 499
Quote-part du résultat d'entreprises associées		8 648	12 480	17 926
Résultat d'exploitation total		120 860	116 861	244 218
Charges d'exploitation	19	(103 514)	(106 798)	(223 068)
Frais de transaction et d'intégration		(589)	(8 655)	(11 783)
Résultat avant impôt		16 757	1 408	9 367
Charge d'impôt	20.1	(5 389)	(367)	(78)
Résultat net de la période		11 368	1 041	9 289
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires		11 468	1 178	8 402
Participations ne donnant pas le contrôle		(100)	(137)	887
		11 368	1 041	9 289
Résultat de base par action (\$)	23	0,15	0,02	0,12
Résultat dilué par action (\$)	23	0,15	0,02	0,12

État consolidé du résultat global
Semestre clos le 30 juin 2017

	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Résultat net de la période	11 368	1 041	9 289
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat net dans des périodes ultérieures	20 768	(81 978)	(151 638)
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	17 836	(83 010)	(159 423)
Actifs financiers disponibles à la vente – variation nette de la juste valeur	(461)	715	(3 406)
Participations mises en équivalence	560	317	11 191
Autre	2 833	–	–
Autres éléments du résultat global non susceptibles d'être reclassés en résultat net dans des périodes ultérieures	–	–	2 959
Réévaluation de terrains et bâtiments	–	–	2 959
Résultat global de la période, après impôt	32 136	(80 937)	(139 390)
Résultat global attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires	32 861	(83 169)	(138 677)
Participations ne donnant pas le contrôle	(725)	2 232	(713)
	32 136	(80 937)	(139 390)

État consolidé des variations des capitaux propres

Semestre clos le 30 juin 2017

	Actions privilégiées de fondateur (en milliers de \$)	Capital- actions ordinaire (en milliers de \$)	Réserves de capital ¹ (en milliers de \$)	Réserves disponibles à la vente (en milliers de \$)	Écart de conversion (en milliers de \$)	Actions propres ² (en milliers de \$)	Cumul des pertes (en milliers de \$)	Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (en milliers de \$)	Participa- tions ne donnant pas le contrôle (en milliers de \$)	Total des capitaux propres (en milliers de \$)
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2016	12 500	772 204	18 098	325	(94 125)	(25 563)	(53 230)	630 209	(4 683)	625 526
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	8 402	8 402	887	9 289
Autres éléments du résultat global										
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	-	-	-	-	(157 378)	-	-	(157 378)	(2 045)	(159 423)
Perte nette sur couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de propriétés déduction faite de l'impôt différé	-	-	2 959	-	-	-	-	2 959	-	2 959
Variation des réserves disponibles à la vente	-	-	(120)	(1 069)	-	-	(2 662)	(3 851)	445	(3 406)
Participations mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	11 191	11 191	-	11 191
Résultat global	-	-	2 839	(1 069)	(157 378)	-	16 931	(138 677)	(713)	(139 390)
Transactions avec des propriétaires										
Attribution d'actions à des salariés	-	-	2 389	-	-	2 555	-	4 944	-	4 944
Émission d'actions ordinaires à des administrateurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions à l'acquisition	-	1 009	-	-	-	-	-	1 009	-	1 009
Composante capitaux propres des titres de créance convertibles émis	-	-	3 409	-	-	-	-	3 409	-	3 409
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	-	-	(126)	-	-	-	-	(126)	2 395	25 269
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle réglées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des réserves non distribuables	-	-	8 094	-	-	-	(10 377)	(2 283)	(489)	(2 772)
Émission d'actions conditionnelles à l'acquisition	-	-	11 137	-	-	-	-	11 137	-	11 137
Variation des actions propres	-	-	-	-	-	(3 077)	-	(3 077)	-	(3 077)
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2017	12 500	773 213	45 840	(744)	(251 503)	(26 085)	(46 676)	506 545	19 510	526 055
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	11 468	11 468	(100)	11 368
Autres éléments du résultat global										
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	-	-	-	-	18 461	-	-	18 461	(625)	17 836
Variation des réserves disponibles à la vente	-	-	-	(461)	-	-	-	(461)	-	(461)
Participations mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	560	560	-	560
Autre	-	-	2 833	-	-	-	-	2 833	-	2 833
Résultat global	-	-	2 833	(461)	18 461	-	12 028	32 861	(725)	32 136
Transactions avec des propriétaires										
Attribution d'actions à des salariés	-	-	467	-	-	977	-	1 444	-	1 444
Composante capitaux propres des titres de créance convertibles émis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions ordinaires à des administrateurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle acquises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission de nouvelles actions dans le cadre d'un placement privé	-	13 454	-	-	-	-	-	13 454	-	13 454
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle réglées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des réserves non distribuables	-	-	6 880	-	-	-	(7 362)	(482)	475	(7)
Solde de clôture au 30 juin 2017	12 500	786 667	56 020	(1 205)	(233 042)	(25 108)	(42 010)	553 822	19 260	573 082

Notes

- Les réserves de capital sont formées des éléments suivants :
 - La réserve de risque de crédit représente une affectation à partir des résultats non distribués effectuée en conformité avec les réglementations des banques centrales des pays. Le solde des réserves représente l'excédent des charges de dépréciation, tel que déterminé selon les réglementations des banques centrales, sur les charges de dépréciation comptabilisées selon les IFRS. La réserve n'est pas distribuable.
 - La réserve de paiements fondés sur des actions réglés en titres de capitaux propres.
 - La réserve de réévaluation représente l'excédent de réévaluation sur la réévaluation des propriétés pour la période.
 - La composante capitaux propres des obligations convertibles représente la composante capitaux propres de l'instrument hybride. Cette composante correspond à la valeur résiduelle, laquelle correspond au prix d'émission diminué de la juste valeur de la composante passif.
- Les actions propres tiennent compte de la valeur des actions propres de la Société détenues par des filiales.

Tableau consolidé des flux de trésorerie
Semestre clos le 30 juin 2017

	Note	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		81 346	108 951	89 493
Résultat avant impôt		16 757	1 408	9 367
Ajustements pour les éléments suivants :				
Ajustements de juste valeur		(7 299)	1 915	(4 428)
Pertes de change		(2 589)	(5 400)	(8 046)
Charges de dépréciation de prêts	11	10 031	9 093	15 448
Dotation aux amortissements		11 055	7 337	21 175
Pertes nettes sur instruments financiers dérivés		119	2 111	667
Profits nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		(4 177)	(22 255)	(25 736)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	6	(8 648)	(12 480)	(17 926)
Réévaluation d'immeubles de placement		–	(616)	(306)
Acquisition à des conditions avantageuses comptabilisée à l'état du résultat net		–	(2 000)	(1 811)
Profit sur cession d'immobilisations corporelles		(92)	–	–
Paiements fondés sur des actions réglés en capitaux propres		1 444	1 575	4 943
Impôt payé		(2 420)	(1 647)	(7 810)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation avant variations des fonds d'exploitation		14 181	(20 959)	(14 463)
Diminution nette des fonds d'exploitation		67 165	129 910	103 956
Diminution (augmentation) des actifs d'exploitation		1 893	(41 992)	161 566
Augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		65 272	171 902	(57 610)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(80 450)	(59 998)	9 369
Acquisition d'immobilisations corporelles		(12 505)	(18 859)	(488)
Acquisition d'immeubles de placement		–	–	(545)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(11 484)	(10 185)	(1 595)
Actifs financiers désignés à la juste valeur		4 276	1 782	7 116
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		24 137	43 459	105 099
Acquisition de titres de placement		(86 750)	(106 170)	(140 822)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1 876	–	–
Entrées de trésorerie nettes découlant de l'acquisition de filiales		–	29 975	40 604
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		55 554	67 314	(2 670)
Augmentation des capitaux empruntés		42 100	58 389	406
Produit de l'émission d'actions		13 454	–	–
Achat d'actions propres		–	–	(3 076)
Augmentation des réserves de capitaux propres		–	8 925	–
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		56 450	116 267	96 192
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		406 325	320 682	320 682
Ajustement au titre du change du solde d'ouverture		23 374	11 308	(10 549)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		486 149	448 257	406 325
Trésorerie et fonds à court terme		486 149	448 257	406 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie		384 085	319 322	285 157
Soldes de réserves statutaires		102 064	128 935	121 168

Informations sectorielles

Les résultats sectoriels présentés au comité exécutif du Groupe (le principal décideur opérationnel) sont formés d'éléments directement attribuables à chaque secteur ainsi que ceux qui peuvent y être raisonnablement affectés. Les éléments qui n'y sont pas affectés sont principalement formés des actifs communs (essentiellement le siège social du Groupe), les charges du siège social et les actifs et passifs d'impôt.

Aux fins de sa gestion, le Groupe s'articule autour de plusieurs unités commerciales caractérisées par leurs produits et services, et compte quatre secteurs à présenter :

- Afrique australe;
- Afrique orientale;
- Afrique occidentale;
- Siège social.

Atlas Mara délimite ses secteurs en fonction de la localisation géographique des banques en exploitation. Toutes les entités ou les ajustements de consolidation ne faisant pas partie des banques en exploitation sont regroupés sous le secteur « Siège social ». La segmentation des unités commerciales (entre activités de détail et activités générales) au sein de chaque secteur géographique est établie à partir des sources de revenus et clientèles au sein de chaque unité d'exploitation. Les résultats des banques en exploitation au sein de chaque secteur géographique sont regroupés. Toutes les entrées consolidées sont incluses dans le secteur « Siège social ».

Les prix de cession interne entre secteurs d'exploitation s'effectuent dans des conditions normales de concurrence au même titre que s'il s'agissait de transactions avec des tiers. En 2015, le Groupe a conçu et mis en œuvre une nouvelle politique en matière de prix de cession interne qui cadre avec les exigences de l'OCDE. Outre le fait qu'elle officialise ce qui est considéré comme des conditions normales de concurrence, la politique s'harmonise avec les meilleures pratiques fiscales et réglementaires à l'échelon de chaque pays comme à l'échelle du Groupe.

Les produits tirés de parties externes qui sont présentés au comité exécutif sont évalués de la même manière que pour l'état consolidé du résultat net.

Étant donné que les opérations bancaires relèvent d'établissements bancaires indépendants, chaque exploitation bancaire constitue son capital de fonds propres de catégories I et II issus de la société de portefeuille et de sa société de portefeuille intermédiaire.

Les autres grands postes de produits ou de charges intersectoriels sont formés de frais de gestion et de dividendes.

L'information de gestion du Groupe repose sur une mesure du résultat d'exploitation qui comprend les produits financiers nets, les charges de dépréciation de prêts, les produits nets tirés d'honoraires et de commissions, les autres produits et les charges d'exploitation autres que d'intérêts.

L'analyse du rendement financier du chef des finances décrit l'incidence des produits et charges non récurrents.

L'information fournie pour chaque secteur est établie à partir de rapports internes portant sur la rentabilité sectorielle, la composition des actifs et des passifs, et d'autres données, lesquelles font l'objet d'un examen périodique par le comité exécutif.

Les principaux produits bancaires sont les suivants :

- les comptes transactionnels;
- les comptes commerciaux;
- les comptes d'épargne;
- les cartes prépayées;
- les découverts;
- le crédit à terme;
- les prêts hypothécaires;
- les crédits automobiles et financement de biens;
- les prêts non garantis personnels ou par retenues à la source;
- les dépôts à terme;
- les dépôts à vue;
- les transactions de change, d'obligations et de titres à revenu fixe.

Le Groupe propose une large palette de produits bancaires selon les pays, offre que gère le Comité des produits nouveaux. Exceptionnellement, de nouveaux produits peuvent être mis à l'essai dans un pays donné avant d'être proposés à l'échelle du Groupe.

Aucun client ne représente à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires global du Groupe.

Rapport sectoriel (suite)
Semestre clos le 30 juin 2017

Les produits intragroupe sont éliminés à la consolidation.

État du résultat net

Semestre clos le 30 juin 2017							
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	(en milliers de \$)
Produits financiers	50 909	55 539	21 670	11 090	–	–	139 208
Charges financières	(15 943)	(28 816)	(4 016)	(9 624)	–	(2 169)	(60 568)
Produits financiers nets	34 966	26 723	17 654	1 466	–	(2 169)	78 640
Charges de dépréciation de prêts	(7 463)	483	(1 388)	(4 212)	–	2 549	(10 031)
Résultat des activités de crédit	27 503	27 206	16 266	(2 746)	–	380	68 609
Produits financiers	12 623	20 861	3 085	2 465	–	4 569	43 603
Résultat d'exploitation total	40 126	48 067	19 351	(281)	–	4 949	112 212
Charges d'exploitation	(50 749)	(28 809)	(13 064)	(8 419)	–	(3 062)	(104 103)
Résultat d'exploitation net	(10 623)	19 258	6 287	(8 700)	–	1 887	8 109
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	–	–	–	8 648	–	8 648
Résultat net avant impôt	(10 623)	19 258	6 287	(8 700)	8 648	1 887	16 757
Charge d'impôt	2 684	(6 825)	95	32	–	(1 375)	(5 389)
Résultat net de la période	(7 939)	12 433	6 382	(8 668)	8 648	512	11 368
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	2 764	(3 408)	–	544	(100)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(7 939)	12 433	3 618	(5 260)	8 648	(32)	11 468

Semestre clos le 30 juin 2016							
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	(en milliers de \$)
Produits financiers	43 180	31 981	26 285	4 865	–	55	106 366
Charges financières	(24 475)	(16 988)	(7 077)	(4 172)	–	(8 483)	(61 195)
Produits financiers nets	18 705	14 993	19 208	693	–	(8 428)	45 171
Charges de dépréciation de prêts	(7 685)	(377)	(876)	(656)	–	501	(9 093)
Résultat net tiré des activités de prêt	11 020	14 616	18 332	37	–	(7 927)	36 078
Charges non financières	18 814	18 689	6 556	642	–	23 602	68 303
Résultat d'exploitation total	29 834	33 305	24 888	679	–	15 675	104 381
Charges d'exploitation	(43 478)	(21 657)	(22 121)	(2 500)	–	(25 697)	(115 453)
Résultat d'exploitation net	(13 644)	11 648	2 767	(1 821)	–	(10 022)	(11 072)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	–	–	–	12 480	–	12 480
Résultat avant impôt	(13 644)	11 648	2 767	(1 821)	12 480	(10 022)	1 408
Charge d'impôt	3 858	(3 874)	(173)	–	–	(178)	(367)
Résultat net de la période	(9 786)	7 774	2 594	(1 821)	12 480	(10 200)	1 041
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(239)	560	–	(184)	137
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(9 786)	7 774	2 355	(1 261)	12 480	(10 384)	1 178

État du résultat net (suite)

31 décembre 2016							
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	(en milliers de \$)
Produits financiers	97 524	84 189	53 567	11 601	–	171	247 052
Charges financières	(48 718)	(38 325)	(14 450)	(11 382)	–	(6 936)	(119 811)
Produits financiers nets	48 806	45 864	39 117	219	–	(6 765)	127 241
Charges de dépréciation de prêts	(11 946)	402	(5 247)	1 343	–	–	(15 448)
Résultat net tiré des activités de prêt	36 860	46 266	33 870	1 562	–	(6 765)	111 793
Charges non financières	29 841	40 774	10 786	7 204	–	25 894	114 499
Résultat d'exploitation total	66 701	87 040	44 656	8 766	–	19 129	226 292
Charges d'exploitation	(101 949)	(54 523)	(45 262)	(5 107)	–	(28 010)	(234 851)
Résultat d'exploitation net	(35 248)	32 517	(606)	3 659	–	(8 881)	(8 559)
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	(244)	–	103	18 067	–	17 926
Résultat net avant impôt	(35 248)	32 273	(606)	3 762	18 067	(8 881)	9 367
Charge d'impôt	9 239	(11 119)	(354)	1 361	–	795	(78)
Résultat net de la période	(26 009)	21 154	(960)	5 123	18 067	(8 086)	9 289
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	656	(1 543)	–	–	(887)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(26 009)	21 154	(304)	3 580	18 067	(8 086)	8 402

Notes

1. Le secteur de l'Afrique australe est formé par l'Afrique du Sud, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et le Mozambique.
2. Le secteur de l'Afrique orientale est formé par le Rwanda et la Tanzanie.
3. Le secteur de l'Afrique occidentale est formé par la participation dans une entreprise associée (UBN).
4. Le secteur du Siège social comprend les services partagés et centralisés.

Rapport sectoriel (suite)

Semestre clos le 30 juin 2017

Les actifs et passifs sectoriels regroupent la majorité des éléments figurant à l'état consolidé de la situation financière.

État de la situation financière

	30 juin 2017						
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	
Prêts et avances	615 611	431 586	160 521	115 465	–	6 689	1 329 872
Total de l'actif	734 131	1 272 229	184 592	296 035	300 571	125 804	2 913 362
Dépôts	326 335	1 192 175	128 901	247 057	–	(1 816)	1 892 652
Total du passif	692 209	1 198 858	181 998	230 113	–	37 102	2 340 280

	30 juin 2016						
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	
Prêts et avances	586 280	416 851	258 419	38 630	–	120 866	1 421 046
Total de l'actif	640 986	1 083 505	382 866	121 333	321 434	396 537	2 946 661
Dépôts	212 905	997 262	267 786	123 731	–	213 240	1 814 924
Total du passif	595 554	1 024 736	324 413	109 651	–	315 005	2 369 359

	31 décembre 2016						
	Afrique australe ¹		Afrique orientale ²		Afrique occidentale ³	Siège social ⁴	Total
	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	Entreprises (en milliers de \$)	
Prêts et avances	600 430	445 588	253 249	33 803	–	1 693	1 334 763
Total de l'actif	709 905	1 185 556	356 683	119 220	291 353	93 275	2 755 992
Dépôts	294 959	1 136 622	255 999	111 863	–	–	1 799 443
Total du passif	713 044	1 086 471	304 209	100 664	–	25 549	2 229 937

Notes

1. Le secteur de l'Afrique australe est formé par l'Afrique du Sud, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et le Mozambique.
2. Le secteur de l'Afrique orientale est formé par le Rwanda et la Tanzanie.
3. Le secteur de l'Afrique occidentale est formé par la participation dans une entreprise associée (UBN).
4. Le secteur du Siège social est formé par Dubaï, l'Allemagne, les îles Vierges britanniques, Maurice et toutes les autres régions.

Principales méthodes comptables

Semestre clos le 30 juin 2017

La présente section décrit les principales méthodes comptables du Groupe ainsi que les estimations et jugements comptables critiques qui sous-tendent les états financiers et les notes annexes pris dans leur ensemble. Si une méthode comptable ou une estimation comptable cruciale est liée à une note spécifique, elle sera décrite dans la note en question.

i. Périmètre comptable

Les présents états financiers ont été préparés pour Atlas Mara Limited (la « société »), société domiciliée dans les îles Vierges britanniques, ainsi que ses filiales (le « Groupe »).

Le Groupe est un fournisseur de services financiers qui cherche à devenir la principale institution financière d'Afrique subsaharienne et dont la raison d'être est d'apporter un soutien à la croissance économique des pays dans lesquels il est présent et d'en renforcer les systèmes financiers.

Au cours de 2014, Atlas Mara a pris le contrôle d'ABC Holdings Limited, qui exploite des filiales bancaires au Botswana, au Mozambique, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe sous les bannières BancABC dans chaque pays, ADC African Development Corporation AG (« ADC »), BRD Commercial Bank Limited (« BRD Commercial »), ainsi qu'une société de portefeuille ne donnant pas le contrôle, sous forme directe et indirecte, dans Union Bank of Nigeria plc (« UBN »).

En 2016, Atlas Mara a pris le contrôle de BPR et de Finance Bank Zambia (« FBZ »).

ii. Mode de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 ») et les interprétations de l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et adoptées par l'Union européenne (l'« UE »).

Les méthodes comptables appliquées aux fins de la préparation des présents états financiers intermédiaires sont conformes aux IFRS et sont les mêmes que pour les états financiers annuels précédents.

Toutes les entités du Groupe ont appliqué ces méthodes comptables dans tous les aspects significatifs.

Les IFRS adoptées par l'UE peuvent différer des IFRS publiées par l'IASB dans les cas où, à un moment donné, des IFRS nouvelles ou modifiées n'ont pas encore été adoptées par l'UE.

Au 30 juin 2017, il n'y avait aucune norme en vigueur qui n'avait pas été adoptée pour la période close à cette date qui aurait pu avoir une incidence sur les présents états financiers consolidés et il n'y avait pas de différence entre les IFRS adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB pour ce qui est de leur application au Groupe.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui concerne les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur, les instruments financiers dérivés, les titres de placement (instruments disponibles à la vente), les propriétés, les immeubles de placement et une partie des capitaux empruntés, qui sont évalués à la juste valeur.

Continuité de l'exploitation

Les administrateurs sont d'avis que l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée aux fins de la préparation des états financiers, car ils ont une attente raisonnable que le Groupe continuera de disposer des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

Pour évaluer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée pour le Groupe, les administrateurs se sont reportés au document *Guidance on the Going Concern Basis of Accounting and Reporting on Solvency and Liquidity Risks*, publié par le Financial Reporting Council (le « FRC ») en avril 2016. L'évaluation du caractère approprié de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation pour la comptabilisation des activités du Groupe et son information financière repose sur une réflexion approfondie comprenant des analyses et des discussions de la direction, du comité exécutif, du comité d'audit et du conseil d'administration.

L'évaluation faite par les administrateurs du bien-fondé de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation se fonde sur les prévisions du Groupe pour la période 2017-2018, lesquelles ont été soumises à l'examen du conseil d'administration du Groupe, en portant une attention particulière à la période de 12 mois suivant la date de publication des états financiers. Les prévisions du Groupe sont elles-mêmes alimentées par les prévisions financières des membres existants du Groupe, lesquelles avaient été approuvées par les conseils des filiales et des entreprises associées et comprennent des scénarios distincts pour les acquisitions choisies.

Les administrateurs ont considéré les prévisions en matière d'investissement, la situation de trésorerie et la situation de capitalisation des établissements bancaires individuels au sein du Groupe en regard des seuils minimums prescrits par les autorités de réglementation bancaire de chaque pays, ainsi qu'une marge de manœuvre commerciale raisonnable qui cadre avec l'appétence au risque du Groupe.

Principales méthodes comptables (suite)

Semestre clos le 30 juin 2017

Les prévisions de la société mère comprennent une augmentation du résultat pour les 12 prochains mois à mesure que de nouvelles approbations réglementaires seront obtenues et que des dividendes commenceront à être versés à compter de la fin de 2017, lorsque le rendement des entités émettrices sera réalisé.

Les états financiers sont libellés en dollars américains, soit la monnaie de présentation du Groupe et de la société et, sauf indication contraire, les montants sont arrondis au millier de dollars près.

Ces comptes non statutaires ont été préparés par Atlas Mara Limited en vue de satisfaire aux exigences des Disclosure and Transparency Rules de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, et ils n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen.

iii. Utilisation d'estimations et de jugements

Aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction a eu recours à des jugements, des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables du Groupe et des montants présentés au titre des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées continuellement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées de façon prospective.

Les estimations et les hypothèses du Groupe reposent sur l'expérience passée et sur les attentes quant aux événements futurs, et sont révisées périodiquement. De plus amples informations sur les principales hypothèses concernant l'avenir et les autres sources importantes d'incertitude relative aux estimations sont fournies dans les notes relatives aux éléments suivants :

- la juste valeur des instruments financiers (notes 2, 8 et 24);
- la juste valeur des actifs et des passifs acquis dans des regroupements d'entreprises (note 5);
- les participations dans des entreprises associées (note 6);
- la dépréciation du goodwill (note 7);
- les charges de dépréciation de prêts (note 11).

iv. Conversion des monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les capitaux mobilisés dans le cadre du PAPE étaient libellés en dollars américains et les dividendes et distributions que la société a l'intention de verser aux actionnaires seront libellés en dollars américains. Les administrateurs considèrent le dollar américain comme étant la monnaie qui représente les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacentes. Les états financiers de la société sont présentés en dollars américains, monnaie qui est également sa monnaie fonctionnelle. La monnaie de présentation du Groupe est également le dollar américain.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change au comptant à cette date. Les écarts de change sur les éléments monétaires correspondent à la différence entre le coût amorti dans la monnaie fonctionnelle à l'ouverture de la période, ajusté en fonction des intérêts effectifs et des paiements effectués au cours de la période, et le coût amorti dans la monnaie étrangère converti au cours du change au comptant à la clôture de la période.

Les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change au comptant à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au cours du change au comptant à la date de la transaction.

Dans les états financiers consolidés, les actifs et les passifs des succursales, filiales, coentreprises et entreprises associées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au cours du change en vigueur à la date de clôture, tandis que leurs résultats sont convertis en dollars américains au cours du change moyen de la période de présentation de l'information financière.

Les écarts de change résultant de la reconversion de l'actif net à l'ouverture en monnaie étrangère et de la reconversion des résultats pour la période de présentation de l'information financière du cours moyen au cours du change en vigueur à la clôture de la période sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

Enfin, les écarts de change découlant de la conversion des instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les AÉRG.

Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger, y compris le goodwill et les ajustements à la juste valeur provenant de l'acquisition, sont convertis en dollars américains au cours du change au comptant à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars américains au cours du change au comptant à la date de la transaction.

Les écarts de change sont comptabilisés dans les AÉRG et sont cumulés dans le compte de réserve pour conversion, sauf dans la mesure où l'écart de conversion est attribué aux participations ne donnant pas le contrôle.

v. Actifs et passifs financiers

Comptabilisation initiale, évaluation et décomptabilisation

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles aux instruments en question.

Lors de leur comptabilisation initiale, le Groupe classe les instruments financiers, ou leurs composantes, en tant qu'actifs financiers, passifs financiers ou instruments de capitaux propres, selon la substance de l'accord contractuel.

Les placements sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de transaction lorsque l'achat ou la vente d'un placement se fait aux termes d'un contrat qui exige la livraison du placement dans le délai établi par le marché en question. Ces placements sont évalués initialement et réévalués ultérieurement à la juste valeur. Les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net, jusqu'à ce que l'instrument soit cédé ou qu'il soit établi qu'il s'est déprécié, auquel cas le profit ou la perte est inclus dans le résultat net de la période.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de percevoir les flux de trésorerie ont expiré ou que le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages contractuels inhérents à la propriété. Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque ses obligations contractuelles sont exécutées, sont annulées ou expirent.

Les instruments financiers sont évalués initialement à la juste valeur. En ce qui concerne les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transactions sont inclus dans l'évaluation initiale de l'instrument. Les coûts de transactions d'instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Un instrument de capitaux propres s'entend de tout contrat qui atteste d'un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de toutes les obligations s'y rattachant. Les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont comptabilisés au montant du produit reçu, déduction faite des coûts d'émission directs.

Après la comptabilisation initiale, le Groupe évalue les instruments financiers comme suit :

Instruments financiers désignés à la juste valeur

Les instruments financiers, autres que ceux détenus à des fins de transaction, sont classés dans cette catégorie s'ils remplissent une ou plusieurs des conditions ci-après. Ces instruments sont désignés comme étant à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et cette désignation est irrévocable. Les instruments peuvent être désignés comme étant évalués à la juste valeur lorsque cette désignation :

- élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découle de l'évaluation des instruments financiers ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci sur des bases différentes. La désignation à la juste valeur des actifs financiers et des passifs connexes fait en sorte que les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état du résultat net et présentées sous un même poste;
- s'applique à des groupes d'instruments financiers dont la gestion et l'appréciation de la performance sont effectuées sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques établie par écrit et les informations sur les groupes d'instruments financiers sont fournies à la direction sur cette base.

Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les dettes d'exploitation et charges à payer, les dépôts, les passifs financiers dérivés, les capitaux empruntés et les emprunts auprès de sociétés du Groupe.

Les passifs financiers sont classés en tant que passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, ou d'autres passifs financiers.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme tels lorsqu'ils sont soit détenus à des fins de transaction (passifs financiers dérivés), soit désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (capitaux empruntés).

Principales méthodes comptables (suite)

Semestre clos le 30 juin 2017

Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque ses obligations contractuelles sont exécutées, expirent ou sont annulées.

Les autres passifs financiers, qui comprennent les dettes d'exploitation et charges à payer, les dépôts, les capitaux empruntés et les emprunts auprès de sociétés du Groupe, sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et la charge d'intérêts est comptabilisée selon la méthode du taux de rendement effectif.

Les coûts de transactions sont inclus dans l'évaluation initiale et comptabilisés en résultat net à titre d'intérêt effectif.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les fonds à court terme, les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur, les actifs financiers dérivés, les prêts et autres avances, les titres de placement et les autres créances et prêts à des sociétés du Groupe.

Le Groupe classe les actifs financiers dans les prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance ou actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts et créances

Les prêts et créances comprennent les prêts et avances, les charges payées d'avance et autres créances et les prêts à des sociétés du Groupe.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations, le cas échéant.

La valeur comptable de l'actif est réduite en ayant recours à un compte de dépréciation, et le montant de la perte est comptabilisé en résultat net dans les charges de dépréciation de prêts. Lorsqu'une créance client est irrécouvrable, elle est radiée par la voie du compte de dépréciation. Les recouvrements de montants radiés antérieurement sont crédités en résultat net, dans les charges de dépréciation de prêts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes dont l'échéance est d'au plus trois mois à compter de la date d'acquisition, y compris les fonds en caisse et les dépôts à vue de même que les autres placements très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués au coût amorti, lequel correspond approximativement à la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance et disponibles à la vente

Les autres actifs financiers comprennent les placements classés comme étant des placements désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus à des fins de transaction ou détenus jusqu'à leur échéance.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de leur comptabilisation initiale dans la mesure où cette désignation aboutit à des informations d'une pertinence accrue du fait que les actifs font partie d'un groupe d'actifs dont la gestion et l'appréciation de la performance sont effectuées sur la base de la juste valeur conformément à la stratégie de gestion des risques établie par écrit par le Groupe et que les informations sur le groupe sont fournies en interne sur cette base à la direction. Les profits et pertes ultérieurs découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net.

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis principalement en vue d'une revente ou d'un rachat prochain, ou si, lors de leur comptabilisation initiale, ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers déterminés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de profits à court terme.

Les profits et pertes ultérieurs découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net.

Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Si le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver des titres de créance jusqu'à leur échéance, ces actifs financiers sont classés comme étant détenus jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur majorée des coûts de transactions directs.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur, le cas échéant.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers sont disponibles à la vente s'ils ne sont pas des dérivés et ne sont pas classés dans les « prêts et créances », « actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance » ou « actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ».

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les AÉRG. Lorsqu'un actif est décomptabilisé ou déprécié, le cumul des profits et des pertes comptabilisé dans les AÉRG est reclassé des capitaux propres au résultat net.

Actifs et passifs financiers dérivés

Un dérivé est un instrument financier qui présente les caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction de la variation d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours du change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable spécifiée;
- il ne requiert aucun investissement net initial ou qu'un investissement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des comportements similaires face à l'évolution des facteurs du marché;
- son règlement se fait à une date future.

Les dérivés sont habituellement comptabilisés dans l'état de la situation financière à la juste valeur, et les variations de la valeur sont présentées en résultat net.

Méthode du taux d'intérêt effectif

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et de répartition de la charge d'intérêts sur une période. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les entrées de trésorerie futures estimées (y compris les commissions et frais proportionnels payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les coûts de transactions et les autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie attendue de l'actif financier ou, s'il y a lieu, sur une durée plus courte. Aux fins du calcul du taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie futurs en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, excluant les pertes de crédit.

Instruments hybrides

Les obligations convertibles confèrent à leur porteur le droit de convertir leurs obligations en un nombre déterminé d'actions de la société émettrice, habituellement à l'échéance. Les obligations convertibles sont des instruments financiers hybrides, ce qui signifie que l'instrument présente des caractéristiques à la fois du passif et des capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, la composante passif de l'instrument est évaluée à la juste valeur (conformément à IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*) et la composante capitaux propres correspond au montant résiduel, c'est-à-dire à la différence entre le prix d'émission et la juste valeur de la composante passif.

Ultérieurement, le passif est comptabilisé au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée. À la conversion de l'instrument, la composante passif est reclassée dans les capitaux propres, et aucun profit ou perte n'est comptabilisé en résultat net.

Notes annexes

Semestre clos le 30 juin 2017

Financement

La mise en application de notre modèle d'affaires dépend de notre capacité, en tant que nouveau groupe, à continuer de mobiliser du financement à long terme. Nous continuons de déployer notre stratégie conformément à notre plan d'affaires qui se définit ainsi :

Achat, protection, croissance.

Notes annexes

Les notes annexes sont ici présentées de manière à ce que l'information financière rende compte de la façon dont les affaires sont gérées et du modèle économique retenu.

1. Capital et réserves

Se reporter à la description de la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

Capital-actions

Les actions privilégiées de fondateur et les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ordinaires sont présentés dans les capitaux propres en déduction du produit de l'émission.

1.1. Capital-actions et bons de souscription d'actions autorisé et émis

	30 juin 2017		30 juin 2016		31 décembre 2016	
	Nbre d'actions (en milliers)	(en milliers de \$)	Nbre d'actions (en milliers)	(en milliers de \$)	Nbre d'actions (en milliers)	(en milliers de \$)
Solde d'ouverture¹	72 759	773 213	72 459	772 204	72 459	772 204
Actions ordinaires émises	7 035	13 454	—	—	300	1 009
Solde de clôture	79 794	786 667	72 459	772 204	72 759	773 213
Actions privilégiées de fondateur	1 250	12 500	1 250	12 500	1 250	12 500
	81 044	799 167	73 709	784 704	74 009	785 713

Note

1. Tient compte des actions ordinaires et des bons de souscription d'actions.

1.2. Actions émises et libérées

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Capital-actions ordinaire et bons de souscription	786 667	772 204	773 213
	786 667	772 204	773 213

Les porteurs d'actions ordinaires ont droit aux dividendes qui pourront être déclarés de temps à autre ainsi qu'à une voix par action détenue à l'assemblée générale annuelle de la société.

1. Capital et réserves (suite)

Conditions des actions privilégiées de fondateur

Les actions privilégiées de fondateur ne sont pas assorties des mêmes droits de vote que ceux qui sont rattachés aux actions ordinaires. En fait, les actions privilégiées de fondateur ne sont assorties d'aucun droit de vote, sauf en cas de variation ou d'abrogation de droits rattachés à des catégories d'actions, ou encore en cas, de par les lois des îles Vierges britanniques, d'une résolution des membres approuvant soit une acquisition, soit, avant une acquisition, une fusion ou un regroupement d'entreprises.

Dès que le cours moyen d'une action ordinaire est d'au moins 11,50 \$ pendant 10 jours de bourse consécutifs, les porteurs d'actions privilégiées de fondateur ont droit à un « dividende annuel », versé en actions ordinaires, égal à 20 % de l'augmentation, s'il y en a une, survenue chaque année dans le cours des actions ordinaires, multiplié par le nombre d'actions ordinaires alors en circulation. Le dernier jour du septième exercice financier complet suivant la clôture de l'acquisition de BancABC, les actions privilégiées de fondateur seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison de une pour une.

Les actions ont une valeur monétaire et leur juste valeur est fonction de l'évolution du cours de l'action. Comme il n'existe pas de données de marché suffisantes à partir desquelles estimer le cours de l'action, il n'est pas non plus possible de leur attribuer de valeur. IFRS 2 autorise l'évaluation des actions à leur valeur intrinsèque dans des circonstances où une juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable. Étant donné qu'aucun dividende n'a été versé à ce jour et qu'il n'y a pas eu d'élément déclencheur, la valeur intrinsèque de cette option est considérée comme nulle.

Bons de souscription d'actions

Le 17 décembre 2013, la Société a émis 32 529 500 bons de souscription à ses souscripteurs dans la foulée d'une résolution adoptée par le conseil d'administration, le 16 décembre 2013. Chaque bon de souscription donne à son porteur le droit de souscrire un tiers d'une action ordinaire à son exercice. Les porteurs de bons ont le droit de souscrire en espèces la totalité ou une partie des nombres entiers d'actions ordinaires au prix d'exercice de 11,50 \$ l'action au cours de la période débutant le 17 décembre 2013 et se terminant i) au troisième anniversaire de la clôture de l'acquisition initiale de la Société et ii) une date antérieure établie au titre de l'instrument, selon ce qui survient en premier.

Les bons de souscription d'actions ont été comptabilisés conformément à IAS 32 (2d) étant donné qu'il s'agit d'instruments financiers émis par une entité qui répondent à la définition d'un instrument de capitaux propres.

Il n'y a pas d'exigence réglementaire obligeant à présenter séparément la réserve de capitaux propres, et cette dernière a été incorporée au capital-actions.

Au 30 juin 2017, les bons de souscription émis étaient tous en circulation.

Sous réserve de la conformité aux textes légaux et réglementaires dans les pays pertinents, il n'existe aucune restriction importante quant au transfert de fonds et aux fonds propres réglementaires du Groupe.

1.3. Événement postérieur à la date de clôture

Le 21 juin 2017, le Groupe a annoncé qu'il était en pourparlers avec des investisseurs potentiels concernant la possibilité de mobiliser 200 M\$ de nouveaux capitaux propres.

Le 17 juillet 2017, le Groupe a convenu d'émettre à l'intention de Fairfax Africa une obligation obligatoirement convertible de 100 M\$ (l'« obligation obligatoirement convertible ») qui sera convertie en nouvelles actions ordinaires au prix d'émission à la clôture de l'offre ouverte.

L'offre ouverte, lancée le 14 août 2017, s'est terminée le 29 août 2017.

La transaction ci-dessus sera considérée comme un instrument d'emprunt comptabilisé au coût amorti, à un taux d'intérêt de 5 % par année.

Le 29 août 2017, après la clôture de l'offre ouverte, l'instrument est converti en un instrument de capitaux propres de 100 M\$. Outre ce qui précède, le placement privé et l'offre ouverte ont donné lieu à l'émission de 100 M\$ d'instruments de capitaux propres supplémentaires.

Comme il a été annoncé le 21 août 2017, le produit a été affecté initialement à l'acquisition d'un intérêt supplémentaire de 13,4 % dans UBN Plc, une entreprise associée, après laquelle le Groupe détient une participation de 44,5 % dans UBN Plc. Cette transaction sera comptabilisée comme une augmentation de 55 M\$ de la participation dans l'entreprise associée (soit le prix d'achat contractuel des actions ainsi achetées).

À la clôture de la période visée par l'offre ouverte, la Société aura 172 258 735 actions ordinaires en circulation, dont 1 977 096 actions qui demeureront des actions propres et 3 298 298 actions qui continueront d'être détenues en mains tierces dans le cadre de la contrepartie conditionnelle liée à l'acquisition communiquée au marché le 1^{er} juillet 2016.

Le 21 août 2017, les bons de souscription ont été annulés.

2. Capitaux empruntés

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Obligation convertible a)	47 820	47 790	47 790
Autres capitaux empruntés b)	316 854	295 171	274 784
	364 674	342 961	322 574

Le tableau ci-dessous compare la valeur comptable des capitaux empruntés à leur juste valeur :

	Valeur comptable			Juste valeur		
	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Autre	61 185	55 663	57 064	53 961	54 254	56 298
BIFM Capital Investment Fund One (Pty) Ltd (« BIFM »)	25 197	21 814	25 587	28 267	25 993	29 652
NORSAD	10 000	10 080	10 010	10 060	10 643	10 742
Afreximbank	60 026	80 332	60 052	62 518	79 675	63 316
Africa Agriculture and Trade Investment Fund S.A. (« AATIF »)	25 086	25 120	25 019	25 039	25 316	24 989
Overseas Private Investment Corporation	106 300	65 033	65 511	106 600	65 033	65 511
Standard Chartered	29 060	37 129	31 541	29 060	37 129	31 541
Obligation convertible (passif)	47 820	47 790	47 790	47 820	47 790	47 790
	364 674	342 961	322 574	363 325	345 833	329 839

Obligations convertibles

Le 1^{er} octobre 2015, Atlas Mara a réalisé le placement de 63,4 M\$ d'obligations convertibles garanties de premier rang d'une durée de cinq ans échéant en 2020.

Les obligations sont chacune assorties d'un coupon de 8,0 %, elles ont été émises à un prix d'émission correspondant à 82,7 % du montant de leur capital, elles viennent à échéance le 31 décembre 2020 et elles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires d'Atlas Mara au prix de 11,00 \$ l'action. Atlas Mara affecte le produit net de l'émission des obligations au financement d'acquisitions à court terme ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. Cet instrument est hybride.

La période de conversion débute 60 jours suivant la date de clôture et se termine à la clôture des transactions le 10^e jour de bourse précédant la date d'échéance.

La juste valeur de la composante passif à sa naissance a été déterminée au taux de marché de 17,7 %, lequel revient au taux à cinq ans applicable aux bons du Trésor américain ajusté en fonction du rendement moyen d'instruments analogues exposés à des risques analogues, pour actualiser les flux de trésorerie contractuels.

La composante capitaux propres correspond à la valeur qui reste une fois qu'on a déduit la juste valeur de la composante passif des entrées de trésorerie liées à l'émission des obligations. La composante capitaux propres de 14 M\$ est incorporée aux réserves de capital.

2. Capitaux empruntés (suite)

Le 22 avril 2017, par suite de discussions avec des investisseurs existants et potentiels, y compris dans le cadre de demandes émanant d'investisseurs, et compte tenu de la capacité restante aux termes de la structure des obligations, Atlas Mara a réalisé un nouveau placement de 17,4 M\$ de ses obligations convertibles garanties de premier rang de 8,00 % échéant en 2020. Ce placement supplémentaire a été réalisé à des conditions identiques à la tranche d'octobre 2015, si ce n'est que ces obligations sont émises à un prix de 84 \$, comparativement à 82,7 \$ en octobre, pour tenir compte du passage du temps entre les deux.

L'instrument est traité comme un instrument financier hybride. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la juste valeur du passif au titre des obligations convertibles initiales a été jugé comme satisfaisant aux dispositions d'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. Pour ce dernier placement, un taux d'actualisation de 17,7 % a servi à la détermination de la juste valeur de la composante passif à 11,2 M\$, donnant lieu à une composante capitaux propres de 3,4 M\$, qui a été incluse dans les réserves de capital.

Autres capitaux empruntés

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Capitaux empruntés – à la juste valeur par le biais du résultat net	29 060	37 129	31 541
Capitaux empruntés – au coût amorti	287 794	258 042	243 243
	316 854	295 171	274 784

Capitaux empruntés

Suit un sommaire des principaux capitaux empruntés du Groupe, à savoir les fonds obtenus en vue du soutien à la croissance autres que des produits bancaires et comptes de clients, au lieu d'emprunts à des tiers visant à soutenir le passif à l'état de la situation financière. Au 30 juin 2017, l'encours de ces capitaux empruntés s'établissait à 295,2 M\$, contre 284,7 M\$ au 30 juin 2016.

BIFM Capital Investment Fund One Proprietary Limited

Conclu le 20 décembre 2006, l'emprunt à BIFM Capital Investment Fund One Proprietary Limited est libellé en pulas botswanais. Il porte intérêt au taux de 11,63 % par an, payable semestriellement. Les échéances de remboursement du capital sont les suivantes :

- 30 septembre 2017 – 6,2 M\$;
- 30 septembre 2018 – 6,2 M\$;
- 30 septembre 2019 – 6,2 M\$;
- 30 septembre 2020 – 6,2 M\$.

Les montants ont été convertis du pula botswanais au dollar américain en utilisant le cours de clôture au 30 juin 2017.

Afrexim Bank Limited

Les emprunts à Afrexim Bank Limited consistent en une avance de 60 M\$ à ABC Holdings Limited (« ABCH ») le 26 juillet 2013.

Cet emprunt porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 5 % et il a échu le 30 juin 2015, avec possibilité de prorogation pour une durée mutuellement convenue. ABCH et Afrexim sont actuellement en discussion en vue de restructurer cette facilité.

Norsad Finance Limited

L'emprunt à Norsad Finance Limited a été versé sous forme d'avances à ABCH le 7 octobre 2013.

L'avance de 10 M\$ à ABCH est un emprunt subordonné portant intérêt au taux LIBOR à six mois majoré de 7,5 %. Les intérêts sont payables trimestriellement le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre. L'emprunt vient à échéance le 9 octobre 2020, date à laquelle le capital doit être remboursé dans son intégralité en un seul versement.

Africa Agriculture and Trade Investment Fund S.A. (« AATIF »)

Conclu le 23 décembre 2013, l'emprunt à AATIF est libellé en dollars américains (25 M\$) et porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 6,25 %. Les intérêts sont payables trimestriellement le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre. L'emprunt prévoit un remboursement initial de 5 M\$ le 23 décembre 2017 et un remboursement final de 20 M\$ le 23 décembre 2018.

2. Capitaux empruntés (suite)

Overseas Private Investment Corporation

L'emprunt à OPIC est libellé en dollars américains. Il s'agit d'une facilité de 65 M\$ avancée à Banc ABC Zambia pour financer l'acquisition de Finance Bank Zambia. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 4,45 %. Un délai de grâce de trois ans a été accordé pour le remboursement du capital, l'emprunt devant être remboursé trimestriellement sur une période de 16 trimestres débutant au premier trimestre de 2019.

Banc ABC Botswana a une facilité de crédit de financement numérique et d'inclusion financière de 40 M\$. Cette facilité a été octroyée en mars 2017 pour une durée de sept ans assortie d'un moratoire de trois ans sur le capital. Les intérêts sont versés trimestriellement durant ces trois ans, après quoi le capital doit être remboursé en 16 versements égaux. La facilité porte intérêt au taux LIBOR à trois mois, majoré de 4,45 % et elle servira à donner accès aux PME à du financement et à ajouter la démarche de la Société visant à accélérer ses projets de financement numérique, qui sont au cœur de la stratégie de la Société.

Le financement que l'OPIC a accordé à BancABC Zambia et à BancABC Botswana s'inscrit dans le cadre d'une facilité multinationale de 200 M\$ qu'OPIC a autorisée à l'intention des banques d'Atlas Mara au Botswana, en Zambie et au Mozambique en août 2015.

Standard Chartered

L'emprunt à Standard Chartered totalise 29,1 M\$ US (37 M\$ US en 2016) et est garanti par les actions d'UBN détenues par ADC Ventures. L'emprunt a été obtenu en vue de financer le prêt d'ADC à UGPL, le 19 juillet 2012, à l'acquisition des actions privilégiées. Il s'agit d'un emprunt sans recours qui peut être réglé dans son intégralité par la livraison des actions d'UBN. Il est remboursable en décembre 2017 et pourrait être prorogé d'une autre période de deux ans moyennant entente mutuelle. L'emprunt est évalué à la juste valeur, laquelle est établie à partir de la juste valeur des actions d'UBN, qui est d'environ 11 nairas nigériens l'action.

Analyse des échéances

Le tableau qui suit présente une analyse des échéances établie à partir des flux de trésorerie contractuels.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
À vue jusqu'à 1 mois	61 972	19 796	60 472
De 1 à 3 mois	13 912	11 752	1 174
De 3 mois à 1 an	36 626	68 154	20 885
Plus de 1 an	252 164	243 259	240 043
Total	364 674	342 961	322 574

3. Dépôts

Les dépôts représentent les dépôts de clients et de banques reçus dans le cours normal des activités bancaires du Groupe.

4. Charges financières

Comptabilisation des charges d'intérêts

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Dépôts	(43 380)	(40 224)	(79 488)
Capitaux empruntés	(17 172)	(20 873)	(40 323)
Prêts de titres et pensions livrées sur titres	(16)	(98)	—
Charges financières	(60 568)	(61 195)	(119 811)

Acquisitions actives

Depuis 2014, Atlas Mara a réalisé six acquisitions.

5. Regroupements d'entreprises

Comptabilisation des regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition au moment du transfert au Groupe. La contrepartie transférée dans le cadre de l'acquisition est généralement évaluée à la juste valeur, tout comme l'actif net identifiable acquis. Le goodwill, s'il en est, est soumis annuellement à un test de dépréciation. Tout profit sur une acquisition à des conditions avantageuses est immédiatement comptabilisé en résultat net.

Les coûts de transactions sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés, sauf s'ils concernent l'émission d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

Les variations de la participation du Groupe dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte du contrôle sont comptabilisées comme des opérations portant sur les capitaux propres.

Filiales

Les filiales sont des entités émettrices contrôlées par le Groupe. Le Groupe « contrôle » une entité émettrice s'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. Le Groupe réévalue s'il contrôle les entités émettrices s'il survient des changements dans un ou plusieurs des éléments du contrôle.

Les états financiers des filiales sont incorporés dans les états financiers consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est obtenu et cesse à la date de perte du contrôle.

Transactions éliminées dans le cadre de la consolidation

Les soldes et transactions intragroupe ainsi que tout profit ou perte latent (exception faite des écarts de change) découlant des transactions intragroupe sont éliminés au moment de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, à condition qu'il n'y ait aucune indication d'une dépréciation.

Acquisition à des conditions avantageuses

Lorsque le Groupe procède à un regroupement d'entreprises et que la juste valeur de l'actif net acquis excède le total de la contrepartie spécifiée payée, donnant lieu à une acquisition à des conditions avantageuses, cet excédent est comptabilisé en tant que produits financiers autres que d'intérêts dans l'état du résultat net à la date d'acquisition.

Transactions entre entreprises sous contrôle commun

Une transaction entre entreprises sous contrôle commun est un « regroupement d'entreprises dans lequel la totalité des entités ou entreprises se regroupant sont contrôlées *in fine* par la même partie ou les mêmes parties, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire ».

Dans un regroupement d'entreprises sous contrôle commun, l'acquéreur ne retraite pas les actifs et les passifs à leur juste valeur. Il incorpore plutôt les actifs et les passifs à leur valeur comptable avant le regroupement, sans majoration à la juste valeur. Aucun goodwill n'est comptabilisé. Toute différence entre le coût de la participation et la valeur comptable de l'actif net est comptabilisée dans les capitaux propres, ce qui peut avoir une incidence sur les résultats distribuables, selon la législation locale. Ce traitement s'applique, que la contrepartie soit versée en actions ou en trésorerie. Les états financiers de l'acquéreur comprennent les résultats de l'entreprise acquise à compter de la date du regroupement d'entreprises.

Estimations et jugements comptables critiques

Les actifs et passifs identifiables acquis ou repris sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition (établie conformément à IFRS 13).

La juste valeur est définie comme correspondant au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

La juste valeur des actifs non financiers est calculée en supposant que les intervenants du marché en font une utilisation optimale.

5. Regroupements d'entreprises (suite)

Les méthodes ci-après ont été appliquées pour calculer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

Immobilisations incorporelles :

Il peut arriver que les immobilisations incorporelles identifiables doivent être comptabilisées par l'acquéreur, même si elles ne le sont pas par l'entreprise acquise. Ces actifs sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition.

Une évaluation indépendante est réalisée par un cabinet d'expertise comptable et d'audit lorsque le Groupe procède à un regroupement d'entreprises. Les immobilisations incorporelles sont alors évaluées en vue de déterminer si elles sont identifiables et, le cas échéant, quelle en est la juste valeur.

Charges payées d'avance et autres créances

IFRS 3 exige de l'acquéreur qu'il évalue les créances acquises, y compris les prêts, à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'acquéreur ne comptabilise pas de réduction de valeur séparée au titre des flux de trésorerie contractuels tenus pour irrécouvrable à cette date.

Impôt sur le résultat et impôt différé

Des soldes d'impôt différé significatifs étaient inclus dans les valeurs comptables des actifs de BancABC Group. Afin d'évaluer les actifs et les passifs compris dans le regroupement d'entreprises, le Groupe a réévalué la probabilité qu'il existe des bénéfices imposables futurs auxquels ces soldes pourraient être imputés au cours des cinq prochains exercices. Pour ce qui concerne l'acquisition de BancABC, ces actifs d'impôt différé les plus importants avaient trait à BancABC et ABC Tanzania et il a été conclu que le plein montant ne serait pas recouvrable dans une période de cinq ans.

Prêts et avances

La juste valeur des prêts et avances a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés au moyen d'un taux calculé pour chaque filiale bancaire qui reflète une prime de marché tenant compte du taux sans risque, une prime pour petite capitalisation, une prime pour risque pays et le coût des capitaux propres. Dans les cas où une garantie est détenue, sa valeur a été comparée avec celle d'actifs similaires vendus dans des conditions typiques de « vente forcée ». Les flux de trésorerie futurs attendus de la garantie ont également été actualisés au taux d'actualisation calculé pour la filiale.

Dépôts

La juste valeur des dépôts a été calculée à partir des flux de trésorerie contractuels futurs estimés, actualisés en utilisant le coût des capitaux propres déterminé pour la filiale.

Capitaux empruntés

Les capitaux empruntés ont été évalués séparément et des ajustements à la juste valeur ont été apportés. Les méthodes d'évaluation suivantes ont été utilisées :

- Emprunts à taux variable : Les flux de trésorerie futurs établis en fonction des prévisions des taux d'intérêt variables et des remboursements sont actualisés au taux sans risque, lequel est ajusté au titre d'un écart de crédit indépendant.
- Bons du Trésor : Les flux de trésorerie futurs fondés sur les taux d'intérêt fixes contractuels et les montants des remboursements sont actualisés au taux sans risque, ajusté au titre d'un écart de crédit indépendant.

Comptabilisation initiale inachevée – FBZ

Aux termes des dispositions du paragraphe IFRS 3.45, les justes valeurs présentées pour FBZ sont considérées comme inachevées en raison des facteurs clés suivants :

- L'évaluation de certains prêts et avances n'a pas été achevée, car la direction est d'avis qu'il pourrait exister des faits et des circonstances à la date d'acquisition qui n'ont pas été pris en considération dans le calcul des pertes de valeur de ces prêts.
- L'évaluation de la recouvrabilité de certains actifs d'impôt différé qui ont été comptabilisés par le Groupe.
- L'évaluation des immobilisations corporelles.
- L'évaluation de certaines immobilisations incorporelles liées à des transactions passées entre des entités du groupe FBZ.
- L'évaluation d'immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Cette évaluation est susceptible de changer par suite du parachèvement des éléments susmentionnés et de l'incidence potentielle sur le fonds de roulement.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, des travaux supplémentaires ont été effectués relativement aux éléments susmentionnés et aucun autre changement n'a été apporté aux justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris.

5. Regroupements d'entreprises (suite)

Le tableau qui suit présente le détail des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris ainsi que du goodwill résultant du regroupement d'entreprises :

BRD/BPR	Valeur comptable de BPR (en milliers de \$)	Juste valeur de BPR (en milliers de \$)	Écart (en milliers de \$)
Trésorerie et fonds à court terme	25 480	45 943	20 463
Prêts et avances	157 900	159 469	1 569
Titres de placement	25 965	25 965	—
Charges payées d'avance et autres créances	1 338	1 338	—
Actifs d'impôt différé	1 660	1 660	—
Immobilisations corporelles	14 445	23 591	9 146
Immobilisations incorporelles	3 404	6 989	3 585
Dépôts	(181 447)	(181 447)	—
Sommes à payer à d'autres banques	(14 446)	(14 446)	—
Dettes d'exploitation et charges à payer	(13 109)	(13 224)	(115)
Passifs d'impôt différé	(74)	(3 860)	(3 786)
Capitaux empruntés	(2 515)	(2 515)	—
Valeur de l'actif net	18 601	49 463	30 862
<i>Moins</i> : participations ne donnant pas le contrôle		(27 189)	
<i>Moins</i> : profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses		(1 811)	
Total de la contrepartie à l'acquisition		20 463	
Coût d'acquisition			
<i>Moins</i> : contrepartie autre qu'en trésorerie		—	
Contrepartie en trésorerie payée		20 463	
<i>Moins</i> : trésorerie et équivalents de trésorerie de la filiale acquise		(45 943)	
Entrée de trésorerie à l'acquisition		(25 480)	

Le 7 janvier 2016, Atlas Mara Limited a fait l'acquisition de BPR. Dans le cadre de cette acquisition, Atlas Mara a injecté 20 M\$ de capitaux supplémentaires en échange de 45 % des droits de vote de BPR.

Avant cette transaction, Atlas Mara détenait également 100 % de BRD-C au Rwanda. Après la clôture de la transaction, BPR avait acquis 100 % de BRD-C. Cette transaction a pris la forme d'un échange d'actions qui a porté à 62 % la participation du Groupe dans l'entité regroupée. Les justes valeurs ont été déterminées à titre provisoire. Les deux entités ont l'intention de fusionner de manière à combiner leurs efforts au Rwanda.

Acquisition de Finance Bank Zambia Limited

	FBZ
Date d'acquisition	30 juin 2016
Pourcentage des instruments de capitaux propres comportant un droit de vote acquis (%)	100 %

Note

1. Pourcentage des instruments de capitaux propres comportant un droit de vote acquis à la date d'obtention du contrôle.

5. Regroupements d'entreprises (suite)

Le tableau qui suit présente le détail des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris ainsi que du goodwill résultant du regroupement d'entreprises :

FBZ	Valeur comptable de FBZ (en milliers de \$)	Juste valeur de FBZ (en milliers de \$)	Écart (en milliers de \$)
Trésorerie et fonds à court terme	79 355	79 355	—
Sommes à recevoir d'autres banques	—	—	—
Prêts et avances	119 876	115 255	(4 621)
Titres de placement	52 767	52 767	—
Charges payées d'avance et autres créances	38 220	34 315	(3 905)
Actifs d'impôt différé	—	—	—
Participations dans des entreprises associées	—	—	—
Immobilisations corporelles	16 125	16 125	—
Immeubles de placement	3 553	3 553	—
Immobilisations incorporelles	17 632	16 476	(1 156)
Actifs d'impôt différé	669	669	—
Dépôts	(210 484)	(210 484)	—
Sommes à payer à d'autres banques	—	—	—
Dettes d'exploitation et charges à payer	(30 867)	(31 310)	(443)
Passifs d'impôt exigible	(170)	(170)	—
Passifs d'impôt différé	(4 674)	(6 315)	(1 641)
Capitaux empruntés	(5 645)	(5 645)	—
Valeur de l'actif net	76 357	64 591	(11 766)
<i>Moins</i> : participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—
Goodwill		11 785	
Total de la contrepartie à l'acquisition		76 376	
Coût d'acquisition		76 376	
<i>Moins</i> : contrepartie autre qu'en trésorerie		(12 145)	
Contrepartie en trésorerie payée		64 231	
<i>Moins</i> : trésorerie et équivalents de trésorerie de la filiale acquise		(79 355)	
Entrée de trésorerie à l'acquisition		(15 124)	

Le 30 juin 2016, FBZ a été acquise par Atlas Mara Limited.

6. Participation dans des entreprises associées

Comptabilisation des participations dans des entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités pour lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mais non le contrôle, des politiques opérationnelles et financières.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces participations sont comptabilisées initialement au coût et augmentent (ou diminuent) chaque année en fonction de la quote-part du résultat net qui revient au Groupe après l'acquisition.

Le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part des pertes d'entreprises associées mises en équivalence lorsque sa quote-part de l'actif net et des sommes à recevoir de l'entité ont été entièrement radiées, sauf s'il a l'obligation contractuelle ou implicite de combler sa quote-part des pertes.

Lorsque le Groupe acquiert des actions supplémentaires et qu'il continue d'exercer une influence notable, la participation est comptabilisée au coût. Les ajustements à la juste valeur marginale des actifs et des passifs de l'entité émettrice sont déterminés et inclus dans la valeur comptable de la participation.

Pertes de valeur

Après l'application de la méthode de la mise en équivalence, y compris la comptabilisation des pertes de l'entreprise associée, l'entité applique IAS 36 *Dépréciation d'actifs* pour déterminer s'il y a lieu de comptabiliser des pertes de valeur supplémentaires relativement à sa participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

L'entité applique également IAS 36 pour déterminer s'il y a lieu de comptabiliser des pertes de valeur supplémentaires au titre de ses autres intérêts dans l'entreprise associée ou la coentreprise qui ne constituent pas une partie de sa participation nette et d'établir le montant de ces pertes de valeur.

Le goodwill fait partie de la valeur comptable d'une participation dans une entreprise associée et n'est pas comptabilisé séparément; on ne le soumet donc pas à des tests de dépréciation séparément en appliquant les dispositions relatives aux tests de dépréciation du goodwill prévues dans IAS 36 *Dépréciation d'actifs*. C'est plutôt la valeur comptable totale de la participation que l'on soumet à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable, dès lors que l'application d'IAS 39 indique que la participation risque d'être dépréciée.

Une perte de valeur comptabilisée dans ces circonstances n'est affectée à aucun actif, goodwill compris, faisant partie de la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée. En conséquence, toute reprise de cette perte de valeur est comptabilisée selon IAS 36 dans la mesure où la valeur recouvrable de la participation augmente ultérieurement.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

sa quote-part de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits procurés par la sortie *in fine* de la participation.

La valeur recouvrable d'une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise est appréciée pour chaque entreprise associée ou coentreprise, à moins que l'entreprise associée ou la coentreprise ne génère pas, par son utilisation continue, d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs de l'entité.

Actifs de l'entreprise associée

L'investisseur évalue ses intérêts dans l'actif net identifiable d'une entreprise associée à la juste valeur à la date d'acquisition de celle-ci. Si la valeur que l'investisseur attribue à l'actif net de l'entreprise associée diffère de la valeur comptable indiquée dans les comptes de l'entreprise associée, l'investisseur doit retraiter les pertes de valeur comptabilisées par l'entreprise associée, le cas échéant.

Participation dans l'entreprise associée

En plus d'exiger l'application de la méthode de la mise en équivalence, IAS 28 exige que l'investisseur applique les dispositions d'IAS 39 pour déterminer si des pertes de valeur doivent être comptabilisées au titre de la participation nette de l'investisseur dans l'entreprise associée. Le montant de la perte de valeur est établi conformément à IAS 36.

6. Participation dans des entreprises associées (suite)

Estimations et jugements comptables critiques

Juste valeur des actifs et des passifs de l'entreprise associée

Le Groupe exerce son jugement pour déterminer la valeur des actifs et des passifs de l'entreprise associée.

L'évaluation de la participation dans l'entreprise associée comprend une évaluation des immobilisations incorporelles identifiées. Cette évaluation est sensible au taux d'actualisation appliqué.

Immobilisations incorporelles

La juste valeur d'UBN comprend des immobilisations incorporelles de 16,4 M\$.

Pertes de valeur

Le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de dépréciation de sa participation dans l'entreprise associée. Si tel est le cas, le Groupe calcule le montant de la perte de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable de l'entreprise associée et sa valeur comptable, et comptabilise la perte en tant que « quote-part du résultat net d'une entreprise associée ou d'une coentreprise » dans l'état du résultat net.

Se reporter à la page 29 pour une analyse de sensibilité détaillée et les principales hypothèses utilisées aux fins de l'évaluation de la dépréciation.

Les tests de dépréciation suivants sont requis pour les participations dans des entreprises associées :

- actifs de l'entreprise associée;
- participation dans l'entreprise associée;
- autres intérêts qui ne font pas partie de la participation nette dans l'entreprise associée.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	293 980	398 423	398 423
Acquis dans un regroupement d'entreprises à la juste valeur	–	–	–
Quote-part du résultat net	8 648	12 480	17 926
Quote-part des AÉRG	560	331	11 191
Ajustement au titre du change	(361)	(86 965)	(133 560)
Impôt connexe	–	–	–
Cessions en cours	(220)	–	–
Participations dans des entreprises associées	302 607	324 269	293 980

Le tableau qui suit présente des informations financières résumées sur UBN.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Prêts et avances	1 561 445	1 688 276	1 667 291
Total de l'actif	4 331 932	4 087 031	4 117 567
Dépôts	2 814 868	2 410 936	2 461 243
Total du passif	3 410 572	3 189 944	3 225 013

6. Participation dans des entreprises associées (suite)

Les risques directement associés à la participation sont le risque de change, le risque actions et le risque pays. UBN étant une entité bancaire au Nigéria, Atlas Mara est exposée aux principaux risques sous-jacents à UBN, à savoir le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque opérationnel.

Tests de dépréciation

Au 31 décembre 2016, en raison de changements dans l'environnement macroéconomique au Nigéria et dans l'économie mondiale, plus particulièrement l'incidence du recul des prix du pétrole, une indication de dépréciation a été identifiée pour cette participation conformément aux dispositions d'IAS 39.

Au 30 juin 2017, par suite de la dépréciation du naira du Nigéria et des difficultés macroéconomiques soutenues, cette indication de dépréciation a été réévaluée et un nouveau test de dépréciation a été effectué pour le semestre clos à cette date.

Le test a confirmé qu'il n'y avait pas dépréciation au 30 juin 2017.

Le tableau qui suit indique la valeur d'utilité, la valeur comptable et la juste valeur de la participation de 31,15 % (31,15 % en 2016) du Groupe dans UBN.

	30 juin 2017			30 juin 2016			31 décembre 2016		
	Valeur d'utilité (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur d'utilité (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur d'utilité (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
Union Bank of Nigeria	311 200	300 571	201 200	324 900	321 434	224 569	311 200	291 353	201 200

Base de la valeur recouvrable

Le test de dépréciation a été effectué en comparant la valeur recouvrable d'UBN, déterminée au moyen d'un calcul de la valeur d'utilité, avec sa valeur comptable. Le calcul de la valeur d'utilité repose sur des projections de flux de trésorerie actualisés fondées sur les estimations de résultat de la direction. L'analyse détaillée des flux de trésorerie a été préparée pour les cinq premières années afin de tenir compte de la stratégie de redressement en cours à la banque. L'horizon prévisionnel a été prolongé de cinq ans (jusqu'en 2025) pour en arriver à un état stable après l'importante croissance prévue du fait du programme de redressement déjà en place. La prolongation des prévisions jusqu'en 2025 a permis d'obtenir une année finale fondée la croissance et les marges normalisées.

Les actifs pondérés en fonction des risques prévus ont été calculés pour s'assurer que la banque respecte les exigences en matière d'adéquation des fonds propres pour calculer la variation des réserves réglementaires requise. Cette variation a été déduite des flux de trésorerie prévus.

Principales hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité

Taux de croissance à long terme

Des taux de croissance de plus en plus élevés ont été retenus comme hypothèses pour les produits financiers nets, les produits d'intérêts et les produits autres que d'intérêts, en phase avec le plan de transformation. Pour l'horizon prévisionnel prolongé, il a été prévu que ces éléments augmenteraient à des taux annuels décroissants pour atteindre 8 % pour l'année finale, soit le taux d'inflation à long terme prévu au Nigéria.

Taux de croissance à long terme des actifs

Le taux de croissance moyen utilisé jusqu'en 2020 s'établit à 20 %, et passe à 15 % par la suite. Pour l'horizon prévisionnel prolongé, il a été prévu que ces éléments augmenteraient à des taux annuels décroissants pour atteindre 8 % pour l'année finale, soit le taux d'inflation à long terme prévu au Nigéria.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé était fondé sur le coût des capitaux propres d'UBN. Ce taux a été calculé en prenant en considération les composantes ci-après afin de refléter les risques spécifiques associés à l'entreprise et, plus particulièrement, la stratégie future de redressement. Le taux d'actualisation utilisé s'inscrit dans une fourchette de 25,0 % à 26,0 %. Le taux est calculé en fonction du rendement des bons du Trésor des États-Unis d'une durée de 10 ans qui viennent à échéance le 31 décembre 2025 comme point de départ (2,3 %), ajusté en fonction d'une prime pour risque pays pour le Nigéria de 5,1 %, d'une prime de risque de marché boursier de 5,5 %, de l'indice des prix à la consommation du pays de 10,9 % et d'un risque propre à l'entité de 2,5 %. La valeur d'utilité a été calculée au moyen d'un taux de 25,2 %.

Des analyses de sensibilité ont été effectuées pour chaque hypothèse de base afin d'évaluer l'incidence de révisions raisonnablement possibles de ces hypothèses. Prises individuellement, les révisions de chacune des principales hypothèses entrant dans le calcul de la valeur d'utilité réduiraient la marge de manœuvre à néant.

Principale hypothèse :	Changement de l'hypothèse qui réduit la marge de manœuvre à néant :
– Taux de croissance à long terme	– Diminution de 1 190 points de base
– Taux d'actualisation	– Augmentation de 130 points de base
– Ratio coût-résultat	– Augmentation de 720 points de base

D'après les résultats des tests, la direction estime que la valeur d'utilité raisonnablement possible est de l'ordre de 324,9 M\$.

Participation dans Union Bank of Nigeria (« UBN »)

Le 19 décembre 2014, le Groupe a acquis 21,16 % des actions avec droit de vote d'Union Bank of Nigeria (« UBN »), société constituée en 1917 et cotée à la Bourse du Nigéria. UBN est une institution financière réputée établie au Nigéria. UBN est une franchise bancaire commerciale et de détail ayant une clientèle de déposants stable.

Le Groupe a acquis sa participation dans UBN parce que celle-ci cadre avec la stratégie de pénétration d'Atlas Mara au Nigéria et dans la région plus vaste de la CEDEAO, et UBN confère à Atlas Mara une position significative sur une plateforme bancaire importante au Nigéria.

Au total, Atlas Mara a obtenu sa participation de 22,10% dans UBN en 2015 en achetant 3 742 201 213 actions.

La participation dans UBN est mise en équivalence en partant des états financiers intermédiaires d'UBN pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017. La monnaie locale d'UBN est le naira nigérian.

7. Immobilisations incorporelles et goodwill

Goodwill

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et d'entreprises associées, et représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie à l'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe des actifs acquis, des passifs repris et des passifs éventuels repris à la date d'acquisition. Le goodwill découlant de l'acquisition de filiales est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe des indications qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. L'évaluation consiste à comparer la valeur comptable du goodwill avec la valeur des flux de trésorerie après impôt, actualisée à un taux d'intérêt qui reflète les risques inhérents aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquelles correspond le goodwill, ou la juste valeur de l'UGT si celle-ci est plus élevée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont comptabilisées conformément à IAS 38 *Immobilisations incorporelles*.

Les immobilisations incorporelles comprennent les noms commerciaux, les relations clients, les dépôts de base, les découverts de base, les logiciels, les licences et d'autres contrats. Elles sont comptabilisées initialement lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que le coût peut être évalué de façon fiable et, dans le cas d'immobilisations incorporelles qui ne sont pas acquises dans un regroupement d'entreprises, qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation des actifs iront à l'entité.

Les immobilisations incorporelles sont indiquées au coût (lequel, dans le cas des actifs acquis dans un regroupement d'entreprises, correspond à la juste valeur à la date d'acquisition) diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant, et sont amorties sur leur durée d'utilité d'une manière qui reflète le rythme selon lequel elles contribuent aux flux de trésorerie futurs, soit généralement sur une période de 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsqu'il existe une indication qu'elles peuvent s'être dépréciées.

Les modes d'amortissement, durées d'utilité et valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque date de clôture et sont ajustés, au besoin.

Les dépenses ultérieures ne sont incorporées dans le coût de l'actif que si elles accroissent les avantages économiques futurs incorporés dans l'actif correspondant. Toutes les autres dépenses, y compris les dépenses au titre du goodwill et de marques générés en interne, sont comptabilisées en résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Les modes d'amortissement et durée d'utilité des immobilisations incorporelles s'établissent comme suit :

	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles
Durées d'utilité	s. o.	De 3 à 5 ans	10 ans
Mode d'amortissement	s. o.	Linéaire	Linéaire

7. Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

Estimations et jugements comptables critiques

Le Groupe soumet le goodwill à un test de dépréciation annuellement en fonction des calculs de la valeur d'utilité. Des estimations et hypothèses importantes sont utilisées pour établir les projections de flux de trésorerie avant impôt futurs, ainsi que le taux de croissance et les taux d'actualisation appropriés, comme il est décrit ci-après. Une variation absolue de +/-1 % des taux d'actualisation indiqués pourrait donner lieu à une variation de 21,8 M\$ de la valeur du goodwill.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Goodwill	88 757	81 785	83 800
Autres immobilisations incorporelles	86 266	84 980	84 435
	175 023	166 765	168 235

Goodwill

En date du 21 août 2014, Atlas Mara a acquis une participation conférant le contrôle dans BancABC (par la voie de l'acquisition d'ADC et l'achat direct d'actions).

Conformément à IFRS 3, l'acheteur est tenu d'évaluer tous les actifs et les passifs identifiables séparément à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Cela peut inclure des actifs qui n'étaient pas comptabilisés antérieurement par l'entreprise acquise dans ses états financiers.

Dans le cas des acquisitions d'ADC et de BancABC, ces actifs comprennent certaines immobilisations incorporelles acquises, soit :

- des marques de commerce;
- des relations clients (l'évaluation des relations clients a été ajustée de manière à tenir compte du risque et de l'incertitude liés aux entreprises de retenues salariales incluses dans l'évaluation);
- des dépôts de base qui consistent en des dépôts à taux fixe à des clients (entreprises ou particuliers) qui dégagent une marge d'intérêt nette sur une période déterminée;
- des découverts de base qui consistent en des découverts de clients (entreprises ou particuliers).

Ces actifs ne sont comptabilisés que s'ils satisfont aux conditions de comptabilisation d'un actif, c'est-à-dire qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Les immobilisations incorporelles ne seront comptabilisées qu'au niveau d'Atlas Mara (comptes consolidés) et seront amorties sur leur durée d'utilité.

7. Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

Tests de dépréciation

Conformément aux IFRS, le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsqu'il existe un indice que l'UGT peut s'être dépréciée. En l'absence d'indice d'une dépréciation, il n'est pas nécessaire d'appliquer l'approche en deux étapes.

IAS 38 exige également que les immobilisations incorporelles soient soumises à un test de dépréciation dans les cas où un indice de dépréciation a été identifié. Les immobilisations incorporelles affectées au Zimbabwe ont été soumises à un test de dépréciation.

Bien que la norme précise clairement qu'un test annuel est obligatoire et qu'il doit être appliqué, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non, elle indique que les tests de dépréciation peuvent être effectués à tout moment au cours de la période de présentation de l'information financière, à condition qu'il soit effectué au même moment chaque année. L'appréciation a été effectuée en septembre 2015 et en janvier 2016.

Le test de dépréciation annuel a été effectué à l'égard du goodwill résultant des acquisitions de BancABC et d'ADC. Pour ce qui concerne ce goodwill, une appréciation exhaustive des UGT sous-jacentes a été effectuée. Cette appréciation comprenait un examen des informations financières prévisionnelles.

L'examen et le test de dépréciation du goodwill exigent de la direction qu'elle porte des jugements importants, car celle-ci doit en arriver aux meilleures estimations des flux de trésorerie futurs des UGT identifiées. Les principales hypothèses posées aux fins de la détermination des valeurs d'une entité sont :

Flux de trésorerie futurs – Les horizons prévisionnels utilisés reflètent un ensemble de flux de trésorerie qui, selon le jugement de la direction et les conditions de marché prévues, pourraient être générés de façon soutenue pendant cet horizon temporel. Un horizon prévisionnel de cinq ans a été utilisé. Les flux de trésorerie de la dernière période de flux de trésorerie discrète ont été extrapolés à perpétuité pour refléter les plans à long terme de l'entité. Il s'agit d'une méthode d'évaluation couramment utilisée pour éviter d'attribuer une proportion trop grande du total de la valeur à la valeur à perpétuité;

Taux d'actualisation – Les pourcentages de coût des capitaux propres ont été obtenus au moyen d'un modèle d'évaluation du cours des actions tenu pour approprié compte tenu des entités à l'étude. Le taux sans risque utilisé pour déterminer le coût des capitaux propres a été obtenu à partir des obligations du Trésor des États-Unis d'une durée de 10 ans au 31 août 2014. Les flux de trésorerie futurs sont actualisés au moyen du coût des capitaux propres attribué aux UGT en question et, de par leur nature, peuvent avoir une incidence importante sur leur évaluation.

Le tableau qui suit résume la méthode utilisée aux fins de l'application des tests de dépréciation ainsi que les principales données d'entrée utilisées pour tester le goodwill du Groupe, collectivement, au 31 décembre 2015, ainsi que les immobilisations incorporelles au Zimbabwe :

	Botswana	Mozambique	Zambie	Afrique occidentale
Taux d'actualisation (en %)	13,2	22,3	18,3	26,4
Taux de croissance final (en %)	2,8	16,5	4,1	11,2
Horizon prévisionnel (en années)	10	10	10	10

Le calcul est particulièrement sensible à une variation du taux d'actualisation. Une variation absolue de +/-1 % du taux d'actualisation se traduirait par une variation potentielle de 21,8 M\$ de la valeur des UGT, ce qui réduirait ou accroîtrait la marge de manœuvre.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles ont été examinées afin de déterminer s'il existe des indices d'une dépréciation et il n'existe aucun indice de dépréciation au 30 juin 2017.

Protection et croissance actives

Nous avons perfectionné nos plateformes grâce à des modifications concrètes apportées à la gestion de la gouvernance et du risque de crédit, tout en investissant dans la croissance future des entreprises.

8. Instruments financiers

Se reporter à la description de la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

Comparaison des valeurs comptables et des justes valeurs des actifs et des passifs qui ne sont pas détenus à la juste valeur :

Les tableaux qui suivent présentent la ventilation des valeurs comptables et des justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, par catégorie d'instruments financiers évalués au coût amorti :

	30 juin 2017		30 juin 2016		31 décembre 2016	
	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
Actifs financiers évalués au coût amorti						
Prêts et créances						
Trésorerie et fonds à court terme	486 149	486 149	448 257	448 257	406 325	406 325
Prêts et avances	1 329 872	1 329 872	1 421 046	1 421 046	1 334 763	1 334 763
Placements détenus jusqu'à leur échéance						
Billet	228	228	—	—	—	—
Bons du Trésor	43 229	43 229	118 866	118 866	22 086	22 086
Obligations de sociétés	3 345	3 345	8 743	8 743	3 440	3 440
Obligations d'État	6 726	6 726	36 802	36 802	6 338	6 338
	30 juin 2017		30 juin 2016		31 décembre 2016	
	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
Passifs financiers évalués au coût amorti						
Dépôts	1 892 652	1 892 652	1 814 924	1 814 924	1 799 443	1 799 443
Capitaux empruntés	335 614	334 265	305 832	305 832	291 033	298 298

Les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, dont la valeur comptable est estimée comme correspondant approximativement à la juste valeur, sont les suivants :

i. Trésorerie et fonds à court terme

Les placements auprès d'autres banques comprennent les placements interbancaires et les éléments en cours de recouvrement. La juste valeur des placements à taux variable et des dépôts à vue correspond à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts portant intérêt à taux fixe repose sur les flux de trésorerie actualisés établis en fonction des taux d'intérêt sur le marché monétaire de titres de créance présentant un risque de crédit et une durée à courir à l'échéance similaires. Tous les placements portent intérêt à des taux variables.

ii. Prêts et avances

La juste valeur des prêts et avances est réputée correspondre approximativement à la valeur comptable. Il en est ainsi parce que la plupart des instruments inclus dans cette catégorie portent intérêt à des taux variables. L'incidence des expositions à des taux fixes a été évaluée et est considérée comme négligeable. La valeur des instruments à taux variable est déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux de marché en vigueur pour ces instruments.

iii. Titres de placement détenus jusqu'à leur échéance

Les titres de placement comprennent uniquement les actifs portant intérêt détenus jusqu'à leur échéance et les actions hors cote. La juste valeur des actifs détenus jusqu'à leur échéance se fonde sur les prix de marché ou les cours fournis par des maisons de courtage de valeurs.

Lorsque cette information n'est pas disponible, la juste valeur est estimée à l'aide des cours de marché de titres présentant des caractéristiques de risque de crédit et de rendement et une échéance similaires.

iv. Dépôts, capitaux empruntés, et dettes d'exploitation et charges à payer

La juste valeur estimée des dépôts, des capitaux empruntés et des dettes d'exploitation et charges à payer sans échéance fixe, qui comprennent les dépôts ne portant pas intérêt, correspond au montant remboursable à vue. La juste valeur estimée des dépôts portant intérêt à taux fixe et des autres emprunts non cotés sur un marché actif se fonde sur les flux de trésorerie actualisés établis en fonction des taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts ayant une durée à courir à l'échéance similaire. La plupart des dépôts et des autres emprunts portent intérêt à des taux variables ou, lorsque les taux sont fixes, ils le sont pour une période de moins de trois mois.

9. Risque de marché

Analyse de sensibilité du cours de marché

Le Groupe détient, directement ou par l'intermédiaire de ses entreprises associées, des instruments de capitaux propres cotés ayant une juste valeur de 1,1 M\$ et des instruments de capitaux propres hors cote de 13,2 M\$.

Le Groupe est donc exposé aux profits et pertes qui découlent de la variabilité des cours de marché des instruments de capitaux propres détenus.

Le risque de marché englobe trois types de risques, soit le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix, comme le risque actions et le risque marchandises.

Les instruments financiers exposés au risque de marché comprennent des capitaux empruntés de 365 M\$, des placements disponibles à la vente de 17,5 M\$ et des instruments financiers dérivés de 5,4 M\$ (passif net).

L'exposition au risque actions est décrite ci-après, et la note 24 fournit des précisions supplémentaires sur l'analyse de sensibilité.

Risque actions

Les actions cotées et hors cote détenues par le Groupe sont exposées au risque de cours qui découle des incertitudes liées à la valeur future des titres de placement. Le Groupe gère le risque actions en ayant recours à la diversification et en établissant des limites relativement aux instruments de capitaux propres pris individuellement et collectivement.

Le conseil d'administration du Groupe examine et approuve toutes les décisions de placement dans des instruments de capitaux propres.

La note 24 fournit des renseignements supplémentaires sur les principales hypothèses utilisées dans les évaluations, ainsi qu'une analyse de sensibilité des instruments de capitaux propres et du risque de cours.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'une exposition fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. L'exposition du Groupe au risque de variations des cours du change découle principalement de ses activités d'exploitation et de son investissement net dans des filiales à l'étranger.

Le Groupe est exposé aux effets des fluctuations des cours du change en vigueur sur sa situation financière et ses flux de trésorerie. La fonction de gestion des risques du Groupe établit des limites quant au niveau de l'exposition par monnaie et au total pour les positions à un jour intrajournalières, lesquelles font l'objet d'une surveillance quotidienne. Le tableau qui suit résume l'exposition du Groupe au risque de change au 30 juin 2017.

9. Risque de marché (suite)

Risque de change

	Total											Total (en milliers de \$)
	\$ US (en milliers de \$)	EUR (en milliers de \$)	BWP (en milliers de \$)	ZAR (en milliers de \$)	TZS (en milliers de \$)	ZMK (en milliers de \$)	MZN (en milliers de \$)	JPY (en milliers de \$)	NGN (en milliers de \$)	RWF (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	
30 juin 2017												
Trésorerie et fonds à court terme	189 971	18 185	101 747	5 390	9 826	94 203	23 992	5	–	39 609	3 221	486 149
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	–	64 938	–	–	3 909	8 743	–	–	–	–	77 590
Actifs financiers désignés à la juste valeur	11 508	–	–	–	2 261	–	–	–	–	–	–	13 769
Actifs financiers dérivés	1	–	6 454	–	–	–	–	–	–	–	–	6 455
Prêts et avances	291 745	3	556 265	4	40 716	162 906	78 276	–	–	199 957	–	1 329 872
Titres de placement	172 320	–	5 506	–	25 780	71 757	324	–	–	47 794	–	323 481
Total de l'actif	665 545	18 188	734 910	5 394	78 583	332 775	111 335	5	–	287 360	3 221	2 237 316
Capitaux propres et passif												
Capitaux propres	496 895	–	77 772	1 154	(32 474)	127	9 111	–	(51 862)	72 359	–	573 082
Dépôts	609 081	20 085	579 037	4 547	72 315	289 787	67 639	10	–	235 837	14 314	1 892 652
Passifs financiers dérivés	–	–	6 021	–	–	–	–	–	–	–	–	6 021
Capitaux empruntés	211 066	44 119	26 587	–	642	73 755	7 388	–	–	1 117	–	364 674
Total des capitaux propres et du passif	1 317 042	64 204	689 417	5 701	40 483	363 669	84 138	10	(51 862)	309 313	14 314	2 836 429
	Total											Total (en milliers de \$)
	\$ US (en milliers de \$)	EUR (en milliers de \$)	BWP (en milliers de \$)	ZAR (en milliers de \$)	TZS (en milliers de \$)	ZMK (en milliers de \$)	MZN (en milliers de \$)	JPY (en milliers de \$)	NGN (en milliers de \$)	RWF (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	
30 juin 2016												
Trésorerie et fonds à court terme	141 808	27 189	45 596	4 096	17 306	152 541	15 876	5	–	37 560	6 280	448 257
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 165	–	72 103	–	28 920	19 832	13 753	–	–	–	–	146 773
Actifs financiers désignés à la juste valeur	10 729	–	–	–	2 866	–	–	–	–	–	–	13 595
Actifs financiers dérivés	–	–	5 121	–	–	–	–	–	–	–	–	5 121
Prêts et avances	360 993	2 227	520 759	14	59 493	181 378	82 259	–	–	213 923	–	1 421 046
Titres de placement	60 888	146	5 030	–	456	67 372	118	–	–	47 876	–	181 886
Total de l'actif	586 583	29 562	648 609	4 110	109 041	421 123	112 006	5	–	299 359	6 280	2 216 678
Capitaux propres et passif												
Capitaux propres	252 849	–	80 476	1 088	12 201	142 535	28 749	–	–	59 404	–	577 302
Dépôts	526 156	23 917	543 012	3 329	90 739	296 664	86 562	27	–	239 341	5 177	1 814 924
Passifs financiers dérivés	4 954	328	5 121	127	–	–	–	–	–	–	–	10 530
Capitaux empruntés	251 161	–	370	–	–	79 236	10 485	–	–	398	1 311	342 961
Total des capitaux propres et du passif	1 035 120	24 245	628 979	4 544	102 940	518 435	125 796	27	–	299 143	6 488	2 745 717

9. Risque de marché (suite)

31 décembre 2016	Total											Total (en milliers de dollars)
	USD (en milliers de dollars)	EUR (en milliers de dollars)	BWP (en milliers de dollars)	ZAR (en milliers de dollars)	ZMK (en milliers de dollars)	TZS (en milliers de dollars)	MZN (en milliers de dollars)	JPY (en milliers de dollars)	NGN (en milliers de dollars)	RWF (en milliers de dollars)	Autres (en milliers de dollars)	
Trésorerie et fonds à court terme	119 334	39 167	44 738	8 628	128 140	15 211	15 336	3	–	31 566	4 202	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	–	–	96 345	–	5 382	–	–	–	–	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	11 254	–	–	–	–	2 614	–	–	–	–	–	13 868
Actifs financiers dérivés	5 858	51	414	–	–	–	–	–	–	–	–	6 323
Prêts et avances	300 542	2 018	530 481	16	162 638	61 097	71 387	–	–	206 584	–	1 334 763
Titres de placement	83 424	153	5 246	–	85 016	30 759	5 975	–	–	26 619	–	237 192
Total de l'actif	520 412	41 389	677 224	8 644	381 176	109 681	92 698	3	–	264 769	4 202	2 100 198
Capitaux propres et passif												
Capitaux propres	468 869	–	34 928	982	7 646	2 632	7 495	–	–	3 503	–	526 055
Dépôts	519 664	26 149	569 624	7 250	294 470	88 363	64 967	23	–	216 048	12 885	1 799 443
Passifs financiers dérivés	5 632	–	138	–	–	–	–	–	–	–	–	5 770
Capitaux empruntés	243 293	–	33 641	–	1 880	658	6 150	–	31 541	393	5 018	322 574
Total des capitaux propres et du passif	1 275 458	26 149	638 331	8 232	303 996	91 653	78 612	23	31 541	219 944	17 903	2 653 842

Analyse de sensibilité

Le tableau qui suit fait état de l'incidence d'une variation de 1 % du cours des monnaies étrangères auxquelles le Groupe est exposé par rapport au dollar américain :

Monnaie	Incidence sur les capitaux propres (en milliers de \$)	Incidence sur le résultat net (en milliers de \$)
EUR	456	456
BWP	(1 220)	(1 220)
ZAR	(8)	(8)
ZMK	305	305
Toutes les autres monnaies	110	110
TZS	(56)	(56)
MZN	(356)	(356)
JPY	–	–
RWF	(499)	(499)
NGN	–	–

9. Risque de marché (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de variation des flux de trésorerie attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt de marché. Le risque de variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt de marché. Le Groupe est exposé aux effets des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur le marché sur les plans aussi bien de la juste valeur que des flux de trésorerie. Les marges d'intérêt peuvent augmenter du fait de ces variations, mais elles peuvent également réduire les pertes en cas de fluctuations inattendues. Pour atténuer le risque de taux d'intérêt, la majorité des activités de prêt du Groupe se font à un taux d'intérêt variable, pour une durée de moins d'un an. Cette approche a été adoptée en raison de la rareté de dépôts à terme dans la région, rareté qui restreint la capacité du Groupe à se constituer une base de financement à taux fixe stable substantielle.

Le tableau qui suit résume l'exposition totale du Groupe au risque de taux d'intérêt découlant d'instruments financiers et non financiers. Il présente les instruments financiers du Groupe à leur valeur comptable, classés en fonction de la date de révision contractuelle ou de la date d'échéance, selon ce qui survient en premier. Les instruments financiers à taux variable sont classés dans la colonne « Moins de 1 mois ».

	Moins de 1 mois (en milliers de \$)	De 1 à 3 mois (en milliers de \$)	De 3 à 12 mois (en milliers de \$)	De 1 an à 5 ans (en milliers de \$)	Ne portant pas intérêt (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2017						
Trésorerie et fonds à court terme	298 588	24 537	2 005	–	161 019	486 149
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	15 082	24 545	34 325	3 638	–	77 590
Actifs financiers désignés à la juste valeur	47	–	–	12 756	966	13 769
Actifs financiers dérivés	–	–	–	–	6 455	6 455
Prêts et avances	728 196	53 643	138 988	404 852	4 193	1 329 872
Titres de placement	14 268	25 490	77 053	206 207	463	323 481
Total de l'actif	1 056 181	128 215	252 371	627 453	173 096	2 237 316
Capitaux propres et passif						
Capitaux propres	–	–	–	–	573 082	573 082
Dépôts	963 761	409 099	311 574	45 099	163 119	1 892 652
Passifs financiers dérivés	2 807	–	–	–	3 214	6 021
Capitaux empruntés	7 334	127 128	4 177	169 935	56 100	364 674
Total des capitaux propres et du passif	973 902	536 227	315 751	215 034	795 515	2 836 429
30 juin 2016						
Trésorerie et fonds à court terme	116 365	4 294	13 225	121	314 252	448 257
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	32 887	87 684	19 857	6 345	–	146 773
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	–	–	13 595	13 595
Actifs financiers dérivés	–	–	–	5 121	–	5 121
Prêts et avances	732 974	69 642	190 110	359 908	68 412	1 421 046
Titres de placement	24 653	29 490	88 396	38 507	840	181 886
Total de l'actif	906 879	191 110	311 588	410 002	397 099	2 216 678
Capitaux propres et passif						
Capitaux propres	–	–	–	9 456	567 846	577 302
Dépôts	822 115	374 315	503 422	115 072	–	1 814 924
Passifs financiers dérivés	962	–	–	5 121	4 447	10 530
Capitaux empruntés	93 642	1 862	18 189	228 470	798	342 961
Total des capitaux propres et du passif	916 719	376 177	521 611	358 119	573 091	2 745 717

9. Risque de marché (suite)

31 décembre 2016	Moins de 1 mois (en milliers de \$)	De 1 à 3 mois (en milliers de \$)	De 3 à 12 mois (en milliers de \$)	De 1 an à 5 ans (en milliers de \$)	Ne portant pas intérêt (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Trésorerie et fonds à court terme	200 981	18 003	21 047	–	166 294	406 325
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	96 345	–	–	5 382	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	–	–	13 868	13 868
Actifs financiers dérivés	37	195	45	413	5 633	6 323
Prêts et avances	719 092	58 879	119 114	437 678	–	1 334 763
Titres de placement	6 279	69 750	77 074	82 581	1 508	237 192
Total de l'actif	1 022 734	146 827	217 280	526 054	187 303	2 100 198

Capitaux propres et passif

Capitaux propres	–	–	–	33 580	492 475	526 055
Dépôts	908 182	400 744	334 216	156 301	–	1 799 443
Passifs financiers dérivés	–	–	–	138	5 632	5 770
Capitaux empruntés	60 472	1 174	20 885	240 043	–	322 574
Total des capitaux propres et du passif	968 654	401 918	355 101	430 062	498 107	2 653 842

Sensibilité aux taux d'intérêt

Le tableau qui suit illustre l'incidence des variations des taux d'intérêt sur chaque filiale bancaire. D'après un examen des variations des taux d'intérêt, une variation hypothétique de 100 points de base a été considérée comme représentative des variations actuelles des taux d'intérêt.

	Augmentation de 50 points de base		Diminution de 50 points de base	
	Avant impôt (en milliers de \$)	Après impôt (en milliers de \$)	Avant impôt (en milliers de \$)	Après impôt (en milliers de \$)
BancABC Botswana				
Variation des produits financiers nets	(808)	(630)	808	630
En pourcentage du total des capitaux propres	(0,70) %	(0,54) %	0,70 %	0,54 %
BancABC Mozambique				
Variation des produits financiers nets	199	135	(199)	(135)
En pourcentage du total des capitaux propres	0,47 %	0,32 %	(0,47) %	(0,32) %
BancABC Tanzania				
Variation des produits financiers nets	127	89	(127)	(89)
En pourcentage du total des capitaux propres	0,48 %	0,34 %	(0,48) %	(0,34) %
BancABC Zambia				
Variation des produits financiers nets	270	175	(270)	(175)
En pourcentage du total des capitaux propres	0,29 %	0,19 %	(0,29) %	(0,19) %
BancABC Zimbabwe				
Variation des produits financiers nets	1 240	921	(1 240)	(921)
En pourcentage du total des capitaux propres	1,34 %	1,00 %	(1,34) %	(1,00) %
Rwanda				
Variation des produits financiers nets	664	465	(664)	(465)
En pourcentage du total des capitaux propres	1,28 %	0,90 %	(1,28) %	(0,90) %

10. Prêts et avances

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

Estimations et jugements critiques comptables

Le Groupe examine ses portefeuilles de prêts pour déterminer s'ils se sont dépréciés, au moins une fois par mois. Pour déterminer si une perte de valeur devrait être comptabilisée dans l'état du résultat net, le Groupe porte des jugements quant à la question de savoir s'il existe des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un portefeuille de prêts avant que la diminution puisse être rattachée à un prêt particulier du portefeuille. Ces indications peuvent comprendre des données observables indiquant des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ou une situation économique nationale ou locale corrélée avec les défaillances sur les actifs du Groupe. La direction utilise des estimations fondées sur l'historique des pertes d'actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit et des indications objectives de dépréciation similaires à celles des prêts compris dans le portefeuille lorsqu'elle établit le calendrier de ses flux de trésorerie futurs. La méthode et les hypothèses utilisées pour estimer à la fois le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs sont révisées mensuellement afin de réduire toute différence entre les pertes estimées et les pertes réelles.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Crédit hypothécaire	148 174	89 364	148 852
Crédit à tempérament	16 295	59 072	18 919
Crédit aux entreprises	503 809	562 073	524 249
Crédit commercial et immobilier	121 879	40 976	125 610
Crédit à la consommation	588 533	699 562	554 866
	1 378 690	1 451 047	1 372 496
Moins : dépréciation (note 10.1)	(48 818)	(30 001)	(37 733)
Prêts et avances, montant net	1 329 872	1 421 046	1 334 763

10.1. Rapprochement de la dépréciation des prêts et avances consentis à des clients, par segment de marché

	30 juin 2017					
	Crédit hypothécaire (en milliers de \$)	Crédit à tempérament (en milliers de \$)	Crédit aux entreprises (en milliers de \$)	Crédit commercial et immobilier (en milliers de \$)	Crédit à la consommation (en milliers de \$)	Prêts et avances, montant brut (en milliers de \$)
1^{er} janvier 2016						
Solde d'ouverture	2 260	5 643	14 136	1 007	14 687	37 733
Ajustement au titre du change	65	123	337	71	458	1 054
Dépréciation pour détérioration du crédit	1 294	(228)	1 865	1 635	5 465	10 031
30 juin 2017						
Solde de clôture	3 619	5 538	16 338	2 713	20 610	48 818
Dépréciation spécifique	376	4 539	5 108	2 202	19 979	32 204
Prêts improductifs bruts	15 032	4 313	71 087	3 593	29 560	123 585

10. Prêts et avances (suite)

	30 juin 2016					
	Crédit hypothécaire (en milliers de \$)	Crédit à tempérament (en milliers de \$)	Crédit aux entreprises (en milliers de \$)	Crédit commercial et immobilier (en milliers de \$)	Crédit à la consommation (en milliers de \$)	Prêts et avances, montant brut (en milliers de \$)
1^{er} janvier 2016						
Solde d'ouverture	313	1 882	11 616	536	5 714	20 061
Ajustement au titre du change	17	49	318	107	355	846
Dépréciation pour détérioration du crédit	741	2 065	1 197	763	4 328	9 094
30 juin 2016						
Solde de clôture	1 071	3 996	13 131	1 406	10 397	30 001
Dépréciation spécifique	447	3 230	11 655	1 321	10 312	26 965
Prêts improductifs bruts	4 548	8 813	73 122	11 201	31 560	129 244

	31 décembre 2016					
	Crédit hypothécaire (en milliers de \$)	Crédit à tempérament (en milliers de \$)	Crédit aux entreprises (en milliers de \$)	Crédit commercial et immobilier (en milliers de \$)	Crédit à la consommation (en milliers de \$)	Prêts et avances, montant brut (en milliers de \$)
1^{er} janvier 2016						
Solde d'ouverture	313	1 882	11 616	536	5 714	20 061
Ajustement au titre du change	26	161	587	112	1 338	2 224
Dépréciation pour détérioration du crédit	1 921	3 600	1 933	359	7 635	15 448
31 décembre 2016						
Solde de clôture	2 260	5 643	14 136	1 007	14 687	37 733
Dépréciation spécifique	263	3 382	9 644	166	11 035	24 490
Prêts improductifs bruts	14 907	4 322	75 788	28 257	7 929	131 203

10.2. Dépréciation pour prêts douteux

Les variations des pertes de valeur comprises dans la dépréciation pour prêts et avances douteux comptabilisés dans les actifs, indiqués par catégorie d'instruments financiers, s'établissent comme suit :

	30 juin 2017		
	Dépréciation pour prêts douteux collective 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Dépréciation pour prêts douteux spécifique 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Total 30 juin 2017 (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	13 243	24 490	37 733
Dépréciation au cours de la période	3 006	7 025	10 031
Ajustement au titre du change	365	689	1 054
Solde au 30 juin 2017	16 614	32 204	48 818

10. Prêts et avances (suite)

	30 juin 2016		
	Dépréciation pour prêts douteux collective 30 juin 2016 (en milliers de \$)	Dépréciation pour prêts douteux spécifique 30 juin 2016 (en milliers de \$)	Total 30 juin 2016 (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	2 161	17 900	20 061
Dépréciation au cours de la période	675	8 419	9 094
Ajustement au titre du change	200	646	846
Solde au 30 juin 2016	3 036	26 965	30 001

	31 décembre 2016		
	Dépréciation pour prêts douteux collective 31 décembre 2016 (en milliers de \$)	Dépréciation pour prêts douteux spécifique 31 décembre 2016 (en milliers de \$)	Total 31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	2 161	17 900	20 061
Dépréciation au cours de la période	9 555	5 893	15 448
Ajustement au titre du change	1 527	697	2 224
Solde au 31 décembre 2016	13 243	24 490	37 733

10.3. Qualité du crédit

Prêts et avances dépréciés individuellement

	30 juin 2017			30 juin 2016			31 décembre 2016		
	Dépréciés individuellement (en milliers de \$)	Juste valeur de la garantie (en milliers de \$)	Garanti ¹ (en milliers de \$)	Dépréciés individuellement (en milliers de \$)	Juste valeur de la garantie (en milliers de \$)	Garanti ¹ (en milliers de \$)	Dépréciés individuellement (en milliers de \$)	Juste valeur de la garantie (en milliers de \$)	Garanti ¹ (en milliers de \$)
Crédit hypothécaire	15 032	70 475	(55 443)	4 548	3 165	1 383	14 907	11 453	3 454
Crédit à tempérament	4 313	9 692	(5 379)	8 813	4 474	4 339	4 322	3 751	571
Crédit aux entreprises	71 087	147 066	(75 979)	73 122	55 402	17 720	75 788	65 641	10 147
Crédit commercial et immobilier	3 593	2 176	1 417	11 201	12 181	(980)	28 257	25 966	2 291
Crédit à la consommation	29 560	28 889	671	31 560	10 144	21 416	7 929	1 281	6 648
	123 585	258 298	(134 713)	129 244	85 366	43 878	131 203	108 092	23 111

Note

1. Montant garanti si entièrement déprécié

Les garanties acceptées pour cette catégorie comprennent la trésorerie, les prêts hypothécaires sur des immeubles résidentiels, les charges à l'égard d'actifs commerciaux tels que les locaux, les stocks et les créances, et les charges à l'égard d'instruments financiers tels que les titres d'emprunt et de capitaux propres.

10.4. Prêts et avances renégociés

Les activités de restructuration comprennent les modalités de remboursement prolongées, les plans de gestion externe approuvés, et les modifications et reports de paiements. Par suite d'une restructuration, un compte client qui était antérieurement en souffrance est ramené au statut normal et est géré conjointement avec d'autres comptes similaires. Les politiques et pratiques de restructuration reposent sur des indicateurs ou des critères qui, de l'avis de la direction locale, laissent supposer que le client continuera probablement d'effectuer ses paiements. Ces politiques font l'objet d'un examen continu.

10. Prêts et avances (suite)

Les prêts renégociés qui, autrement, seraient en souffrance s'établissent comme suit :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Crédit hypothécaire	805	—	4 486
Crédit à tempérament	—	224	61
Crédit aux entreprises	—	21 411	30 683
Crédit commercial et immobilier	180	2 699	1 722
Crédit à la consommation	14 497	—	1 979
	15 482	24 334	38 931
Toujours dépréciés après la restructuration	1 153	1 321	2 358
Non dépréciés après la restructuration – auraient autrement été dépréciés	14 329	8 905	35 376
Non dépréciés après la restructuration – n'auraient pas été dépréciés autrement	—	14 108	1 197
	15 482	24 334	38 931

10.5. Total des pertes de crédit par catégorie et type de prêt

a. Pertes de valeur par type de prêt

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Crédit hypothécaire	3 619	1 070	2 260
Crédit à tempérament	5 538	3 996	5 643
Crédit aux entreprises	16 338	13 369	14 136
Crédit commercial et immobilier	2 713	1 926	1 007
Crédit à la consommation	20 610	9 640	14 687
Total de la dépréciation des prêts	48 818	30 001	37 733

b. Analyse de la dépréciation

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Dépréciation collective	16 614	3 036	13 243
Dépréciation spécifique	32 204	26 965	24 490
Total de la dépréciation des prêts	48 818	30 001	37 733

c. Supplément sur la qualité du crédit

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Total des prêts bruts	1 378 690	1 451 047	1 372 496
Dépréciation collective	(16 614)	(3 036)	(13 243)
Dépréciation spécifique	(32 204)	(26 965)	(24 490)
Prêts nets	1 329 872	1 421 046	1 334 763
Prêts improductifs	123 585	129 244	131 203
Dépréciation (résultat net)	(10 031)	(9 093)	(15 448)
Dépréciation (dépréciation pour prêts douteux)	48 818	(30 001)	(37 733)
Pourcentage (%)			
Prêts improductifs/Prêts bruts	9,0	8,9	9,6
Total de la dépréciation pour prêts douteux /Prêts improductifs	40,0	23,2	28,8
Dépréciation spécifique/Prêts bruts	2,3	1,86	1,8

10. Prêts et avances (suite)

10.6. Reprise de biens donnés en garantie

En 2017, le Groupe a obtenu des actifs du fait de la reprise de possession de biens donnés en garantie, comme suit :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Immobilisations corporelles	5 134	3 565	15 752
Véhicules à moteur	86	452	256
Autres actifs	—	—	494
	5 220	4 017	16 502

11. Charges de dépréciation de prêts

Comptabilisation de la dépréciation de prêts et avances

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

Estimations et jugements comptables critiques

Le risque de crédit est ventilé entre les composantes de risque courantes Probabilité de défaillance (« PD »), Exposition en cas de défaillance et Pertes en cas de défaut, modélisées au niveau des clients, des facilités et du portefeuille. Ces composantes de risque sont utilisées dans le calcul d'un certain nombre de mesures du risque globales, comme la Perte attendue (« PA »). Les modèles utilisés par le Groupe sont établis en conformité avec l'Accord de Bâle II et les exigences réglementaires. Les mesures de risque seraient utilisées en tant que données d'entrée pour calculer les montants de dépréciation collective.

La dépréciation collective est établie pour :

- les groupes de prêts homogènes qui ne sont pas considérés comme importants pris isolément;
- les groupes d'actifs qui sont importants pris isolément, mais qui ne sont pas considérés comme dépréciés pris isolément (perte « subie mais non présentée » ou « PSNP »).

La dépréciation spécifique s'applique aux actifs financiers qui sont soumis à un test de dépréciation isolément et repose sur la meilleure estimation de la direction de la valeur actualisée des flux de trésorerie qu'on s'attend à recevoir. Pour estimer ces flux de trésorerie, la direction porte des jugements sur la situation financière du créancier et la valeur nette de réalisation de toute garantie sous-jacente. Dans la plupart des cas, la direction recommande une valeur actualisée pour la garantie en s'appuyant sur sa connaissance du client. Chaque actif déprécié est évalué individuellement et la stratégie de redressement du client et l'estimation des flux de trésorerie considérés recouvrables sont approuvées indépendamment par la fonction Risque de crédit.

Le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés d'un actif financier garanti reflète les flux de trésorerie attendus de la saisie des biens, diminués des coûts de prise de possession et de vente de ces biens, que la saisie soit probable ou non.

La direction exerce son jugement pour s'assurer que l'estimation de la perte établie en fonction des informations historiques est ajustée comme il se doit afin de refléter les conditions économiques et la combinaison de produits offerts à la date de clôture.

La donnée d'entrée la plus importante susceptible d'avoir une incidence significative sur le calcul des charges de dépréciation de prêts est l'évaluation de la garantie. Une diminution de 10 % de l'évaluation de la garantie donnerait lieu à une charge de dépréciation supplémentaire de 1,10 M\$ (2,27 M\$ en 2016).

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Dépréciation spécifique	(7 025)	(11 152)	(10 163)
Dépréciation collective	(3 006)	(675)	(9 555)
Recouvrements de la période	—	2 734	4 270
Charge de dépréciation	(10 031)	(9 093)	(15 448)

12. Garanties

Passifs à l'égard desquels des biens sont donnés en garantie :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Dépôts de banques	100 206	62 269	68 740
Dépôts de clients	201 066	162 755	94 514
Capitaux empruntés	27 116	1 995	1 961
	328 388	227 019	165 215

Les actifs donnés en garantie de ces passifs sont comptabilisés au coût amorti et inclus sous les postes suivants :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Avances (garanties)	42 406	2 471	658
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	22 832	53 503	–
Titres de placement	189 503	53 388	131 924
Immobilisations corporelles	2 996	2 814	2 870
	257 737	112 176	135 152

Ces transactions sont conclues selon les modalités d'usage s'appliquant aux activités de crédit typiques.

13. Risque de crédit et risque de liquidité

Exposition maximale au risque de crédit au 30 juin 2017

Le tableau qui suit indique l'exposition maximale au risque de crédit par catégorie d'actifs financiers. Il indique également la juste valeur totale des garanties, ainsi que toute garantie excédentaire (soit l'excédent du total de la juste valeur de la garantie détenue sur l'exposition à laquelle cette garantie se rapporte), ainsi que l'exposition nette au risque de crédit.

Type de garantie ou de rehaussement de crédit	Exposition maximale au risque de crédit (en milliers de \$)	Juste valeur des garanties et rehaussements de crédit détenus					Exposition nette (en milliers de \$)
		Trésorerie (en milliers de \$)	Lettres de crédit/ Garanties (en milliers de \$)	Propriétés ³ (en milliers de \$)	Autres ^{1, 2} (en milliers de \$)	Garantie nette (en milliers de \$)	
Placement auprès d'autres banques²	199 481	–	–	–	–	–	199 481
Prêts et avances	1 329 872	20 487	16 034	806 695	70 855	914 071	415 800
Crédit hypothécaire	144 555	267	–	224 814	21	225 102	(80 547)
Crédit à tempérament	10 757	–	21	3 584	3 027	6 632	4 125
Crédit aux entreprises	487 471	19 403	16 013	424 471	67 807	527 694	(40 223)
Crédit commercial et immobilier	119 166	522	–	130 225	–	130 747	(11 581)
Crédit à la consommation	567 923	295	–	23 601	–	23 896	544 027
Instruments financiers dérivés	6 455	–	–	–	–	–	6 455
Swaps de devises	6 455	–	–	–	–	–	6 455
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	77 590	–	–	–	–	–	77 590
Obligations d'État	7 888	–	–	–	–	–	7 888
Billets	6 243	–	–	–	–	–	6 243
Bons du Trésor	63 459	–	–	–	–	–	63 459
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 769	–	–	–	–	–	13 769
Titres de capitaux propres cotés	1 003	–	–	–	–	–	1 003
Titres de capitaux propres hors cote	12 756	–	–	–	–	–	12 756
Unités de capitaux	10	–	–	–	–	–	10
Placements financiers disponibles à la vente	269 953	–	24 623	–	–	24 623	245 330
Obligations d'État	121 931	–	4 588	–	–	4 588	117 343
Obligations de sociétés	126 271	–	–	–	–	–	126 271
Titres de capitaux propres hors cote	21 427	–	20 035	–	–	20 035	1 392
Placements hors cote	324	–	–	–	–	–	324
Placements financiers détenus jusqu'à leur échéance	53 528	–	–	–	–	–	53 528
Bons du Trésor	43 229	–	–	–	–	–	43 229
Billets	228	–	–	–	–	–	228
Obligations de sociétés	3 345	–	–	–	–	–	3 345
Obligations d'État	6 726	–	–	–	–	–	6 726
	1 950 648	20 487	40 657	806 695	70 855	938 694	1 011 953

Notes

1. Véhicules, matériel et outillage, autres immobilisations corporelles, stocks et créances clients.
2. Représente les soldes de trésorerie détenus auprès d'autres banques. Inclus dans la trésorerie de 486,2 M\$ dans l'état de la situation financière.
3. Ces biens donnés en garantie ne sont pas facilement convertibles en trésorerie, car ils sont vendus sur le marché et dépendent de l'existence d'un acheteur et d'un vendeur.

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

Exposition maximale au risque de crédit au 30 juin 2016

Type de garantie ou de rehaussement de crédit	Exposition maximale au risque de crédit (en milliers de \$)	Juste valeur des garanties et rehaussements de crédit détenus					Exposition nette (en milliers de \$)
		Trésorerie (en milliers de \$)	Lettres de crédit/ Garanties (en milliers de \$)	Propriétés ³ (en milliers de \$)	Autres ^{1, 3} (en milliers de \$)	Garantie nette (en milliers de \$)	
Placement auprès d'autres banques²	179 442	—	—	—	—	—	179 442
Prêts et avances	1 421 046	17 788	—	323 007	58 451	399 246	1 021 800
Crédit hypothécaire	88 293	—	—	52 010	—	52 010	36 283
Crédit à tempérament	55 076	—	—	11 474	993	12 467	42 609
Crédit aux entreprises	548 942	16 665	—	152 182	56 222	225 069	323 873
Crédit commercial et immobilier	39 570	1 034	—	19 336	686	21 056	18 514
Crédit à la consommation	689 165	89	—	88 005	550	88 644	600 521
Instruments financiers dérivés							
Swaps de devises	5 121	—	—	—	—	—	5 121
Contrats de change à terme	—	—	—	—	—	—	—
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	146 773	—	—	—	28 921	28 921	117 852
Obligations d'État	15 808	—	—	—	4 323	4 323	11 485
Billets	675	—	—	—	—	—	675
Bons du Trésor	130 290	—	—	—	24 598	24 598	105 692
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 595	—	—	—	—	—	13 595
Titres de capitaux propres cotés	1 125	—	—	—	—	—	1 125
Titres de capitaux propres hors cote	12 460	—	—	—	—	—	12 460
Unités de capitaux	10	—	—	—	—	—	10
Placements financiers disponibles à la vente	17 475	—	—	—	—	—	17 475
Obligations d'État	2 026	—	—	—	—	—	2 026
Obligations de sociétés	11 925	—	—	—	—	—	11 925
Titres de capitaux propres hors cote	722	—	—	—	—	—	722
Placements hors cote	2 802	—	—	—	—	—	2 802
Placements financiers détenus jusqu'à leur échéance	164 411	—	—	—	—	—	164 411
Bons du Trésor	118 866	—	—	—	—	—	118 866
Obligations de sociétés	8 743	—	—	—	—	—	8 743
Obligations d'État	36 802	—	—	—	—	—	36 802
	1 947 863	17 788	—	323 007	87 372	428 167	1 519 696

Notes

1. Véhicules, matériel et outillage, autres immobilisations corporelles, stocks et créances clients.
2. Représente les soldes de trésorerie détenus auprès d'autres banques. Inclus dans la trésorerie de 448,3 M\$ dans l'état de la situation financière.
3. Ces biens donnés en garantie ne sont pas facilement convertibles en trésorerie, car ils sont vendus sur le marché et dépendent de l'existence d'un acheteur et d'un vendeur.

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

Exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2016

Type de garantie ou de rehaussement de crédit	Exposition maximale au risque de crédit (en milliers de \$)	Juste valeur des garanties et rehaussements de crédit détenus					Exposition nette (en milliers de \$)
		Trésorerie (en milliers de \$)	Lettres de crédit/ Garanties (en milliers de \$)	Propriétés ³ (en milliers de \$)	Autres ^{1, 3} (en milliers de \$)	Garantie nette (en milliers de \$)	
Placement auprès d'autres banques²	157 032	—	—	—	—	—	157 032
Prêts et avances	1 334 763	16 295	16 160	427 012	91 056	550 523	784 240
Crédit hypothécaire	146 593	—	—	124 737	20	124 757	21 836
Crédit à tempérament	13 276	—	20	2 905	2 918	5 843	7 433
Crédit aux entreprises	510 114	12 773	11 433	206 347	74 161	304 714	205 400
Crédit commercial et immobilier	124 603	3 096	4 707	82 094	8 896	98 793	25 810
Crédit à la consommation	540 177	426	—	10 929	5 061	16 416	523 761
Instruments financiers dérivés	6 323	—	—	—	—	—	6 323
Swaps de devises	6 025	—	—	—	—	—	6 025
Contrats de change à terme	298	—	—	—	—	—	298
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	101 727	—	—	—	—	—	101 727
Obligations d'État	5 382	—	—	—	—	—	5 382
Bons du Trésor	96 345	—	—	—	—	—	96 345
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 868	—	—	—	—	—	13 868
Titres de capitaux propres cotés	774	—	—	—	—	—	774
Titres de capitaux propres hors cote	13 084	—	—	—	—	—	13 084
Unités de capitaux	10	—	—	—	—	—	10
Placements financiers disponibles à la vente	205 328	—	29 571	—	—	29 571	175 757
Obligations d'État	52 046	—	4 600	—	—	4 600	47 446
Obligations de sociétés	9 561	—	—	—	—	—	9 561
Titres de capitaux propres hors cote	1 385	—	—	—	—	—	1 385
Placements hors cote	25 095	—	24 971	—	—	24 971	124
Bons du Trésor	117 241	—	—	—	—	—	117 241
Placements financiers détenus jusqu'à leur échéance	31 864	—	—	—	—	—	31 864
Bons du Trésor	22 086	—	—	—	—	—	22 086
Obligations de sociétés	3 440	—	—	—	—	—	3 440
Obligations d'État	6 338	—	—	—	—	—	6 338
	1 850 905	16 295	45 731	427 012	91 056	580 094	1 270 811

Notes

1. Véhicules, matériel et outillage, autres immobilisations corporelles, stocks et créances clients.
2. Représente les soldes de trésorerie détenus auprès d'autres banques. Inclus dans la trésorerie de 406,3 M\$ dans l'état de la situation financière.
3. Ces biens donnés en garantie ne sont pas facilement convertibles en trésorerie, car ils sont vendus sur le marché et dépendent de l'existence d'un acheteur et d'un vendeur.

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

Risque de concentration lié aux actifs financiers exposés au risque de crédit

a. Secteurs géographiques

Le tableau qui suit présente une ventilation des principales expositions au risque de crédit du Groupe à leur valeur comptable, classées par région géographique au 30 juin 2017. Pour ce tableau, le Groupe a réparti les expositions entre les régions en fonction du pays de résidence de ses contreparties :

	Botswana (en milliers de \$)	Mozambique (en milliers de \$)	Tanzanie (en milliers de \$)	Zambie (en milliers de \$)	Zimbabwe (en milliers de \$)	Autres/ Rwanda (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2017							
Placements auprès d'autres banques	75 443	19 469	10 795	63 355	15 624	14 795	199 481
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	64 938	8 743	–	3 909	–	–	77 590
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	12 756	–	1 013	–	13 769
Actifs financiers dérivés	6 454	–	–	–	–	1	6 455
Prêts et avances (montant net)	560 547	87 293	74 215	186 064	210 437	211 316	1 329 872
Titres de placement	5 506	324	25 780	71 757	172 086	48 028	323 481
	712 888	115 829	123 546	325 085	399 160	274 140	1 950 648

	Botswana (en milliers de \$)	Mozambique (en milliers de \$)	Tanzanie (en milliers de \$)	Zambie (en milliers de \$)	Zimbabwe (en milliers de \$)	Autres/ Rwanda (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2016							
Placements auprès d'autres banques	628	26 970	18 293	117 121	9 232	7 198	179 442
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	72 103	13 753	28 920	31 997	–	–	146 773
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	12 460	–	1 135	–	13 595
Actifs financiers dérivés	–	–	–	–	–	5 121	5 121
Prêts et avances (montant net)	520 748	93 834	87 291	224 952	280 700	213 521	1 421 046
Titres de placement	5 030	118	456	67 372	58 204	50 706	181 886
	598 509	134 675	147 420	441 442	349 271	276 546	1 947 863

	Botswana (en milliers de \$)	Mozambique (en milliers de \$)	Tanzanie (en milliers de \$)	Zambie (en milliers de \$)	Zimbabwe (en milliers de \$)	Autres/ Rwanda (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
31 décembre 2016							
Placements auprès d'autres banques	28 289	18 475	25 090	68 946	2 562	13 670	157 032
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	96 345	–	–	5 382	–	–	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	–	–	13 084	–	784	–	13 868
Actifs financiers dérivés	20	278	–	–	–	6 025	6 323
Prêts et avances (montant net)	531 859	79 813	87 242	194 086	232 624	209 139	1 334 763
Titres de placement	5 246	5 975	30 759	85 016	83 424	26 772	237 192
	661 759	104 541	156 175	353 430	319 394	255 606	1 850 905

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

b. Secteurs d'activité

Le tableau qui suit présente une ventilation des principales expositions au risque de crédit du Groupe à leur valeur comptable, classées en fonction du secteur d'activité des contreparties au 30 juin 2017 :

	Agriculture (en milliers de \$)	Construc- tion (en milliers de \$)	Gros, détail et commerce (en milliers de \$)	Secteur public (en milliers de \$)	Fabrication (en milliers de \$)	Mines et énergie (en milliers de \$)	Services financiers (en milliers de \$)	Transport (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Tourisme (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2017												
Placements auprès d'autres banques	-	-	-	-	-	-	199 481	-	-	-	-	199 481
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	77 590	-	-	-	-	77 590
Actifs financiers désignés à la juste valeur	276	-	1 107	-	172	10 438	1 776	-	-	-	-	13 769
Actifs financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	6 454	-	-	-	1	6 455
Prêts et avances (montant net)	37 495	13 644	232 055	114 178	47 262	35 305	33 218	16 514	653 638	20 973	125 590	1 329 872
Titres de placement	-	-	-	102 688	-	-	220 793	-	-	-	-	323 481
	37 771	13 644	233 162	216 866	47 434	45 743	539 312	16 514	653 638	20 973	125 591	1 950 648

	Agriculture (en milliers de \$)	Construc- tion (en milliers de \$)	Gros, détail et commerce (en milliers de \$)	Secteur public (en milliers de \$)	Fabrication (en milliers de \$)	Mines et énergie (en milliers de \$)	Services financiers (en milliers de \$)	Transport (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Tourisme (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2016												
Placements auprès d'autres banques	-	-	-	-	-	-	179 442	-	-	-	-	179 442
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	28 920	-	-	117 853	-	-	-	-	146 773
Actifs financiers désignés à la juste valeur	11	28	87	-	437	9 692	3 340	-	-	-	-	13 595
Actifs financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	5 121	-	-	-	-	5 121
Prêts et avances (montant net)	41 018	119 480	243 378	95 893	93 862	43 303	35 201	19 360	611 540	9 964	108 047	1 421 046
Titres de placement	-	-	-	106 592	-	-	75 294	-	-	-	-	181 886
	41 029	119 508	243 465	231 405	94 299	52 995	416 251	19 360	611 540	9 964	108 047	1 947 863

	Agriculture (en milliers de \$)	Construc- tion (en milliers de \$)	Gros, détail et commerce (en milliers de \$)	Secteur public (en milliers de \$)	Fabrication (en milliers de \$)	Mines et énergie (en milliers de \$)	Services financiers (en milliers de \$)	Transport (en milliers de \$)	Particuliers (en milliers de \$)	Tourisme (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
31 décembre 2016												
Placements auprès d'autres banques	-	-	-	-	-	-	157 032	-	-	-	-	157 032
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	101 727	-	-	-	-	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur	9	58	1 023	-	126	10 774	1 811	-	-	-	67	13 868
Actifs financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	6 323	-	-	-	-	6 323
Prêts et avances (montant net)	42 969	24 233	184 565	85 828	66 494	40 084	10 789	21 470	606 156	16 241	235 934	1 334 763
Titres de placement	-	-	-	57 072	-	-	180 120	-	-	-	-	237 192
	42 978	24 291	185 588	142 900	66 620	50 858	457 802	21 470	606 156	16 241	236 001	1 850 905

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

Qualité du crédit par catégorie d'actifs financiers

La Banque gère la qualité du crédit des actifs financiers en ayant recours à des notations de crédit internes. Le tableau qui suit fait état de la qualité du crédit par catégorie d'actifs pour tous les actifs financiers exposés au risque de crédit, en fonction du système de notation de crédit interne de la Banque. Les montants sont présentés déduction faite des corrections de valeur.

	Ni en souffrance ni dépréciés	En souffrance mais non dépréciés			Dépréciés individuelle- ment	30 juin 2017 (en milliers de \$)
	Productifs (en milliers de \$)	30 jours (en milliers de \$)	De 31 à 60 jours (en milliers de \$)	De 61 à 90 jours (en milliers de \$)	(en milliers de \$)	
30 juin 2017						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	486 149	–	–	–	–	486 149
Actifs financiers dérivés	6 455	–	–	–	–	6 455
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	77 590	–	–	–	–	77 590
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 769	–	–	–	–	13 769
Prêts et avances à des clients						
Crédit hypothécaire	113 053	10 573	4 897	4 619	15 032	148 174
Crédit à tempérament	11 085	236	–	661	4 313	16 295
Crédit aux entreprises	355 997	15 301	7 077	54 347	71 087	503 809
Crédit commercial et immobilier	104 578	11 014	1 941	753	3 593	121 879
Crédit à la consommation	537 927	13 177	1 026	6 843	29 560	588 533
Prêts et avances, montant brut	1 122 640	50 301	14 941	67 223	123 585	1 378 690
Moins : dépréciation	–	(7 364)	(4 620)	(4 630)	(32 204)	(48 818)
Prêts et avances, montant net	1 122 640	42 937	10 321	62 593	91 381	1 329 872
Placements financiers disponibles à la vente	269 953	–	–	–	–	269 953
Obligations d'État	121 931	–	–	–	–	121 931
Obligations de sociétés	126 271	–	–	–	–	126 271
Titres de capitaux propres hors cote	21 427	–	–	–	–	21 427
Placements hors cote	324	–	–	–	–	324
Placements financiers détenus jusqu'à l'échéance	53 528	–	–	–	–	53 528
Billet	228	–	–	–	–	228
Bons du Trésor	43 229	–	–	–	–	43 229
Obligations de sociétés	3 345	–	–	–	–	3 345
Obligations d'État	6 726	–	–	–	–	6 726
Total	2 030 084	42 937	10 321	62 593	91 381	2 237 316

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

	Ni en souffrance ni dépréciés	En souffrance mais non dépréciés			Dépréciés individuelle- ment (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)
	Productifs (en milliers de \$)	30 jours (en milliers de \$)	De 31 à 60 jours (en milliers de \$)	De 61 à 90 jours (en milliers de \$)		
30 juin 2016						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	448 257	—	—	—	—	448 257
Actifs financiers dérivés	5 121	—	—	—	—	5 121
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	146 773	—	—	—	—	146 773
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 595	—	—	—	—	13 595
Prêts et avances à des clients						
Crédit hypothécaire	83 838	600	95	283	4 548	89 364
Crédit à tempérament	33 169	12 859	3 327	903	8 813	59 071
Crédit aux entreprises	411 432	27 787	11 141	38 590	73 122	562 072
Crédit commercial et immobilier	29 686	1 346	253	(1 510)	11 201	40 976
Crédit à la consommation	594 693	56 313	9 344	7 652	31 562	699 564
Prêts et avances, montant brut	1 152 818	98 905	24 160	45 918	129 246	1 451 047
Moins : dépréciation					(30 001)	(30 001)
Prêts et avances, montant net	1 152 818	98 905	24 160	45 918	99 245	1 421 046
Placements financiers disponibles à la vente	17 475	—	—	—	—	17 475
Obligations d'État	2 026	—	—	—	—	2 026
Obligations de sociétés	11 925	—	—	—	—	11 925
Titres de capitaux propres hors cote	722	—	—	—	—	722
Placements hors cote	2 802	—	—	—	—	2 802
Placements financiers détenus jusqu'à l'échéance	164 411	—	—	—	—	164 411
Bons du Trésor	118 866	—	—	—	—	118 866
Obligations de sociétés	8 743	—	—	—	—	8 743
Obligations d'État	36 802	—	—	—	—	36 802
Total	1 948 450	98 905	24 160	45 918	99 245	2 216 678

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

	Ni en souffrance ni dépréciés	En souffrance mais non dépréciés			Dépréciés individuelle- ment (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
	Productifs (en milliers de \$)	30 jours (en milliers de \$)	De 31 à 60 jours (en milliers de \$)	De 61 à 90 jours (en milliers de \$)		
31 décembre 2016						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	406 325	—	—	—	—	406 325
Actifs financiers dérivés	6 323	—	—	—	—	6 323
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	101 727	—	—	—	—	101 727
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	13 868	—	—	—	—	13 868
Prêts et avances à des clients						
Crédit hypothécaire	113 746	9 826	4 481	5 892	14 907	148 852
Crédit à tempérament	13 673	—	462	462	4 322	18 919
Crédit aux entreprises	381 819	16 254	13 201	37 187	75 788	524 249
Crédit commercial et immobilier	73 024	12 066	6 023	6 240	28 257	125 610
Crédit à la consommation	515 088	15 815	6 287	9 747	7 929	554 866
Prêts et avances, montant brut	1 097 350	53 961	30 454	59 528	131 203	1 372 496
Moins : dépréciation pour prêts douteux	(2 521)	(3 167)	—	—	(32 045)	(37 733)
Prêts et avances, montant net	1 094 829	50 794	30 454	59 528	99 158	1 334 763
Placements financiers disponibles à la vente	205 328	—	—	—	—	205 328
Obligations d'État	52 046	—	—	—	—	52 046
Titres de capitaux propres hors cote	1 385	—	—	—	—	1 385
Placements hors cote	25 095	—	—	—	—	25 095
Bons du Trésor	117 241	—	—	—	—	117 241
Obligations de sociétés	9 561	—	—	—	—	9 561
Placements financiers détenus jusqu'à l'échéance	31 864	—	—	—	—	31 864
Bons du Trésor	22 086	—	—	—	—	22 086
Obligations de sociétés	3 440	—	—	—	—	3 440
Obligations d'État	6 338	—	—	—	—	6 338
Total	1 860 264	50 794	30 454	59 528	99 158	2 100 198

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations à leur échéance en raison du retrait de dépôts de clients, des besoins en trésorerie au titre des engagements contractuels ou d'autres sorties de trésorerie, comme les échéances de dettes ou les appels de marge liés à des dérivés. Ces sorties de trésorerie réduiraient les ressources en trésorerie disponibles pour les prêts aux clients, les activités de transactions et les placements. Dans des circonstances extrêmes, le manque de liquidités pourrait entraîner des réductions dans l'état consolidé de la situation financière et la vente d'actifs, voire l'incapacité d'honorer des engagements au titre de prêts. Le risque que le Groupe ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations est inhérent à toutes ses activités bancaires et peut être touché par un éventail d'événements propres à l'institution ou à l'échelle du marché, y compris des événements liés au crédit, des activités de fusion et d'acquisition, des chocs systémiques et des désastres naturels.

Gestion du capital et du risque de liquidité

ALCO examine l'état du capital du Groupe mensuellement. Il tient également compte des activités du bureau de la trésorerie, qui applique une politique de gestion de la trésorerie approuvée et respecte les limites approuvées.

La liquidité revêt une importance cruciale pour les institutions financières. Nos marchés sont souvent exposés aux difficultés inhérentes aux marchés secondaires des valeurs mobilières sous-développés et, parfois, à des titres d'État non liquides. La banque a donc mis en place une politique de liquidité et de financement exhaustive pour faire face aux événements propres à l'entité et à l'échelle du marché. Notre principal objectif consiste à être en mesure de financer la banque et à permettre à nos entreprises de base de poursuivre leurs activités et d'honorer leurs obligations dans des circonstances défavorables.

Nous avons établi des lignes directrices en matière de liquidité qui visent à s'assurer que nous disposons d'actifs liquides suffisants pour faire face aux conséquences potentielles de l'attrition des dépôts ou d'une réduction de la liquidité des marchés financiers. Nos lignes directrices comprennent le maintien d'une réserve de liquidité adéquate pour couvrir nos besoins de financement potentiels et des sources de financement diversifiées pour éviter une trop grande dépendance à l'égard de sources plus volatiles et moins fiables sur les marchés financiers.

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

Nous tentons de gérer le risque de liquidité selon les trois principes suivants :

- Excédents de liquidités – Nous tentons de maintenir un excédent de liquidités afin d'être à même de faire face à un vaste éventail de sorties de trésorerie et de besoins en garanties dans un environnement difficile.
- Gestion d'actifs et de passifs – Par l'intermédiaire d'ALCO, nous évaluons les périodes de détention prévues pour nos actifs et le risque que ces actifs ne soient pas liquides dans un environnement difficile. Nous gérons l'asymétrie des échéances et la diversification du financement pour l'ensemble des marchés, des produits et des contreparties et tentons de maintenir des passifs d'une durée appropriée par rapport à notre actif.
- Plan de prévoyance – Nous tentons de maintenir un plan de prévoyance qui énonce le cadre général à suivre pour analyser les situations de crise ou périodes de stress des marchés et déterminer les mesures à prendre. Ce cadre général établit le plan d'action à suivre pour financer la poursuite normale des activités dans des situations d'urgence et de stress.

Le Groupe mise sur une approche axée sur la prudence et la circonspection en matière de liquidités, gérant les liquidités de manière à privilégier le financement à long terme à taux fixe. Son financement est donc exposé au risque de liquidité.

Le cadre de gestion du capital a été amélioré en intégrant toutes les meilleures pratiques en matière de gestion des risques depuis la crise financière. La mise en œuvre des dispositions de l'accord international sur les règles révisées de fonds propres fondés sur les risques (soit l'Accord de Bâle II ») suit son cours. Notre cadre de gestion du capital est en grande partie dicté par l'Accord de Bâle II. En théorie, l'Accord de Bâle II tentait d'atteindre son objectif en établissant des exigences en matière de gestion des risques et du capital visant à s'assurer qu'une banque dispose d'un capital adéquat par rapport au risque auquel elle s'expose du fait de ses pratiques de prêt et de placement. Dans l'ensemble, ces règles font en sorte que plus la banque est exposée au risque, plus le montant du capital qu'elle doit maintenir pour demeurer solvable et préserver sa stabilité économique générale est élevé.

Simulation de crise

Dans le cadre de l'application de nos pratiques de gestion des risques de base, nous procédons périodiquement à des simulations de crise à l'échelle de l'entreprise pour mieux comprendre la sensibilité du résultat, du capital et de la liquidité à certains scénarios économiques et commerciaux, y compris des conditions économiques et de marché plus graves que prévu.

Ces simulations de crise à l'échelle de l'entreprise nous permettent d'acquérir une compréhension des incidences potentielles de notre profil de risque sur le résultat, le capital et la liquidité et sont une composante clé de nos pratiques de gestion du capital. Les scénarios sont choisis par la haute direction. On détermine et on analyse ensuite l'incidence de chaque scénario sur chaque branche d'activité, en mettant à contribution principalement les modèles et processus utilisés dans les activités de gestion quotidiennes.

Les incidences sont évaluées conjointement avec les mesures d'atténuation qui pourraient être prises. L'analyse de ces scénarios de crise est documentée et examinée hebdomadairement par notre comité de gestion du risque de liquidité, notre comité de gestion des actifs et des passifs, notre comité exécutif et le comité de gestion des risques et d'audit du conseil, et est intégrée, conjointement avec d'autres processus opérationnels de base, à la prise de décisions éclairées par la direction et le conseil. Nous avons fait preuve d'un engagement considérable en élaborant des outils et des systèmes pour intégrer la simulation de crise en tant que processus opérationnel de base.

Analyse du risque de liquidité

Flux de trésorerie liés aux passifs financiers non dérivés

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie à payer par le Groupe au titre des passifs et actifs financiers non dérivés détenus pour gérer le risque de liquidité en fonction des échéances contractuelles à la date de clôture. Les montants indiqués dans le tableau sont les flux de trésorerie contractuels non actualisés, même si le Groupe gère le risque de liquidité inhérent en fonction des entrées de trésorerie non actualisées attendues.

	Moins de 1 mois (en milliers de \$)	De 1 à 3 mois (en milliers de \$)	De 3 à 12 mois (en milliers de \$)	Plus de 1 an (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)	Effet de l'escompte/ taux de financement (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2017							
Dépôts	1 128 534	406 495	310 796	50 506	1 896 331	(3 679)	1 892 652
Capitaux empruntés	39 966	13 183	38 770	295 357	387 276	(22 602)	364 674
Total du passif (contractuel)	1 168 500	419 678	349 566	345 863	2 283 607	(26 281)	2 257 326
	Moins de 1 mois (en milliers de \$)	De 1 à 3 mois (en milliers de \$)	De 3 à 12 mois (en milliers de \$)	Plus de 1 an (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)	Effet de l'escompte/taux de financement (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
30 juin 2016							
Dépôts	883 992	152 835	698 438	62 780	1 798 045	16 879	1 814 924
Capitaux empruntés	19 479	4 568	92 422	245 385	361 854	(18 893)	342 961
Total du passif (contractuel)	903 471	157 403	790 860	308 165	2 159 899	(2 014)	2 157 885

13. Risque de crédit et risque de liquidité (suite)

31 décembre 2016	Moins de 1 mois (en milliers de \$)	De 1 à 3 mois (en milliers de \$)	De 3 à 12 mois (en milliers de \$)	Plus de 1 an (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)	Effet de l'escompte/taux de financement (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Dépôts	1 043 415	404 967	327 979	26 504	1 802 865	(3 422)	1 799 443
Capitaux empruntés	63 451	6 235	38 254	226 860	334 800	(12 226)	322 574
Total du passif (contractuel)	1 106 866	411 202	366 233	253 364	2 137 665	(15 648)	2 122 017

14. Produits financiers

Comptabilisation des produits d'intérêts

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Application de l'ajustement à la juste valeur aux prêts et avances acquis à la juste valeur dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	184	—	—
Trésorerie et fonds à court terme	5 275	5 908	5 951
Titres de placement et instruments financiers datés	17 812	5 174	23 416
Prêts et avances au coût amorti	105 090	91 522	217 685
Autres produits d'intérêts	898	—	—
Placements financiers disponibles à la vente	9 949	3 762	—
Produits financiers	139 208	106 366	247 052
Produits d'intérêts sur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	—
Produits financiers	139 208	106 366	247 052

15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Se reporter à la description de la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

Estimations et jugements comptables critiques

Un grand nombre d'instruments financiers du Groupe sont évalués à la juste valeur à l'état de la situation financière et il est habituellement possible d'en déterminer la juste valeur à l'intérieur d'une fourchette raisonnable d'estimations. Les estimations de juste valeur sont faites à un point donné en fonction de la conjoncture du marché et de l'information dont on dispose sur l'instrument financier en cause. Comme ces estimations sont de nature subjective et qu'elles font intervenir des facteurs d'incertitude et qui demandent l'exercice du jugement (comme les taux d'intérêt, la volatilité et les flux de trésorerie estimés), elles ne peuvent être déterminées avec précision.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Obligations d'État	5 388	11 485	5 382
Obligations de sociétés	—	675	—
Bons du Trésor	42 175	91 937	75 953
	47 563	104 097	81 335
Actifs financiers détenus à des fins de transaction donnés en garantie			
Obligations d'État	2 500	4 323	—
Obligations de sociétés	6 243	—	—
Bons du Trésor et autres instruments du marché libre	21 284	38 353	20 392
	30 027	42 676	20 392
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	77 590	146 773	101 727

15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction (suite)

En ce qui concerne les filiales, les investissements dans des obligations d'État et des bons du Trésor visent en partie à satisfaire aux prescriptions des banques centrales locales en matière de liquidité ainsi qu'à diversifier davantage leur portefeuille d'actifs. Ni les filiales ni la société de portefeuille ne procèdent à des investissements transfrontaliers de titres gouvernementaux. Le Groupe investit également dans des titres négociables émis par de grandes sociétés sur leurs marchés respectifs.

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2017 et 2016. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 24 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

16. Actifs financiers désignés à la juste valeur

Se reporter à la description de la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Titres de capitaux propres cotés	1 003	1 125	774
Titres de capitaux propres hors cote	12 756	12 460	13 084
Unités immobilières	10	10	10
Actifs financiers désignés à la juste valeur	13 769	13 595	13 868

Les titres cotés comprennent diverses valeurs mobilières inscrites à la Bourse du Zimbabwe dans lesquelles ont investi les filiales. Le reste est formé d'un certain nombre de placements en capitaux propres hors cote hébergés par une société de placement du Groupe (voir le résumé des hypothèses d'évaluation présentées dans la section Gestion du risque financier des états financiers).

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2017 et 2016. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 24 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

17. Titres de placement

Se reporter à la méthode comptable concernant les instruments financiers aux pages 12 à 16.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Disponible à la vente			
Obligations d'État	61 504	2 026	52 046
Obligations de sociétés	68 941	—	9 561
Titres de capitaux propres cotés	—	—	—
Titres de capitaux propres hors cote	21 427	722	1 385
Placements hors cote	324	2 802	25 095
Bons du Trésor	—	—	117 241
Disponibles à la vente donnés en garantie	152 196	5 550	205 328
Obligations de sociétés	57 330	11 925	—
Obligations d'État	60 427	—	—
	117 757	11 925	—
Détenus jusqu'à l'échéance			
Billets	228	—	—
Bons du Trésor	—	99 200	—
Obligations de sociétés	—	4 943	—
Obligations d'État	—	11 910	—
	228	116 053	—
Détenus jusqu'à l'échéance donnés en garantie			
Bons du Trésor	43 229	19 666	22 086
Obligations de sociétés	3 345	3 800	3 440
Obligations d'État	6 726	24 892	6 338
	53 300	48 358	31 864
Titres de placement	323 481	181 886	237 192

Les placements dans des titres hors cote sont comptabilisés à la juste valeur. Voir le détail à la note 24.

Tous les actifs financiers détenus à des fins de transaction ont été comptabilisés à la juste valeur pour 2017 et 2016. Voir l'information sur la juste valeur fournie à la note 24 pour plus de détails sur les principales hypothèses retenues.

18. Produits financiers hors intérêts

Comptabilisation des produits financiers hors intérêts

Honoraires et commissions

Les produits et charges liés aux honoraires et commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif d'un actif ou passif financier entrent dans l'évaluation de ce taux.

Les autres produits tirés d'honoraires ou de commissions — dont les frais de service rattachés aux comptes, les frais de gestion de placements, les commissions de vente, les frais de placement et les commissions de syndication — sont comptabilisés à mesure que les services en cause sont assurés. Si l'on ne prévoit pas que l'engagement de prêt donnera lieu à des prélèvements sur le prêt, la commission d'engagement qui s'y rattache est comptabilisée selon le mode linéaire sur la période d'engagement.

Les autres charges liées aux honoraires et commissions concernent principalement des coûts de transactions et frais de service, lesquels sont comptabilisés en résultat à mesure que les services sont reçus.

Résultat net de négociation

Le résultat net de négociation correspond aux profits tirés des transactions d'actifs et de passifs dont sont soustraites les pertes s'y rattachant, et tient compte de toutes les variations réalisées ou latentes de la juste valeur, des intérêts, des dividendes et des écarts de conversion.

	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Produits (pertes) nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	4 177	22 255	25 736
Produits d'honoraires et de commissions	19 893	21 125	48 861
Résultat net de négociation et réévaluation des devises	12 986	17 123	35 955
Profits et pertes sur les placements disponibles à la vente	(145)	—	—
Autres produits	6 692	7 800	3 947
Produits financiers hors intérêts	43 603	68 303	114 499

19. Charges d'exploitation

Charges d'exploitation	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Frais d'administration	(40 483)	(42 874)	(81 195)
Frais de location d'immeubles	(5 278)	(3 794)	(8 097)
Charges de personnel	(43 114)	(48 753)	(106 572)
Honoraires de l'auditeur	(1 026)	(1 770)	(2 942)
Dotation aux amortissements	(11 055)	(7 337)	(21 175)
Rémunération des administrateurs	(2 558)	(2 270)	(3 087)
	(103 514)	(106 798)	(223 068)

20. Impôt

20.1 Charge d'impôt

	Semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de \$)	Semestre clos le 30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Charge d'impôt exigible			
Charge d'impôt exigible de la période	(1 749)	2 709	(8 107)
Impôt sur la quote-part du résultat net d'entreprises associées	–	–	(4)
Retenues d'impôt	(126)	1	(1)
Taxes bancaires	–	1	–
	(1 875)	2 711	(8 112)
Impôt différé			
Total de l'impôt différé	(3 514)	(3 078)	8 190
Total de la charge d'impôt selon l'état du résultat net	(5 389)	(367)	78
Rapprochement de la charge d'impôt au taux effectif			
Résultat net avant impôt	16 757	1 408	9 367
Charge d'impôt exigible selon l'état du résultat net	5 389	367	78
Taux d'impôt effectif (%)	32 %	26 %	1 %

20. Impôt (suite)

20.2. Incidence de l'impôt sur les autres éléments du résultat global

	30 juin 2017			30 juin 2016			31 décembre 2016		
	Avant impôt (en milliers de \$)	Charge d'impôt (en milliers de \$)	Après impôt (en milliers de \$)	Avant impôt (en milliers de \$)	Charge d'impôt (en milliers de \$)	Après impôt (en milliers de \$)	Avant impôt (en milliers de \$)	Charge d'impôt (en milliers de \$)	Après impôt (en milliers de \$)
Écarts de conversion d'établissements à l'étranger	44	–	44	(83 010)	–	(83 010)	(159 423)	–	(159 423)
Réévaluation de propriétés déduction faite de l'impôt différé	–	–	–	–	–	–	2 969	(10)	2 959
Quote-part des réserves d'entreprises associées	–	–	–	317	–	317	(3 406)	–	(3 406)
Variation des réserves disponibles à la vente	(1 324)	268	(1 056)	715	–	715	11 191	–	11 191
Autres éléments du résultat global	(1 280)	268	(1 012)	(81 978)	–	(81 978)	(148 669)	(10)	(148 679)

20.3. Impôt différé

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Solde à l'ouverture de la période	(8 765)	(7 266)	(7 266)
Acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises	–	(3 715)	(9 506)
Ajustement au titre du change	747	(1 245)	(193)
Charge à l'état du résultat net (note 20.1)	(3 514)	3 078	8 190
Impôt différé sur les montants portés aux capitaux propres	174	(184)	10
	(11 358)	(9 332)	(8 765)
Présentés comme suit :			
Actif d'impôt différé	14 338	9 415	14 323
Passifs d'impôt différé	(25 696)	(18 747)	(23 088)
	(11 358)	(9 332)	(8 765)

Incidence fiscale des différences temporaires

Montants à payer/recevoir	534	552	1 531
Impôt différé sur obligation assortie de bons de souscription	1 296	958	959
Pertes de valeur	10 458	15 575	6 820
Immobilisations corporelles	(4 118)	(5 437)	(7 464)
Immeubles de placement	42	(987)	72
Profits latents sur placements	(708)	(2 572)	(1 806)
Écart de réévaluation	(1 313)	(252)	(192)
Pertes fiscales	8 534	1 604	9 017
Ajustements à l'acquisition	(22 161)	–	(2 321)
Pertes fiscales et pertes de juste valeur de périodes antérieures	–	(18 727)	(23 342)
Autre	(3 922)	(46)	7 961
	(11 358)	(9 332)	(8 765)

Montants pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Différences temporaires déductibles	–	–	–
Pertes fiscales inutilisées	2 963	32 611	8 696
Crédits d'impôt inutilisés	2 963	–	–

20. Impôt (suite)

L'actif d'impôt différé inutilisé a trait principalement aux pertes fiscales d'ABCH (6,8 M\$), de BancABC Tanzania (12,0 M\$) et de Tanzania Development Finance Limited (15,2 M\$). Les pertes fiscales d'ABCH seront utilisées en facturant des frais de gestion ou des intérêts sur le financement offert aux filiales. Pour BancABC Tanzania, les nouveaux flux de rentrées seront appliqués afin d'utiliser la perte fiscale. Les actifs d'impôt différé de Tanzania Development Finance Limited, qui sont principalement attribuables à des différences temporaires sur les dépréciations de prêts, devraient être utilisés lorsque les cas de dépréciation de prêts seront réglés ou lorsque les montants seront radiés de façon permanente.

21. Compensation d'actifs et de passifs financiers

Compensation d'instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il a l'intention de les régler pour leur montant net, ou de réaliser l'actif et régler le passif simultanément. Les produits différés sur les prêts sont portés en diminution de l'encours de prêts et avances, car ils seront comptabilisés sur la durée des prêts.

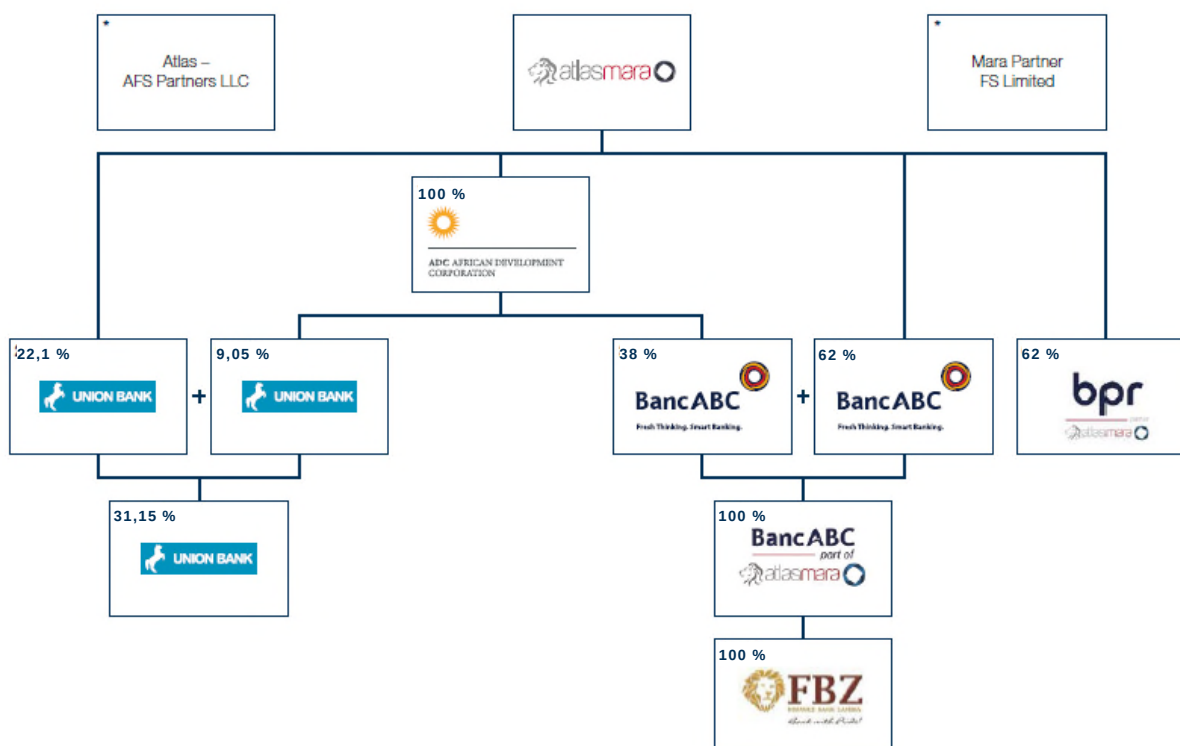
Les dispositions relatives à la compensation ont été clarifiées, et les modifications sont appliquées à compter de la période close le 30 juin 2017. Les modifications confirment que le « droit juridiquement exécutoire de compensation » n'est pas conditionnel à un événement futur et qu'il est exécutoire à la fois dans le cours normal des activités et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de ses contreparties. Les indications révisées n'ont pas d'incidence sur le Groupe.

Il n'y a pas eu compensation d'actifs et de passifs financiers au cours de la période.

22. Parties liées

Les transactions entre parties liées s'inscrivent dans le cours normal des activités et sont présentées conformément à IAS 24. Ces transactions peuvent avoir une incidence sur l'évaluation des activités, des risques et des occasions de l'organisation.

Nature des relations avec des parties liées



Note

* Représentent le groupe de sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs.

22. Parties liées (suite)

Transactions avec des parties liées

	30 juin 2017			
	Frais de gestion (en milliers de \$)	Produits/ Charges d'intérêts (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée				
Transactions entre Atlas Mara et ABCH	1 281	–	(208)	1 073
Transactions entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	4 514	38	–	4 552
Transactions entre Atlas Mara et AMFS	–	–	–	–
Transactions entre Atlas Mara et BPR	331	–	–	331
Transactions entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	(333)	(333)
	6 126	38	(541)	5 623

Soldes avec des parties liées

	30 juin 2017				
	Prêts à des sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers de \$)	Prêts de sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée					
Soldes entre Atlas Mara et ABCH	56 100	–	–	19 597	75 697
Soldes entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	–	–	(5 486)	3 033	(2 453)
Soldes entre ABC Holdings et des filiales de BancABC	40 169	1 875	(118 326)	17 740	(58 542)
Soldes entre Atlas Mara et AMFS	–	–	–	(289)	(289)
Soldes entre Atlas Mara et BPR	–	–	–	871	871
Soldes entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	–	306	306
	96 269	1 875	(123 812)	41 258	15 590

Transactions avec des parties liées

	30 juin 2016			
	Frais de gestion (en milliers de \$)	Produits/ Charges d'intérêts (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée				
Transactions entre Atlas Mara et ABCH	3 818	23	1 677	5 518
Transactions entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	1 753	–	–	1 753
Transactions entre ABCH et des filiales de BancABC	–	–	–	–
Transactions entre Atlas Mara et ADC AG	–	(111)	–	(111)
Transactions entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	–	–	1 349	1 349
	5 571	(88)	3 026	8 509

Notes annexes (suite)
Semestre clos le 30 juin 2017

Soldes avec des parties liées

	30 juin 2016				
	Prêts à des sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers de \$)	Prêts de sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée					
Soldes entre Atlas Mara et ABCH	55 023	—	—	11 668	66 691
Soldes entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	—	—	—	(25 039)	(25 039)
Soldes entre ABC Holdings et des filiales de BancABC	30 243	25 490	(65 589)	—	(9 856)
Soldes entre Atlas Mara et BRD Commercial	—	—	(541)	—	(541)
Soldes entre Atlas Mara et Atlas Mara Financial Services Limited	—	—	(10 493)	—	(10 493)
Soldes entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	—	—	—	119	119
	85 266	25 490	(76 623)	(13 252)	(20 881)

Transactions avec des parties liées

	31 décembre 2016			
	Frais de gestion (en milliers de \$)	Produits/Charges d'intérêts (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée				
Transactions entre Atlas Mara et ABCH	14 018	—	(2 916)	11 102
Transactions entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	14 914	(1 269)	(8 802)	4 843
Transactions entre ABCH et AMFS	—	(207)	—	(207)
Transactions entre Atlas Mara et BPR	1 000	—	52	1 052
Transactions entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	—	—	(2 378)	(2 378)
	29 932	(1 476)	(14 044)	14 412

Soldes avec des parties liées

	31 décembre 2016				
	Prêts à des sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers de \$)	Prêts de sociétés du Groupe (en milliers de \$)	Autres (en milliers de \$)	Total (en milliers de \$)
Partie liée					
Soldes entre Atlas Mara et ABCH	50 000	—	—	17 669	67 669
Soldes entre Atlas Mara et des filiales de BancABC	—	—	(463)	—	(463)
Soldes entre ABC Holdings et des filiales de BancABC	54 363	7 359	(117 743)	17 448	(38 573)
Soldes entre Atlas Mara et AMFS	—	—	—	(289)	(289)
Soldes entre Atlas Mara et BPR	—	—	—	511	511
Soldes entre Atlas Mara et des sociétés affiliées aux actionnaires fondateurs	—	—	—	(79)	(79)
	104 363	7 359	(118 206)	35 260	28 776

23. Résultat par action

Comptabilisation du résultat par action (« RPA »)

Le Groupe présente son résultat par action ordinaire de base et dilué. Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de manière à refléter les effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, lesquelles comprennent les options sur actions attribuées à des membres du personnel.

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Résultat net			
Résultat net de la période	11 468	1 178	8 402
Résultat de base et dilué	11 468	1 178	8 402
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (nombre d'actions)			
Comptabilisées en tant d'actions propres	(2 335)	(2 203)	(2 475)
Actions ordinaires en circulation pendant la période	76 495	73 709	73 861
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (nombre d'actions)	74 160	71 506	71 386
Nombre d'actions ordinaires sur une base diluée (nombre d'actions)			
Actions sur une base diluée	684	157	589
Nombre total d'actions ordinaires sur une base diluée (nombre d'actions)	78 844	71 663	71 975
Résultat de base par action	0,15	0,02	0,12
Résultat dilué par action	0,15	0,02	0,12

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Détermination de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou payé au transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des placements cotés se fonde sur le cours acheteur. En l'absence de marché actif pour un actif financier (et dans le cas des titres hors cote), le Groupe établit la juste valeur en ayant recours à des techniques d'évaluation. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions sans lien de dépendance récentes, l'utilisation d'autres instruments qui sont essentiellement identiques, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, des modèles d'établissement du prix des options qui reposent le plus possible sur des données d'entrée du marché et le moins possible sur des données d'entrée propres à l'entité.

Le Groupe classe les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs comprend les niveaux suivants :

- cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (**niveau 1**);
- données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (p. ex., des prix) ou indirectement (p. ex., des données dérivées des prix) (**niveau 2**);
- données concernant l'actif ou le passif qui ne reposent pas sur des données de marché observables (données non observables) (**niveau 3**).

Chaque juste valeur est classée globalement dans la hiérarchie des justes valeurs au même niveau que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. À cette fin, l'importance d'une donnée d'entrée est appréciée pour l'évaluation de la juste valeur prise dans son ensemble. Si une évaluation à la juste valeur fait appel à des données d'entrée observables qui nécessitent un ajustement important fondé sur des données d'entrée non observables, cette évaluation est classée au niveau 3. L'appréciation de l'importance d'une donnée d'entrée déterminée pour la juste valeur prise dans son ensemble nécessite l'exercice du jugement et tient compte des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif.

La détermination de la juste valeur conformément aux dispositions en matière d'évaluation et d'informations à fournir d'IFRS 13 s'applique à tous les éléments de l'état de la situation financière, et pas seulement aux instruments financiers.

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs du Groupe détenus à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs.

	30 juin 2017			Juste valeur totale (en milliers de \$)
	Cours Niveau 1 (en milliers de \$)	Données d'entrée observables Niveau 2 (en milliers de \$)	Données d'entrée non observables Niveau 3 (en milliers de \$)	
Actifs évalués à la juste valeur				
<i>Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	–	77 590	–	77 590
Obligations d'État	–	7 888	–	7 888
Bons du Trésor	–	63 459	–	63 459
Obligations de sociétés	–	6 243	–	6 243
<i>Option de la juste valeur</i>				
<i>Désignés à la juste valeur</i>	1 003	–	12 766	13 769
Titres de capitaux propres cotés	1 003	–	–	1 003
Titres de capitaux propres hors cote	–	–	12 756	12 756
Unités immobilières	–	–	10	10
<i>Instruments financiers dérivés</i>	–	170	6 285	6 455
Swaps de devises	–	–	6 285	6 285
Contrats de change à terme	–	170	–	170
<i>Placements disponibles à la vente</i>	–	269 008	945	269 953
Obligations d'État	–	121 931	–	121 931
Obligations de sociétés	–	126 271	–	126 271
Titres de capitaux propres hors cote	–	20 482	945	21 427
Placements hors cote	–	324	–	324
Hiérarchie des justes valeurs des actifs financiers	1 003	346 768	19 996	367 767
Passifs évalués à la juste valeur				
<i>Instruments financiers dérivés</i>	–	44	5 977	6 021
Swaps de devises	–	–	5 977	5 977
Contrats de change à terme	–	44	–	44
Dérivés sur actions	–	–	–	–
<i>Capitaux empruntés</i>	–	–	29 060	29 060
Passifs dont la juste valeur est indiquée				
Capitaux empruntés	–	335 614	–	335 614
Hiérarchie des justes valeurs des passifs financiers	–	335 658	35 037	370 695

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

	30 juin 2016			
	Cours Niveau 1 (en milliers de \$)	Données d'entrée observables Niveau 2 (en milliers de \$)	Données d'entrée non observables Niveau 3 (en milliers de \$)	Juste valeur totale (en milliers de \$)
Actifs évalués à la juste valeur				
<i>Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	—	117 852	28 921	146 773
Obligations d'État	—	11 485	4 323	15 808
Bons du Trésor	—	105 692	24 598	130 290
Obligations de sociétés	—	675	—	675
<i>Option de la juste valeur</i>				
<i>Désignés à la juste valeur</i>	1 125	—	12 470	13 595
Titres de capitaux propres cotés	1 125	—	—	1 125
Titres de capitaux propres hors cote	—	—	12 460	12 460
Unités immobilières	—	—	10	10
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	—	5 121	—	5 121
Contrats de change à terme	—	—	—	—
<i>Placements disponibles à la vente</i>				
Obligations d'État	—	16 935	540	17 475
Obligations de sociétés	—	2 026	—	2 026
Titres de capitaux propres hors cote	—	11 925	—	11 925
Placements hors cote	—	182	540	722
	—	2 802	—	2 802
Hiérarchie des justes valeurs des actifs financiers	1 125	139 908	41 931	182 964
Passifs évalués à la juste valeur				
<i>Instruments financiers dérivés</i>	—	6 083	4 447	10 530
Swaps de devises	—	5 121	—	5 121
Contrats de change à terme	—	962	7	969
Dérivés sur actions	—	—	4 440	4 440
<i>Capitaux empruntés</i>	—	37 129	—	37 129
Passifs dont la juste valeur est indiquée				
Capitaux empruntés	—	305 832	—	305 832
Hiérarchie des justes valeurs des passifs financiers	—	349 044	4 447	353 491

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

	31 décembre 2016			
	Cours Niveau 1 (en milliers de \$)	Données d'entrée observables Niveau 2 (en milliers de \$)	Données d'entrée non observables Niveau 3 (en milliers de \$)	Juste valeur totale (en milliers de \$)
Actifs évalués à la juste valeur				
<i>Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	—	101 727	—	101 727
Obligations d'État	—	5 382	—	5 382
Bons du Trésor	—	96 345	—	96 345
<i>Option de la juste valeur</i>				
<i>Désignés à la juste valeur</i>	774	—	13 094	13 868
Titres de capitaux propres cotés	774	—	—	774
Titres de capitaux propres hors cote	—	—	13 084	13 084
Unités immobilières	—	—	10	10
<i>Instruments financiers dérivés</i>				
Swaps de devises	—	298	6 025	6 323
Contrats de change à terme	—	—	6 025	6 025
	—	298	—	298
<i>Placements disponibles à la vente</i>				
Titres de capitaux propres hors cote	—	204 402	926	205 328
Placements hors cote	—	459	926	1 385
Obligations d'État	—	25 095	—	25 095
Obligations de sociétés	—	52 046	—	52 046
Bons du Trésor	—	9 561	—	9 561
	—	117 241	—	117 241
Hiérarchie des justes valeurs des actifs financiers	774	306 427	20 045	327 246
Passifs évalués à la juste valeur				
<i>Instruments financiers dérivés</i>	—	37	5 733	5 770
Swaps de devises	—	—	5 733	5 733
Contrats de change à terme	—	37	—	37
<i>Capitaux empruntés</i>	—	—	31 541	31 541
Passifs dont la juste valeur est indiquée				
Capitaux empruntés	—	298 298	—	298 298
Hiérarchie des justes valeurs des passifs financiers	—	298 335	37 274	335 609

Il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux 1 et 2 au cours de la période.

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Variation des justes valeurs classées au niveau 3

Le tableau qui suit présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des évaluations à la juste valeur classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

30 juin 2017						
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	–	–	20 045	20 045	5 733	5 733
Total des profits ou pertes						
– en résultat net	–	–	–	–	–	–
Achats	–	–	–	–	–	–
Émissions	–	–	(252)	(252)	–	–
Règlements	–	–	(4)	(4)	(5)	(5)
Ajustement au titre du change	–	–	207	207	251	251
Solde de clôture	–	–	19 996	19 996	5 979	5 979

30 juin 2016						
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	–	–	12 629	12 629	–	–
Total des profits ou pertes						
– en résultat net	–	–	61	61	–	–
Achats	–	–	29 709	29 709	–	–
Émissions	–	–	–	–	–	–
Règlements	–	–	–	–	4 454	4 454
Ajustement au titre du change	–	–	(468)	(468)	(6)	(6)
Solde de clôture	–	–	41 931	41 931	4 448	4 448

31 décembre 2016						
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Solde d'ouverture	–	–	12 629	12 629	–	–
Total des profits ou pertes						
– en résultat net	–	–	1 139	1 139	–	–
– dans les autres éléments du résultat global	–	–	1 149	1 149	331	331
Achats	–	–	(10)	(10)	–	–
Émissions	–	–	6 092	6 092	5 304	5 304
Règlements	–	–	–	–	–	–
Ajustement au titre du change	–	–	(12)	(12)	98	98
Transfert au niveau 3	–	–	197	197	–	–
Solde de clôture	–	–	20 045	20 045	5 733	5 733

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Le total des profits et pertes de l'exercice du tableau ci-dessous est présenté dans l'état du résultat global comme suit :

	30 juin 2017					
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Total des profits et pertes comptabilisés en résultat net au cours de la période	—	—	—	—	—	—
Résultat net tiré des autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	—	—	—	—	—	—
Total des profits et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—

	30 juin 2016					
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Total des profits et pertes comptabilisés en résultat net au cours de la période	—	—	—	—	—	—
Résultat net tiré des autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	61	—	110	171	—	—
Total des profits et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	61	—	110	171	—	—

	31 décembre 2016					
	Titres négociables (en milliers de \$)	Dérivés négociables (en milliers de \$)	Placements en instruments d'emprunt ou de capitaux propres (en milliers de \$)	Total de l'actif à la juste valeur (en milliers de \$)	Passifs financiers dérivés (en milliers de \$)	Total du passif à la juste valeur (en milliers de \$)
Total des profits et pertes comptabilisés en résultat net au cours de la période	—	—	—	—	—	—
Produits locatifs	—	—	1 149	1 149	331	331
Ajustements à la juste valeur	—	—	582	582	—	—
Résultat net tiré des autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	—	—	567	567	331	331
Total des profits et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—	—	(10)	(10)	—	—

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Description des données d'entrée non observables importantes aux fins de l'évaluation

Le tableau qui suit présente des informations sur les données d'entrée non observables importantes utilisées pour évaluer à la clôture de la période les instruments financiers classés aux niveaux 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Type d'instruments financiers	Technique d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette d'estimation (moyenne pondérée) pour les données d'entrée non observables
Titres d'emprunt gouvernementaux	Comprend les obligations d'État et les bons du Trésor. Les obligations d'État liquides qui sont négociées activement sur une bourse ou une chambre de compensation sont évaluées à la valeur de marché. Les obligations moins liquides sont évaluées selon les cours observables obtenus de maisons de courtage, de courtiers contrepartistes et d'autres services d'établissement des prix fiables. En l'absence de cours observable, une courbe est établie à partir de la courbe des rendements des swaps de taux d'intérêt américains à laquelle on ajoute un écart reflétant le risque inhérent de crédit, de liquidité et de pays de l'instrument d'emprunt en question.	Taux d'actualisation en l'absence de marché actif	12 % à 22 %
Titres d'emprunt de sociétés	Comprend les obligations de sociétés évaluées en fonction des cours observables obtenus de maisons de courtage, de courtiers contrepartistes et d'autres services d'établissement des prix fiables. En l'absence de cours observable, une courbe est établie à partir de la courbe des rendements des swaps de taux d'intérêt américains à laquelle on ajoute un écart reflétant le risque inhérent de crédit, de liquidité et de pays de l'instrument d'emprunt en question.	Taux d'actualisation en l'absence de marché actif	12 % à 18 %
Titres de capitaux propres et placements hors cote	Technique de comparaison avec le marché : le modèle d'évaluation repose sur des multiples du marché dérivés des cours cotés de sociétés comparables à l'entité émettrice appliqués au BAIIA réel de la période close le 30 juin 2017. L'estimation est ajustée de manière à refléter le caractère non négociable des instruments de capitaux propres.	Ratio cours/valeur comptable ajusté Ratio VE/BAIIA ajusté	12 % à 25 %

Analyse de sensibilité

Pour les justes valeurs des titres de capitaux propres hors cote désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les variations raisonnablement possibles à la date de clôture de l'une des données non observables importantes, toutes autres données d'entrée demeurant constantes par ailleurs, auraient les effets suivants :

	30 juin 2017			
	Résultat net		Capitaux propres	
	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)
Ratio moyen cours/valeur comptable (variation de 5 %)	12	(12)	12	(12)
Valeur comptable (variation de 2 %)	5	(5)	5	(5)
Ratio VE/BAIIA ajusté (variation de 5 %)	12	(12)	12	(12)
BAIIA (variation de 2 %)	5	(5)	5	(5)

	30 juin 2016			
	Résultat net		Capitaux propres	
	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)
Ratio moyen cours/valeur comptable (variation de 5 %)	132	(132)	9	(9)
Valeur comptable (variation de 2 %)	20	(20)	14	(14)
Ratio VE/BAIIA ajusté (variation de 5 %)	9	(9)	9	(9)
BAIIA (variation de 2 %)	462	(462)	4	(4)

24. Juste valeur des actifs et passifs financiers (suite)

Notes annexes (suite)
Semestre clos le 30 juin 2017

	31 décembre 2016			
	Résultat net		Capitaux propres	
	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)	Augmentation (en milliers de \$)	Diminution (en milliers de \$)
Ratio cours/valeur comptable (variation de 5 %)	(120)	120	10	(10)
Valeur comptable (variation de 2 %)	4	(4)	18	(18)
Ratio VE/BAIIA ajusté (variation de 5 %)	10	(10)	10	(10)
BAIIA (variation de 2 %)	(278)	278	4	(4)

Incidence des révisions d'hypothèses clés sur la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 évalués à la juste valeur

Le tableau qui suit indique l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 de la substitution par d'autres hypothèses raisonnablement possibles, par catégorie d'instruments. Les effets positifs et négatifs sont approximativement les mêmes.

	30 juin 2017		30 juin 2016		31 décembre 2016	
	Valeur comptable (en milliers de \$)	Effet de la substitution par une autre hypothèse raisonnablement possible (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Effet de la substitution par une autre hypothèse raisonnablement possible (en milliers de \$)	Valeur comptable (en milliers de \$)	Effet de la substitution par une autre hypothèse raisonnablement possible (en milliers de \$)
Actifs financiers						
<i>Option de la juste valeur</i>						
Titres de capitaux propres hors cote	–	–	12 460	–	13 084	1 308
Unités immobilières	10	1	–	–	10	1
<i>Instruments financiers dérivés</i>						
Swaps de devises	–	–	–	–	6 025	603
<i>Placements disponibles à la vente</i>						
Titres de capitaux propres hors cote	234	23	–	–	926	93
Passifs financiers						
<i>Instruments financiers dérivés</i>						
Swaps de devises	–	–	–	–	5 733	573

25. Éléments hors bilan

a. Engagements de prêts et autres passifs financiers

Le tableau qui suit résume le calendrier des engagements contractuels liés aux instruments financiers hors bilan du Groupe aux termes desquels celui-ci s'est engagé à octroyer du crédit à des clients et d'autres facilités pour la période close le 30 juin 2017 :

	30 juin 2017 (en milliers de \$)	30 juin 2016 (en milliers de \$)	31 décembre 2016 (en milliers de \$)
Garanties	11 883	50 892	13 774
Lettres de crédit	6 420	7 311	2 767
Contrats à terme de gré à gré et swaps de devises	–	9 815	18 605
Autres passifs éventuels	46 423	15 111	10 430
	64 726	83 129	45 576
Analyse chronologique des engagements de prêts			
Moins de 1 an	44 527	64 276	35 383
De 1 à 5 ans	20 199	18 853	10 193
Plus de 5 ans	–	–	–
	64 726	83 129	45 576

Les fonds requis au titre de ces engagements proviendront des ressources existantes du Groupe.